



HAL
open science

Les militants anti-apartheid exilés en France : l’Affaire Dulcie September

Elia Trigon

► **To cite this version:**

Elia Trigon. Les militants anti-apartheid exilés en France : l’Affaire Dulcie September. Histoire. 2020.
dumas-02994488

HAL Id: dumas-02994488

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02994488>

Submitted on 7 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Année 2019-2020

Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne

Ecole doctorale d'histoire

Centre d'histoire sociale des Mondes contemporains

Les militants anti-apartheid exilés en France, l’Affaire Dulcie September



Mémoire de Master 2 préparé sous la direction de Françoise Blum

Présenté par Elia Trigon

Session de SEPTEMBRE 2020

Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne

Ecole doctorale d'histoire

Centre d'histoire sociale des Mondes contemporains

Les militants anti-apartheid exilés en France, l’Affaire Dulcie September

L'illustration en couverture est une photo de Dulcie September issus de l'exposition «
Dulcie September : Je me souviens » présentée à Arcueil en 2018.

Mémoire de Master 2 préparé sous la direction de Françoise Blum

Présenté par Elia Trigon

Session de SEPTEMBRE 2020

J'adresse mes remerciements aux personnes qui m'ont aidé dans la réalisation de ce mémoire.

En premier lieu, je remercie ma directrice de recherche, Françoise Blum pour ses conseils judicieux et le temps qu'elle m'a consacré.

Je tiens à témoigner toute ma reconnaissance à ceux qui sont l'objet même de ce mémoire et qui m'ont fait l'honneur de m'accorder un entretien, Sam Tshabalala et Bruce Clarke. Je remercie Monsieur Georges Lory pour m'avoir également accordé un entretien riche en informations et en nouvelles pistes. Ainsi que Christabel Gurney et les militants anglais qui m'ont aidé dans ma recherche.

Je souhaite saluer la mémoire de ce grand militant et grand homme qu'était Maurice Cukierman qui a pris du temps pour m'accorder un entretien peu de temps avant de nous quitter.

Pour son aide précieuse, je souhaite remercier Jacqueline Dérens sans qui je n'aurais pas eu accès à mes sources orales et aux nombreuses informations sur Dulcie September.

Je tiens à remercier spécialement ma mère, Anne-Marie Gilger Trigon, Vincent Moulin et les membre de ma famille pour leur relecture et leur soutien. Je souhaite aussi saluer la mémoire de mon père et son travail auprès des militants pendant tant d'années.

Enfin, je souhaiterai rendre hommage à Dulcie September, une grande dame qui je l'espère, ne sera jamais oubliée.

Sommaire

Sommaire	4
Introduction	7
Partie 1 : Les conditions de l'exil en France	14
<u>Chapitre I. L'implication des associations anti-apartheid françaises et les liens avec les autres causes émancipatrices</u>	<u>14</u>
- <i>Le militantisme anti-apartheid « à la française »</i>	14
- <i>Une diversité de sensibilité</i>	17
- <i>L'Afrique du Sud, un pays (dés)intégré dans une région en conflit</i>	20
<u>Chapitre II. Une lutte contre un système partenaire de la France</u>	<u>23</u>
- <i>Les Boers : « peuple élu »</i>	23
- <i>La France : un double jeu?</i>	27
- <i>Les relations franco-sud-africaines de De Gaulle à Mitterrand</i>	31
<u>Chapitre III. La place de la France dans la résolution d'un conflit intégré dans un contexte de Guerre Froide</u>	<u>35</u>
- <i>Sortir d'un système d'oppression</i>	35
- <i>Une situation intégrée dans un contexte international complexe</i>	39
- <i>Sortir de l'apartheid, liens entre la France et l'Afrique du Sud</i>	41
Partie 2 : Dulcie, militante jusqu'à la mort	43
<u>Chapitre I. Le combat d'une femme d'une société patriarcale à une autre</u>	<u>43</u>
- <i>Situation des militantes sud-africaines</i>	44
- <i>Le contexte en matière de droits des femmes et des étrangers en France</i>	48
- <i>Naissance et évolution d'une militante</i>	50
<u>Chapitre II. Le combat d'une métisse en exil, de Londres à Arcueil</u>	<u>52</u>

- <i>Du Yu Chi Chan Club à l'ANC : Le chemin jusqu'à Paris</i>	53
- <i>Une figure de résilience?</i>	56
- <i>Arcueil une ville légataire de sa mémoire</i>	58
<u>Chapitre III. Une cible facile ?</u>	<u>60</u>
- <i>Une victime de plus dans les Secrets défense de l'Etat français</i>	60
- <i>Les différentes théories</i>	62
- <i>Une sortie de conflit dans le sang</i>	65
Partie 3 : Une résistance « arc-en-ciel »	67
<u>Chapitre I. Breyten Breytenbach, le poète Afrikaner</u>	<u>67</u>
- <i>Un artiste aux multiples visages</i>	68
- <i>La prison et l'exil</i>	70
- <i>La Résistance en tant que militant blanc</i>	72
<u>Chapitre II. Sam Tshabalala, le musicien venu des Townships</u>	<u>75</u>
- <i>Partir pour ne plus subir</i>	75
- <i>La place de la musique dans la lutte</i>	78
- <i>La musique pour s'intégrer dans une nouvelle société</i>	80
<u>Chapitre III. Bruce Clarke, l'artiste militant</u>	<u>82</u>
- <i>Un Sud-africain anglais</i>	82
- <i>Un parcours international</i>	85
- <i>L'art plastique comme vecteur de message</i>	88
Conclusion	90
Sources	93
- <i>Fonds d'archives</i>	93
- <i>Bibliographie</i>	99
Annexes	108
<u>Biographies</u>	<u>108</u>
<u>Entretiens</u>	<u>116</u>
- <i>Entretien avec Georges Lory</i>	116
- <i>Entretien avec Sam Tshabalala</i>	131
- <i>Entretien avec Bruce Clarke</i>	147

<i>Entretien avec Randolph Arendse</i>	160
<i>Entretien avec Christabel Gurney</i>	175
<i>Entretien avec Maurice Cukierman</i>	181

Table des sigles

ANC	African National Congress
APDUSA	Union démocratique des peuples africains d’Afrique australe
COSAW	Congress of South African Writers
IDAF	International defense & aid fund for Southern Africa
MK	Umkonto we Sizwe
MRAP	Mouvement contre le racisme et pour l’amitié entre les peuples
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAC	Pan African congress of Azanie
PC	Parti communiste
PCF	Parti communiste français
RNCA	Rencontre nationale contre l’apartheid
SWAPO	South West Africa People’s Organization

Introduction

Mardi 29 mars 1988, une matinée comme les autres à Paris. Cinq bruits sourds, une femme git dans une mare de sang au deuxième étage d'un immeuble situé au 28 rue des Petites écuries du Xè arrondissement.

Quelques heures plus tard la petite rue est submergée de journalistes et curieux. Les collègues de Dulcie September accourent. Cet assassinat sonne alors comme l'ultime perversion d'un système ségrégationniste qui sent que toute son organisation est mise à mal.

Dulcie September, victime d'un système patriarcal, raciste et autoritaire, n'aura pas la chance de voir ses idées de paix et de liberté triompher. Celles pour lesquelles elle s'est battue tant d'années durant, pour lesquelles elle dut s'exiler en France, dans ce pays froid et gris, pour lesquelles elle est décédée ce 29 mars 1988.

L'histoire qui va être développée tout au long de ce mémoire est celle de militants qui ont dû partir sans jamais pouvoir revenir, de militants qui sont partis pour mieux revenir et de militants qui ont trouvé en France une nouvelle patrie sans jamais oublier leur pays bien aimé, ce pays si beau à l'histoire si sombre. La figure centrale sera celle de Dulcie September car elle est la plus emblématique, représentante de l'ANC en France qui fut assassinée pour ses idées. Mais je n'oublierai pas d'étudier d'autres acteurs utilisant différents répertoires d'actions en exil.

Ce sujet m'est apparu comme une évidence au cours de ma troisième année de Licence en Histoire à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. En effet, l'année 2018 était l'occasion, dans la ville où je réside, Arcueil, de se remémorer l'histoire de cette femme et de son lien particulier avec la ville. A l'occasion du 30è anniversaire de la mort de Dulcie September, la ville lance une grande campagne de recueil de témoignages auprès de ses habitants afin de rassembler des souvenirs sur cette femme.

Un autre paramètre qui est entré en compte au moment du choix de ce sujet fut la volonté de la ville d'Arcueil de monter un comité afin de mobiliser autour de l'assassinat de Dulcie September pour peut-être, enfin, plus de 30 ans après, savoir ce qui se passa ce 29 mars 1988 rue des Petites Ecuries.

Pour finir, mon histoire personnelle est d'autant plus liée à cette femme qu'un nom qui va être évoqué au cours de ce mémoire, m'est très proche. Marcel Trigon, le Maire d'Arcueil de l'époque, président de Rencontre Nationale contre l'Apartheid, accueille Dulcie September à Arcueil. Etant sa fille, j'ai grandi au milieu des souvenirs de cette histoire avec en fond l'importance de la lutte pour l'égalité. Je me sens aujourd'hui dans l'obligation de transférer sur le plan académique un pan de l'histoire d'un pays qui est, selon moi trop peu étudié en France alors même que la France a été un acteur extrêmement important dans son histoire. Malgré mon lien viscéral avec le sujet, ce mémoire sera une étude proprement historique où je m'efforcerai de garder mes distances avec les acteurs en question bien que nous le savons, en histoire, chaque traitement historique relève de son interprète, comme le disait Jacques Le Goff : « l'historien est un artisan de la mémoire ».

L'étude de ces militants exilés me conduit à croiser différents champs de l'historiographie. Tout d'abord, il y a celui de l'exil, qui est une migration contrainte. Concernant ce thème, de nombreux mémoires ou ouvrages généraux sont publiés par des responsables politiques et syndicaux ou même des exilés célèbres ou non qui relatent leur expérience. Malgré cela, comme c'est le cas pour les autres thèmes concernant les militants sud-africains, leur exil n'occupe pas une très grande place dans l'historiographie contemporaine. L'histoire de l'exil des populations durant la Seconde Guerre Mondiale, la Guerre d'Espagne, la Guerre d'Algérie ou, plus récemment, l'exil des palestiniens ou des syriens par exemple, est davantage étudiée que le sujet qui m'intéresse aujourd'hui. Les ouvrages importants pour mon étude sont notamment ceux d'Abdelmalek Sayad à propos de l'exil et de l'intégration en France d'étrangers¹. Abdelmalek Sayad intègre une nouvelle vision à l'histoire de l'immigration, une vision sociologique qui concerne la plupart des exilés, la double absence. Le terme de double absence se caractérise pour lui par rapport à son pays de naissance, l'Algérie et son pays d'adoption, la France. Ainsi, pour les militants sud-africains, ce terme de double absence peut aussi s'appliquer, ils sont issus d'un pays où ils ne sont pas ou alors mal intégrés au système et doivent vivre dans un pays où ils sont et seront, pour certains, toujours à la marge. Plus directement lié de mon sujet, Saleem Badat² revient dans un ouvrage publié en 2013 sur l'histoire des exilés politiques sous le régime d'apartheid, mais il dénonce principalement l'exil forcé de la population

¹ Sayad, A. *La double absence: des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris, Éditions Points, 2014.

² Badat, S. *The forgotten people: political banishment under apartheid*. Leiden, 2013.

Sud-africaine vers les bantoustans, des simulacres d'Etats libres. Le problème des nombreux ouvrages rédigés à propos de l'exil des militants sud-africains est qu'ils portent sur l'exil effectué vers des pays géographiquement proches de l'Afrique du Sud comme la Namibie, à la rigueur quelques pages sont présentes sur l'exil vers Londres qui était un centre important pour la lutte. J'ai ainsi pu constater un vide historiographique sur la question de l'exil vers la France.

L'autre champ qui est, selon moi à croiser avec celui de la migration est celui du mouvement social. Les actions militantes sont le fruit de la mobilisation des Sud-africains. Dans cette recherche je vais donc m'interroger sur les différentes formes de mobilisations de ces exilés qui opèrent à distance. Un ouvrage fondateur publié en 1978 traite cette question des mobilisations, celui de Charles Tilly³. Il y montre les modalités des actions collectives avec un regard d'historien, mais aussi de sociologue. Les questions de mobilisations sont centrales quand on traite la question des militants. Pour cette résistance au régime d'apartheid, les mobilisations sont diverses, des ouvrages écrits par les militants eux-même en portent témoignage, comme celui de Breyten Breytenbach⁴ en 1984.

Ces formes de mobilisations sont aussi à regarder sous l'angle particulier de mobilisations sur le continent africain. L'Afrique a tendance à être isolée du reste du monde par les études académiques, mais aujourd'hui des prises de consciences se font et tendent à sortir l'Afrique d'un traitement interafricain. Le regard pessimiste et paternaliste sur l'Afrique est une tradition notamment en France, vis-à-vis de ses anciennes colonies. C'est ce que dépeignent des ouvrages comme par exemple celui de Stephen Smith⁵ en 2012, des ouvrages tels que celui-ci tendent à accuser l'Afrique de se saborder elle-même. De plus, pendant de nombreuses années, dans l'historiographie, l'histoire de la guerre d'Algérie a occulté celle des colonies d'Afrique noire. Depuis quelques années, certains auteurs⁶ se penchent sur les enjeux sociaux de la décolonisation. Après les années 1960, années de révoltes aussi en Afrique, certains travaux universitaires s'intéressent à ces mouvements souvent à l'initiative de la jeunesse. Ce sujet nous demande aussi d'aborder le champ de l'histoire globale afin de se départir de la grande idée de l'occidentalisation de la planète. C'est en 2010 que Jack Goody⁷

³ Tilly, C. *From mobilization to revolution*. New York, Random House, 1978.

⁴ Breytenbach, B. *Confession véridique d'un terroriste albinos*. Paris, Stock, 1984.

⁵ Smith, S. *Négrologie, Pourquoi l'Afrique meurt*. Paris, Hachette, 2012.

⁶ Cooper, F. *Français et africains? Etre citoyen au temps de la décolonisation*. Paris, Payot, 2014.

⁷ Goody, J. *The Theft of History*, Paris, Gallimard, 2010.

nous explique comment l'Occident a « volé » l'histoire du monde pour imposer son récit au reste de la planète. Cette occidentalisation du récit historique est donc à prendre en compte dans l'historiographie de l'Afrique du Sud, d'autant plus que l'Apartheid est mis en place par des colons européens, les Boers.

Plus précisément, ce sujet des militants anti-apartheid exilés en France fait appel à une historiographie portant sur un pays, l'Afrique du Sud. On peut constater une historiographie assez récente côté français, depuis les années 1970 les écrits sur l'Afrique du Sud sont majoritairement des rapports sur la situation, qu'ils soient issus de journalistes ou de politiques. Ces écrits ont tendance à porter un regard pessimiste, descriptif, avec une approche globale de la situation. Cette approche suit la trame de l'évolution des relations diplomatiques entre la France et l'Afrique du Sud, avec une courtoisie affichée vis-à-vis du régime de Pretoria qui laisse place au début des années 1980 à la condamnation du système d'apartheid avec la victoire aux élections présidentielles par François Mitterrand en 1981. Dans les années 1980 le gouvernement de Pretoria continue sur sa lancée les lois racistes en imposant une nouvelle réforme institutionnelle qui entérine encore un peu plus les lois ségrégationnistes, c'est à ce moment que fait irruption dans le débat à l'élection présidentielle la question de la position française quant à l'apartheid, les écrits sur l'Afrique du Sud prennent un tournant davantage impliqué. Des militants publient des ouvrages pour dénoncer le régime et mobiliser la population française, on peut notamment citer Maurice Cukierman⁸, trésorier du bureau de l'ANC à Paris et membre du PCF ou encore Pierre André Albertini⁹ qui narre son combat en tant que jeune professeur en Afrique du Sud condamné dans les geôles sud-africaines aux côtés de membres de l'ANC.

Outre ces ouvrages soutenant la lutte, on peut apercevoir des partis pris différents mais les discours qui mettent au premier plan la conquête des Boers et la part des huguenots français dans le développement de l'Afrique du Sud viennent souvent de l'extrême droite, comme les différents ouvrages sur l'Afrique du Sud publiés par Bernard Lugan¹⁰, historien controversé enseignant à l'Université Lyon III.

Côté sud-africain, aux vues de la situation, les écrits d'historiens se font inexistantes quant au militantisme sud-africain avant la libération. Ce sera seulement après 1990 que des acteurs de la

⁸ Cukierman, M. *Afrique du Sud, Cap sur la liberté*. Paris, Messidor Editions sociales, 1987.

⁹ Albertini, P.A., *Un français en apartheid*. Paris, Gallimard, 1988.

¹⁰ Lugan, B. *Huguenots et Français : Ils ont fait l'Afrique du Sud*, Paris, Éditions de la Table ronde, 1988.

résistance sortiront leurs mémoires ou que des chercheurs produiront le récit des faits qui se sont déroulés pendant le régime de l'apartheid. Dans les pays anglophones autres que l'Afrique du Sud, comme l'Angleterre, les études historiques sont aussi publiées après les années 1990 et la chute du régime ségrégationniste.

Outre historiens et militants, des juristes¹¹, des géopolitistes¹², ou encore des sociologues s'intéressent aux problèmes sud-africains. La majorité des ouvrages français publiés avant les années 1990 avaient pour objectif de faire comprendre la situation sud-africaine à un public français éloigné. Ces ouvrages étaient orientés de façon à dénoncer cette situation, à en montrer les défauts. L'historiographie change davantage après 1990 et la chute de l'apartheid. Cette chute est effective dès 1991 avec l'abolition des principales lois ségrégationnistes qui a pour cause à effet le retour de l'Afrique du Sud dans le concert des nations. Ce retour est obtenu grâce à la pression soutenue par la communauté internationale durant près de trois décennies, au combat mené par les victimes de l'apartheid et à la poussé des réformistes au sein de la communauté blanche. S'en suit l'ouverture du pays aux observateurs sans la contrainte d'une surveillance policière. Le sujet devient alors en vogue et de nombreux chercheurs vont sur le terrain, aidés par le développement de bourses ou d'échanges mis en place par l'Etat français qui veut faire bonne figure vis-à-vis de l'Afrique du Sud et de la communauté internationale, en aidant au développement de ce « nouveau pays » après des années de collaboration avec le régime raciste de Pretoria. Au début du XXI^e siècle l'intérêt décline pour ce pays, la politique s'est stabilisée, il n'y a alors plus de grands enjeux. Mais dans les années 2010, sous la présidence de Jacob Zuma, de nouveaux troubles naissent en Afrique du Sud, la nouvelle génération qui n'a pas connu l'apartheid est insatisfaite des conditions de vie, elle dénonce en particulier un taux de chômage qui s'accroît inexorablement dans un mouvement nommé « Fees must fall ». A l'occasion de ces mouvements étudiants, on note un regain d'intérêt pour l'Afrique du Sud, avec des historiens comme Francois-Xavier Fauvelle¹³ ou Georges Marie Lory¹⁴ qui fut lié avec ce pays dès son premier voyage en terre sud-africaine en 1974. De nouveaux ouvrages sont publiés sur le pays. Cette révolte partit en particulier des jeunes du Cap est aussi l'occasion de

¹¹ Bockel, A., *De l'apartheid à la conquête du pouvoir : le défi démocratique en Afrique du Sud*, Paris, Publisud, 1986.

¹² Chaliand, G., *Où va l'Afrique du Sud ?*, Paris, Calmann-Lévy, 1986, 176 p.

¹³ Fauvelle, F-X. *Histoire de l'Afrique du Sud*. Paris, Points, DL 2013.

¹⁴ Lory, G-M. *L'Afrique du sud*. Paris, Karthala, 2010.

revenir sur les mouvements anti-apartheid qui ont contribué à défaire le régime ségrégationniste, on pourra citer notamment les travaux de Stephen Ellis¹⁵.

Bien évidemment, une grande partie de ma problématique tourne autour du traitement des femmes et des femmes militantes dans l'histoire. Dulcie September est une des facettes des militants que j'étudie, de par son combat et ses engagements notamment dans la Ligue des femmes de l'ANC elle pose aussi la question de cette place des femmes dans l'histoire. Les années 2010 sont l'occasion d'un regain d'intérêt pour la cause des femmes¹⁶, Dulcie September, subit au moment de l'apartheid, une position de double oppression, parce qu'elle est métisse, puis, parce qu'elle est femme, c'est cette facette du régime de Pretoria qu'étudie Shireen Hassim. C'est aussi une histoire qui intéresse Jacqueline Dérens dans son ouvrage *Femmes d'Afrique du Sud : Une histoire de résistance*¹⁷. A propos de Dulcie September, un autre ouvrage de Jacqueline Dérens est une aide précieuse, dans sa biographie¹⁸ de Dulcie September, elle relate sa vie, de sa petite enfance à son décès. C'est une source très riche car Jacqueline Dérens connaissait personnellement Dulcie et est en contact régulier avec sa famille qui lui a permis d'avoir accès à des archives privées.

Cet état des lieux historiographique me laisse le champ libre du point de vue des sud-africains exilés en France, mais aussi des mouvements anti-apartheid en France. Aucune étude historique n'a été publiée sur ce point-là. La parole des acteurs n'a pas beaucoup été analysée non plus. Mon approche consiste à effectuer des entretiens, afin de découvrir quelles étaient les trajectoires de ces exilés, quelles étaient leurs activités en France. Les quelques ouvrages rédigés sur ces militants n'abordent pas leurs activités ou alors que très brièvement. Dans son livre¹⁹, Breyten Breytenbach par exemple, ne décrit pas son chemin, ses activités, mais seulement son arrestation et sa vie une fois derrière les barreaux. De même, l'ouvrage de Jacqueline Dérens sur Dulcie September ne mentionne que très peu ses activités en France. Il me reste donc à restituer ces activités et comprendre leur impact sur la politique française de l'époque dans un système de Guerre Froide.

¹⁵ Ellis, S. *External mission: the ANC in exile, 1960-1990*. Londres, Hurst & company, 2012.

¹⁶ Hassim, S. *The ANC Women's League: sex, gender and politics*. Athens, Ohio, Ohio University Press, 2014.

¹⁷ Dérens, J. *Femmes d'Afrique du Sud : Une histoire de résistance*. Paris, Non Lieu, 2019.

¹⁸ Dérens, J. *Dulcie September, Une Vie pour la liberté*, Arcueil, Non Lieu, 2013.

¹⁹ Breytenbach, B. *Confession véridique d'un terroriste albinos*. Paris, Stock, 1984.

Aux vues de l'état de l'historiographie présente sur ce sujet et des pans qui n'ont pas encore été étudiés, je souhaite à travers ce mémoire me questionner sur la manière dont les différentes trajectoires des militants anti-apartheid en exil en France illustrent les multiples aspects de la résistance. Ces résistances avaient pour but de lutter contre un système intégré dans des relations internationales dans une optique de répondre aux problèmes causés par la mise en place d'une séparation sociale et spatiale de sa population.

Je serai ainsi menée à étudier les conditions de l'exil en France à travers l'implication des associations anti-apartheid sur son sol et des liens avec les autres causes émancipatrices, au sein d'un pays partenaire de l'Afrique du Sud dans un contexte de Guerre Froide. Dans un second temps, je m'attarderai sur la figure de Dulcie September, militante jusqu'à la mort, l'occasion d'étudier son parcours d'une société patriarcale à une autre, en tant que métisse, mais aussi les théories autour de son assassinat. Enfin, pour illustrer et diversifier mon étude sur ces militants exilés, je retracerai le parcours de trois militants que j'ai déjà pu étudier lors de mon Master 1 et qui sont selon moi représentatifs d'une palette de militants sud-africains, anti-apartheid exilés. Ce sont Breyten Breytenbach, Bruce Clarke et Sam Tshabalala.

Partie 1 : Les conditions de l'exil en France

Chapitre I. L'implication des associations anti-apartheid françaises et les liens avec les autres causes émancipatrices

Les associations anti-apartheid françaises ont joué un rôle important dans la lutte contre l'apartheid. Elles se sont organisées, souvent en lien étroit avec l'ANC mais toujours en gardant leur ADN militant propre souvent hérité d'autres luttes comme celle de la libération de l'Algérie. C'est ce que nous allons étudier à travers cette première partie, grâce à des exemples de militants sud-africains exilés en France ou des militants français qui ont lutté pour cette cause. Cette partie sera aussi l'occasion d'étudier les différences de sensibilités au sein des quelques associations anti-apartheid de l'époque. Enfin, il faudra remettre les luttes et revendications en lien avec les différentes causes qui gravitent autour des problèmes de l'Afrique du Sud.

- *Le militantisme anti-apartheid « à la française »*

La France est un territoire de revendications. Le syndicalisme et le militantisme sont ancrés dans son histoire. Les luttes ont été nombreuses en France, les luttes pour la liberté des peuples des décennies 1970 et 1980 en France s'inscrivent dans le champ du militantisme de gauche, communiste ou non. Dans cette première partie, nous poserons les bases du militantisme anti-apartheid français et nous verrons en quoi il recoupe plusieurs types d'acteurs et plusieurs causes connexes. Pour Maurice Cukierman²⁰, ancien chargé des relations avec l'Angola à l'AFASPA, secrétaire général du PCR (Parti communiste Révolutionnaire Français) décédé peu de temps après cet entretien, qui est sur la même ligne que le Parti Communiste, l'apartheid est un problème de colonisation.

« il y a toujours un problème, c'est qu'on confond la lutte contre l'apartheid et la lutte pour la libération des Noirs. Et la question de l'apartheid c'est un problème de fascisme

²⁰ Voir une courte biographie au début de son entretien situé en annexe.

colonial (...) où la colonie et la métropole sont mélangées et où donc le fascisme par l'intermédiaire de l'apartheid, permet de maintenir les rapports d'exploitation sur la classe ouvrière noire en particulier mais sur la blanche aussi et contre le mouvement démocratique en règle générale. »²¹

Le terme de fascisme revient régulièrement de la part des militants communistes pour qualifier le régime de Pretoria. Cette bataille reprend les termes de la Seconde guerre Mondiale où le Parti communiste s'opposait au nazisme. Ce vocabulaire s'enrichit d'un lexique issu du contexte de lutte contre la colonisation. Dans son ouvrage, Laetitia Bucaille²² fait une étude comparée de la sortie de crise algérienne et de la sortie de crise sud-africaine. Elle compare ces deux sorties de conflits car ils impliquent tous deux des forces armées établies, dépendantes d'un Etat puissant en lutte contre des mouvements clandestins, luttant pour leur liberté en s'extrayant des rapports de domination venus d'un ordre colonial. Comme pour l'Algérie, le terme de rapport de force coloniale revient quand on parle de l'apartheid sud-africain. Ce conflit qui s'étend officiellement de 1948 avec la victoire du Parti National à 1994 avec celle de l'ANC perdurera plus de 40 ans dans un contexte de lutte pour la liberté des peuples colonisés. Il comprend plusieurs périodes dont la fin des années 1960 où l'on peut observer un rebond des textes et prises de positions sur la question sud-africaine, dû en partie au vide qu'a laissé la résolution du conflit algérien.

En France, la référence à l'Algérie française est toujours présente, même 20 ou 30 ans après la résolution du conflit. Les militants anti-apartheid ont souvent en mémoire la lutte pour la libération de l'Algérie, c'est une lutte qui inspirera l'ANC et les différents mouvements qui se créent contre l'apartheid. L'Algérie est d'ailleurs un pays lié à une figure du bureau de l'ANC en France, Joyce Tillerson, secrétaire du bureau à Paris. C'est en Algérie qu'atterrira finalement le vol Delta Airlines 841 que Joyce Tillerson détourna en juillet 1972. Cette militante issue du mouvement Black Panthers avait alors détourné avec trois autres camarades un avion qui assurait la liaison DétroitMiami avec en prime, une rançon d'un million de dollars. Une fois en France, et après que sa demande d'extradition soit refusée, elle s'engagea dans la cause anti-apartheid et deviendra la secrétaire de Dulcie September des années plus tard. C'est elle qui retrouvera son corps le matin de son meurtre rue des Petites Ecuries.

²¹ Extrait de l'entretien avec Maurice Cukierman situé en annexe.

²² BUCAILLE Laetitia, *La pardon et la rancoeur, Algérie/France, Afrique du Sud : peut-on enterrer la guerre?*, Paris, Payot, 2010.

Ces militants anti-apartheid, souvent syndicaux, n'en sont en général pas à leur première cause défendue. Ils se sont inspirés des méthodes de leurs précédentes luttes et sont des habitués des pétitions, démonstrations devant les ambassades, collectes de fonds, etc... Comme nous l'avons déjà dit, les années 1960 en France sont marquées par la guerre d'Algérie qui scinde le pays en deux. Ce conflit conduira beaucoup de personnes à s'initier au militantisme et sera aussi une porte d'entrée vers le militantisme international.

Les réseaux français sont fortement influencés par la guerre d'Algérie. Henri Curiel par exemple joue un rôle de porteur de valise dans la résistance contre le système d'apartheid. Henri Curiel²³ est un soutien important de la lutte contre le système d'apartheid. Il naît en Egypte en 1914 et est le fondateur du Mouvement égyptien de Libération Nationale. Grand militant tiers-mondiste, il s'exile en France en 1950 où il continue sa lutte contre le colonialisme. Après l'Egypte, il se dédie à la cause du FLN²⁴ algérien en 1957, il est mis à la tête du réseau Jeanson et crée alors le MAF²⁵. Puis, après dix-huit mois derrière les barreaux de Fresnes, il fonde Solidarité, une organisation qui vise à former et soutenir les militants des mouvements d'opposition démocratique du Tiers-Monde et de lutte de libération nationale de l'époque, dont l'ANC. Le réseau sera financé pendant un temps par l'Algérie. Cette organisation propose des stages de formation à la clandestinité, une assistance juridique, la fabrication de faux papiers mais aussi l'impression de publications engagées. Nous verrons plus tard que des militants sud-africains ont participé à Solidarité, notamment Breyten Breytenbach.

Curiel sera assassiné dans l'ascenseur de son immeuble à Paris le 4 mai 1978. L'affaire reste à ce jour non élucidée. Je reviendrai plus tard sur les liens que son assassinat peut avoir avec celui de Dulcie September.

Le militantisme anti-apartheid en France est composé d'un éventail de profils larges venant parfois des quatre coins du monde comme Joyce Tillerson ou encore Nestor Bidadanure²⁶ que l'on peut

²³ Pour plus d'informations sur Henri Curiel, voir l'ouvrage de Gilles Perrault, *Un homme à part*, 2006, Fayard, Paris.

²⁴ Front de Libération Nationale Algérien

²⁵ Mouvement anticolonialiste français

²⁶ On peut l'entendre parler de Dulcie September sur le podcast : « Dulcie September, affaire non classée (1/2) : Une militante qui en savait trop ? » Documentaires, France Culture, 29 octobre 2017. Consulté en ligne. <https://www.franceculture.fr/emissions/une-histoire-particuliere-un-recit-documentaire-en-deuxparties/dulcie-september-affaire-non-classee-une-militante-qui-en-savait-trop>.

entendre dans un podcast dédié à Dulcie September. Nestor Bidadanure est un écrivain d'origine burundaise. Il travaille au bureau de l'ANC à Paris dès 1982 et parcourt la France pour informer la population aux problèmes de l'Afrique du Sud. Un autre profil haut en couleur est celui du militant Alex Moumbaris. Décrit comme « l'archétype communiste » par Tim Jenkin dans son ouvrage *Escape From Pretoria*²⁷. Condamné à 12 ans de prison en Afrique du Sud en 1973 pour « conspiration avec l'ANC à des fins de révolution violente », il s'évade aux côtés de Tim Jenkins et Stephan Lee en 1979. Il est né en Egypte de parents grecs puis s'est fait naturaliser australien. Il fait un passage par la France où il rencontre sa femme Marie-José puis travaille pour l'ANC à Londres pendant 9 ans. Il est arrêté en essayant d'entrer en Afrique du Sud en 1972. Après son évasion, il retourne en France où il vivra jusqu'à aujourd'hui. Ce militant internationaliste sera impliqué dans le bureau de l'ANC à Paris comme me l'expliquera Maurice Cukierman dans son entretien. Il sera un proche de Neo Nnumzana²⁸ et sera pressenti pour être le représentant de l'ANC en France. J'ai aussi retrouvé sa trace dans le livre d'Evelyn Groenink²⁹ sur lequel je reviendrai plus tard. Aujourd'hui, il tient une revue d'investigation nommée le BIP (Bulletin d'information presse) et il est toujours impliqué dans les causes internationales comme la question israélo-palestinienne.

Ce militantisme anti-apartheid en France était donc influencé par différents apports culturels et militants. Il se déclinait en divers mouvements qui avaient en leur sein diverses sensibilités.

- *Une diversité de sensibilité*

Ces militants étaient engagés dans diverses organisations. Nous allons voir quelles étaient ces organisations et quelles étaient leurs sensibilités. C'est dans les années 1960 que les principales associations anti-apartheid se créèrent. Cela sans doute en réponse à la montée en puissance des mouvements de libération nationale dans des pays voisins mais aussi à la sortie du Commonwealth

²⁷ JENKIN Tim, *Escape from Pretoria*, London, Kliptown Books, 1987. (Adapté en film sous le même titre en 2020 par Francis Annan.)

²⁸ Précédent représentant de l'ANC en France avant Dulcie September.

²⁹ Groenink Evelyn. *Incorruptible: The Story of the Murders of Dulcie September, Anton Lubowski and Chris Hani*. ABC Press, Pretoria, 2018.

de l’Afrique du Sud. Le pays intensifie alors la répression envers l’ANC illustrée par la condamnation de Nelson Mandela à la la prison à perpétuité³⁰. Ces mouvements sont particulièrement forts en Angleterre et aux Pays-Bas, deux pays historiquement liés à l’Afrique du Sud. Ce n’est qu’en 1981 qu’est créée l’antenne de l’ANC à Paris. D’abord située à Rochechouart, et dirigée par Neo Nmumzana elle déménage avec Dulcie September au 28 rue des Petites Ecuries dans le Xè arrondissement de Paris.

En France, cet engagement contre l’apartheid a mobilisé différents groupes. Jacqueline Dérens était dans un premier temps membre de l’AFASPA (Association française d’amitié et de solidarité avec les peuples d’Afrique). Cette association s’enquérât des problèmes d’Afrique, il y coexistait plusieurs sections. Maurice Cukierman par exemple, avant de s’investir pour l’Afrique du Sud, faisait partie du bureau de l’AFASPA en étant impliqué dans la question des colonies portugaises notamment l’Angola.

Le MRAP s’est beaucoup impliqué. Cette association a été précurseur sur la lutte contre l’apartheid. Le Mouvement contre le racisme et pour l’Amitié entre les Peuples³¹ fustigeait dès 1948 Malan le « fasciste » et les « ghettos noirs »³². Ses militants seront impliqués dans la lutte durant toute la durée du conflit et le numéro du journal du MRAP *Différences* numéro 76 du mois de mars 1988 contiendra une interview exclusive de Dulcie September. Dans les archives de l’association, j’ai pu voir de nombreux rapports issus de l’ONU, des coupures de journaux sur la situation mais aussi des pétitions³³, parfois partagées en commun avec le RNCA (Rencontre Nationale contre l’Apartheid) comme à l’époque de l’Affaire Albertini³⁴.

Ces associations travaillaient donc ensemble avec plus ou moins d’affinités. Le Mouvement Anti-Apartheid français n’était pas aussi fédérateur que son homonyme anglais. Des divergences de sensibilité politique séparaient les différentes associations. Le Mouvement Anti-Apartheid français était plus proche du Parti Socialiste et de la CFDT que du Parti Communiste et ne souhaitait pas

³⁰ A ce sujet, voir le documentaire : de Nicolas Champeaux et Gilles Porte, *Le procès contre Mandela et les autres*, 2018.

³¹ Renommé en 1978, avant l’association se nomme Mouvement contre le racisme, l’antisémitisme et pour la paix.

³² *Droit et Liberté* du 15 juin 1948 consultable en ligne :

³³ Archives du MRAP : Carton RSA - 02 Pétitions

³⁴ Pierre-André Albertini est un ancien coopérant français envoyé en Afrique du Sud en tant qu’enseignant, il est incarcéré dans une prison du Ciskei entre 1986 et 1987.

reconnaitre l'ANC comme force représentative de l'opposition à l'apartheid ni accepter la Charte de la Liberté. Face à cela, l'AFASPA était proche du PCF avec à sa tête Claude Gatignon, personnage important dans l'histoire du communisme français. La RNCA qui se constituera plus tardivement, en 1984 sera d'abord une structure informelle de l'AFASPA visant à être un « lieu de rencontre pour ceux qui souhaitent agir contre le régime d'apartheid »³⁵ et donc très proche du Parti Communiste. Selon l'entretien de Jacqueline Dérens aux archives départementales du Val de Marne en 2009³⁶, cette création répond à un besoin d'informations en français sur un pays peu connu en France et qui est historiquement lié à l'Angleterre. En 1986 est formulé le souhait de transformer cette organisation en association autonome pour lutter contre le régime d'apartheid et organiser des initiatives spécifiques. A sa tête se trouve Marcel Trigon qui était alors Maire communiste de la Ville d'Arcueil où sera accueilli Dulcie September. Le but de la RNCA³⁷ est de « sensibiliser la conscience des Français en favorisant la rencontre des intellectuels contre l'apartheid ». De ce fait, l'association va permettre un mélange des genres. La présidence de l'association va réunir des personnalités éclectiques comme Jacqueline Grunfeld membre du MRAP et présidente du bureau de l'ANC à Paris, le scientifique Théodore Monod, l'artiste Ernest Pignon-Ernest, le Père Emmanuel Lafont, le capitaine de rugby François Moncla, le professeur Jean Dresch, Bruce Clarke ou encore Pierre-André Albertini, coopérant français emprisonné un an en Afrique du Sud. La RNCA mènera des campagnes de libération, de solidarité, de boycott notamment au travers de pétitions mais aussi d'un bulletin, « Liaison ». A partir du 11 octobre 1985, puis tous les ans à cette date, l'association organise une manifestation devant l'Ambassade d'Afrique du Sud nommée « journée internationale de solidarité avec les prisonniers sud-africains et namibiens ». Elle participe à différents évènements comme la Fête de l'Humanité mais aussi à des réunions internationales comme à Arusha en 1988.

Cette association très proche du Parti Communiste comme j'ai pu le constater dans les archives du PCF conservées aux archives de la Seine Saint Denis, s'opposera au Mouvement Anti-Apartheid en se méfiant continuellement et en évitant d'être associé à lui.

³⁵ Compte rendu de la réunion du 11 septembre 1985. Carton 151J1

³⁶ Fond de la direction des archives départementales du Val de Marne : le 18 février 2009 enregistrement sonore, 2 cd audio, 150 mn. 11 AV 334

³⁷ D'abord nommée Rencontre Nationale Contre l'Apartheid, après l'élection de Nelson Mandela, l'association sera renommée Rencontre Nationale Avec le Peuple d'Afrique du Sud.

Dans un télégramme accroché à une invitation³⁸ du Mouvement Anti-Apartheid français le 18 décembre 1987, G. Julius en charge du secteur Porex (politique extérieure) du Parti Communiste annote :

« Congrès du M.A.A : Nous recevons ci-joint, une invitation du Mouvement Anti-Apartheid à participer à son 7^e Congrès.

Nous n'avons jamais établi de rapport avec cette organisation émanant du PS.

L'activité de masse sur ces questions , se porte pour renforcer et élargir l'action et la présence de « Rencontre Nationale contre l'Apartheid ».

Il n'y a donc pas lieu de répondre à l'invitation du M.A.A »

La situation du Mouvement Anti-Apartheid anglais n'a rien à voir avec son homonyme français. Christabel Gurney³⁹, ancienne militante du Mouvement Anti-apartheid anglais, avec qui j'ai eu un entretien à Londres, m'a fait le récit d'une lutte bien organisée qui était centralisée par le Mouvement Anti Apartheid anglais. Ce mouvement était en contact direct avec le bureau de l'ANC à Londres et l'ANC Women's League. Le MAA anglais dont Mike Terry⁴⁰ était à l'époque secrétaire général était l'épicentre de la contestation. Ce qui n'était pas le cas en France.

La lutte anti-apartheid en France se déroule donc dans un climat de tensions politiques et de méfiance dû en partie à la situation tendue entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste dans les années 1980.

C'est aussi en France un contexte de tensions raciales. Les militants exilés doivent donc faire face à un double combat, lutter pour que la voix de leur peuple se fasse entendre mais aussi exister dans un pays qui doit déjà régler ses problèmes de discrimination. Des problèmes qui seront mis sur le devant de la scène notamment par SOS Racisme avec sa « marche des beurs » en 1983.

- L'Afrique du Sud, un pays (dés)intégré dans une région en conflit

³⁸ Archives de la Seine Saint Denis : Carton (2) 261J7/382

³⁹ Entretien avec Maurice Cukierman en annexe.

⁴⁰ Archives Métropolitaines de Londres : Campaigning and correspondence Minutes and related papers :

LMA/4421/01/01/001

En France le mouvement est parti majoritairement d'autres luttes. Lors de mon entretien avec Maurice Cukierman, il m'expliquait son parcours qui le mena à devenir trésorier du bureau de l'ANC à Paris. Son exemple est celui d'un premier combat tourné en direction de l'Angola qui, par des rencontres, se mue en combat contre l'apartheid.

En effet, l'Afrique du Sud est située dans une région en conflit. Au nord ouest il y a le Mozambique avec la création du FRELIMO⁴¹ qui rejette le système colonial et capitaliste en essayant de renverser l'ordre établi grâce à l'insurrection armée. En 1974, la Révolution des Œillets qui met fin à la dictature salazariste permet au FRELIMO de prendre le pouvoir en Angola mais aussi d'ouvrir le dialogue entre colonies et pays coloniaux. Lorsqu'en 1975 le Mozambique devient un Etat socialiste dirigé par Samora Machel, le Mozambique est perçu comme un danger pour l'Afrique du Sud qui se sent encerclée. Frontalière au Mozambique, la Rhodésie du Sud se voit imposer dès 1930 des mesures proches de celles de l'Afrique du Sud avec un partage inégal des terres en faveur des colons européens, une exclusion des Africains des emplois qualifiés et d'autres mesures discriminatoires. Contre la force coloniale britannique, dans les années 1960 deux groupes protestataires noirs émergent, le ZAPU (Union du peuple africain du Zimbabwe) et le ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe). C'est en 1980 que la ZANU de Robert Mugabe, appuyée par la Chine, accède au pouvoir et scelle l'indépendance de la Rhodésie qui est renommée Zimbabwe. Le Botswana quant à lui obtiendra son indépendance en 1966 et gardera des contacts économiques avec son voisin sud-africain. A l'ouest, la Namibie est dans un premier temps un mandat administré par l'Union d'Afrique du Sud et est appelée « Sud-Ouest africain ». C'est dans les années 1950 qu'une réelle contestation va s'organiser pour créer en 1960 la SWAPO (Organisation du peuple Sud-Ouest africain). Proche des mouvements rebelles angolais, la SWAPO envisage la lutte armée. En même temps, à l'ONU l'influence des pays décolonisés s'accroît. C'est en 1968 qu'est voté à l'ONU la révocation du mandat sud-africain, révocation que ce dernier Etat ne reconnaitra pas. En 1973 la SWAPO est reconnue comme représentante « unique et authentique » du peuple namibien. C'est à la fin des années 1970 que les lois discriminatoires sont abolies en Namibie. Un nouveau tournant se fait en 1989 lorsque la résolution 435 est adoptée à l'ONU : cette résolution prévoit un cessez-le-feu et la tenue d'élections supervisées par les Nations Unies mais aussi, par la même occasion, la validation implicite de la tutelle sud-africaine sur la Namibie. Ce ne sera qu'en 1990 que la SWAPO prendra la tête de la Namibie. La situation en Angola, au nord de la

⁴¹ Front de Libération du Mozambique.

Namibie est quant à elle liée à celle du Mozambique. Des groupes de libération se forment dans les années 1950, le MPLA (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola) d'inspiration marxiste, le FNLA (Front National de Libération de l'Angola) et l'UNITA (Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola) qui s'oppose de plus en plus au MPLA. Les accords d'Alvor, conclus après la Révolution des Oeillets et la fin des guerres coloniales portugaises, ne règlent pas la transition de façon pacifique surtout à Luanda. En 1975 Neto proclame l'indépendance de la République Populaire d'Angola mais la guerre civile se poursuivra jusqu'en 1991. L'histoire de l'Angola sera jalonnée de guerres civiles et d'invasions de l'armée sud-africaine. Enfin, la Zambie jouera un rôle majeur dans la lutte anti-apartheid, accueillant à Lusaka le siège de l'ANC en exil. Ce pays, anciennement Rhodésie du nord est liée à l'Afrique du Sud. C'est en 1964 que la Rhodésie du Nord accède à l'indépendance dirigée par l'UNIP (Union Nationale de l'Indépendance). Le gouvernement encouragera aux côtés de la Chine et de l'Union Soviétique, les mouvements nationalistes en Rhodésie du Sud, Afrique du Sud, Sud-Ouest Africain et dans les colonies portugaises.

Le beau-frère de la soeur de Dulcie, avec qui elle entretiendra un contact régulier lors de son exil, Randolph Arendse, m'a confié dans son entretien⁴² que lorsqu'il s'est engagé en Suisse, à Lausanne, dans les années 1970, une seule association existait pour la lutte pour la libération des pays du Sud de l'Afrique. C'est à dire le Mozambique, l'Angola, le Zimbabwe, la Namibie et l'Afrique du Sud. Des associations sont donc créées pour tenter de résoudre les problèmes d'une région au sein de laquelle se trouve l'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud fait partie d'une région en tension et ces associations créées en Europe s'orientent vers une lutte pour la libération nationale et la décolonisation des pays d'Afrique.

Pour certains, la lutte anti-apartheid leur a permis d'ouvrir leur vision vers d'autres conflits, d'autres luttes à soutenir. Bruce Clarke⁴³ qui est encore très impliqué dans la commémoration du génocide rwandais me confiait lors de notre entretien les liens que l'on peut trouver entre les deux causes. Il fait notamment un parallèle entre l'histoire de ces deux pays.

⁴² Entretien disponible en annexe, effectué chez lui à Lausanne le 11 décembre 2019.

⁴³ Entretien avec Bruce Clarke en annexe.

« (...)l’Afrique du Sud et le Rwanda c’était à peu près les mêmes dates 1994... Entre 1990/94 le Rwanda est descendu en enfer et l’Afrique du Sud est montée. Mais souvent c’est les mêmes réseaux, les mêmes personnes pour des raisons différentes. »

C’est au début des années 1990 qu’il prend conscience de la situation au Rwanda. Pour lui, la situation était comparable à l’Afrique du Sud sauf que la discrimination se faisait sur des questions ethniques sans prendre en compte des différences de couleur de peau. De plus, ces deux pays étaient en contact notamment économiques. Avant son engagement pour la cause rwandaise, il s’impliqua dans la cause palestinienne ou encore la guerre du Biafra. Cette dernière a impliqué la France et des noms que l’on retrouvera dans l’Affaire Dulcie September comme celui de Bob Denard que nous verrons plus tard.

Chapitre II. Une lutte contre un système partenaire de la France

L’Afrique du Sud au temps du régime de l’apartheid, entretient un lien économique étroit avec la France. Ce lien étroit tient son origine d’une histoire partagée entre les deux pays. Nous allons maintenant voir comment ce « peuple élu » a développé une société basée sur le rejet de l’autre et une économie fondée sur une main d’oeuvre noire sous-qualifiée. Cette partie sera aussi l’occasion d’étudier le double jeu joué par la France dans ses relations avec l’Afrique du Sud, en maintenant ses relations économiques tout en dénonçant le régime d’apartheid. Enfin, ce chapitre offrira un retour sur les relations diplomatiques entre les deux pays des mandats présidentiels du général De Gaulle à celui de François Mitterand.

- Les Boers : « peuple élu »

Les relations entre la France et l’Afrique du Sud sont ancrées dans l’histoire. C’est en 1652 que des marchands hollandais de la VOC⁴⁴ accostent au Cap de Bonne-Espérance afin d’établir un comptoir de ravitaillement. Ces premiers colons n’en sont pas réellement, ils sont des cultivateurs et

⁴⁴ Compagnie néerlandaise des Indes Orientales, compagnie de commerce créée par les Provinces-Unies en 1602.

sont sommés par la compagnie hollandaise de ne pas outrepasser ses prérogatives. Malgré cela, le désir d'explorer un nouveau territoire est trop grand et très vite, ils s'enfoncent dans les terres. Ces premiers colons européens composés de Hollandais et d'Allemands majoritairement sont ensuite rejoints par des huguenots fuyant la France après la révocation de l'édit de Nantes en 1685. De 1688 à 1691, 178 familles auraient quitté la France pour l'Afrique du Sud⁴⁵. Le racisme et la volonté de domination des populations blanches sur les autres en Afrique du Sud remontent à cette période. Déjà au XVIII^e siècle, les Afrikaners⁴⁶ introduisent la notion de *Baaskap* en Afrique du Sud, principe de la suprématie blanche d'un peuple qui se considère élu de Dieu, sur une population noire subalterne.

Des guerres de territoires interviennent quand les Boers qui remontent dans les terres, se trouvent confrontés à des populations noires. Une première guerre dite « cafre » éclate en 1779, s'en suivront neuf guerres qui opposeront les peuples Xhosas aux autorités coloniales du Cap, néerlandaises puis britanniques, jusqu'en 1879. En 1795, la puissante Angleterre prend possession du petit comptoir hollandais. Une tension s'installe entre Anglais et Hollandais et en 1806, 14 colonies du Cap passent sous administration anglaise. La cohabitation devient de plus en plus compliquée à gérer, les Hollandais se sentent opprimés dans un pays qu'ils voient comme leur Terre promise. Les Britanniques instaurent leurs lois, interdisent la traite négrière, les Boers hollandais sont bousculés dans leurs traditions. Un événement fondateur de la communauté boer va se dérouler de 1834 à 1852, en réponse à cette oppression. C'est le Grand Trek. Les Boers partent alors dans les terres, vers le nord et l'est, afin de trouver leur « Terre Promise ». Ce Grand Trek, rempli d'aventures qui fondent l'identité boer va déboucher sur un accord avec l'Angleterre, qui crée deux nations boers indépendantes. Cette indépendance va être remise en cause par les Anglais lors de la première guerre des Boers en 1881. La victoire des Boers sur les Anglais va alors les conforter dans l'idée qu'ils sont le peuple élu. Ils fondent des communautés autonomes notamment au Transvaal et dans la région d'Orange. Mais lors de la Seconde guerre des Boers (1899-1902), ils subissent une répression qui sensibilise la communauté internationale. Cette guerre causée par la découverte d'un

⁴⁵ Krumenacker Yves. (2012). La circulation des huguenots sur les routes du refuge. *Revue d'Histoire de l'Eglise de France*, 98(2), 311-327.

⁴⁶ Les afrikaners sont une communauté de Sud-africains blancs d'origine néerlandaise, française, allemande ou scandinave. Un Boers est un afrikaner qui est un paysan, ce sont les pionniers blancs d'Afrique du Sud. Pour plus d'information sur l'histoire des afrikaners et de l'Afrique du Sud en général, voir : François-Xavier Fauvelle-Aymar, *Histoire de l'Afrique du Sud*, 2006, Le Seuil.

gisement d'or au Transvaal va être l'occasion d'un déchaînement de violence de la part des Anglais qui pratiquent une politique de la terre brûlée et mettent en place des camps de concentration. Selon les chiffres Boers, plus de 27 000 d'entre eux sont morts de famine ou de maladie dans des camps, dont 22 000 enfants. La guerre se termine sur une victoire anglaise. Malgré tout, l'Angleterre est contrainte à verser des compensations aux Boers qui voient les Etats d'Orange et du Transvaal placés sous autorité britannique à la seule condition de leur future autogestion qui adviendra quelques années plus tard. Les Afrikaners utilisent l'histoire pour légitimer leur emprise sur l'Afrique du Sud au détriment des populations noires. La date de 1652 est pour eux le point de repère, la découverte du pays, en omettant de préciser que des populations étaient déjà présentes sur cet espace⁴⁷.

Je ne détaillerai pas davantage l'histoire moderne de l'Afrique du Sud au cours de ce mémoire. Je renvoie à des ouvrages qui me semblent bien traiter cette question⁴⁸, afin de pouvoir m'attarder sur l'histoire contemporaine, qui touche plus directement à mon sujet d'étude.

C'est-à-dire, une histoire qui débute à partir de 1948 et la victoire aux élections du Parti National. Pour cette question, je me réfère en grande partie à l'ouvrage de Marianne Cornevin, *L'apartheid : pouvoir et falsification historique*⁴⁹. En mai 1948, le Parti National réunifié de Daniel François Malan remporte les élections présidentielles face au Premier Ministre sortant, Jan Smuts et son Parti Uni. Des élections qui sont alors déjà le reflet d'une société morcelée, seuls les blancs et quelques *coloured*⁵⁰ du Cap ayant le droit de vote. Cette campagne est un tournant, car qu'elle met pour la première fois la question de la relation entre Blancs et Noirs au coeur du débat en évoquant le *swart gevaar*⁵¹. Un débat, jusqu'alors centré sur les rivalités entre Afrikaners et Anglais sud-africains. Une fois au pouvoir, le parti commence à mettre en place une politique dite de séparation, nommée en langue afrikaans, « apartheid ». L'accession au pouvoir du Parti National permet de donner une armature juridique à des contraintes qui étaient déjà mises en oeuvre en Afrique du Sud. En effet, l'histoire de ce pays jalonnée par des querelles entre Anglais et descendants Boers, est

⁴⁷ Voir CORNEVIN Marianne, *L'apartheid : pouvoir et falsification historique*, Paris, Unesco, 1979.

⁴⁸ Pour une histoire de l'Afrique du Sud détaillée, un ouvrage est pour moi fondamental, celui de FrançoisXavier Fauvelle-Aymar, *Histoire de l'Afrique du Sud*. Paris, Points, DL 2013.

⁴⁹ Cornevin Marianne, *L'apartheid : pouvoir et falsification historique*, Paris, Unesco, 1979.

⁵⁰ *Coloured* est le nom donné par le régime d'apartheid sud-africain pour désigner les populations métis, je n'emploierai donc pas tout le temps ce terme.

⁵¹ « péril noir », terme utilisé par le Parti National pour légitimer le contrôle des populations non blanches.

marquée par la pression sur les populations noires depuis l'arrivée des Blancs sur son sol. Entre 1911 et 1926, de nombreuses lois ségrégationnistes sont mises en place par les colons anglais. L'Afrique du Sud devient alors le seul pays où le racisme est inscrit dans la Constitution. Le « South Africa Act », adopté par le parlement britannique en 1909 servira de constitution sud-africaine jusqu'en 1961. Cette constitution exclut du vote ou des fonctions électorales les personnes d'ascendance non-européenne.

Dans les années 1970, beaucoup croient encore aux fausses informations diffusées par Pretoria pour légitimer le système. Ces informations font remonter l'immigration blanche et noire en Afrique du Sud à la même période, voire, mettent en avant une migration blanche préalable. Dans les faits, ce sont les Britanniques qui ont mis en place des lois qui marquent la supériorité blanche, avec entre autres, dès le XIX^e siècle des lois sur les laissez-passer ou encore sur les maîtres et serviteurs. Des lois qui serviront de base et qui seront développées jusqu'à la fin de l'apartheid.

La justification de ce système ségrégationniste est à peu près la même que lors de la colonisation de l'Afrique ou de l'Amérique. C'est un devoir d'assistance confié à la race blanche sur des peuples autochtones. Un discours facilement assimilable par les pays « blancs », notamment à l'époque de la colonisation. De plus, ce discours raciste est justifié par des citations bibliques. L'Afrique du Sud est vue par les Afrikaners comme l'Israël Africaine.

Dans ce sens, les lois d'apartheid sont mises en place pour répondre à cette destinée divine d'un peuple blanc élu. Le peuple élu doit guider et civiliser les Africains, sans se mélanger à eux (ce que sanctionne la législation sur les interdits sexuels⁵²). Enfin, la terre doit être une propriété inaliénable du peuple élu puisqu'elle est la terre « promise ». Sous couvert de protéger l'identité afrikaner, le gouvernement exclut économiquement les populations noires.

Cette idée de mission divine donnée par Dieu au peuple élu, est le point de départ de toutes les conceptions et de l'idéologie d'apartheid en Afrique du Sud. La langue, la religion et l'histoire que se fabrique ce peuple afrikaner le conforte dans un récit et une identité commune qui l'unit face au reste du monde. Fondée sur la foi calviniste des premiers colons du XVII^e siècle, la politique est pour les Afrikaners intrinsèquement liée à la religion. L'Afrique du Sud a manifesté une attirance envers l'Allemagne nazie, du fait des migrations allemandes, qui ont eu lieu notamment au XIX^e

⁵² Immorality Act de 1927 amendé en 1950 et 1957.

siècle. Mais aussi à des fins stratégiques, alors que tous les moyens étaient justifiés quand il s'agissait de faire perdre de son influence à l'Angleterre. Pour les liens entre l'Eglise et la mise en place du Parti National en 1948, je renvoie au chapitre « L'apartheid et les Eglises de langue Afrikaans » de l'ouvrage de Marianne Cornevin⁵³.

Entre 1910 et 1934, alors qu'il n'existe pas encore de nationalité sud-africaine, l'Union Sud-africaine se voit dotée d'un corpus de lois restreignant la liberté et la mobilité des populations noires. Londres décide en 1912 la répartition des terres afin que 80% appartiennent aux blancs contre 5% aux noirs. Bien qu'ayant aboli l'esclavage, Londres sait que la main d'oeuvre du pays provient majoritairement de la population noire et qu'il est important de contrôler cette population afin de maîtriser l'économie du pays en faisant un maximum de profit.

Du côté des résistances c'est en 1912 qu'est créé le mouvement de libération South African Native National Congress qui prend le nom d'African National Congress⁵⁴ en 1923. Cette organisation lutte pour une société unie et non raciale. Les leaders de l'ANC demandent à Londres le droit de vote pour les populations noires, ce qui leur est refusé. Les années 1920 en Afrique du Sud sont une période de mise en place par le gouvernement anglais de lois actant l'hégémonie blanche. Au même moment, les Boers se fondent sur une idéologie issue du national christianisme développée autour du Docteur Malan et qui se nourrit des théories que l'on trouve à la même époque en Allemagne.

- *La France : un double jeu?*

Le régime d'Apartheid, du fait de l'exclusion de la majeure partie de la population, reposait sur une économie extrêmement tournée vers l'international, en particulier l'occident. Pour tenir le cap et maintenir un système très couteux reposant sur la ségrégation, il fallait commercer avec les pays voisins au moins autant qu'avec les pays occidentaux. Ainsi, le travail des opposants au système, de surcroît, exilés à l'étranger, était de diffuser des informations en vue de mobiliser la population

⁵³ Cornevin Marianne. *La République sud-africaine*. Paris, Presses universitaires de France, 1982.

⁵⁴ Pour une histoire de l'ANC détaillée, voir Meli Francis. *Une histoire de l'ANC, African National Congress*. Paris, L'Harmattan, 1991.

locale pour exercer une pression sur le gouvernement afin de stopper les échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud.

C'est un des axes de travail de Dulcie September que j'ai pu constater lors de mes recherches aux Archives de la Seine Saint Denis. Au sein des dépôts du Mouvement pour la Paix classé dans une sous-rubrique « Relation du Mouvement de la Paix en France avec les mouvements de la paix étrangers, 1951-1989 », de la grande rubrique sur « les mouvements de la paix dans le monde, 1951-1993 » se trouvait un carton dénommé « Apartheid, luttés pour l'indépendance des peuples d'Afrique ». A l'intérieur de ce carton se trouvait le numéro 6 du journal *AmAndLA!*, de juin 1986. Ce petit journal de 26 pages a l'air d'être un mensuel, je n'en avais jamais vu aucun autre exemplaire dans les archives que j'avais pu consulter jusqu'à lors⁵⁵. Le journal est publié en français par l'African National Congress, l'adresse d'impression est situé au 28, rue des petites écuries à Paris, Xè arrondissement. C'est-à-dire le siège de l'ANC en France, dirigé par Dulcie September. Ce journal ou du moins ce numéro a donc été la voix de l'ANC en France. Maurice Cukierman m'a confirmé que c'est Dulcie September qui le publiait avec l'aide de Joyce⁵⁶.

En juin 1986, Dulcie était installée au bureau de l'ANC à Paris depuis deux ans et vivait à Arcueil depuis un an.

Le fait que ce journal soit ici rédigé en français nous montre une volonté de diffuser au sein de la population française. Ce journal diffuse des informations afin que soit mise en place une pression sur le gouvernement et les entreprises françaises pour consolider le boycott vis à vis d'un pays frappé d'embargo sur la vente d'armes, de produits pétroliers et de matériel militaire, par l'ONU depuis 1977⁵⁷. Un pays qui sera ensuite frappé de sanctions européennes réaffirmées cette même année 1986. Des sanctions en partie appliquées par la France qui fera en 1986 un grand pas, de même que le Danemark en instaurant un embargo supplémentaire sur le charbon. Une avancée qui n'est que de façade selon ce journal diffusé par l'ANC qui dénonce le commerce qui continuera largement dans l'illégalité. Cette dénonciation est d'autant plus accablante à une époque où, en Afrique du Sud, le régime devient de plus en plus violent et répressif pour essayer de maintenir l'union d'un pays qui a du mal à rester à flot économiquement. Mais en réalité, ce journal a principalement dû être diffusé auprès de militants qui venaient se fournir en informations au bureau

⁵⁵ Je re-croiserai ce journal *AmandLA!* Par la suite dans les archives de Nicole Dreyfus, l'avocate de Dulcie September.

⁵⁶ Voir l'entretien avec Maurice Cukierman en annexe.

⁵⁷ Résolution 418 du 4 novembre 1977.

de l'ANC. Le support du journal est largement utilisé à l'époque et notamment pour cette cause, comme j'ai pu le constater avec *Sechaba*⁵⁸, l'organe de presse de l'ANC de 1967 à 1990 dont j'ai souvent retrouvé la trace dans des cartons d'archives. Mais aussi d'autres journaux militants qui circulaient. Le point de distribution des informations et donc notamment des journaux était alors le bureau de l'ANC rue des Petites Ecuries. Paris était une place importante dans la lutte. En tant que capitale, elle était le centre névralgique de toutes les associations anti-apartheid qui opéraient, majoritairement en région parisienne, mais aussi en province.

Dans un premier temps, ce numéro 6 du journal *Amandla!* revient sur les bases économiques sur lesquelles repose l'Afrique du Sud, ensuite, il dénonce les actions du régime d'apartheid, sur son sol mais aussi à l'extérieur (par exemple au Mozambique et en Angola). Cette partie permet de démontrer l'implication des pays de l'OTAN qui soutiennent l'Afrique du Sud. Il est un passage qui s'attarde plus particulièrement sur le rôle de la France. En regardant de plus près les informations contenues dans ce passage, on y apprend que les actions de la France qui visaient en 1985 à arrêter les nouveaux investissements y sont tempérées par le fait que cela ne concernerait pas les accords commerciaux. Des entreprises publiques sont dénoncées comme participant au contrat de construction de la centrale nucléaire sud-africaine Koeberg. Ce document indique que l'Etat français faisait bonne figure alors que les échanges commerciaux continuaient de bon train.

« En outre, le 25 juillet 1985, le lendemain du jour où Laurent Fabius annonçait des sanctions contre l'Afrique du Sud, le groupe public français FRAMATOME publiait un communiqué disant que le 2ème et dernier réacteur de la centrale de Koeberg a été couplé ce jour au réseau électrique sud-africain. FRAMATOME confirme que la France continuera à fournir l'uranium enrichi indispensable au fonctionnement des 2 réacteurs ».

Par la suite il nous est rappelé que les entreprises citées ne sont pas toutes nationalisées mais que « toute entreprise qui exporte du matériel nucléaire a besoin de licence d'exportation accordée par son propre gouvernement ». C'est à dire que la France est montrée du doigt comme ayant approuvé ces transactions, le pays avait donc un double discours. D'un côté condamnant le régime en affichant sa volonté d'arrêter les échanges par exemple sur le charbon, mais, d'un autre, en profitant de l'opportunité du marché sud-africain donnant son feu vert aux entreprises françaises à des fins nucléaires, négligeant le fait que l'arme nucléaire était un sujet épineux à l'époque et un danger

⁵⁸ Accessibles en ligne :

international bel et bien réel. Dans le même sens, ce brulot affirme que la France aurait continué à livrer des armes à l’Afrique du Sud après 1981.

S’en suit l’énumération des divers entreprises françaises qui continuent de commercer avec l’Afrique du Sud, ainsi que celle des pays qui ne respectent pas les directives de l’ONU.

Ce document et plus particulièrement le passage sur l’implication d’entreprises françaises sous couvert d’accord gouvernemental, nous forcent à nous interroger quant à la place de telles dénonciations dans un contexte de Guerre Froide où les échanges économiques entre les différents blocs avaient une importance primordiale.

Dulcie September sera exécutée à Paris moins de 2 ans après la publication de ce journal, à un moment où le régime sera mis en réelle difficulté à cause de problèmes économiques en grande partie dû aux boycotts. Pour certains comme Evelyn Groenink⁵⁹, Dulcie September se serait intéressée de trop près à des échanges impliquant l’Etat français, ce qui serait selon elle la cause de son assassinat.

La transaction autour de la centrale de Koeberg revient souvent lorsque j’évoque les mânes financières de cette époque avec les anciens militants anti-apartheid⁶⁰, que ces mânes portent sur le trafic d’arme, les échanges sur des produits nucléaires, du charbon, des minerais... La construction débute en 1976 appuyée par un consortium d’entreprises françaises dont Spie Batignolles, Alstom et Framatome. La centrale sera la cible de sabotage par Umkhonto we Sizwe en 1982 mais elle sera malgré tout connectée au réseau en 1984.

Hennie Van Vuuren⁶¹ de l’ONG Open Secrets⁶² révèle dans un ouvrage comment des agents sud-africains installés à Paris ont acheté illégalement des armes avec l’aide des services secrets français. Il y dénonce les abus commis au sein de l’ambassade d’Afrique du Sud en France dans les années 1980 où travaillaient des représentants d’Armcor⁶³. Open Secrets grâce à son travail de

⁵⁹ Groenink E. *Incorruptible: The Story of the Murders of Dulcie September, Anton Lubowski and Chris Hani*. ABC Press, Pretoria, 2018.

⁶⁰ Voir l’entretien avec Georges Lory ou encore celui avec Randolph September.

⁶¹ Van Vuuren Hennie, Marchant Michael, Kriegler Annie et Hunter Murray. *Apartheid guns and money: a tale of profit*. Auckland Park, Jacana, 2017.

⁶² Open Secrets est une ONG enquêtant sur les crimes économiques du secteur privé. Voir leur site web :<https://www.opensecrets.org.za>

⁶³ organisme public sud-africain chargé des programmes d’armement.

fond, a eu accès à des documents déclassifiés dont des documents concernant une série de réunions qui eurent lieu à Paris en juillet 1987. Les agents français auraient alors offert aux Sud-africains des prototypes du Mistral qui ont pu être testés lors du conflit angolais dont l'Afrique du Sud soutenait le parti de l'UNITA de Jonas Savimbi.

- Les relations franco-sud-africaines de De Gaulle à Mitterrand

Parallèlement à l'évolution politique des deux pays, les relations se transforment aussi, au gré des relations commerciales mais aussi diplomatiques influencées par la Guerre Froide. Des sociétés françaises continuent de commercer avec l'Afrique du Sud, sous couvert des différents gouvernements comme nous l'avons vu plus tôt. Par exemple la société Thomson-CSF qui fournissait des armes au gouvernement de Pretoria durant les années 1970-1980.

En 1965, Charles De Gaulle est réélu au second tour des élections présidentielles. Il intensifie encore ses relations commerciales avec l'Afrique du Sud. Entre 1969 et 1971, le coût des exports de la France vers l'Afrique du Sud passent de 106 millions de francs à 234,6 millions pour l'automobile⁶⁴. De 136 à 203 millions pour l'équipement mécanique ou encore de 24, 3 millions à 89, 2 millions pour l'export d'acier. Ces chiffres n'incluent pas les équipements militaires et le matériel nucléaire.

L'Afrique du Sud est un pays à part sur le continent Africain. Elle représente 40% de la production industrielle du continent alors que sa population n'est égale qu'à 6% de celle de l'Afrique⁶⁵. Elle bénéficie d'atouts majeurs dont un sous-sol très riche et de nombreux investissements étrangers. De plus, les lois d'apartheid assurent aux patrons blancs une main d'oeuvre noire sous-payée. En raison de riches ressources minières, l'Afrique du Sud s'insère dans un prospère commerce mondial. Elle est, à la fin des années 1980, la troisième productrice de minerais après les Etats-Unis et l'URSS. En 1987 l'Afrique du Sud extrait 55% de l'or mondial et la moitié des diamants. Elle dispose aussi d'autres ressources importantes comme le vanadium, le

⁶⁴ Tableau produit par l'ONU conservé dans les archives du MRAP carton Afrique (1) Australe-apartheid AF-AUST 4

⁶⁵ Dossier apartheid du MRAP consultable sur leurs archives en ligne.

platine, le chrome, la manganèse. Elle assure la majeure partie de ses besoins en énergie grâce au charbon et à l'uranium⁶⁶.

Depuis 1982, l'Afrique du Sud commence à se trouver en difficulté. En effet, la mise en oeuvre de l'apartheid a un coût pratique conséquent. C'est un appareil administratif immense à faire fonctionner et à maintenir. Toute la machine administrative, judiciaire, policière, militaire coûte très cher à l'Etat. De plus, ce système qui exclut les noirs de l'enseignement et des formations empêchant toute progression sociale maintient un niveau de productivité très bas. En matière de ses échanges commerciaux internationaux, le contexte tendu qui semble pouvoir s'embraser d'une minute à l'autre ne rassure pas les investisseurs qui hésitent souvent à investir des capitaux en Afrique du Sud. L'appel au boycott international et les dispositions de l'ONU iront aussi dans ce sens et joueront pour beaucoup dans la lutte contre le régime d'apartheid.

Malgré les pressions internationales, certains pays intensifient les relations avec l'Afrique du Sud. Le Royaume-Uni, son plus ancien investisseur reste le premier à travers les âges. En 1983 il détient environ 50% du total des investissements étrangers⁶⁷. La même année, les Etats-Unis occupent la deuxième place avec 21%. La France quant à elle détient environ 5%. Elle est présente surtout dans les constructions électriques et électroniques, la distribution de produits pétroliers, les travaux publics, la chimie et la sidérurgie.

En sens inverse, en 1982, à la tête des principaux acheteurs, on trouve le Japon avec des achats d'or et d'argent, le Royaume Uni, les Etats-Unis ou encore l'Allemagne Fédérale. En 1984 la Suisse fait son apparition dans le haut du classement des acheteurs. Si on regarde les échanges commerciaux bi-latéraux, les Etats-Unis arrivent largement en tête du podium. La France quant à elle investit massivement en Afrique du Sud au travers d'entreprises. La Compagnie générale d'électricité et ses filiales sont très actives dans le pays où elles fournissent du matériel pour les chemins de fer ou encore pour la production d'électricité. Les entreprises Renault et Peugeot y vendent des moteurs. En 1976, comme nous l'avons vu plus tôt, la centrale de Koeberg sera construite en partie par EDF et Framatome.

⁶⁶ Ibid.

⁶⁷ Ibid.

Avant que l'ANC ne soit plus cataloguée comme association terroriste et reconnue officiellement en France, elle avait un bureau informel situé à Rochechouart avec à sa tête Neo Nnumzana. Neo Nnumzana⁶⁸ est né dans un Township de l'ouest de l'Afrique du Sud, il étudie au Swaziland puis au Libéria et complète sa formation de mathématicien aux Etats-Unis. Il quitte l'Afrique du Sud à la fin des années 1960. Il est alors responsable de la stratégie de propagande de l'ANC, il édite notamment le journal *Mayibuye*. Après avoir été le représentant de l'ANC en France et en Suisse de 1981 à 1984, il est nommé représentant de l'ANC aux Etats-Unis. Il est un personnage important mais dont je n'ai pas pu trouver beaucoup de traces dans les archives en France car il était représentant de l'ANC en France à un moment où l'ANC n'était pas reconnue.

Dans un article de recherche publié en 2012, Anna Konieczna étudie les relations des parlementaires français avec l'Afrique du Sud⁶⁹. Anna Konieczna est actuellement chargée de cours à Science Po. Je la rencontre en février 2020 sur les conseils de ma directrice de recherche. Nous discutons de ces relations et des mouvements anti-apartheid français. Sachant que je n'aurai pas l'occasion d'aller en Afrique du Sud visiter les archives de l'ANC conservées à Fort Hare, elle m'envoie par la suite quelques documents qu'elle a pu consulter là-bas. Dans son article de 2012 qui concerne les années 1960-1974, elle constate une intensification des relations entre les deux pays après la rupture de l'Afrique du Sud avec le Commonwealth. Le pays cherche alors à multiplier ses liens diplomatiques. Tout cela dans un climat de décolonisation et de peur de l'expansion communiste. Ces relations sont bilatérales, en échange de fourniture d'armes, la France négocie un accès à l'uranium sud-africain. Depuis 1962 la France est l'un des principaux fournisseurs d'armes, mais en 1963, quand l'embargo (non obligatoire) de l'ONU est promulgué, ces transactions sont soumises à des pressions. Un tournant se fait donc alors que la France essaye de donner la priorité aux échanges non-militaires. Dans cette même dynamique, la France essaye d'apaiser les rapports entre les pays d'Afrique et l'Afrique du Sud ainsi que de réduire au maximum ses échanges officiels avec cette dernière. C'est au début des années 1960 que se forment des groupes d'amitié France- Afrique du Sud à l'Assemblée Nationale et au Sénat. Malgré l'indignation

⁶⁸ Voir la notice informative produite par l'ANC en ligne : <http://kora.matrix.msu.edu/files/50/304/32-130-16B3-84-neo%20bio.pdf>

⁶⁹ Konieczna Anna, *Les relations des parlementaires français avec l'Afrique du Sud (1960-1974)*; L'Harmattan « Parlement(s), Revue d'histoire politique », 2012/1 n°17 pages 93 à 108

internationale face au massacre de Sharpeville⁷⁰, c'est en juin 1960 qu'est donnée l'impulsion à la création d'un groupe d'amitié destiné à promouvoir la culture française. C'est surtout l'occasion d'un geste de sympathie au moment où la France négocie son premier contrat militaire avec le pays. A sa création, le groupe est constitué de 39 membres de tous bords politiques. Après 1962, ils sont 44. Pour le Sénat, le groupe se crée en 1963 et regroupe au début 31 sénateurs. Ces groupes permettent une présence pro-sud-africaine à l'assemblée et au Sénat et permettent de diffuser des informations venues de Pretoria et d'exercer un rôle protocolaire comme la réception des nouveaux ambassadeurs sud-africains. Ces groupes d'amitié permettent la mise en relation d'entreprises françaises avec l'Afrique du Sud dans une volonté d'accroître les échanges commerciaux. Anna Konieczna note une multiplication des contacts dans les années 1964-1965 avec des voyages de parlementaires français en Afrique du Sud. Les changements de législatures et la condamnation de plus en plus pressante formulée à l'égard du régime d'apartheid conduit à une mise en sommeil de ces groupes d'amitiés à la fin des années 1960. Malgré ça, les échanges continuent et même si les groupes sont plus restreints, les échanges sont consolidés. Six missions d'échange de savoir ont lieu de 1969 à 1974. Ces groupes essaient tant que faire se peut de ne pas prendre parti dans les questions de ségrégations mais considèrent aisément que la situation pour les population noires est meilleure sous ce régime qu'elle peut ne l'être dans d'autres pays d'Afrique moins développés économiquement. Le réel but de ces groupes d'amitié selon Anna Konieczna est de « créer un courant favorable à la cause sud-africaine, capable d'influencer les décisions politiques »⁷¹.

Les relations entre la France et l'Afrique du Sud sont d'autant plus présentes au sein même du gouvernement sous le mandat de Valéry Giscard D'Estaing. Quand il est élu en 1974, la révolution des Oeillets ouvre la voie de la décolonisation du Mozambique et de l'Angola et souffle un vent de révolte dans cette région du continent. Dans un article du 11 novembre 1974⁷², le journal *Le Monde* revient sur le veto opposé par la France aux côtés des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne à l'expulsion de l'Afrique du Sud des Nations Unis. Le représentant de la France justifie ce veto en

⁷⁰ Le 21 mars 1960, la police réprime des manifestants appelés par le PAC à contester entre autre le port du pass. Cette manifestation sera particulièrement sanglante à Sharpeville où la police tuera 69 personnes. En mémoire de cette journée, en 1966, l'ONU proclame le 21 mars comme la « journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale ».

⁷¹ Konieczna A., *Les relations des parlementaires français avec l'Afrique du Sud (1960-1974)*; L'Harmattan « Parlement(s), Revue d'histoire politique », 2012/1 n°17 pages 93 à 108

⁷² Conservé aux archives du MRAP dans le carton (3) Afrique du Sud divers 1980

dénonçant certes le système ségrégationniste, mais en considérant que l'exclusion de l'Afrique du Sud n'est pas la solution.

La situation s'améliore en principe pour l'ANC et la cause anti-apartheid après l'élection de François Mitterrand en 1981. Les réceptions officielles de responsables sud-africains sont annulées, la France adopte des sanctions économiques et l'African National Congress est autorisé à ouvrir un bureau à Paris. Durant les années 1980, la position officielle de la France est une condamnation du régime de Pretoria. Dans les faits, les échanges continuent comme nous avons pu le voir plus haut dénoncés dans le journal *Amandla!*.

Chapitre III. La place de la France dans la résolution d'un conflit intégré dans un contexte de Guerre Froide

Comme dit plus tôt, la France va jouer un rôle dans la sortie de l'Afrique du Sud du système d'apartheid. Dans ce chapitre, nous verrons comment l'Afrique du Sud est sortie d'un système qui conditionnait tous les aspects de la société. Ensuite, nous reviendrons sur le contexte particulier de la Guerre Froide qui complexifie les rapports de l'Afrique du Sud avec le reste du monde. Enfin, ce chapitre sera l'occasion de réfléchir aux liens entre la France et l'Afrique du Sud au sortir de l'apartheid.

- Sortir d'un système d'oppression

C'est en 1948 que Malan arrive au pouvoir avec le Parti National Réunifié. Dès l'année suivante, des lois sont mises en place pour entériner la ségrégation. Inscrites dans la constitution⁷³ : l'« Immorality Act » en 1949, le « Population Registration Act » en 1950, loi qui classe les individus selon quatre groupes en fonction de leur couleur de peau. Les Blancs, les Noirs, les *Coloured* (toute personne qui ne rentrait pas dans les trois autres catégories était considéré comme

⁷³ Pour une explication des différentes législations d'apartheid, voir Landis Elisabeth. *La législation de l'Apartheid en Afrique du Sud*. Présence Africaine, N° XLVI(2), 1963, p. 108-125.

métis) et les Asiatiques (en fait essentiellement des indiens). Ces catégories n'étaient pas hermétiques et il était possible pour une personne de changer plusieurs fois de catégorie au cours de sa vie. En 1950, le Parti Communiste est interdit. La même année est mis en place le « Group Areas Act » qui regroupe les individus noirs dans des réserves basées sur des terres inutilisables. Les individus sont répartis selon leur origine ethnique, ces bantoustans ayant pour but de créer des communautés autonomes hors d'une Afrique du Sud exclusivement blanche. En 1952 le « pass » est rendu obligatoire pour la circulation des populations non blanches. L'année suivante, la « Separate Amenities Act » sépare l'espace public entre blancs et non blancs. La même année, est mis en place le « Bantu Education Act », qui instaure un système éducatif spécifique pour les populations non blanches selon des programmes déterminés par le gouvernement. Il s'agit d'une éducation basée sur l'apprentissage des futurs métiers qui sont réservés aux enfants noirs. Le système coûte vingt fois moins cher que le système scolaire destiné aux enfants blancs.

Les habitants non-blancs, quand ils ne sont pas relégués dans des bantoustans excentrés et inutilisables pour la culture, vivent alors dans des Townships qui leur permettent de travailler en ville. L'un des plus connus est celui de Soweto qui est le nouveau quartier des habitants de Sophiatown à partir de 1955. Sophiatown qui était l'un des seuls endroits où les Noirs avaient des propriétés est rasée cette année-là. Les habitants sont chassés plus loin, à Soweto et un quartier blanc est reconstruit à la place de Sophiatown.

Tous les aspects de la vie des non-blancs sont réglementés. Par exemple, en 1959, est promulguée une loi qui crée des bars destinés aux seules populations noires. Il leur y est servi une bière beaucoup moins alcoolisée. Toutes ces lois pèsent sur les populations dites *coloured*, asiatiques, ou noires mais elles sont particulièrement sévères envers cette dernière catégorie. Il y a bien des révoltes mais la répression et le manque de réelle organisation les voue à l'échec. En 1960, Sharpeville sera l'apogée des soulèvements, ce sera l'événement qui fera prendre conscience à la communauté internationale que ce qui se passe en Afrique du Sud n'est pas acceptable. L'émeute de Sharpeville qui a lieu le 21 mars 1960 a d'abord été une initiative du Pan-African Congress of Azanie⁷⁴ (PAC) qui a appelé à manifester pacifiquement contre le *pass* et pour une augmentation du salaire de base. La méthode utilisée pour ces manifestations est d'aller délibérément devant les postes de police en levant les mains afin de se faire arrêter pour non port de *pass* et d'engorger les

⁷⁴ Pan-African Congress of Azanie. Né en 1959 après une scission de l'aile africaniste de l'ANC, parti hostile à l'intégration de blancs dans les instances dirigeantes.

postes. Dans le pays les manifestations se déroulent sans trop d'accroc. Mais à Sharpeville, où le commissariat est situé au coeur du Township, la tension monte et la police tire sur la foule constituée en grande partie de femmes et d'enfants. On dénombre 69 morts et plus d'une centaine de blessés. L'ANC et le PAC sont alors interdits. C'est à la suite de ces événements qu'est créée la branche armée de l'ANC. Elle est nommée *Umkhonto we Sizwe*⁷⁵. Cette branche armée est animée par Nelson Mandela, Thabo Mbeki, Walter Sisulu, Oliver Tambo et bien d'autres. Ils seront arrêtés en 1962 et deux ans plus tard aura lieu le procès de Rivonia⁷⁶ inculpant Nelson Mandela et treize autres prévenus. Huit seront condamnés à la prison à vie échappant de peu à la peine de mort. Seul Lionel Bernstein est reconnu non coupable.

En 1966 l'ONU condamne le gouvernement sud-africain. Dans les années 1970, la condition de vie des populations noires entraîne davantage de mécontentement qui se traduit par des grèves de plus en plus dures. Les noirs ont en moyenne 15 heures de travail en plus que les blancs par semaine et sont payés en moyenne 16 fois moins. La communauté internationale réagit plus ou moins en fonction de ses intérêts. L'ONU boycotte l'Afrique du Sud, l'exclut de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1974. Mais tous les pays ne vont pas dans son sens, comme dit plus tôt, en 1974, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France opposent leur veto à l'exclusion de la République d'Afrique du Sud⁷⁷. Ils justifient leur veto en argumentant qu'isoler ce pays ne permettra pas de le remettre dans la voie de la légalité. Dans les faits, ces trois pays sont d'importants partenaires économiques de l'Afrique du Sud avec en particulier la R.F.A, l'Italie, Israël, la Suisse et la Hollande.

Un événement va davantage sensibiliser l'opinion publique internationale : c'est le massacre commis lors des émeutes de Soweto le 16 juin 1976. Alors que des étudiants protestaient pacifiquement contre une loi imposant l'afrikaans au même titre que l'anglais dans les écoles bantous, la police tire par balles et tue 23 personnes. Une image est restée iconique, celle de la mort d'Hector Pieterse photographiée par Sam Nzima. En hommage à cette journée, depuis 1994, le 16 juin est célébré comme fête de la jeunesse en Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud de W. P Botha dans les années 1970 se trouve dans une position paradoxale quant à la question des populations noires. Pretoria souhaite reléguer les Noirs hors de l'Afrique du

⁷⁵ Fer de lance de la nation en français.

⁷⁶ A ce sujet, voir le film de Nicolas Champeaux et Gilles Porte, *Le procès contre Mandela et les autres*, 2018.

⁷⁷ Article du *Monde* du 01/11/1974 dans MRAP - Carton (3) - Afrique du Sud divers.

Sud en les isolant dans les Bantoustans, afin de créer une Afrique du Sud exclusivement blanche. Ce que le gouvernement accentue en 1970 en passant la « Homeland Citizens Act » qui exclut les habitants des bantoustans de la citoyenneté sud-africaine. Mais, dans ce projet, Pretoria se trouve confrontée à une difficulté qui est que la population blanche ne représente en 1979 que 16% de la population totale⁷⁸. Ainsi, ce pays dépend en grande partie de la main d'oeuvre non blanche. Il faut interpréter en fonction de cela certains « assouplissements » quant au traitement des populations non blanches et notamment noires en Afrique du Sud. Ces « assouplissements » sont des réactions stratégiques plus qu'une soudaine générosité du gouvernement.

Pendant ce temps, la police continue les arrestations et les meurtres à peine déguisés. En 1977 Steve Biko, militant et fervent adepte du *black consciousness movement* est retrouvé pendu dans sa cellule. Il s'avérera par la suite qu'il avait été battu et laissé pour mort sans soins. En 1977 les Nations Unies continuent à condamner le système. L'ONU décrète l'embargo sur les armes vendues à destination de l'Afrique du Sud et dans la foulée le boycott sur les échanges économiques, culturels et sportifs entre les pays membres des Nations Unies et l'Afrique du Sud. Ces sanctions enfin mises en oeuvre ont été demandées pour la première fois par Albert Luthuli en 1955.

Cette politique de cloisonnement mise en place par l'ONU et suivie par de nombreux pays porte ses fruits. En particulier dans les années 1980, comme nous le verrons dans ce mémoire. Pieter Botha qui est Premier Ministre de 1978 à 1984, doit manoeuvrer entre la pression extérieure de la communauté internationale et la pression intérieure d'un pays qui se trouve de plus en plus en difficulté à cause des boycotts. En particulier le boycott économique exercé par des pays qui sont contraints de se conformer aux autres en condamnant l'Afrique du Sud. En 1983, Botha mène une réforme constitutionnelle afin d'essayer d'apaiser les tensions. La réforme fonde un parlement tricaméral en ouvrant une chambre pour les Indiens et une pour les Métis. Dans les faits, les Blancs sont toujours majoritaires et le peu de droits donnés à ces deux catégories ne sont que des simulacres. A l'intérieur, les grèves se font de plus en plus importantes. En août 1987, les mineurs noirs se mettent en grève pour des conditions plus décentes, grève une nouvelle fois réprimée dans le sang, mais maintenant médiatisée. La résistance internationale se fait de plus en plus vive. Un concert à Wembley, à Londres, dure 11 heures et réunit 70 000 personnes. Il médiatise le combat de Mandela à l'international avec la prise de position d'artistes majeurs tel que Dire Straits, Stevie Wonder, Whitney Houston, Sting...

⁷⁸ Voir Cornevin Marianne. *La République sud-africaine*. Paris, Presses universitaires de France, 1982.

Botha laisse la place à Frederik De Klerk en 1989. Le régime sait qu'un compromis va être nécessaire. Mbeki et Sisulu, camarades de lutte de Mandela sont libérés, l'attente se fait de plus en plus forte dans le monde entier d'une libération possible du leader charismatique, objet de tant de mystères. Le 11 février 1990 Mandela est enfin libéré après 27 années de prison et des années de discussions au sein du Parti National. A partir de 1991 les lois de l'apartheid tombent les unes après les autres. En avril 1994 Mandela est élu président de la république avec 62,4% des suffrages, par la population sud-africaine au complet, sans interdits raciaux. Il entame alors une politique de réconciliation et nomme pour vice-présidents Thabo Mbeki et Frederik De Klerk.

Ces conditions de vie que j'ai pu découvrir plus sensiblement par le biais de Sam Tshabalala⁷⁹ qui grandit en tant que Noir dans une Afrique du Sud raciste, poussaient des Noirs, Métis, Indiens, mais aussi des Blancs à entrer en résistance. Tel le reflet de la société, les organisations anti-apartheid sont alors morcelées. L'ANC regroupe uniquement des militants noirs jusqu'en 1969 et son ouverture aux Blancs et Indiens. Les Blancs faisaient partie du *South African Communist Party* (SACP). Les Indiens se retrouvent dans le Congrès sud-africain indien et les Métis dans de nombreuses associations annexes telles qu'on peut l'observer avec le parcours de Dulcie September au Yu Chi Chan Club ou encore avec d'autres partis trotskystes avant qu'elle rejoigne l'ANC une fois en exil.

- *Une situation intégrée dans un contexte international complexe*

Le conflit d'apartheid est fortement influencé par la Guerre Froide qui se livre au premier plan par les Etats-Unis et l'URSS. Mais derrière cette dualité, ce conflit latent implique différentes parties du monde. Une nouvelle historiographie tend à redonner de l'importance notamment aux pays du Tiers-Monde dans ce conflit⁸⁰. Ces régions qui paraissaient alors périphériques dans ce conflit sont mise en avant et l'on se rend compte qu'elles ont été au moins aussi concernées que l'Europe. Le temps de la Guerre Froide coïncide avec le temps des décolonisations. Ces décolonisations prendront souvent parti pour ou contre l'Union Soviétique. Au delà des deux pôles,

⁷⁹ Voir l'entretien avec Sam Tshabalala en annexe.

⁸⁰ WESTAD Odd Arne, *The Global Cold War. Third World Interventions and the Making of our Time*, Cambridge UP, 2005.

les pays du Tiers-Monde sont impliqués. L'Afrique du Sud suivra étroitement l'accès à la libération de ses pays voisins comme la Namibie, le Zimbabwe, le Mozambique, que cette libération se fasse aux côtés du régime de Pretoria ou à son encontre. Le monde entier est intégré dans ce conflit, ce n'est pas pour rien que la fin de l'apartheid arrive peu après la chute de l'URSS et la fin de la Guerre Froide. Pieter Willem Botha avait d'ailleurs justifié le positionnement stratégique de l'Afrique du Sud et le maintien du système d'apartheid par le fait qu'ils devaient faire face à un défi lancé par l'extension de la puissance soviétique. La décolonisation de l'Angola et du Mozambique sont source d'inquiétudes de plus en plus fortes pour le bloc de l'ouest et pour l'Afrique du Sud. La Guerre Froide qui débute à la fin de la Seconde Guerre Mondiale et qui prendra fin à la chute des régimes communistes en 1989 puis à la dislocation de l'URSS en décembre 1991 rythmera la vie du monde entier durant plus de quarante ans. C'est une guerre idéologique qui se traduit par volonté d'expansion et d'emprise d'un modèle propre, mais c'est aussi une guerre plus complexe qu'un simple clivage communisme/capitalisme où le destin de nombreux pays se joue.

Le boycott économique est un axe fondamental pour les militants anti-apartheid. Mais ce n'est pas le seul angle d'attaque qui est utilisé. La Guerre Froide est aussi une guerre de modèles, le soft power est continuellement utilisé par les uns et les autres afin de démontrer sa suprématie dans les domaines économiques, culturels, scientifiques ou encore sportifs. Le boycott est donc une arme qui met à mal la nation sud-africaine qui se voit isolée aussi bien en tant que modèle qu'économiquement. Pour rendre ce boycott effectif, l'ONU met en place des résolutions afin d'appliquer des sanctions aux pays commerçants avec l'Afrique du Sud.

Pour argumenter contre de possibles sanctions, les partenaires de l'Afrique du Sud n'hésitent pas à invoquer des raisons d'ordre moral ou économique. Tous les arguments sont bons quitte à être totalement démagogue. Un argument utilisé par la France est le suivant ; que des désinvestissements de masse toucheraient d'abord les populations noires car elles sont davantage victimes du chômage et de l'inflation. Des pays prennent aussi le parti de l'Inkhata⁸¹ de Buthelezi qui s'oppose au désinvestissement. Un autre argument est celui qui considère que remplacer les chefs d'entreprise américains ou européens par des gérants afrikaners renforcerait l'emprise de ces derniers dans ces usines qui jusque-là essayaient de limiter la ségrégation en leur sein.

⁸¹ L'Inkatha Freedom Party est fondé en 1975 par le prince Mangosuthu Buthelezi, dans la province du Natal. Parti traditionaliste à dominante zouloue, il prône un séparatisme territorial. Il devint dans les années 1980, un adversaire de l'ANC à cause de son rapprochement avec le pouvoir blanc en place en Afrique du Sud.

En réalité, d'après un sondage de septembre 1985 dans le *Sunday Times* de Londres, les Noirs urbanisés sont en majorité favorables au désinvestissement. De plus, Pretoria semblait très vulnérable dans le domaine économique du fait de la mise en place coûteuse de l'apartheid. A la fin des années 1980, environ 30% du PNB est exporté. Pour son fonctionnement, l'Afrique du Sud doit aussi importer, notamment des produits spécialisés des industries mécaniques, électrotechniques et électroniques.

Des Etats sont sanctionnés, l'ONU met en place en 1963 un embargo sur les exportations d'armes qui devient obligatoire en 1977. Concrètement, ces mesures ne deviennent un problème inquiétant pour l'Afrique du Sud qu'en 1985 lorsque le président américain Ronald Reagan donne son accord pour une série de mesures officialisées comme l' « Anti-Apartheid Act » en octobre 1986⁸². La même année en août, c'était le Commonwealth qui décidait de sanctions similaires⁸³. Ces sanctions sont à peu près les mêmes pour tous : arrêt des investissements, suspension de prêts bancaires, boycott des minéraux, interdiction de l'exportation de matériel informatique, militaire, nucléaire, pétrolier, suspension des liaisons aériennes et arrêt de la promotion du tourisme vers l'Afrique du Sud.

Ces prises de positions ont été influencées par des événements chocs qui ont fait réagir la communauté internationale et qui ont contraint les grandes puissances partenaires à se faire tout du moins plus discrète dans leurs relations avec l'Afrique du Sud. Le 16 octobre 1984, Desmond Tutu reçoit le Prix Nobel de La Paix. La cause anti-apartheid prend alors une réelle dimension internationale. L'instauration du premier état d'urgence le 21 juin 1985 est aussi un signal fort auprès de la communauté internationale.

- Sortir de l'apartheid, liens entre la France et l'Afrique du Sud

A la fin des années 1980 et 1990, la France de François Mitterrand sent bien qu'il faut accompagner cette transition démocratique et rester un partenaire majeur des nouveaux dirigeants

⁸² "Executive Order 12571 -- Implementation of the Comprehensive Anti-Apartheid Act". Ronald Reagan Presidential Library & Museum. University of Texas. October 27, 1986.

⁸³ United Democratic Front. *The Okanagan Statement on Southern Africa and Programme of Action*. 1987. JSTOR, [jstor.org/stable/10.2307/al.sff.document.sta19871016.043.027](https://www.jstor.org/stable/10.2307/al.sff.document.sta19871016.043.027).

du pays, notamment l'ANC. Cet intérêt croissant pour l'Afrique du Sud grandit aussi au sein de la population française comme le dit Georges Lory lors de l'entretien effectué en 2019⁸⁴ :

« Dans les années 1970s, il y avait peu d'intérêt mis à part le PCF. Après 1976 et les émeutes de Soweto, il y a commencé à avoir un intérêt grandissant. Davantage dans les années 1980s, enfin, après 1985 on sentait un vrai bouillonnement qui venait du pays et qui se répercutait dans les consciences françaises. »

Ce « bouillonnement » qui se propage dans les consciences françaises n'échappe pas aux instances gouvernementales. Georges Lory est journaliste, écrivain et traducteur d'auteurs de langue afrikaans. Il est familier de l'Afrique du Sud dès 1974 où il y effectue un premier voyage. Il est par la suite conseiller culturel à l'ambassade de France à Pretoria de 1990 à 1994, il est donc présent au coeur de la transition démocratique du pays. Il est un fidèle ami de Breyten Breytenbach, c'est dans ce cadre que je l'interview en février 2019. Il m'en apprend un peu plus sur cette période de transition, notamment sur la fin des années 1980 et le début des années 1990, où des missions sont organisées pour vérifier le bon fonctionnement des entreprises françaises en Afrique du Sud. De ce fait, en 1989, il sera missionné pour aller vérifier si les entreprises françaises présentes en Afrique du Sud faisaient des efforts pour alléger ou supprimer les lois de l'apartheid dans leurs entreprises. Le résultat est selon lui qu'une majeure partie des entreprises faisaient ces efforts.

La fin de l'apartheid coïncide avec la fin de la Guerre Froide. Dans ce contexte, l'Afrique du Sud ne peut plus se légitimer en tant que rempart contre le communisme. Après 27 années d'enfermement, le monde entier applaudit la libération de Nelson Mandela le 11 février 1990. Le début des négociations commence et la France soutient ces négociations à travers son ambassade. Lors de sa première visite en France en juin 1990, Mandela est reçu en grande pompe à Paris, tel un chef d'Etat. Le président de l'ANC se rend alors à Matignon, à l'Hotel de Ville de Paris, au siège du Parti communiste français et à celui du Parti socialiste. Son but est de propager le message de maintenir les sanctions économiques envers la république sud-africaine. Lorsqu'en 1994 Nelson Mandela est officiellement élu Président de l'Afrique du Sud, seulement quelques semaines après son élection, François Mitterrand est le premier Chef d'Etat à être reçu. Le successeur de François Mitterrand ne sera autre que Jacques Chirac. Premier Ministre sous l'ère Giscard d'Estaing puis sous celle de François Mitterrand au moment où Dulcie September se fait assassiner. En 1996, Jacques Chirac reçoit Nelson Mandela en visite officielle au Château de Rambouillet dans le but de resserrer les

⁸⁴ Voir l'entretien en annexe.

liens économiques entre les deux pays. C'est lors de ce voyage qu'il fera une escale à Arcueil afin de venir saluer la mémoire de sa camarade de lutte Dulcie September.

Dans les années qui suivent, ces deux pays continuent de resserrer les liens économiques avec parfois à la clé quelques scandales, comme l'Affaire Thalès dans laquelle les Présidents Chirac et Nicolas Sarkozy sont incriminés. En 2018⁸⁵, l'avocat sud-africain Ajay Sooklal qui travaillait pour l'entreprise Thalès met en cause Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy pour avoir fait pression sur les présidents Thabo Mbeki et Jacob Zuma pour que le groupe d'armement ne soit pas poursuivi dans une vaste affaire de corruption dont les faits remontaient à 2004.

Les liens économiques liés à l'armement continuent donc encore aujourd'hui et sont toujours source de conflit entre les deux pays.

Partie 2 : Dulcie, militante jusqu'à la mort

Chapitre I. Le combat d'une femme d'une société patriarcale à une autre

Il m'est impossible d'étudier un personnage comme Dulcie September sans revenir sur sa place en tant que femme dans la lutte. Comme nous allons le voir dans ce chapitre, Dulcie s'engage pour la cause des femmes sud-africaines lorsqu'elle est à Londres. Cette cause est primordiale pour elle et se rattache à celle des enfants dont elle tient son engagement de son métier d'enseignante. Le droit des femmes est une cause difficile à soutenir à cette période et cela même en France, c'est ce que nous allons voir dans ce chapitre. Enfin, nous nous intéresserons à l'évolution de Dulcie September, de petite fille sud-africaine à militante internationale.

⁸⁵ Article paru sur RFI : Afrique du Sud/Thalès : l'avocat Sooklal accuse Sarkozy et Chirac de pression, publié le 11/02/2018.

- *Situation des militantes sud-africaines*

Lorsque je rencontrai Jacqueline Dérens au début de ma recherche, elle m'informa qu'elle était en train de rédiger un livre sur les femmes d'Afrique du Sud. Son ouvrage qui sortira en 2019 m'a été d'une grande aide pour ce mémoire. Elle y retrace l'épopée des femmes qui ont combattu en s'engageant dans les différentes organisations qui ont lutté contre l'apartheid. Jacqueline Dérens est une militante anti- apartheid. Dans un premier temps membre de l'AFASPA sur les questions touchant la région sud- africaine, elle est parmi les initiateurs de l'association Rencontre Nationale Contre l'Apartheid et en devient la secrétaire générale au début des années 1980. Encore impliquée sur les questions d'Afrique du Sud, cette ancienne professeure d'anglais rédige régulièrement des articles sur la situation sud-africaine post-apartheid. Cet ouvrage est son quatrième au sujet de l'Afrique du Sud et plus particulièrement des luttes contre le régime d'apartheid. En 1990 elle publie *l'Année Mandela*⁸⁶ qui retrace les grandes heures de la libération de Nelson Mandela au travers d'images principalement. En 2006 elle publie *Nous avons combattu l'apartheid*³ qui revient sur le combat contre l'apartheid. L'année 2016 est l'occasion de la sortie d'une biographie de son amie Dulcie September. J'ai rencontré Jacqueline Dérens alors qu'elle rédigeait son livre. La période était à l'émulation autour des différentes affaires Epstein⁸⁷ et Weinstein⁸⁸ qui faisaient souffler un vent de protestation féministe dans le monde entier. L'Afrique du Sud est connue pour être une société très patriarcale, y compris au sein même de l'ANC. En 2006, le futur président Jacob Zuma sera acquitté pour le viol d'une jeune femme. Depuis, la société sud-africaine ne cesse de faire parler d'elle en matière de pourcentage de violences faites aux femmes. L'année 2018 est aussi une date clé qui donne sens à l'élaboration de ce livre. Cette année 2018 est le trentenaire de la mort de Dulcie September, militante que l'on peut qualifier de féministe. C'est dans ce contexte que

⁸⁶ Dérens Jacqueline, *L'année Mandela*, Paris, Messidor, 1990.

⁸⁷ L'affaire Epstein implique des réseaux de prostitution et de pédocriminalité. En attente de jugement, Jeffrey Epstein se suicidera dans sa cellule en 2019 avant que sa condamnation ne soit prononcée. Impliquant des victimes françaises, cette affaire relancera les questions de sexisme et la place des femmes dans la société. Au même moment, le suivi du procès d'Harvey Weinstein met ces questions au coeur des sociétés occidentales.

⁸⁸ L'affaire Weinstein est la révélation publique de harcèlements et d'agressions sexuelles commises par Harvey Weinstein dans l'industrie du cinéma. L'affaire prend racine en 2017 quand une liste de 12 femmes accusant Weinstein est publiée. Quelques jours plus tard, cette liste comporte 93 noms. L'affaire fait un tollé dans le monde entier et force les sociétés à s'interroger sur le traitement fait aux femmes et les difficultés auxquelles elles doivent faire face. Des femmes vont s'autoriser à parler sur des violences subies dans le passé, notamment en Afrique. Weinstein sera condamné à 23 ans de prison en mars 2020.

Jacqueline Dérens rédige et publie son dernier ouvrage consacré aux femmes sud-africaines. Sa démarche consiste à retracer l'évolution de la lutte des femmes contre un système patriarcal au sein de l'apartheid puis après la transition démocratique. Son étude porte sur toutes les catégories de la population sud-africaine. Militantes blanches, métisses, indiennes et noires sont étudiées. Les militantes qui interviennent dans cet ouvrage sont issues de toutes les couches de la société sud-africaine. Ce qui les lie est caractérisé par leur sexe et leur combat. Cet ouvrage est important au sein de ma recherche car il est un apport précieux à une historiographie jusque là principalement consacrée aux grands hommes de cette lutte anti-apartheid ou alors à l'histoire des mouvements comme le PAC mais surtout l'ANC. L'auteure le dit très bien elle-même :

« Le récit de la lutte de libération est un récit presque entièrement écrit au masculin, alors que les femmes ont pris une part très active à cette lutte et en ont payé le prix. »

Ce regard privilégiant les femmes est singulier et permet de centrer l'attention sur des situations d'oppression dans les communautés blanches et de double oppression au sein des communautés noires (oppressions raciales et patriarcales). La première partie porte sur les luttes contre le *pass* qui furent les premières grandes luttes des femmes avec la journée mémorable du 9 août 1956 où 20 000 femmes de toutes les couleurs se rassemblèrent pacifiquement devant l'Union Building de Pretoria. Dans sa deuxième partie, Jacqueline Dérens s'intéresse aux luttes syndicales à travers plusieurs milieux, d'abord celui des femmes blanches, ensuite celui des femmes noires, puis en centrant sa focale sur des types d'activités. D'abord sur l'industrie textile puis de l'alimentation. Dans une troisième partie, elle s'intéresse aux femmes et aux luttes politiques. Elle y détaille les types de mouvements où les femmes pouvaient s'exprimer. L'ANC, le Parti communiste, le Congrès indien Sud-africain, le Black Sash. Elle y détaille les moyens d'action des femmes exilées et replace aussi les revendications citoyennes générales des femmes dans un pays comme l'Afrique du Sud. Une quatrième partie est l'occasion de rappeler les conditions de vie particulières des femmes noires, tant au sein de leur famille que de leur travail. Enfin, la cinquième partie s'attarde sur la culture de violence et de viol qui oppresse les femmes d'Afrique du Sud encore aujourd'hui. Toutes ces parties sont agrémentées de biographies d'héroïnes sud-africaines plus ou moins connues comme Lilian Ngoyi, Ray Alexander, Albertina Sisulu ou encore Ruth First. Un des passages de ce livre m'a fortement intéressé au vu de mon sujet, c'est celui portant sur « l'influence des femmes

exilées »⁸⁹. L'auteure explique que l'exil a été un recours massif après le massacre de Sharpeville en 1960, deux solutions s'offrant alors aux militants : la clandestinité ou l'exil. Certaines femmes militantes choisirent l'exil pour poursuivre la lutte et sensibiliser la communauté internationale grâce à la Ligue des femmes de l'ANC⁹⁰. Ces femmes étaient souvent chargées de fournir une aide matérielle aux autres exilés et de collecter des fonds pour les représentants de missions à travers le monde. En côtoyant des militantes occidentales, ces militantes sud-africaines en exil ont développé des revendications au sein de la lutte de libération, remettant en cause la misogynie de l'ANC. Bataille qui fera écho au sein du parti puisque même Oliver Tambo, président de l'ANC souhaitera une égalité homme/femme lors de plusieurs discours.

L'engagement syndical des femmes est aussi abordé. Les femmes notamment noires ont dû rapidement travailler pour subvenir aux besoins de leur famille quand leur mari était en exil, en prison ou mort. Ces labeurs qui étaient souvent très fastidieux et mal payés ont conduit beaucoup de femmes à rejoindre les rangs du COSATU⁹¹. Dans les années 1980 le COSATU constate que les femmes noires sont doublement impactées dans leur travail, par leur genre et par leur couleur. L'organisation s'engage à promouvoir leur évolution au sein du syndicat. Malgré ces décisions, en 1990, selon une étude interne, le COSATU constatait que les femmes formaient 36% de la masse syndiquée alors que seulement 8 femmes sur 83 membres étaient dans les instances dirigeantes. Au cours de ce livre, Jacqueline Dérens retrace les décennies de luttes d'un point de vue féminin. On peut y voir les avancées gagnées par les Sud-africaines comme la part des femmes élues qui est de 25% à l'Assemblée nationale en 1994 avec la victoire de Nelson Mandela aux élections présidentielles, puis qui passe à 42,8% en 2014. Ce livre revient aussi sur les grandes avancées en termes de droit des femmes comme une loi libérale sur l'avortement en 1996 ou encore des textes adoptés les années suivantes sur les violences faites aux femmes et la protection des enfants. Mais Jacqueline Dérens ne cache pas les obstacles qui font de l'Afrique du Sud une société encore très marquée par le sexisme. Elle revient sur les déboires de Jacob Zuma, élu Président en 2009, polygame, accusé de viol puis acquitté. Une réalité qui met en pleine lumière les problèmes sous-jacents non résolus dans cette société depuis la fin de l'apartheid. Une catégorie de la population est selon Jacqueline Dérens encore laissée sur le banc de touche, les femmes noires :

⁸⁹ Dans le chapitre 3 : les femmes et les luttes politiques

⁹⁰ Pour en savoir plus sur cette ligue, voir : Shireen Hassim, *The ANC Women's League*, Ohio University Press, 2014.

⁹¹ Congress of South African Trade Unions

« la grande majorité des femmes noires ont été oubliées de la démocratie, elles demeurent au bas de l'échelle sociale sans grand espoir d'une vie plus belle. Les domestiques, les ouvrières agricoles, les vendeuses à la sauvette forment les cohortes de travailleuses pauvres. »

Dans son dernier chapitre, Jacqueline Dérens dépeint une société sud-africaine qui a du mal à régler des problèmes de sécurité et d'égalité homme/femme. L'affaire Zuma est symptomatique de ce pays qui a basé le développement de cette nouvelle société sur les fondements inscrits dans la Charte de la Liberté⁹². Cette charte mettait les femmes sur un pied d'égalité avec les hommes, mais, dans les faits, ces droits dépendent d'une justice dirigée par des hommes peu enclins à faire évoluer les choses. Comme l'écrit Jacqueline Dérens dans un article publié dans Mediapart le 6 juin dernier : « C'est écrit dans le préambule de la constitution : l'Afrique du Sud est une démocratie, unie, non raciale et non sexiste. »⁹³. Malgré cette constitution, et le travail fourni par de nombreuses associations et par des ministres femmes qui essayent de faire bouger les choses depuis plusieurs années, le constat reste affligeant en Afrique du Sud.

Son livre est dédié à Dulcie September. Pour Jacqueline Dérens comme pour beaucoup de personnes qui l'ont rencontrée, Dulcie est la militante exemplaire. Une « nonne » dédiée à la cause comme me l'expliquait son ami et beau-frère Randolph Arendse lors d'un entretien chez lui à Lausanne⁹⁴. Elle est à l'image de ces femmes noires ou métisses qui ont payé la double peine du fait qu'elle n'ont pas pu s'investir dans une vie de famille et qu'au sein même de leur mouvement elles étaient mises à part.

⁹² Charte de la Liberté, déclaration de principes adoptés à Kliptown en 1955 par le Congrès de l'Alliance qui réunissait l'ANC, le Parti communiste Sud-africain, le Congrès des démocrates et d'autres alliés. En 1956, elle sera reconnue par l'Organisation des Nations Unies comme document officiel qui incarne les exigences et aspirations de toute la population sud-africaine.

⁹³ Dérens Jacqueline, *Noire, femme et ministre en Afrique du Sud au temps du Covid-19*, Mediapart Le blog de Jacqueline Dérens, 6 juin 2020.

⁹⁴ Voir l'entretien en annexe.

- *Le contexte en matière de droits des femmes et des étrangers en France*

Lorsque Dulcie September arrive en France en 1984, la gauche est au pouvoir depuis trois ans. Des avancées tardives ont eu lieu dans la dernière décennie notamment avec la loi sur l'IVG portée par Simone Veil en 1975.

C'est avec l'arrivée au pouvoir de Valéry Giscard d'Estaing que la question du droit des femmes prend de l'ampleur. En 1974 est mis en place un Secrétariat d'Etat à la condition féminine qui a pour but de « promouvoir toutes mesures destinées à améliorer la condition féminine, à favoriser l'accès des femmes aux différents niveaux de responsabilité dans la société française et à éliminer les discriminations dont elles peuvent faire l'objet »⁹⁵. En réalité, ce secrétariat qui a à sa tête Françoise Giroud⁹⁶ a peu de moyens et ne dispose que de collaboratrices bénévoles. La femme est encore rattachée à l'enfant dans le sens où les avancées de la femme dans la société sont accompagnées d'une réflexion sur la place du couple et de l'enfant dans la société. Après avoir fait adopter au gouvernement un programme de 80 mesures pour rétablir une « équivalence sociale »⁹⁷, Françoise Giroud laisse sa place. Ce n'est qu'en 1981, avec l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand que la question reprend une place importante au gouvernement. Il nomme Yvette Roudy ministre déléguée chargée des droits de la femme. En 1985, au moment même où Dulcie September s'installe en France, un ministère entier est dédié à cette question. Yvette Roudy dispose alors de services placés sous son autorité. L'année 1982 est une année faste pour les droits des femmes avec l'instauration du 8 mars comme journée nationale des femmes, le remboursement de l'avortement par la sécurité sociale, le lancement d'un projet de loi anti-sexiste, de loi sur l'égalité des sexes devant l'emploi, la suppression de la notion de « chef de famille », la création d'un statut de co-exploitante pour les femmes, etc... Cette année 1982 pose les jalons d'un mandat présidentiel qui se veut visionnaire et plus juste dans les questions d'égalité homme femme.

⁹⁵ <http://www.senat.fr/evenement/archives/D35/secretariat.html>

⁹⁶ Pour en savoir plus sur Françoise Giroud, voir *La comédie du Pouvoir*, Fayard, 1977.

⁹⁷ <http://www.senat.fr/evenement/archives/D35/secretariat1.html>

Dans ce contexte de prise en compte des revendications féministes le choix d'envoyer Dulcie September en France, un pays gouverné par la gauche qui s'ouvrait au changement n'était peut être pas une simple coïncidence.

Dans une société française en pleine mutation et en pleine réflexion, les années 1980 sont à l'image d'une période de remise en cause des idées reçues. La « marche des beurs » en 1983 est l'illustration d'une volonté de changement qui grandit en France et qui est mise en avant par l'élection de François Mitterrand. Cette Marche pour l'égalité et contre le racisme rassemble des milliers de jeunes à travers le pays, tous unis contre les crimes racistes, les violences policières et les situations que les jeunes de cités subissent au quotidien. Les associations font alors pression sur le gouvernement français pour faciliter les démarches des étrangers voulant travailler en France. Cette marche de 1500 kms à travers la France a duré un mois et demi et se conclut par une manifestation de plus de 100 000 personnes. Les représentants en sont accueillis à l'Élysée par le Président de la République qui annoncera l'adoption d'une carte de séjour unique de 10 ans, une avancée reconnue par les associations⁹⁸. Une autre marche aura lieu en 1984 : « Convergence 1984 » issue de la première marche re-tentera l'expérience avec comme slogan « La France c'est comme une mobylette, pour avancer, il lui faut du mélange ». C'est alors une marche qui fédère des associations plus larges comme des communautés issues d'Afrique, d'Asie, des Antilles, du Portugal, etc... La manifestation finale réunira 30 000 personnes et sera l'occasion pour l'association SOS Racisme de se faire connaître en apparaissant comme mouvement organisateur profitant de l'absence d'une union claire à la tête de « convergence 1984 » qui était à l'origine de cette manifestation.

Après la première désillusion du tournant de la rigueur⁹⁹ en 1983, c'est un tournant dans les valeurs du gouvernement qui s'opère avec la première cohabitation de 1986. L'arrivée de Jacques Chirac en tant que Premier Ministre de droite porte au pouvoir des personnages controversés issus d'une droite forte comme son Ministre de l'Intérieur Charles Pasqua. Son mandat sera marqué par la répression de manifestants, une loi Pasqua-Debré qui mettra définitivement fin au climat jusqu'alors, favorable à la fraternité et à l'ouverture envers l'immigration qui a débuté avec l'élection de François Mitterrand en 1981. C'est dans un climat social dégradé, avec une poussée du

⁹⁸ Hommes et Migrations, n°1071, 15 juillet 1984

⁹⁹ Changement radical de politique économique décidé par Françoise Mitterrand en mars 1983 après l'échec de sa politique de relance keynésienne.

chômage qu'en 1986 Charles Pasqua fait voter sa loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers. Cette loi permet au préfet d'expulser les étrangers en situation irrégulière, elle durcit aussi les conditions d'entrée en France. Elle aura comme résultat de précariser d'autant plus les étrangers sans papiers.

C'est dans ce contexte qu'arrive Dulcie September en France en 1984 et qu'elle débute son action en direction d'un public peu averti de la situation sud-africaine.

- *Naissance et évolution d'une militante*

Pour retracer l'histoire de Dulcie September, l'ouvrage de Jacqueline Dérens¹⁰⁰ a été une excellente base d'informations. On y apprend la genèse de la vie de cette future grande dame qui naît le 20 août 1935 au Cap¹⁰¹. Elle y grandit entourée de ses parents, tous deux métis et de ses deux soeurs, Esmé Susan qui meurt à l'âge de 9 ans d'une méningite et Stéphanie âgée de deux ans de plus que Dulcie. Elle sera sa confidente et une de ses correspondantes durant ses années d'exil. La mère de Dulcie était mère au foyer et son père enseignant, ce dernier était exigeant et sévère avec les deux jeunes filles. La pièce de théâtre *Cold Case : Revisiting Dulcie September* mise en scène par Basil Appolis et jouée par l'actrice Denise Newman, nous plonge dans l'univers de la petite Dulcie, ponctué par les éclats de colère et les coups de son père. Cette pièce sera notamment jouée au collège d'Athlone où Dulcie étudia étant jeune. Elle s'exportera jusqu'en France pour être jouée à Arcueil, ville qui a accueilli Dulcie September. On y rencontre une Dulcie jeune et insouciante, qui aime faire la fête et s'amuser avec ses amis. Une image bien loin de la gravité de son action militante et de sa vie en exil. Elle donne l'impression d'un électron libre au sein d'un foyer dirigé par un patriarcat conservateur et très religieux. Dulcie September se nourrit des injustices qu'elle constate au quotidien pour construire son engagement militant. Des familles noires qui disparaissent, des lois qui limitent toujours plus la liberté de son peuple. Elle se construit aussi grâce à des histoires de luttes comme cette glorieuse journée du 9 août 1956 où les femmes ont marché sur l'Union Buildings pour affirmer leurs droits ou encore des journées plus tragiques comme celle

¹⁰⁰ Dérens Jacqueline. *Dulcie September, Une Vie pour la liberté*. Arcueil, Non Lieu, 2013.

¹⁰¹ Voir une bibliographie complète de Dulcie September publiée sur le Maitron disponible en annexe de ce mémoire.

du 21 mars 1960 à Sharpeville où 69 manifestants noirs sont tués par la police alors qu'ils manifestaient pacifiquement contre le port du *pass*. Toutes ces injustices la conduisent à s'engager. Elle n'a que 13 ans lorsque le système d'apartheid se met en place en 1948, mais elle est en âge de comprendre ce qui se passe. Malgré le fait que son père décide de la retirer du système scolaire, elle continue d'étudier et s'inscrit dans une école normale d'institutrice en 1952. Elle ira finalement au bout de son cursus et exercera jusqu'en 1963. Date à laquelle la police viendra la chercher devant ses élèves pour la confronter aux accusations d'activités de résistance au système d'apartheid.

Cette qualité d'enseignante l'a sûrement confortée dans ses idées politiques. Le gouvernement sud-africain n'offrait qu'une éducation au rabais aux populations non blanches. Un document publié par l'ONU¹⁰² révélait ainsi qu'en 1970 les dépenses affectées à l'éducation des enfants sud-africains étaient totalement inégalitaires. Le coût unitaire moyen pour un élève était alors de 282 Rands pour un enfant blanc, 73 pour un métis, 81 pour un indien et enfin 17 Rands pour un enfant africain. Cette inégalité des chances qui est imposée à une partie de la population est très mal vécue par les enseignants qui sont nombreux à s'engager dans la lutte contre ce système qui condamne les enfants dès leur entrée à l'école. C'est aussi aux côtés de ses amis que Dulcie a forgé ses convictions politiques. Bien que la politique soit un sujet exclu chez elle, elle s'en donnait à cœur joie chez son amie Betty Van der Heyden¹⁰³, une famille très impliquée dans la lutte. Elizabeth Van der Heyden rejoint l'African People's Democratic Union of South Africa (APDUSA) en 1961 alors qu'elle est institutrice et Dulcie devient trésorière de la section locale. Elles s'en font exclure en 1962. L'année suivante, elles fondent la caucus avec d'autres amis. Leur mot d'ordre est la « révolution ». Les récents événements et la violence qui s'accroît au sein de la société sud-africaine les pousse à créer un nouveau groupe, moins pacifique, le Yu Chi Chan Club, qui prend son nom d'un petit livre de Mao Tse-Tung sur la guérilla. Ce groupe étudie le marxisme et les moyens de faire une révolution. Le noyau dur de ce groupe se compose de Dulcie, Betty, Fikele Bam, Neville Alexander, Dr Abrahams, Andreas Shipinga, Marcus Solomon et Xenophon Pitt. La même année, le groupe change de nom et devient le National Liberation Front (NLF). Ce nom est directement hérité du Front de libération national algérien qui est alors la force en lutte contre le joug colonial blanc. Le but du groupe créé par ces amis est de conduire le pays au socialisme. Betty et Dulcie suivent

¹⁰² Archives du MRAP : Carton Afrique (1) Australe-apartheid AF-AUST 4. Dossier Faim et développement de février 1975.

¹⁰³ La notice faite par le musée de la prison de Barberton m'a aidé pour ce passage sur Betty Van Der Heyden. <https://www.umjindi.co.za/menu/history/museum/exhibits/female-activists-prisoners/dulcie-september.html>

jusque- là le même parcours politique, elles se côtoient dans les mêmes groupes et sont arrêtées par la police au même moment. En 1963 la police arrête le petit groupe. Betty est enfermée à l'isolement pendant quatre mois pour conspiration révolutionnaire. En 1964, le groupe est condamné à cinq ans de prison pour conspiration visant à commettre des actes de sabotage et incitation à des actes de violence motivés par des raisons politiques. Continuant leurs activités derrière les barreaux, les amies changent plusieurs fois de prisons : Kroonstadt, Nylstroom, Barberton et un retour au Cap. Ses années de prison seront l'occasion pour Dulcie de passer son diplôme supérieur d'enseignement. Malgré sa sortie de prison, elle reste sous surveillance policière avec une assignation et des contraintes très durs à supporter. Jusqu'à 1973 elle subit donc la pression policière, l'isolement et l'interdiction de toute activité politique ou sociale. Le parcours des deux amies est similaire jusqu'à cette année 1973 où Dulcie décide de partir en exil. Quand elle prend le bateau pour l'Angleterre le 19 décembre 1973, elle ne sait alors pas qu'elle ne reverra jamais son pays natal.

Dulcie combinait plusieurs particularités en tant que militante. Elle était une femme, métisse, originaire du Cap. Presque toutes les personnes interrogées m'ont parlé de machisme ambiant de l'ANC à l'époque et de la place compliquée des métis dans la lutte.

Chapitre II. Le combat d'une métisse en exil, de Londres à Arcueil

Pour continuer à découvrir Dulcie September, nous allons ici étudier son parcours, ses activités en Angleterre et en France. Les différentes épreuves qu'elle subie jusqu'à son assassinat à Paris nous montre que Dulcie est une figure de résilience, tirant sans cesse de ses épreuves une leçon pour avancer et conforter sa pugnacité de militante. Cette figure du militantisme a laissé un héritage fort dans la ville d'Arcueil où elle a été accueillie durant son exil en France. Nous verrons au cours de ce chapitre que cet héritage n'est pas aussi fort dans son pays.

- *Du Yu Chi Chan Club à l'ANC : Le chemin jusqu'à Paris*

C'est une nouvelle famille qu'elle retrouve en Angleterre. La petite fille venue du Cap, terre de revendication, est confrontée à une nouvelle forme de lutte en Angleterre, une lutte en exil. A son arrivée, c'est Jean Graham¹⁰⁴ avec qui elle a été mise en contact par Amnesty International qui est son interlocutrice. Le gouvernement Sud-Africain la laisse partir à la condition qu'elle trouve un emploi ou un cursus sur place. Fraichement arrivée, elle rencontre Keith Thompson, principal du Madeley College du comté de Staffordshire. J'ai été mise en contact avec Keith Thompson grâce à Clement Arendse, le neveu de Dulcie September alors qu'il venait à Arcueil se recueillir sur les lieux de vie de sa tante. Keith Thompson est le principal qui l'a accueilli à son arrivée en Angleterre. Il m'explique alors que l'année de son arrivée au Madeley College, un de ses anciens élèves à Bath l'a contacté pour lui demander s'il pouvait intégrer Dulcie dans un cursus d'enseignement. Malgré les difficultés, il arrive à la faire intégrer au cursus et elle débarque en janvier 1974 au Madeley College. Il se souvient alors très bien de sa première rencontre avec elle. Il en garde le souvenir de quelqu'un de très reconnaissant et toujours surpris d'avoir été autorisée à sortir du pays. Avant de partir elle lui laissa un livre d'Hilda Bernstein, *For their Triumphs and for their tears*¹⁰⁵. Il garde l'impression de quelqu'un de solitaire qui a quitté le collège à l'été 1976. C'est pendant cette période où elle côtoie les milieux anti-apartheid en exil et sûrement du fait de ses années de prison qu'elle adhère complètement aux idées de l'ANC (African National Congress). Bien que l'ANC à cette époque soit seulement un des différents groupes d'opposition à l'apartheid, principalement composé par des militants noirs, à l'étranger, il joue le rôle d'intermédiaire pour les groupes anti-apartheid. L'ANC qui a dû s'exiler depuis 1964 a réussi à s'implanter et s'organiser à l'étranger, notamment en Angleterre. Depuis l'Angleterre, Dulcie prend une place toujours plus importante dans la lutte, elle s'engage spécifiquement pour la cause des femmes et des enfants sud-africains. Elle intègre à la Ligue des femmes de l'ANC, en 1979 elle est élue présidente du Comité Londonien pour l'Année internationale de l'enfant des Nations Unies. Pour les trois ans du massacre de Soweto, elle est porte-parole des enfants victimes de l'apartheid à un séminaire au siège de l'UNESCO à Paris. Durant ses années en Angleterre, elle voyage afin d'informer le monde

¹⁰⁴ NEWMAN Denise, *Cold Case : Revisiting Dulcie September*, mise en scène de Basil Appolis.

¹⁰⁵ BERNSTEIN Hilda, *For their triumphs and for their tears : conditions and resistance of women in apartheid South Africa*, Londres, International Defence and Aid Fund, 1975.

des problèmes que pose l'apartheid. Montréal, Lusaka, Paris, Prague... Dulcie fait une excellente porte-parole de la cause. C'est à la fin de l'année 1983 qu'elle est choisie pour être la représentante de l'ANC pour la France, la Suisse et le Luxembourg. Elle rejoint finalement la France au début de l'année 1984 après avoir fait un détour par l'Union Soviétique. Je n'ai pas réussi à en savoir plus sur sa désignation au bureau de Paris. Cette décision semble étrange alors qu'elle ne parlait pas français comme me le rapporteront plusieurs de ses connaissances de l'époque comme George Lory qui me confie :

« Pour en revenir aux choix qu'a fait l'ANC, je ne comprends pas leurs choix de représentants, Dulcie était très efficace mais envoyer quelqu'un qui ne parlait pas un mot de français et qui ne l'a jamais appris, je ne comprends pas, pourtant d'autres militants de l'ANC parlaient français. Ensuite, envoyer quelqu'un comme Solly Smith qui était un ivrogne, ce sont des choix qui doivent nous faire nous interroger. »¹⁰⁶

Lorsqu'elle arrive en France, l'ANC n'est plus considéré comme une association terroriste depuis peu de temps. Dulcie peut maintenant ouvrir un bureau officiel qui sera situé au 28 rue des petites écuries à Paris dans le X^e arrondissement. Ce bureau devient un lieu important de la lutte anti-apartheid en France, les militants qui veulent s'informer de la situation peuvent venir. Les associations déjà en place en France font de Dulcie un personnage clé pour mener à bien leurs actions. Mais Dulcie ne reste pas cloîtrée dans son bureau, elle voyage à travers la France pour informer sur la situation et appeler à la solidarité. En France, elle décide d'accentuer ses recherches sur les pays et les entreprises qui continuent de commercer avec le régime de Pretoria. La France est alors un sujet central de ses investigations. Malgré l'élection de François Mitterand en 1981 qui condamnait le régime de Pretoria, les vieux accords restent malgré tout tenaces et les échanges continuent malgré un embargo décrété par l'ONU. Dulcie September s'installe à Arcueil en 1986 avec le soutien du maire de la ville de l'époque, Marcel Trigon. Maire d'Arcueil de 1964 à 1997, il est membre du comité central du Parti communiste français de 1972 à 1993. Proche de Georges Marchais, il sera son suppléant à la députation ainsi que celui de Marie-Claude Vaillant-Couturier à trois reprises. Il lie l'histoire d'Arcueil à celle de Dulcie September lorsqu'avec Jacqueline Dérens ils créent Rencontre National contre l'Apartheid sous l'impulsion de l'AFASPA (Association française d'amitié et de solidarité avec les Peuples d'Afrique). Il liera aussi l'histoire d'Arcueil avec différents pays en engageant des partenariats avec entre autre la Palestine et le Viêt Nam. Dans un

¹⁰⁶ Il s'est avéré que Solly Smith qui succéda à Dulcie était un espion pour le pouvoir blanc sud-africain.

premier temps, à partir de 1984 et ce jusqu'en 1986, la RNCA est une structure informelle qui permet de fédérer ceux qui souhaitent s'investir contre le régime d'apartheid¹⁰⁷. Au fur et à mesure, l'association s'organise dans le but de pallier au manque d'informations en français et au peu d'intérêt que suscite cette question dans le coeur des Français. Les statuts sont déposés en 1986 et permettent à la RNCA d'être une association indépendante qui pourra ainsi mettre en place différentes actions ayant pour but : le soutien aux recommandations de l'ONU pour l'isolement du régime d'apartheid, la reconnaissance officielle de l'ANC et du parti politique namibien SWAPO (South-West African People's Organisation) comme représentants légitimes des peuples sud-africains et namibiens, le soutien aux luttes du peuple sud-africain pour l'instauration en Afrique du sud d'une société de justice démocratique et non raciale fondée sur la Charte de la liberté, la libération inconditionnelle de Nelson Mandela et de tous les emprisonnés politiques, l'indépendance de la Namibie. Dulcie September est une alliée de poids dans le développement de cette association et dans son objectif de faire connaître la situation à la population notamment d'Arcueil. Comme on peut le voir sur cette photo prise dans la cité du Chaperon-Vert à Arcueil, Dulcie n'hésitait pas à aller vers les habitants pour discuter et informer dans un français approximatif ou en anglais.

¹⁰⁷ Archives du Val-de-Marne : carton 151J1, « préparation de la réunion du 11 septembre 1985 »



Dulcie September parlant à des jeunes du Chaperon-Vert en 1986. Archive ayant servit pour l'exposition « Dulcie September : je me souviens » présentée à la Mairie d'Arcueil en 2018.

- *Une figure de résilience?*

Durant ces différentes périodes, Dulcie semble forger son caractère. Ses amies du Cap la disent joyeuse, marrante, quelqu'un qui n'a pas froid aux yeux, prête à faire la fête à tout moment. En Angleterre, c'est une Dulcie déterminée que décrit Christabel Gurney¹⁰⁸ qui entretient une relation amicale avec elle. Mais c'est surtout un caractère extraverti, jovial et quelqu'un d'extrêmement gentil qui est décrit. Enfin, en France, Dulcie est perçue comme assez froide, très rigoureuse. Maurice Cukierman la voit comme « intransigeante », voir « psychorigide »¹⁰⁹ bien qu'il le dise sans une once de rancœur et avec beaucoup de bienveillance à son égard. Sans faire de psychologie à la va vite, ce que laisse transparaître les échanges que j'ai pu avoir avec les proches

¹⁰⁸ Entretien avec Christabel Gurney en annexe.

¹⁰⁹ Entretien avec Maurice Cukierman en annexe.

de Dulcie sont qu'elle était une femme au caractère bien trempé, qui savait ce qu'elle voulait et qui, du fait des épreuves qu'elle avait vécues ne prenait plus de gants pour faire entendre sa voix et celle de son peuple.

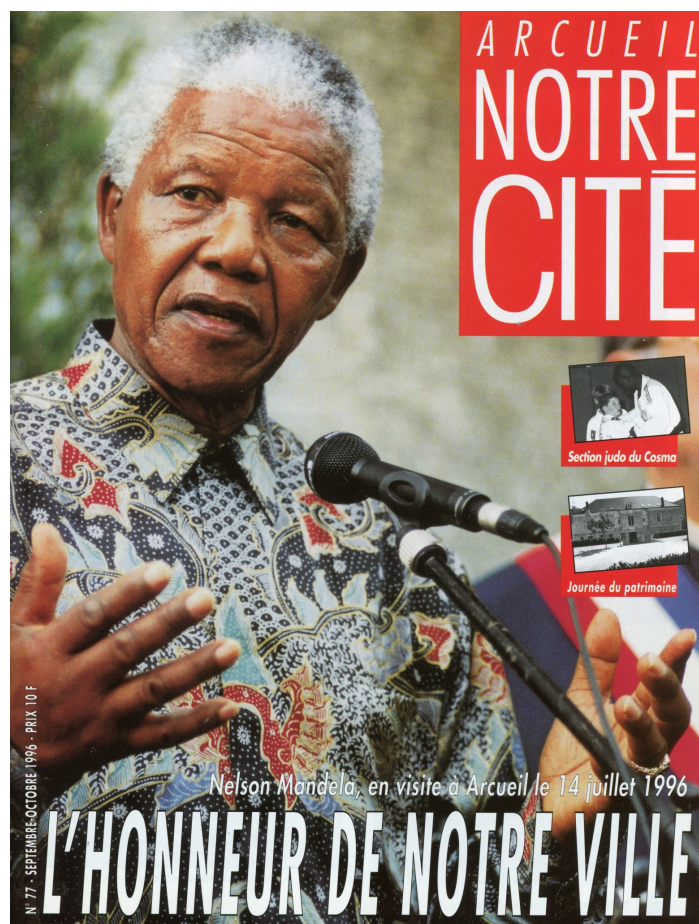
Dulcie fait preuve d'une résilience à l'image de Nelson Mandela et de tant d'autres combattants contre le système d'apartheid. Cette résilience est le fait de réussir à ressortir d'épreuves terribles et d'en tirer la force nécessaire pour continuer le combat et faire passer son message. Dans son cas, la prison, les pressions, la séparation n'auront pas eu raison d'elle. Dulcie September ne s'est pas laissée aller et n'a jamais lâché la lutte. Elle a malgré tout réussi à redémarrer sa vie dans les différents endroits où elle a dû s'exiler et a fait de ses blessures un carburant pour alimenter sa motivation sans faille. Son passage en prison illustre bien ce tempérament. Emprisonnée à Roland Street, elle change de prison à trois reprises car elle continue son combat de l'intérieur en essayant de motiver les autres détenues à s'engager. Chaque épreuve la renforce dans sa détermination. Alors que de nombreux combattants noient leur peine dans l'alcool ou vendent des informations aux services sud-africains¹¹⁰, Dulcie ne déviara jamais. En tant que métisse au sein de l'ANC elle dispose d'une place compliquée. Les métis sont une catégorie à part. Longtemps rejetés par l'ANC qui n'était pas forcément très inclusif envers les non-noirs, les métis faisaient figure de catégorie de la population favorisée. Ils n'avaient pas les mêmes écoles que les noirs et avaient quelques menus avantages. De plus, la démarcation entre noir, métis et blanc était parfois très ténue. Certains tests pour classer un individu étaient parfois assez libre d'interprétation. Le test du crayon utilisé par les autorités sud-africaines consistait par exemple à placer un crayon dans les cheveux du testé. S'il tombait la personne était « blanche », s'il était retenu, la personne pouvait alors être « coloured » ou « noir ». Un système arbitraire qui impliquait que des personnes d'une même fratrie pouvaient se retrouver dans des catégories différentes.

La place d'une femme métisse en France a aussi dû être une position difficile à gérer à certains moments. En l'accueillant dans la ville d'Arcueil, Marcel Trigon a aussi permis aux Arcueillais de découvrir cette personne incroyable qu'était Dulcie September et quelle était son histoire.

¹¹⁰ A l'image de Solly Smith qui remplacera Dulcie September à la tête du bureau de l'ANC à Paris, décrit comme alcoolique et espion au service du gouvernement sud-africain.

- *Arcueil une ville légataire de sa mémoire*

Lorsque l'on se promène dans les rues d'Arcueil on peut aujourd'hui voir l'héritage de Dulcie September. Un collège, le seul d'Arcueil, porte son nom. Elle est représentée sur un mur du Chaperon-Vert où elle venait faire son marché et discuter avec les jeunes. On peut aussi la croiser sous le pont du RER Laplace là où elle marchait pour rentrer chez elle après une journée passée au 28 rue des Petites Ecuries, un panneau s'y trouve et retrace en quelques lignes son histoire. Enfin, au bas d'Arcueil, posée sur l'immeuble où elle occupait un appartement avenue de la Convention, une plaque commémorative rappelle qu'elle a vécu ici, parmi les Arcueillais et qu'elle fut tuée par le régime d'apartheid. C'est ici que tous les ans la Mairie d'Arcueil vient se recueillir pour se rappeler à sa mémoire et que sa famille vient lorsqu'elle veut retourner plus près de sa « auntie Dulcie » comme ses neveux la surnomment. C'est aussi ici qu'en juillet 1996, Nelson Mandela viendra saluer son combat et celui de la ville d'Arcueil. De ses mots, il honorera la mémoire de Dulcie et lancera un appel aux Français en leur demandant de soutenir la nouvelle nation sud-africaine. Pour Arcueil, maintenir l'héritage de Dulcie September reste central durant de nombreuses années. Mais cela semble devenir de moins en moins important au fil des années. Après la mort de Dulcie September, les initiatives de la ville d'Arcueil et de la RNCA sont nombreuses, la RNCA créer un fond de solidarité Dulcie September, en 1992 la première pierre du nouveau collège d'Arcueil qui se nommera « Dulcie September » est posée en présence de Michel Germa, Président du Conseil Général du Val-de-Marne ou encore Georges Marchais Secrétaire Général du Parti Communiste. Le collège ouvrira ses portes deux ans plus tard en 1994. La figure de Dulcie September devient aujourd'hui un enjeu politique qu'il est bon d'essayer de récupérer pour les



Une du journal de la ville d'Arcueil daté de septembre-octobre 1996 saluant la venue de Nelson Mandela dans la ville.

candidats au poste de Maire de la ville d'Arcueil lors de chaque élection municipale. Depuis 2009, un prix des Valeurs humaines Dulcie September est même remis chaque année au collège d'Arcueil afin de saluer les valeurs qui étaient chères à Dulcie September¹¹¹. Les projets récompensés lors de cette cérémonies portent sur l'égalité homme-femme, la lutte contre le racisme et le droit à l'éducation.

Des hommages ont aussi lieu dans d'autres villes, souvent communistes. Une école maternelle à Ivry-sur-Seine, un centre social à Garges-les-Gonesses, une place à Nantes, un centre socioculturel à Loon-Plage ou encore une place dans le X^e arrondissement de Paris nommée en 1997 à la demande de l'association RENAPAS¹¹² suite à la visite de Nelson Mandela en France... Ce n'est pas moins de 7 places, 14 rues, 7 diverses voies, 10 bâtiments publics divers qui portent le nom

¹¹¹ « Les collégiens d'Arcueil défendent les valeurs de Dulcie September », Le Parisien, publié le 3 avril 2015, en ligne : <https://www.leparisien.fr/val-de-marne-94/arcueil-94110/les-collegiens-d-arcueil-defendent-les-valeurs-de-dulcie-september-03-04-2015-4663535.php>

¹¹² Anciennement RNCA.

Dulcie September en France. Contre seulement un collège à Athlone là où Dulcie enseigna et deux rues qui lui sont dédiées en Afrique du Sud. C'est George Lory¹¹³ qui m'interpella le premier sur cette question d'héritage. Il s'interroge alors sur les raisons de cet oubli. Cela peut selon lui être dû au fait que Dulcie était métisse et que les métis sont minoritaires au sein de l'ANC, ou alors parce que c'est une femme dans une société encore très patriarcale. Sa dernière hypothèse est que ces oublis peuvent être dus au manque de charisme de Dulcie September. Bruce Clarke¹¹⁴ quant à lui penche pour l'hypothèse qu'elle n'était pas une « pure et dure de l'ANC » et que cela a pu lui porter préjudice au moment de la reconnaissance de son engagement. Il s'interroge aussi sur le fait que les dernières années de la lutte ont été troubles et que les deux partis (la France et l'Afrique du Sud) essayaient d'avancer leur pions. Le meurtre de Dulcie September aurait pu être « minoré » par l'ANC pour ne pas faire obstacle aux possibles accords nucléaires entre la France et l'Afrique du Sud.

Bien qu'elle ait été également représentante de l'ANC pour la Suisse et le Luxembourg, aucun de ces deux pays ne l'a honoré. En tout état de cause, ses actions étaient moindres dans ces deux autres pays.

Chapitre III. Une cible facile ?

De nombreuses théories ont été avancées après l'assassinat de Dulcie September, des crédibles et d'autres beaucoup moins. Nous allons ici étudier la manière selon laquelle cette affaire est devenue un secret d'Etat français comme d'autres affaires desquelles on peut la rapprocher en revenant sur les différentes théories avancées après son assassinat. Ce sera aussi l'occasion de revenir sur une période où l'on a pu observer plusieurs attaques contre des militantes anti-ANC à la fin des années 1980.

- Une victime de plus dans les Secrets défense de l'Etat français

¹¹³ Voir l'entretien avec Georges Lory en annexe.

¹¹⁴ Voir l'entretien avec Bruce Clarke en annexe.

Durant les années 1970-1980, les deux décennies qui nous intéressent, la France joue un jeu trouble sur le plan international. Comme nous l'avons vu précédemment à propos de ses échanges commerciaux, elle brave l'embargo des Nations Unies et commerce avec l'Afrique du Sud.

Ces échanges commerciaux cristallisent les tensions du côté de la France car ils sont en porte-à-faux vis-à-vis de la communauté internationale mais aussi vis-à-vis de l'opinion française.

Un homme sera impliqué dans cette question d'embargo et de son non-respect par la France. L'enquête sur le meurtre d'Henri Curiel que j'ai présenté plus tôt dans ce mémoire est réouverte en 2018. Un Collectif « Secret défense, un enjeu démocratique »¹¹⁵ s'est créé en 2017 regroupant des familles de personnes assassinées ou mortes dans des conditions suspectes et auxquelles l'accès aux archives est toujours interdit pour cause de Secret Défense. Le Collectif s'occupe ainsi des affaires concernant l'universitaire Maurice Audin disparu en Algérie, Medhi Ben Barka à Paris, le ministre Robert Boulin, le Président Thomas Sankara, le juge Borrel, Henri Curiel et bien d'autres... Lors d'une table ronde tenue en 2019¹¹⁶, une question a été posée à propos des liens avec l'affaire Dulcie September. Il faut dire que dès les premiers moments de l'enquête en 1974, les doutes portent sur le Proche-Orient mais aussi vers les milieux pro-apartheid. En 2018 la réouverture du dossier se fait à partir des révélations contenues dans un livre de Christian Rol¹¹⁷ qui retrace la vie de René Resciniti de Says, militant nationaliste français, mercenaire proche de Bob Denard¹¹⁸ qui confie avoir été le meurtrier de Pierre Goldman¹¹⁹ et d'Henri Curiel. Cette communauté de mercenaires qui opérait dans les pays africains où la France avait des intérêts et quelque fois, sur le sol français fait le lien entre ces affaires et les relie aux services secrets français qui étaient proches de ces milieux, notamment ceux de droite et d'extrême-droite.

A l'occasion de la table ronde, Sylvie Braibant, journaliste et petite-cousine d'Henri Curiel explique qu'après les élections de 1981, des ministres ont cherché des réponses à l'Affaire Curiel

¹¹⁵ voir leur site internet : <http://collectifsecretdefense.fr>

¹¹⁶ Le 2 février 2019, le Collectif "Secret défense un enjeu démocratique" organisait au théâtre de l'Echangeur, une journée de tables rondes sur le thème : "Secret défense, témoignages et propositions de réformes ». Lien de la captation vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=UnbgaUGAJuw>

¹¹⁷ Rol C., *Le roman d'un vrai fasciste français*, Paris, Manufacture de Livres, 2015

¹¹⁸ De son vrai nom Robert Denard, il est le plus célèbre des mercenaires français, impliqué dans de multiples coups d'Etat en Afrique. Ayant été impliqué en Afrique du Sud, son nom revient régulièrement quand il s'agit du meurtre de Dulcie September.

¹¹⁹ Pierre Goldman, militant d'extrême gauche assassiné dans son quartier, adversaire du fascisme, meurtre revendiqué par le groupe « l'honneur de la police »

mais ils ont vite été découragés par le peu d'assistance dont l'Etat et les services dédiés faisaient preuve. Deux autres noms que celui de René Resciniti de Says apparaissent dans l'Affaire Curiel, ceux de Bob Denard et de Jean-Paul Guerrier. Ce dernier était d'ailleurs présent en France lors de l'assassinat de Curiel. Pour Sylvie Braibant, la résolution de cette affaire est entravée entre autre par le fait que Valéry Giscard d'Estaing est encore en vie mais aussi parce que la France peut encore être condamnée pour ne pas avoir respecté l'embargo sur le commerce avec l'Afrique du Sud. Dans les archives de Nicole Dreyfus¹²⁰, je suis tombée sur une coupure de presse du journal *Le Monde* datant du 21 mars 1988. Ce texte relevait huit assassinats politiques en région parisienne.

Encore aujourd'hui, l'Etat français ne facilite pas la tâche des ayants droits et de ceux qui veulent la vérité sur ces crimes. En 2008, une journaliste et le député Noël Mamère essayent de relancer l'affaire Curiel mais elle est classée pour cause de prescription. En 2018, un comité se crée pour obtenir la réouverture de l'Affaire du meurtre de Dulcie September, mais là encore, la prescription et le manque de nouvelles preuves ne permettent pas de faire avancer l'enquête. Pour les historiens, l'accès aux archives concernant les crimes d'Etat ou les affaires qui pourraient toucher à des secrets d'Etat est extrêmement restreint. J'ai vu de nombreuses archives¹²¹ m'être refusées même plus de 30 ans après le décès de Dulcie September et alors que la plupart des protagonistes de l'époque sont décédés ou ne sont plus en poste.

- *Les différentes théories*

Après son meurtre, beaucoup de théories, parfois invraisemblables ont été avancées. Le gouvernement sud-africain a alors déclaré, sans aucun fondement que le meurtre avait été commis par les partisans noirs de l'ANC parce que Dulcie September était une métisse à sympathies trotskistes. Une théorie pour alimenter l'idée que l'ANC se sabordait tout seul, n'arrivait pas à s'organiser et donc n'était pas viable. Cette théorie sera reprise par Robert Pandraud, ministre

¹²⁰ Archives de La Contemporaine - Carton Dreyfus 66

¹²¹ Cabinet du ministre de l'Intérieur : **19910386** REFUS

Bureau de répression des atteintes à la sûreté de l'Etat et des menées subversives (direction centrale de la PJ) : **19930666** REFUS

délégué chargé de la sécurité auprès du ministre de l'intérieur qui n'était autre que Charles Pasqua. Ce dernier ignore la demande de protection de Dulcie September avant son assassinat et était proche de Jean Taousson, ancien de l'OAS, éditeur du *Courrier Austral Parlementaire*¹²² inquiet dans le meurtre. Une autre théorie avancée a été celle de l'intervention des Etats-Unis, Dulcie a été soupçonnée d'avoir été une espionne pour le KGB, éliminée par la CIA... Une version presque risible qui semble n'avoir pour seule raison d'être que de dérouter l'enquête. En France, l'enquête policière laisse des questions ouvertes. A la suite du meurtre est arrêté un certain Martyn Van Geems, membre d'une faction communiste de l'ANC, puis prend la direction d'un crime passionnel, une piste bien vite abandonnée. Martyn Van Geems expliquera à Evelyn Groenink¹²³ que selon lui, cette piste a été suivie afin de faire perdre du temps pour laisser filer les vrais coupables. L'enquête n'aboutira finalement jamais et sera classée non élucidée en juillet 1992¹²⁴. Dans le fonds d'archive Nicole Dreyfus 66 qui réunit des documents appartenant à l'avocate de Dulcie, une certaine Mariama Keïta fait des révélations en 2002. Dans un document envoyé au procureur de la république de l'époque, elle soumet une liste de témoins et complices dans les meurtres d'entre autres, Dulcie September, Ahmed Abdallah¹²⁵, Bernard Borrel¹²⁶ ou encore, Olof Palme¹²⁷. Elle détiendrait des informations de par son père qui n'était autre qu'Abdoulaye Keïta, le chirurgien personnel du président comorien et de sa garde rapprochée. Il aurait alors soigné et côtoyé Bob Denard, Jean-Paul Guerrier¹²⁸, Dominique Malacrino et Richard Rouget¹²⁹. C'est au 1er janvier 1987 que son père est roué de coups par Richard Sanders, mercenaire de Bob Denard, alors que le médecin s'occupait de l'amie de ce monsieur Sanders qui venait de subir un accident de la route. Sous l'effet des anesthésiants, cette amie aurait divulgué des informations sur Dulcie

¹²² Bulletin publié par des sénateurs ayant des lobbys en Afrique du Sud.

¹²³ Groenink Evelyn. *Incorruptible: The Story of the Murders of Dulcie September, Anton Lubowski and Chris Hani*. ABC Press, Pretoria, 2018.

¹²⁴ Archives de La Contemporaine - Carton Dreyfus 66

¹²⁵ Président des Comores de 1978 à 1989, assassiné, Bob Denard sera inquiet mais relaxé.

¹²⁶ Magistrat français assassiné à Djibouti, l'affaire, non résolue devient une affaire d'Etat en France.

¹²⁷ Premier ministre socialiste et réformiste suédois de 1982 à 1986, une des pistes de son assassinat serait du fait de son opposition à l'apartheid mais d'autres pistes existent, aucune n'a été prouvée.

¹²⁸ Alias Capitaine Siam, il s'installe en Afrique du Sud à la fin des années 1970. Il est déjà mis en cause pour le meurtre du président Abdallah en 1989 aux côtés de Bob Denard et Jean Malacrino.

¹²⁹ Mercenaire, militant au GUD, sera accusé du meurtre de Dulcie September mais quitté en raison d'un alibi qui le situait à Johannesburg au moment du meurtre.

September, qu'elle surveillait depuis quelques temps à Paris, dans le but de commettre le crime qui se déroula le 29 mars 1989.

D'autres pistes conduisent à Richard Rouget, un militant du GUD qui faisait de l'import-export avec l'Afrique du Sud. Il a pourtant un alibi au moment du meurtre, il aurait été en Afrique du Sud.

Lors de la Commission Vérité et Réconciliation en 1998, le colonel Eugène De Kock, ancien chef des escadrons de la mort, affirmait que l'assassinat de la représentante de l'ANC en France était le fait du bureau de coopération civile de l'armée sud-africaine mais que deux hommes avaient appuyé sur la détente. Un de ces deux hommes serait le français Jean-Paul Guerrier. Il sera poursuivi par la justice pour le meurtre du Président comorien mais ne sera pas entendu dans l'affaire September¹³⁰.

Beaucoup de théories, de liens possibles avec les agressions d'autres militants en Europe ont fait surface. A Londres, une « hit list » est retrouvée planifiant l'enlèvement de responsables de l'ANC, à Bruxelles, en février 1988, Godfrey Motsepe, représentant de l'ANC pour le BENELUX, fut victime de tentatives d'assassinat par arme à feu et par la pose d'une bombe au bureau de l'ANC. A Berlin, un incendie criminel ravageait les bureaux de l'ANC à la même période. Malgré cela, le résultat est le même, le meurtre n'est toujours pas élucidé plus de 30 ans après. Ce qui est vrai, c'est qu'avant d'être tuée, Dulcie September s'appropriait à divulguer des informations sur des entreprises françaises qui vendaient des armes à l'Afrique du Sud¹³¹ et ce d'après Evelyne Groenink qui a fait une enquête poussée après son meurtre. Selon Aziz Pahad, collègue de l'ANC, elle travaillait sur des questions liées à l'armement nucléaire entre la France et l'Afrique du sud¹³² juste avant son meurtre.

La théorie de la cible facile est une théorie partagée par un grand nombre de militants que j'ai rencontrés. Ces militants ont pu voir les bureaux de l'ANC à Paris et constater que n'importe qui

¹³⁰ Des mercenaires français ont-ils tué Dulcie September? Retour sur l'assassinat de la militante de l'ANC en 1988. (2000, février 19). Consulté 19 juin 2019, à l'adresse Libération.fr website: https://www.liberation.fr/societe/2000/02/19/des-mercenaires-francais-ont-ils-tue-dulcie-september-retour-sur-l-assassinat-de-la-militante-de-l-a_317849

¹³¹ Groenink Evelyn. *Incorruptible: The Story of the Murders of Dulcie September, Anton Lubowski and Chris Hani*. ABC Press, Pretoria, 2018.

¹³² Investigations et Enquêtes. (s. d.). Services secrets: La part d'ombre de la République - Special Investigation. Consulté à l'adresse <https://www.youtube.com/watch?v=jXKxZWz2J64>

pouvait y rentrer et s'en échapper facilement, de par la structure et l'emplacement mais aussi du fait que la représentante n'était absolument pas protégée.

Malgré la complexité de cette affaire et le rôle trouble de la France, Français et Sud-africains n'y ont pas vu une « affaire d'Etat ». Côté français, cela peut s'expliquer par le fait que le gouvernement ne voulait pas dévoiler une partie de ses potentielles relations avec une Afrique du Sud sous embargo. Côté sud-africain, cela s'explique par le fait que l'ANC ne s'attardait pas sur les morts à l'époque de la lutte. Les militants savaient à quoi ils s'engageaient et les risques encourus. Au moment de la fin de l'apartheid, l'objectif était de rassembler le peuple sud-africain. La Commission Vérité et Réconciliation a été faite, comme son nom l'indique, pour réconcilier les oppresseurs et les opprimés. Pour donner un aspect de justice et que les populations opprimées par le passé ne se sentent pas totalement flouées et ne restent pas amères vis-à-vis des blancs. S'attarder dans une quête de vérité absolue qui risquait de réveiller des tensions n'était pas le but du moment.

- Une sortie de conflit dans le sang

La réflexion de Bruce Clarke¹³³ sur un possible arrangement entre l'ANC et le gouvernement alors en place en Afrique du Sud en 1988 pour ne pas faire toute une histoire du meurtre de Dulcie September est peut être symptomatique d'une période où les exécutions et les attentats contre les membres de l'ANC étaient devenus monnaie courante.

Durant le régime d'apartheid les exécutions n'étaient pas rares, bien au contraire. Une dizaine d'années plus tôt, en 1977, une figure de la lutte disparaissait dans des circonstances troublantes. Steve Biko, représentant du Black Consciousness Movement¹³⁴, décède officiellement d'une grève de la faim. Sa mort a un grand retentissement à l'internationale et entraîne l'adoption des résolutions 417 et 418 à l'ONU imposant un embargo sur les ventes d'armes à destination de l'Afrique du Sud. Lors de la Commission vérité et réconciliation à la fin des années 1990, la police avoue enfin le meurtre de Steve Biko. Quelques mois après le meurtre de Dulcie September, c'est Anton

¹³³ Voir l'entretien avec Bruce Clarke en annexe.

¹³⁴ Mouvement proche du panafricanisme, opte pour une démarche exclusivement noire afin de sortir du système d'apartheid. Ce mouvement apparaît après le massacre de Sharpeville en 1960 et prône notamment la mise en place d'universités exclusivement noires.

Lubowski, avocat namibien, membre de la SWAPO¹³⁵ et récemment membre de son comité central qui est assassiné au AK-47 devant sa maison le 12 septembre 1989 en Namibie. L'exécution est sommaire comme celle de Dulcie September. Les auteurs du crimes sont probablement un commando de la mort sud-africain. Bien que ce genre d'exécution ne soit pas rare durant les années d'apartheid, le fait qu'elles aient lieu en dehors du pays et dans des pays européens change la donne.

Dans les trois meurtres étudiés par Evelyn Groenink¹³⁶, elle s'est d'abord impliquée dans l'Affaire Dulcie September et a été très touché par cette mort, survenue dans un pays voisin. Le danger n'était plus cantonné à l'Afrique du Sud mais était partout. A partir de cette enquête elle découvre que d'autres meurtres suspects où il est question du commerce d'armes ont eu lieu comme ceux de Chris Hanni et Anton Lubowski.

Dans les archives de Nicole Dreyfus¹³⁷, avocate de renom, qui s'engage d'abord auprès du FLN à la fin des années 1950, puis auprès des militants anti-apartheid. J'ai pu trouver le dossier de Dulcie September. Nicole Dreyfus était son avocate, on y trouve donc des documents relatifs à l'ANC comme les statuts de l'association à Paris, le rapport médico-légal de sa mort, mais aussi des pièces qui sont liées au meurtre. On retrouve notamment une « hit list », du moins la copie de celle retrouvée en 1988 sur Dirk Stoffberg à l'aéroport d'Heathrow. J'avais eu mention de cette « hit list » pour la première fois dans le livre d'Evelyne Groenink¹³⁸. Cette liste contient le nom de nombreux militants anti-apartheid mais pas celui de Dulcie. Un September y est bien présent mais c'est Reggie September qui n'a aucun lien de parenté avec Dulcie. A côté de son nom, un trait pointant le mot « wife » est écrit. Ce mot désignerait-il Dulcie September? Dirk Stoffberg est un tueur à gage sud-africain et il confiera plus tard que c'est lui qui a payé deux hommes pour tuer Dulcie September sans avouer de qui venait l'ordre. Dirk Stoffberg sera assassiné le 20 juillet 1994 sans comparaitre devant la justice pour ses aveux.

D'autres attentats ont lieu dans le monde au même moment contre des représentants sud-africains. Le plus notable est celui à l'encontre de Godfrey Motsepe représentant de l'ANC à Bruxelles. Le 4 février 1988, deux coups de feu le visent sans le toucher. Le 27 mars, soit deux jours

¹³⁵ L'Organisation du peuple du Sud Ouest Africain. Principal parti politique namibien, de tendance marxiste.

¹³⁶ Groenink Evelyn. *Incorruptible: The Story of the Murders of Dulcie September, Anton Lubowski and Chris Hani*. ABC Press, Pretoria, 2018.

¹³⁷ Archive de La Contemporaine, carton Dreyfus 66.

¹³⁸ Groenink Evelyn. *Incorruptible: The Story of the Murders of Dulcie September, Anton Lubowski and Chris Hani*. ABC Press, Pretoria, 2018.

avant l'assassinat de Dulcie September, une bombe de 7 kilos est découverte dans les locaux de l'ANC à Bruxelles¹³⁹. Ces attaques hors du pays interrogent sur l'état d'esprit d'un gouvernement sud-africain qui n'hésite plus à poursuivre ses opposants dans des pays démocratiques.

En s'engageant, Dulcie savait ce qu'elle risquait mais elle n'avait sûrement pas imaginé mourir à plus de 12 000 kilomètres de chez elle dans un pays froid dont elle ne connaissait presque pas la langue. C'est pourtant ce que risquaient ces militants exilés.

Partie 3 : Une résistance « arc-en-ciel »¹⁴⁰

Chapitre I. Breyten Breytenbach, le poète Afrikaner

Cette partie va être illustrée par trois personnages de la résistance sud-africaine liés à la France pour différentes raisons. Dans ce premier chapitre, je vais commencer par Breyten Breytenbach, écrivain et peintre sud-africain, issu de la communauté afrikaner, il est un artiste qui recèle plusieurs talents comme nous allons le voir. De plus, ce militant a la particularité d'avoir connu les geôles sud-africaines durant de nombreuses années. Cela nous poussera à nous interroger sur les particularités du militantisme anti-apartheid en tant que blanc et de surcroît, membre de la communauté qui est à la tête de l'oppression de toute une partie de la population.

¹³⁹ Des mercenaires français ont-ils tué Dulcie September? Retour sur l'assassinat de la militante de l'ANC en 1988, Karl Laske, Libération, 19 février 2000.

¹⁴⁰ « Nation arc-en-ciel », notion employée par Desmond Tutu pour qualifier sa société sud-africaine post-raciale idéale.

- *Un artiste aux multiples visages*

Breyten Breytenbach, le premier militant que je vais étudier, est un personnage énigmatique. Breyten Breytenbach naît en 1939 à Bonnieval (au Cap). Tout comme J.M Coetzee¹⁴¹ ou encore André Brink¹⁴², il fait partie de la communauté afrikaner et comme eux il rompt avec cette communauté en devenant écrivain et en s'émancipant de sa langue natale pour l'anglais. Les écrivains ont été impliqués dans la lutte à travers différents mouvements. On peut par exemple nommer le Congress of South African Writers (COSAW) qui voit le jour en 1987 et qui avait pour but de promouvoir la littérature pour combattre l'apartheid, notamment en organisant des ateliers pour aider les aspirants écrivains issus des communautés discriminées. On compte parmi eux Achmat Dangor¹⁴³ ou encore Wally Serote¹⁴⁴. Mais avant ça, des écrivains blancs comme Breytenbach, Brink, Ingrid Jonker, et bien d'autres faisaient partie des Sestiger (Beweging van Sestig) qui se traduit par « mouvement des années soixante ». Ce groupe rassemblait des écrivains influents de la langue afrikaans dans les années 1960. Cette génération d'écrivains sud-africains rapporte de ses voyages en Europe une vision critique de l'apartheid. Ce mouvement influencé par l'existentialisme¹⁴⁵ prend comme référence Jean-Paul Sartre ou encore Albert Camus, André Malraux, Eugène Ionesco. Ils provoquent la bonne conscience afrikaner qui prône une langue pure. Trois points sont fondamentaux pour les Sestigers : ils sont conscients de la responsabilité littéraire de l'écrivain face au régime d'apartheid, le lien entre l'afrikaner et l'afrikaans qui exclut les noirs de cette langue, l'engagement politique qui est lié à l'oeuvre des Sestigers.

¹⁴¹ John Maxwell Coetzee est un romancier et professeur de littérature d'origine sud-africaine. Il écrit en anglais et reçoit notamment le prix Nobel de littérature en 2003. Contrairement à Nadine Gordimer ou André Brink, il n'écrira jamais de fictions engagées basées sur la période d'apartheid. Ses romans sont détachés d'une réalité historique précise. Ce n'est qu'en 1999, dans son roman *Disgrâce* qu'il écrira de manière explicite sur l'Afrique du Sud mais sur la période post-apartheid avec un regard accablé et pessimiste.

¹⁴² André Brink est un écrivain sud-africain. Il écrit en anglais et en afrikaans. En 1980 il obtient le prix Médicis étranger pour son roman *Une saison blanche et sèche* qui sera adapté au cinéma.

¹⁴³ Ecrivain sud-africain d'origine indienne, Achmat Dangor naît en 1948 et publiera des oeuvres engagées notamment contre le système d'éducation bantou.

¹⁴⁴ Poète et écrivain sud-africain, il naît en 1944 et est membre de l'ANC. Il vit en exil jusqu'en 1990. Ses oeuvres seront engagées tout au long de sa carrière.

¹⁴⁵ Courant philosophique et littéraire. Il considère que l'humain est seul maître de son destin par ses actes, ses décisions. Il y a plusieurs courants dans l'existentialisme. Sartre définit sa conception dans *L'existentialisme est un humanisme*, Jean-Paul Sartre, Edition Nagel, Paris, 1946.

André Brink¹⁴⁶, membre éminent de ce mouvement des Sestigers, arrive à Paris en 1959 pour suivre une formation en littérature comparée à la Sorbonne. C'est alors qu'il côtoie pour la première fois des étudiants noirs qui sont traités sur le même pied d'égalité que les Blancs. Sa formation terminée en 1961, il retourne en Afrique du Sud puis décide de repartir un an de 1967 à 1968. Il dira qu'il est « né sur un banc du jardin du Luxembourg ». Il est en France lors des événements de Mai 1968, il prend d'autant plus conscience de l'aberration de la situation sud-africaine. Georges Lory¹⁴⁷ m'explique le lien entre Breyten Breytenbach et André Brink. Selon lui, Brink aurait logé chez Breytenbach à Paris en 1968 ce qui les auraient beaucoup rapprochés. Malgré ces nombreux liens, Georges Lory les définit comme « frères ennemis ». Brink trouvant Breytenbach trop excessif, Breytenbach trouvant Brink pas assez.

Tous ces écrivains viennent à Paris sur recommandation, ce cercle préfère Paris à Londres lorsque la situation devient trop oppressante en Afrique du Sud. Breytenbach se différencie un peu de cette génération des Sestigers car il cumule plusieurs talents. Il est aussi peintre. Georges Lory me parle de ses activités en 1968 lorsqu'il vit à Paris. Il occupe alors « un petit studio dans le 18^e, une vieille bâtisse avec plein de studios occupés par des peintres de tous les pays »¹⁴⁸. Breytenbach se nourrit de ce multi-culturalisme. Il joue sur deux tableaux et est connu dans plusieurs pays pour différentes raisons. En Afrique du Sud, il est connu comme poète maniant avec perfection la langue des afrikaners. En France ou aux Pays-Bas il se fait surtout connaître pour ses peintures. Georges Lory est d'ailleurs le premier à avoir organisé une exposition sur ses peintures en Afrique du Sud.

C'est son talent qui lui a attiré les foudres du gouvernement. Lorsque je demandai à Georges Lory, si l'Etat était plus sévère avec lui parce qu'il était impliqué dans un mouvement de résistance ou parce qu'il était un écrivain. Sa réponse fut claire : d'abord, le gouvernement ne pouvait pas laisser passer le fait qu'un Afrikaner, un enfant du « peuple élu »¹⁴⁹ les trahissent. Ensuite, Georges Lory me rappela l'histoire de ce peuple, qui, en 1902, alors qu'il perd la guerre des Boers, se regroupe autour de l'afrikaans qui devient son symbole. Les Afrikaners se fédèrent donc autour de cette langue jusqu'à obtenir en 1925 qu'elle soit la seconde langue officielle du pays, aux côtés de

¹⁴⁶ Voir le Podcast, *A voix nue* « André Brink - Hommage », Sandrine Treiner, France Culture. En ligne : <https://www.franceculture.fr/emissions/voix-nue/andre-brink-15-hommage> (en 5 parties)

¹⁴⁷ Voir l'entretien avec Georges Lory en annexe.

¹⁴⁸ Ibid.

¹⁴⁹ Ibid.

l'anglais. Le fait que Breytenbach manie les mots de cette langue au détriment du peuple élu était une insubordination inacceptable pour le gouvernement.

- *La prison et l'exil*

Breyten Breytenbach quitte le pays à 19 ans, il fait un long voyage en Europe en travaillant sur des bateaux. Il aboutit à Paris et rencontre sa future femme, Yolande, « française de passeport, vietnamienne d'origine »¹⁵⁰. Selon Georges Lory, c'est cette rencontre qui a fortement conforté Breytenbach dans son engagement. Lui qui était déjà convaincu des méfaits de l'apartheid, il est alors touché lui-même de disgrâce quand qu'il veut rentrer au pays au bras de son épouse qui est considérée comme métisse. Leur union est tout simplement interdite sur le sol sud-africain qui condamne les mariages inter-raciaux. En 1967, le gouvernement sud-africain étend cette interdiction aux mariages contractés à l'étranger. C'est un amendement qui vise directement Breytenbach qui commence à être connu et qui pourrait renvoyer une mauvaise image au sein de la population afrikaner du pays. Un Afrikaner, plein de talent, qui est connu dans le pays entier, souillant ses origines en se mariant avec une métisse n'est pas acceptable pour le régime de Pretoria.

La police sud-africaine a fait de Breytenbach un ennemi de premier choix. Comme dit plus tôt, le basculement de Breytenbach de simple opposant moral au système d'apartheid à celui de militant se fait lorsqu'il essaye de retourner au pays avec sa femme. Ce retour n'étant pas possible, il commence sa vie d'exil. Il gravite autour du pays sans y rentrer, il présente notamment sa femme à sa famille au Swaziland, pays voisin de l'Afrique du Sud. En 1973 sa femme obtient malgré tout un visa de trois mois, ils circulent alors dans le pays durant cette période. Il ne retournera en Afrique du Sud qu'en 1975, et essaiera d'y rentrer avec un faux passeport. Ce fut un échec car la police de sécurité sud-africaine l'avait déjà tracé depuis son départ de Paris. Il essaye de fuir mais se fait rattraper. Il explique son arrivée sur le sol sud-africain, ses années de prison et sa sortie dans un livre justement nommé « Confession véridique d'un terroriste albinos »¹⁵¹. Ce livre est un excellent

¹⁵⁰ Ibid.

¹⁵¹ Breytenbach B., *Confession véridique d'un terroriste albinos*. Paris, Stock, 1984.

document d'information sur la vie d'un prisonnier blanc en Afrique du Sud. Il y dépeint la pression constante exercée par les policiers, par les gardiens afin d'avoir des informations et de retourner la conscience de ces « traîtres » qui se sont engagés contre leur famille afrikaner. Il est condamné à neuf ans de prison pour terrorisme, une sentence qui paraît lourde aux yeux de Georges Lory :

*« (...) ça n'a pas empêché qu'il soit condamné à neuf ans de prison, ce qui était quand même énorme pour le tarif de l'époque. En gros quand on était pris à faire une action anti-apartheid, par exemple le minimum pour une distribution de tracts c'était 5 ans (...)
Donc Breyten, pour l'usage de son faux passeport, c'était pas méchant en soit, il avait contacté du monde mais il n'y avait pas de lutte armée, il voulait monter son réseau (...) mais quand on se replonge, c'était du temps de la Guerre Froide, à l'époque, le gouvernement sud-africain n'était pas très loin du fascisme, c'était extrêmement dur et la justice a également eu l'influence du monde politique, très clairement, le premier ministre de l'époque, John Vorster, avait très mal pris un poème de Breyten qui s'appelait Lettre de l'étranger au boucher, qui était pour Balthazar, Balthazar qui est l'un des prénoms de Vorster donc c'était vraiment contre lui, et il est intervenu semble t-il pour forcer la dose.
»*

Avec lui, des amis de Breytenbach à Londres, Paris et Amsterdam montent des comités, essaient de sensibiliser la population et les gouvernements. Breytenbach considère que ce soutien aura été déterminant pour accélérer sa libération. Dans son ouvrage¹⁵², il mentionne ceux qui l'ont aidé mais n'oublie pas ceux qui n'ont pas agi ou trop peu. Il cite notamment à ce propos Amnesty International mais aussi le MRAP qui auraient été tous deux influencés par le Parti communiste sud-africain avec qui il n'est pas forcément en sympathie. L'hostilité de Breytenbach à l'égard du Parti communiste m'a été rapporté par différents intervenants de la lutte que j'ai pu rencontrer au cours de ma recherche. Pour Georges Lory, sa libération est surtout dû à un marchandage entre plusieurs pays qui implique entre autre l'Affaire Albertini dont nous avons parlé plus tôt. Ce serait aussi dû à l'implication de la France qui en 1982 a fait savoir qu'elle s'engageait à accueillir Breytenbach une fois libéré car sa femme possédait la nationalité française. Il est donc libéré en décembre 1982.

Condamné à neuf ans de prison, il en passera plus de sept dans les geôles sud-africaines. Dans un entretien accordé au journal *Le Monde* en 1983¹⁵³, à sa sortie de prison, il définit son ouvrage

¹⁵² Ibid.

¹⁵³ « Breyten Breytenbach, sept ans au mouvoir », *Le Monde*, Nicole Zand, 14 octobre 1983.

comme un « roman qui n'aurait pas abouti » du fait de la difficulté de rédiger un roman en prison. Il pouvait alors écrire mais en étant contraint de donner au fur et à mesure ses pages à un officier de sécurité. Dans cet entretien, il définit l'usage du mot « No Man's Land » qu'il utilise régulièrement dans son livre pour désigner l'Afrique du Sud. Pour lui, cette désignation signifie que le pays n'appartient à personne, une sorte de pied de nez aux Afrikaners qui disent que l'Afrique du Sud est la propriété des Blancs. Cet entretien se termine d'une manière qui le représente bien, par une dualité entre l'impossibilité de revenir en Afrique du Sud et une déclaration d'amour à l'afrikaans :

« C'est maintenant possible pour moi d'écrire en anglais. Je sais qu'il sera désormais impossible pour moi de vivre en Afrique du Sud, et je sais que je suis en France, pour y rester. Je suis devenu un métèque, un métèque parisien. Mais, pour la poésie, j'emploierai peut-être pour toujours l'afrikaans, ma langue la plus intime, la plus instinctive, la plus obscure... »

Ce qui le différencie des autres écrivains afrikaners qui ont lutté par la plume, c'est qu'il dépasse ce mode d'action en entrant dans un combat politique à travers l'organisation Okhela. C'est cet engagement et le fait qu'il ait voulu braver les lois de l'apartheid en revenant au pays au bras d'une femme vietnamienne qui le conduiront en prison.

- La Résistance en tant que militant blanc

Breytenbach alimentera les controverses des deux côtés. Au moment de son premier procès, il fait des déclarations qui restent en mémoire de nombreux militants et qui font de lui un personnage plus nuancé dans ses prises de positions. Georges Lory lors de notre entretien viendra sur ce sujet sans trop vouloir s'y étendre quand je lui pose la question des relations de Breytenbach avec l'ANC :

« Il est plutôt le bienvenu mais a pesé contre lui le fait qu'au cours du premier procès il a fait une espèce de déclaration où il faisait un peu amende honorable, ce qui n'était pas l'oeuvre d'un militant aguerri, surtout qu'en même temps que lui il y a un militant anglophone, communiste qui avait au tribunal, était vraiment virulent, etc... Breyten c'était plus complexe, il n'a pas renié ses idées mais enfin... je pense que c'était pour adoucir la sentence mais qui n'a pas été adouci du tout donc il a été eu une seconde fois à la fin du procès. »

A une époque où les soupçons sont partout, où les militants doivent se méfier de tout le monde et surtout des mouchards au compte du régime d'apartheid, les militants blancs sont surveillés des deux côtés. Du côté de la lutte, il faut être sûr que ces personnes, venus de la communauté afrikaner ne sont pas des espions, du côté du pouvoir en place, ces « traîtres » sont davantage détestés car ils salissent leur communauté et son histoire. Le pouvoir essaye constamment de les ramener à la raison et de les faire redevenir des fils du peuple. C'est ce qui se passe avec Breytenbach qui subit une pression de la part de l'Etat mais aussi de sa famille, son frère étant Jan Breytenbach officier renommé des forces spéciales sud-africaines. Il quittera la carrière militaire en colonel décoré. Cette situation conduira Breytenbach à se demander dans *Confession véridique d'un terroriste albinos* : « comment être anti-apartheid si vous êtes blanc, si vous appartenez à la minorité qui est au pouvoir ? »

Le militantisme blanc passe par d'autres organisations que le militantisme noir ou métis. Le parti pris est différent. Le militantisme est d'autant plus différent lorsqu'il s'effectue à l'étranger. Les modes d'action ne sont pas les mêmes. Dans son livre *Confession véridique d'un terroriste albinos*¹⁵⁴, l'écrivain revient sur les liens entre la France et l'Afrique du Sud et dénonce une collaboration entre les services secrets des deux pays. Selon lui, les policiers sud-africains avaient le champ libre pour agir comme bon leur semblait sur le sol français et étaient mis au courant des dossiers les plus secrets sur les militants anti-apartheid comme celui d'Henri Curiel. Il affirme un peu plus loin dans son ouvrage que le gouvernement sud-africain avait préparé un terrain favorable à l'assassinat de Curiel en le mettant en cause et en reliant son nom à celui de Breytenbach. A propos d'Henri Curiel, c'est par lui qu'il entre dans l'action politique en exil. Toujours dans cet ouvrage, il explique qu'au début des années soixante-dix, il est contacté afin de « créer des formes d'aide à l'opposition blanche militante au régime d'apartheid dans le pays, d'établir ces points d'aide à l'étranger, d'aider les militants blancs à obtenir un entraînement de base quand ils se trouvaient à l'étranger, de leur permettre de continuer la lutte clandestinement après leur retour dans le pays. »¹⁵⁵. Jusque-là, une organisation qui s'occupait de ce travail, en lien avec l'ANC était Solidarité. C'est Henri Curiel qui était à la tête de cette organisation créée au début des années 1960 afin d'aider les militants des différentes luttes de libérations nationales de l'époque à se former,

¹⁵⁴ Breytenbach Breyten. *Confession véridique d'un terroriste albinos*. Paris, Stock, 1984.

¹⁵⁵ Breytenbach Breyten. *Confession véridique d'un terroriste albinos*. Paris, Stock, 1984. p. 81

mais aussi à trouver de faux papiers, à engager des démarches judiciaires ou encore à mettre en place des campagnes de sensibilisations publiques.

A la suite de Solidarité, en 1972, Breytenbach crée Okhela avec d'autres sud-africains blancs en exil. Ils arrivent vite à infiltrer des points stratégiques comme par exemple l'ambassade d'Afrique du Sud d'Allemagne de l'Ouest où ils apprennent dans des dossiers secrets que l'Allemagne de l'Ouest bafoue les décisions internationales pour aider l'Afrique du Sud à s'armer en matériel nucléaire. Son action dans Okhela se termine avec son arrestation de 1975. Okhela visait à rassembler des militants anti-apartheid blancs. Non pas pour une action armée mais pour renseigner, diffuser les informations.

Les activités de Breyten Breytenbach en France ont été des activités secrètes jusqu'à son arrestation en 1975. Ensuite, après sa libération en 1982, il a oeuvré davantage à découvert en racontant son expérience de la prison et en diffusant sur les problèmes de l'apartheid. En sortant de prison, Breytenbach est devenu un personnage très médiatisé comme j'ai pu le constater par ses nombreuses interviews qu'elles soient journalistiques, radiophoniques ou télévisuelles. Georges Lory me rapporta d'ailleurs que l'auteur était agacé d'être constamment appelé pour prendre la parole au détriment de Dulcie September. Il continuera à oeuvrer pour la cause en participant à des rencontres comme celle de Dakar en 1987 à l'initiative de Van Zyl Slabbert¹⁵⁶, rejoint par France Libertés¹⁵⁷ de Danielle Mitterand.

Un an avant, en 1986 il reviendra trois semaines en Afrique du Sud afin de « favoriser une prise de conscience »¹⁵⁸ des jeunes blancs sud-africains en raison de sa notoriété. Il constate alors une prise de conscience de la population noire et comprend que la situation ne pourra plus rester comme ça indéfiniment. Il constate aussi une sorte de désarroi au sein de la population blanche, surtout chez les jeunes. Comme si cette catégorie de la population était attentiste, désolée pour ce qui était en place mais pas encore prête à s'engager pour un avenir meilleur. Georges Lory me rapportera une anecdote lors de notre entretien qui me confirme le sentiment de remords éprouvé

¹⁵⁶ Universitaire, sociologue et homme politique sud-africain blanc, membre du parti progressiste, chef de l'opposition parlementaire de 1979 à 1986.

¹⁵⁷ France Libertés (fondation Danielle Mitterand) est créé en 1986 afin de : « faire respecter le droit des peuples à travers le monde ». Cette fondation participera à de nombreuses actions dès sa création afin de venir en aide à la cause anti-apartheid.

¹⁵⁸ « Un entretien avec Breyten Breytenbach en République Sud-Africaine », *Le Monde*, Michel BoleRichard, 14 mai 1986.

par la population blanche. Lors d'une exposition organisée par Georges Lory en Afrique du Sud c'est Breytenbach que l'on vient voir.

« Ce qui me frappait pendant cette exposition c'est que tout le monde venait lui parler les uns après le autres, un peu se confessant en disant « oui, j'ai voté pour le Parti National, c'était une bêtise, etc... » comme si Breyten pouvait leur donner l'absolution. »¹⁵⁹

A la fin de l'apartheid, le rôle de Breytenbach change. L'ancien traître devient héros de la nation afrikaner. Ce n'est pas pareil pour les Noirs qui ont lutté. Il n'ont pas autant de reconnaissance. Sam Tshabalala par exemple a dû se faire tout seul et gagner sa place dans le monde de la musique à l'internationale malgré de nombreux obstacles.

Chapitre II. Sam Tshabalala, le musicien venu des Townships¹⁶⁰

Dans ce chapitre, c'est le parcours de Sam Tshabalala que nous allons étudier. Sam reflète les aberrations que le gouvernement sud-africain a imposé aux enfants, adolescents, puis adultes noirs qui ont grandi en Afrique du Sud. Son parcours l'a mené à l'exil. Un parcours semé d'embûches apposées par la politique de développement séparé du gouvernement de Pretoria. La musique a été pour lui un gagne pain et plus tard un moyen d'exil depuis ce pays qui le censurait. Cette musique permettra son intégration à l'étranger mais elle devra aussi s'adapter aux standards occidentaux comme nous le verrons dans ce chapitre.

- Partir pour ne plus subir

Lorsque je rencontre Sam Tshabalala dans son appartement parisien, je rencontre quelqu'un de très ouvert, souriant malgré l'histoire douloureuse qu'il me raconte¹⁶¹. Son histoire commence en 1955

¹⁵⁹ Extrait de l'entretien de Georges Lory consultable en annexe.

¹⁶⁰ Township : en Afrique du Sud, quartier pauvre, sous-équipé, réservé aux non-blancs. Beaucoup sont mis en place après l'instauration du Group Areas Act No. 41 en 1950. Cette loi contraignait les différentes catégories de la population à vivre dans des zones d'habitations prédéfinies.

¹⁶¹ Voir l'entretien avec Sam Tshabalala en annexe.

dans une petite ville près de Pretoria nommée Hammanskral. A 17 ans, il déménage dans un Township de Pretoria nommé Mamelodi. Il grandit dans le système d'apartheid, ne côtoie que sa catégorie sociale et est entouré presque exclusivement de personnes noires. La musique l'accompagne depuis sa prime jeunesse à travers les chants traditionnels dont il est bercé. C'est son oncle qui l'a plus concrètement mené à la musique. Lui qui lui payait l'école a aussi été celui qui lui ramenait des disques et qui l'ouvrit à la musique au-delà des tubes qui passaient à la radio. Sam Tshabalala me dépeint son enfance sans s'en plaindre, alors que son histoire permet d'illustrer les déchirements que vivaient de nombreuses familles noires à cette époque. Sa mère était servante dans une famille blanche à Pretoria du temps où il vivait à Hammanskral. Il ne la voyait donc pas souvent. Parfois après trois ou quatre mois il prenait le bus direction Pretoria pour la voir seulement quelques minutes étant donné qu'il ne pouvait pas croiser les maîtres de maisons en raison de sa couleur de peau. Il me confie qu'à l'époque il ne se rendait pas compte de ce que ses parents enduraient, une vie de labeur sous un régime qui les opprimait quotidiennement. Ce n'est que vers 13 ou 14 ans qu'il commence à discuter avec d'autres sur les questions de race, de couleur, etc... Mais le régime d'apartheid n'offre que peu de moyens à un jeune de couleur de peau noire pour s'informer. Ainsi, la rumeur circule que peut être ailleurs, dans d'autres pays les choses sont différentes mais il n'en est pas sûr. L'éducation bantoue qui lui est dispensée empêche une partie de cette génération d'ouvrir les yeux. Voici ce que dit le Dr Voerwoerd, alors Ministre des affaires indigènes en 1953 lors du débat sur le décret de l'éducation pour les Bantous :

« Ces rapports ne peuvent pas s'améliorer si l'éducation donnée aux indigènes en fait un peuple frustré qui, du fait même de l'éducation reçue, placent leurs espoirs en des conditions de vie que la situation en Afrique du Sud ne permet pas de réaliser dans l'immédiat, ou si elle prépare des gens à des emplois auxquels ils n'ont pas accès. »

Dès le début de leur éducation, les non-blancs sont donc conditionnés à ne pas accéder à un travail valorisant. L'objectif est de les garder comme main d'oeuvre sans les associer à un quelconque rang décisionnaire. Le Dr. Voerwoerd pose dès son discours de 1953 les objectifs de sa *Bantu education act* qui prendra effet dès le 1er janvier 1954. Cette loi déterminera l'éducation des Noirs du pays. Une éducation leur apprenant les bases de l'anglais et de l'afrikaans, puis, essentiellement du travail manuel. Couture pour les filles, mais aussi plantation, travail du sol, etc... Une préparation à leur vie future dès le plus jeune âge. Le gouvernement sud-africain maintient la population noire sous contrôle grâce notamment à son école qui ne leur donne pas les outils pour chercher et se défendre

par eux même. De plus, l'Etat instille un climat de peur, de répression autour des questions de résistances. C'est un sujet qu'il ne faut pas aborder devant n'importe qui sous peine d'être arrêté. Sam Tshabalala rapporte qu'à l'école il n'a même pas appris où se situait l'Angola ou le Mozambique. Le propagande du gouvernement joue sur le fait que les Sud-africains connaissent mal le reste de l'Afrique, ils jouent la carte d'une Afrique malade où règne la famine et la pauvreté alors qu'en comparaison, l'Afrique du Sud est un pays prospère.

A 17 ans quand son oncle et sa mère décèdent, il part vivre à Pretoria. Pour la première fois il est réellement confronté à des Blancs. Il suit alors son cousin qui joue dans des mariages, il continue malgré tout à travailler à côté en faisant des petits boulots qui le confrontent de plus en plus à la ségrégation. Tout est prétexte pour rabaisser l'autre dans cette société sud-africaine. Sam se voit attribuer des surnoms par ses collègues blancs qui refusent de l'appeler par son prénom. Il doit appeler ces mêmes collègues blancs « baas »¹⁶². Il subit toutes sortes d'humiliations au quotidien comme le fait de ne pas pouvoir partager les même tasses que ses collègues blancs, être le préposé au café, gagner beaucoup moins bien que les Blancs à travail égal voir supérieur... Toutes ces humiliations semblent intégrées dans l'esprit de Sam. La société sud-africaine fait en sorte de rendre cette différence de traitement normale même au sein de la population noire. Mais à un moment de sa vie, Sam se rend compte qu'il peut lutter, même de façon de prime à bord peu significative. Alors qu'il faisait des livraisons avec son collègue blanc, un auto-stoppeur blanc attendait sur le bord de la route. Son collègue qui conduisait a alors dit à Sam de passer à l'arrière du van, dans la remorque alors qu'il faisait froid. Cette situation qui était logique dans l'ordre établi en Afrique du Sud, Sam ne l'a pas accepté et s'est alors rebellé. Il a alors pris conscience qu'il y avait des moyens de lutter même si c'était des petits gestes au quotidien. C'est aussi après cet épisode qu'il comprend quelle est sa place en Afrique du Sud, il comprend que la manière dont il est traité au travail mais aussi dans la vie courante n'est pas normale. Il se réfugie alors dans sa passion, la musique.

Sam Tshabalala forme son premier groupe de musique avec son cousin. Ils jouent alors dans des mariages. A l'arrêt de ce groupe, il réintègre un groupe avec différents musiciens et ils se demandent alors pourquoi ne pas jouer aussi des musiques sud-africaines et plus seulement des standards américains. Pour les Sud-africains non-blancs, l'oppression est constante. De l'école à leur vie active, ils sont conditionnés et enfermés dans un rôle de petites mains en Afrique du Sud. C'est un

¹⁶² Patron, généralement utilisé par les Noirs pour désigner leur supérieur blancs.

paradoxe pour son gouvernement qui souhaite alors se développer économiquement grâce à la population noire tout en l'excluant de ce développement.

- *La place de la musique dans la lutte*

Sam Tshabalala quitte le pays grâce à la musique. Il rejoint par la suite le groupe *Afrika* composé notamment d'Abbey Cindi, célèbre flutiste sud-africain, en tant que guitariste. Ce groupe porte alors des messages politiques, ils admirent des musiciens comme Hugh Masekela ou Miriam Makeba. Sam suit alors le groupe à Durban mais deux ans plus tard, Abbey Cindi se sépare du groupe. Une partie dont Sam forme alors The Malopoets le 7 juillet 1978 pour le 11^e anniversaire de la mort du saxophoniste John Coltrane, leur « parrain » par-delà la mort¹⁶³. Le groupe a connu plusieurs générations avec des départs et des nouvelles entrées. On peut citer comme membres principaux Sam Tshabalala (guitariste), Pat Sefolsha (multi-instrumentaliste), Eugene Skeef (lyriciste), Patrick Mokoka (bassiste). S'y ajoutent les managers que sont Ben Langa et Mafika Mbuli, ce sera eux qui nommeront le groupe Malopoets terme issu de malopo qui signifie « esprit » en Zulu et poésie en anglais. D'après les mots de Mokoka, le style des Malopoets tient à la volonté de se démarquer des nombreux groupes qui se formaient à l'époque autour de la musique africaine. Ils décident alors d'opter pour un mélange de Malombo¹⁶⁴ et de poésie. Ils s'inspirent de rythmes issus de plusieurs tribus, les Pedi, Zulu ou encore Shangaan. Le groupe prend un tournant vraiment politique quand il joue pour soutenir la lutte des mineurs dans les années 1980. Les Malopoets étaient un affront au régime d'apartheid, de par leurs paroles mais aussi par leur construction même. Comme le disait Patrick Mokoka : « Nous étions deux Pedis, deux Zulus et un Shangaan. Et en ce temps là, c'était important - le fait que nous soyons ensemble »¹⁶⁵. En effet, par sa politique de développement séparé, ce n'était pas seulement les Blancs qui étaient isolés du reste de la population mais c'était aussi les différentes ethnies noires qui étaient séparées entre elles. La mise en place des

¹⁶³ Je tiens ces anecdotes d'un article qui m'a été envoyé par Sam Tshabalala et qui retrace l'histoire des Malopoets. *The Malopoets : Mining the seam of people's music*, Gwen Ansell, 11 février 2019. Disponible en ligne : <https://www.newframe.com/malopoets-mining-seam-peoples-music/>

¹⁶⁴ Style de musique sud-africaine.

¹⁶⁵ *The Malopoets : Mining the seam of people's music*, Gwen Ansell, 11 février 2019. Disponible en ligne : <https://www.newframe.com/malopoets-mining-seam-peoples-music/>

bantoustans¹⁶⁶ répondait à la volonté première de mettre hors de l’Afrique du Sud les populations noires mais aussi à celle de diviser ces populations pour éviter qu’elles se réunissent et développent une réaction commune. La bonne entente et la facilité avec laquelle ce groupe, issu de différentes ethnies, arrive à faire de la musique est une preuve que les Noirs peuvent vivre et créer ensemble. Le groupe se développe au sein des milieux radicaux, des ouvriers. Mais ce développement est mis à mal par les restrictions qu’imposait l’apartheid. Ils se retrouvent donc endettés, manquent d’équipement, mais continuent de jouer un peu partout en logeant chez des amis, de la famille, ... C’est en 1979 que le groupe commence à se faire connaître dans d’autres milieux. Ils obtiennent alors un engagement pour jouer au Market Theatre¹⁶⁷ de Johannesburg. La même année le percussionniste Moses Manaka les rejoint pour jouer sur scène, ils signent leur album *Rebirth* qui ne sortira finalement pas du fait d’un problème avec leur producteur. Les membres du groupe se considèrent comme des frères et composent tous ensemble. Ils jouent habillés de costumes traditionnels africains. Durant la période où ils se produisent au Market Theatre, Pat Sefolsha rencontre une artiste suisse blanche. Cette relation sera compliquée dans une Afrique du Sud rongée par l’apartheid.

Leur album *Fire* sortira en 1982 mais l’entente du groupe bat de l’aile, les membres s’exilent chacun leur tour dans des pays différents. Leurs concerts en Afrique du Sud sont de plus en plus censurés, le son est brutalement coupé quand ils montent sur scène, les gros producteurs de musique leur disent qu’il faut être plus commercial. L’identité de leur groupe commence à se perdre à cause de l’apartheid... C’est alors que Pat Sefolsha exilé en Suisse avec sa compagne, contacte Martin Meissonier¹⁶⁸ qui leur programme différentes dates de concerts à travers l’Europe. C’est en 1983 que Sam et le reste du groupe arrivent en France après des mois dans l’attente d’un visa, dont l’obtention a été rendue difficile par la police sud-africaine. Quand ils arrivent c’est sur le plan musical qu’ils se heurtent à certains problèmes. Meissonier les trouvant trop proches de leurs racines, ils essayent alors d’ajouter des influences occidentales, d’ajouter des instruments tel le piano. Deux nouveaux

¹⁶⁶ Group area act datant du 27 avril 1950. Loi d’habitation séparée qui regroupe spécialement les différentes ethnies.

¹⁶⁷ Le Market Theater de Johannesburg est un lieu de contestation. Surnommé le « théâtre de la lutte », il est un des quelques lieux à permettre un accès à toutes les catégories de la population sans discrimination de couleur de peau dans les années 1980.

¹⁶⁸ Journaliste, auteur, producteur, réalisateur et compositeur français, il produit divers artistes tel Fela Kuti, Manu Dibango ou encore Papa Wemba.

musiciens rejoignent alors le groupe, dont Kenny Mathaba qui confiera plus tard¹⁶⁹ qu'à son arrivé en 1983 il ressentit cette pression de la part de Meissonier. Il dira : « [Meissonier] n'aimait pas la musique progressive des Malopoets et voulait que nous prêtions attention aux stars populaires (...) Il nous a donné un ultimatum: soit vous suivez ma direction, soit vous rentrez chez vous. ». Un ultimatum qui fera réfléchir le groupe sur le sens de leur engagement, sur la volonté de rester ou non en exil. Pour Sam, le choix fût fait en 1984 lorsque Ben Langa fût assassiné par des membres de la cause anti-apartheid après que le régime ait diffusé des rumeurs de trahison à son encontre. Pour lui, le retour en Afrique du Sud n'était plus envisageable tant que la situation n'avait pas évolué. Le groupe enregistre alors un album à Paris puis entame une tournée en Europe et aux Etats-Unis. Leur tournée aux Etats-Unis est l'occasion de participer à l'album *Sun City*¹⁷⁰, un album enregistré sous l'impulsion de Steven Van Zandt¹⁷¹ pour protester contre l'apartheid en Afrique du Sud. Sur la chanson *Sun City* on retrouve des artistes mondialement connus comme Bob Dylan, Bruce Springsteen, Jimmy Cliff, le groupe U2 ou encore bien d'autres¹⁷²... Après la fin de la tournée en octobre 1985, le groupe se dissout. Certains partent à Londres, en Suisse ou en France comme Sam Tshabalala. Le groupe se reforme en 1989 pour l'album *Life is for living* mais l'esprit n'est plus le même qu'avant et le groupe se sépare définitivement.

- *La musique pour s'intégrer dans une nouvelle société*

Quand Sam et le groupe arrivent en Europe, il me confie avoir été choqué par la différence de traitement en tant que Noir entre l'Afrique du Sud et la France. Son souvenir porte sur des choses qui peuvent paraître symboliques mais qui sont significatives pour quelqu'un qui a vécu l'oppression depuis son plus jeune âge. Il se souvient par exemple être resté sous le choc après qu'un homme blanc l'ait appelé « monsieur » ou encore après qu'on lui ait dit « s'il vous plait ». Le fait de voir une femme blanche laver les vitres d'une boulangerie était étonnant à son arrivée, il eu

¹⁶⁹ *The Malopoets : Mining the seam of people's music*, Gwen Ansell, 11 février 2019. Disponible en ligne : <https://www.newframe.com/malopoets-mining-seam-peoples-music/>

¹⁷⁰ *Sun City*, Artists United Against Apartheid, 1985.

¹⁷¹ Auteur, compositeur, guitariste et producteur américain.

¹⁷² Pour plus d'informations sur cette chanson et sa production, voir le documentaire *The Making of Sun City*, Films for the Humanities & Sciences, New York, Film Media Group, 1987.

du mal à se défaire de ses vieux réflexes lorsqu'il entendit une ambulance et commença à paniquer en pensant directement à la police... Au-delà de la vie de tous les jours, le changement a aussi été brutal dans sa vie d'artiste. Le fait de voir une foule multicolore, dansant et écoutant leur musique sans en comprendre les paroles était irréel pour un groupe censuré en Afrique du Sud. Comme André Brink ou Sam Tshabalala, de nombreux sud-africains prennent réellement conscience de l'absurdité du régime d'apartheid lorsqu'ils arrivent à l'étranger et notamment en France.

Quand le groupe arrive, ils n'ont pas dans l'idée de rester pour toujours. Sam m'avoue sa surprise alors qu'il croise d'autres musiciens sud-africains en Angleterre qui leur disent qu'ils sont ici depuis dix ou quinze ans. De nombreux artistes sont contraints de rester en exil, une artiste mondialement connue qui oeuvra beaucoup pour la libération de l'Afrique du Sud n'est autre que la célèbre Miriam Makeba. Surnommée « Mama Africa »¹⁷³, de son vrai nom Zenzile Makeba Qgwashu Nguvama, elle commence sa carrière de musicienne en 1952. Après son passage dans le film *Come back, Africa* de Lionel Rogosin, elle se fait une notoriété et emménage à New York. En 1960 lors du massacre de Sharpeville, sa mère est tuée. Alors que Miriam Makeba essaye de revenir au pays pour les funérailles de sa mère, elle voit son passeport sud-africain annulé. Commence pour elle un exil forcé. Un exil qu'elle subira avec difficultés, elle déclarera : « On ne connaît pas la peine de l'exil tant qu'on n'est pas en exil ». Elle qui avait toujours souhaité partir, n'imaginait pas une seconde qu'on l'empêcherait de revenir. Elle profite alors de cet exil pour critiquer ouvertement le régime sud-africain. Elle promeut sa culture en chantant en Xhosa, en sotho ou en zoulou. Son combat est d'autant plus brûlant dans un pays comme les Etats-Unis où la ségrégation sévit toujours malgré l'abolition de l'esclavage. Durant les années 1970, en pleine période de décolonisation de l'Afrique, elle continue de chanter depuis la Guinée et s'engage auprès des mouvements de libération nationale. Ce n'est qu'en 1990 que Miriam Makeba rentrera en Afrique du Sud grâce à un passeport français après 31 ans d'exil.

Miriam Makeba est un exemple parmi tant d'autres artistes, moins connus qui ont dû rester exilés de nombreuses années. Pour elle, qui était mondialement connue, la vie n'a pas été facile, elle a dû notamment travailler en tant que garde d'enfant pour subvenir à ses besoins alors pour les artistes qui débutaient ou qui n'avaient pas la même réussite que Makeba, à la difficulté émotionnelle de l'exil s'ajoutait encore plus de difficultés économiques et sociales.

¹⁷³ *Miriam Makeba, les ailes de l'exil*, Toute une vie, 14/03/2020, France Culture. En ligne : <https://www.franceculture.fr/emissions/une-vie-une-oeuvre/miriam-makeba-les-ailles-de-lexil>

Etre un artiste sud-africain n'ouvrait pas toutes les portes et le boycott culturel était alors à double tranchant. En un sens, cette mesure renvoyait une image forte au monde entier, en refusant tous les produits sud-africains, on témoignait d'une intransigeance qui indiquait au pays qu'il n'y aurait pas de passe-droit. D'un autre côté cela bloquait aussi la diffusion de groupes sud-africains noirs qui essayaient d'exporter un message anti-apartheid. Lors de leur tournée aux Etats-Unis, les Malopoets arrivent à faire comprendre qu'ils défendent un message contre la ségrégation et réussissent donc à jouer. Quelquefois, ce boycott culturel est appliqué de manière intransigeante comme Maurice Cukierman me le racontait à propos de Dulcie September qui voulait faire interdire le concert de Johnny Clegg à Bourges.

La culture est un vecteur de transmission important. Par la musique, la peinture ou encore l'écriture on fait aussi passer des sentiments. Quelquefois les mots ne suffisent pas pour décrire un système qui fonctionne en tablant sur la peur de l'autre et la répression. C'est là que les arts-plastiques peuvent mettre en lumière les défauts de toute une société.

Chapitre III. Bruce Clarke, l'artiste militant

Le dernier personnage représentatif d'une facette du militantisme anti-apartheid d'origine sud-africaine exilé en France est Bruce Clarke. Artiste plasticien, son enfance en Angleterre lui confère un autre champ de vision de la lutte. Nous allons étudier ses influences à travers son parcours en Angleterre. Ensuite, nous verrons en quoi son parcours est international et comment celui-ci affecte sa vie de militant. Enfin, ce portrait sera l'occasion de revenir sur la place de l'art plastique dans la lutte contre l'apartheid.

- Un Sud-africain anglais

Bruce Clarke illustre une autre facette de la résistance anti-apartheid. Quand je décidai de l'intégrer à mes trois portraits qui devaient représenter un tableau large des types de militants anti-apartheid exilés en France, je pensais alors qu'il avait vécu en Afrique du Sud. Il n'a en fait jamais habité là-bas. Comme il me l'explique dans l'entretien que j'ai effectué chez lui¹⁷⁴, ses parents

¹⁷⁴ Entretien de Bruce Clarke disponible en annexe.

étaient sud-africains et se sont exilés à cause de la répression qui pesait sur eux en tant que communistes. Je n'ai eu accès qu'à peu de documents contenant des informations sur Bruce Clarke. Je dois donc fonder mes recherches sur l'entretien qu'il a bien voulu m'accorder et des biographies trouvées en ligne, souvent faites par des galeries d'art.

Bruce Clarke naît à Londres en 1959. Il suit une formation aux Beaux-arts de Leeds après avoir voyagé, il s'installe en France au début des années 1990, c'est à dire à la chute du régime d'apartheid. Il tient son engagement de ses années en Angleterre. Tout comme les Pays-Bas, l'Angleterre est un lieu d'exil ou de passage pour les Sud-africains. Du fait des activités militantes de ses parents, il en rencontre beaucoup, des exilés ou militants de passage. Il grandit avec ces histoires, ces revendications alors même qu'il ne vit pas en Afrique du Sud. Très jeune il est sensibilisé à ces question mais ce n'est qu'au lycée puis à la fac qu'il commence à militer. Pour lui, la situation à ce moment- là est une urgence. Il estime aujourd'hui que la lutte contre l'apartheid était : « l'une des dernières luttes qui était nette et claire »¹⁷⁵. Bien qu'il s'engage aussi pour d'autres causes comme celle de la Palestine dans le conflit Israélo-palestinien, la lutte contre l'apartheid reste pour lui une cause où les mauvais étaient identifiés et où personne ne pouvait remettre en cause l'oppression des populations non-blanches. De ce fait, en tout cas en Angleterre, la pression sociale était en faveur de cette cause. Il y avait un champ des possibles étendu pour

militer sans offenser untel ou risquer d'être censuré par un autre. C'est ce que j'ai pu remarquer en rencontrant Christabel Gurney qui militait au Mouvement Anti-apartheid anglais et qui menait de nombreuses actions de boycotts de produits auprès de supermarchés, de boycott de la



banque Barkleys, de démonstrations devant l'ambassade d'Afrique du Sud à Londres en faveur de militants emprisonnés, etc...

¹⁷⁵ Ibid.

Comme on peut le constater sur cette photo de Dulcie à Londres¹⁷⁶ en 1979. Le lien entre l’Afrique du Sud et l’Angleterre remonte à des siècles. C’est à la fin du XVIII^e siècle que la colonie du Cap tombe sous emprise Britannique. En 1822 l’anglais devient la seule langue administrative et religieuse officielle. Après de nombreuses batailles entre Boers et Anglais, ce n’est qu’en 1961 que l’Afrique du Sud coupe définitivement avec son passé britannique en quittant le Commonwealth¹⁷⁷. Malgré tout, ce lien perdurera. Dans un document retrouvé aux archives diplomatiques situées à Nantes, datant du 28 février 1979, j’ai pu constater que le Royaume-Uni était de très loin le premier pays en terme d’immigration et d’émigration depuis l’Afrique du Sud¹⁷⁸. Pour l’année 1978 c’est selon ce document 4734 personnes qui ont quitté l’Angleterre pour l’Afrique du Sud et 2080 qui ont fait le chemin inverse. Des chiffres très importants comparés à ceux concernant la Hollande où les valeurs d’arrivées et de départs ne sont respectivement que de 376 et 179. L’Afrique du Sud reste donc une terre d’immigration pour les Anglais mais l’inverse est aussi vrai. Une forte communauté sud-africaine est présente en Angleterre, notamment à Londres qui abrite de nombreux bureaux d’associations qui soutiennent la lutte contre l’apartheid. C’est le cas du Mouvement-Anti Apartheid que côtoient Bruce Clarke et Christabel Gurney mais aussi de l’International Defence And Aid Fund¹⁷⁹ (IDAF) où Dulcie travaillera durant ses années d’exil à Londres¹⁸⁰. C’est d’ailleurs à Londres que s’installera le bureau de l’ANC et Olivier Tambo en exil après le procès de Rivonia de 1964 qui démembra le parti. Beaucoup de militants me confieront que la cause était beaucoup mieux connue en Angleterre qu’en France par exemple. Le travail de militant n’était donc pas le même en fonction du pays où l’on se trouvait. Bruce Clarke parle de ce décalage, de « milliers voir de dizaines de milliers de personnes qui luttait » et de « centaines de milliers d’autres qui soutenaient la lutte »¹⁸¹. Alors qu’en France, la situation de l’Afrique du Sud était ignorée par la

¹⁷⁶ Photographie de Dulcie September militant devant l’ambassade sud-africaine à Londres en 1979. Archives du Mouvement Anti-apartheid anglais. Disponible en ligne : <https://www.aamarchives.org/archive/history/1970s/7901-release-women-political-prisoners/download.html>

¹⁷⁷ Organisation intergouvernementale composée de 54 Etats membres qui sont presque tous d’anciens territoires de l’Empire Britannique.

¹⁷⁸ Archives diplomatiques de Nantes : dossier 551PO/B/34, documents de l’ambassade de France en Afrique du Sud à Pretoria.

¹⁷⁹ Cette association a beaucoup oeuvrée dans l’aide aux combattants sud-africains. Elle existe de 1956 à 1991 et permet d’envoyer des fonds pour la cause en Afrique du Sud. Ces fonds permettront notamment de payer des avocats lors du procès de Rivonia ou plus tard pour le meurtre de Steve Biko en 1977.

¹⁸⁰ Voir l’entretien avec Christabel Gurney en annexe.

¹⁸¹ Voir l’entretien avec Bruce Clarke en annexe.

majorité de la population, en dehors des milieux militants pour l'Afrique. Pour illustrer cette différence, il évoque une période des années 1970 où les campagnes de boycotts en Angleterre portaient leurs fruits. Des chaînes de bijouteries mettaient alors des pancartes à leurs vitrines pour signifier qu'ils n'utilisaient pas d'or ou de diamants sud-africains. Bruce Clarke me confie alors qu'il imagine difficilement la même chose place Vendôme à Paris. Tout ça pour dire que l'opinion publique anglaise était pour beaucoup acquise à la cause de la libération sud-africaine et que cela se ressentait au quotidien en Angleterre.

- *Un parcours international*

Ayant besoin de changement, de découvrir le monde, Bruce Clarke voyage. Il part notamment au Mexique durant trois ou quatre années. Etant déjà dans les arts-plastique, il décide de revenir en Europe où les débouchés semblent plus grands. Il rejoint alors Paris pour tenter sa chance et rejoindre des amis. C'est en France qu'il rencontre Jacqueline Dérens à l'époque de la RNCA. Il l'a contacté tout simplement après avoir cherché les associations anti-apartheid dans le bottin. Un choix qu'il ne regrette pas du tout, loin de là alors qu'il aurait pu aller au plus facile et rejoindre le Mouvement Anti-Apartheid français.

Au sein de l'association Rencontre Nationale Contre l'Apartheid, il occupe diverses fonctions. Il aide à faire des pétitions, des réunions publiques, de la traduction de documents, du secrétariat, l'accueil de délégations, l'organisation de manifestations. Parfois il aidait en dehors de l'association du fait de ses contacts au sein de l'ANC. Son implication avec Jacqueline Dérens commence dès 1989 mais s'intensifie en 1990 alors qu'il s'installe en France et que l'Afrique du Sud commence à s'ouvrir. C'est à distance que Bruce Clarke suit la situation de l'Afrique du Sud. Il s'engagera sans jamais y aller du temps de l'apartheid. Certains militants non sud-africains décident de faire un choix différent. C'est en allant aux archives de la Seine Saint Denis que je suis pour la première fois tombée sur le nom d'Alexandre Moumbaris¹⁸². Ce militant a eu un parcours international incroyable. Né en Egypte de parents français, il se fait naturaliser australien. Il arrive en Afrique du Sud en 1973 et se fait inculper pour ses activités militantes au sein de l'ANC. Il sera condamné à 12

¹⁸² Archives départementales de la Seine Saint Denis. Carton numéro : 418J

ans de prison mais n'en fera que 6 car il s'évade aux côtés de Stephen Lee et Tim Jenkin en 1979. Leur histoire sera retranscrite par Tim Jenkin dans un roman¹⁸³ et sera l'objet de court métrages¹⁸⁴ jusqu'à la réalisation d'un thriller anglo-australien¹⁸⁵ en 2020 où le nom d'Alex Moumbaris sera étrangement passé sous silence. Moumbaris est membre du Parti communiste et de l'AFASPA. Selon Maurice Cukierman, il sera un temps pressenti pour reprendre le bureau de l'ANC à Paris après Neo Nmunzana¹⁸⁶. Ce personnage a quant à lui tenté de lutter sur le terrain, directement en Afrique du Sud. Son parcours international aurait pu lui coûter la vie. Après cette épreuve vécue en Afrique du Sud il s'est engagé, notamment depuis la France.

Le militantisme anti apartheid, comme nous l'avons vu précédemment, est souvent associé à d'autres causes. Maurice Cukierman était d'abord engagé pour la cause de l'Angola avant de s'impliquer davantage pour la libération du peuple sud-africain. Quant à Bruce Clarke, le chemin du militantisme s'est d'abord fait par le biais de la lutte contre l'apartheid. Il a ensuite continué son engagement militant vers d'autres causes comme la cause palestinienne ou celle du Rwanda. Parallèlement à la fin du conflit sud-africain, Bruce Clarke suit la situation du peuple rwandais. Il s'engage dans un collectif de solidarité envers ce peuple et effectue un reportage photographique sur place. Il se rend alors compte de la situation dramatique que vit ce peuple. Il effectue aussi deux

¹⁸³ *Escape from Pretoria*, Tim Jenkin, London, 1987.

¹⁸⁴ *Breakout* épisode 07 saison 02 « Keys to freedom », National Geographic, 2013.

¹⁸⁵ *Escape from Pretoria*, Francis Annan, Signature Entertainment, 2020.

¹⁸⁶ Voir l'entretien avec Maurice Cukierman en annexe.



PHOTOGRAPHIE DE BRUCE CLARKE. PRÊTÉE PAR VIRGINIE BOGERS, UTILISÉE LORS DE L'EXPOSITION « DULCIE SEPTEMBER JE ME SOUVIENS »

longs séjours en Inde¹⁸⁷ où il s'investit dans un projet travaillant sur les questions de foule et de peuplement. Il est aussi invité en résidence par le Conseil Général de Guadeloupe pour des expositions sur le lien entre l'esclavage, le colonialisme et la mondialisation¹⁸⁸.

Son parcours est international, il lui permet de se nourrir personnellement et de nourrir son oeuvre de tous les projets et les causes qu'il a soutenu. Il a un parcours atypique du fait de ses origines sud-africaines, du fait qu'il soit blanc et qu'il ne soit pas allé en Afrique du Sud du temps de l'apartheid. C'est aussi un sujet extrêmement intéressant par la force et les messages qu'il arrive à faire passer à travers ses oeuvres, qu'elles soient photographiques ou d'art plastique.

Comme en témoigne cette photo prise en 1994 d'une file d'attente interminable pour des bureaux de votes où pour la première fois, les Noirs peuvent élire le futur Président de cette nouvelle Nation Arc-en-ciel.

¹⁸⁷ Voir sa biographie sur le site de la galerie Francony : http://www.galeriedefrancony.com/fr/35_bruceclarke

¹⁸⁸ Ibid.

- *L'art plastique comme vecteur de message*

Plus que de la peinture, l'oeuvre de Bruce Clarke est de l'art conceptuel qui traite de « l'histoire contemporaine, de l'écriture et de la transmission de cette histoire. Il souhaite que sa peinture stimule une réflexion sur le monde contemporain et la représentation qu'on en fait. »¹⁸⁹. Son oeuvre renvoi à des thèmes historiques comme l'apartheid ou encore le génocide rwandais. Il met à l'honneur des corps, des animaux, des paysages ou des portraits, souvent avec un mot ou un bout de texte que l'on peut lire si l'on s'approche du tableau. Comme ici avec une oeuvre représentant Angela Davis¹⁹⁰.



CONTESTATION CRÉATRICE (ANGELA)

Bruce Clarke

Voilà ce qu'explique Bruce Clarke à propos de son travail en août 2002 :

¹⁸⁹ Descriptif de son oeuvre dans la rubrique « à propos » sur son site. www.bruce-clarke.com

¹⁹⁰ Angela Davis est une militante des droits humains, professeure de philosophie et militante communiste noire de nationalité américaine. Elle milite particulièrement pour les droits des femmes et des afroaméricains. Pour en savoir plus sur son histoire, je vous reviens vers son autobiographie qui nous en apprend aussi sur les Etats-Unis des années 1960-70. *An autobiographie*, Angela Davis, New York, 1988.

« Plastiquement, je pars de fragments déchirés, de papiers divers, de journaux, d'affiches, et je les travaille, les triture, les imprègne de couleurs. Mots et couleurs, mots et images s'intègrent alors et se recomposent sur la toile. (...) Mots et textes n'ont pas forcément de lien immédiat avec les images, les uns n'illustrent pas les autres, je ne commente pas, je recompose à partir d'une 'mise à plat' de la figure. (...) Dans un sens les fragments trouvés et choisis sont d'abord 'décontextualisés' pour redonner du sens qui n'est pas forcément le sens originel. Il y a comme transfiguration, déplacement. Je déconstruis pour « re-figurer » et cela passe par ma sensibilité et mon travail. Je me mets en situation d'intermédiaire, de « médium » pour assurer et assumer le passage, une quête passe par moi et j'en suis l'instigateur. »¹⁹¹

Grace à ce système de « collage-montage », l'artiste réussit à faire passer un sentiment forts, une image puissante à travers son art. Son travail porte donc sur l'histoire contemporaine mais aussi sur la représentation que l'on se fait de cette histoire. C'est dans cette démarche qu'il participe à de nombreux projets comme celui du « Jardin de la Mémoire », projet soutenu par l'UNESCO afin de commémorer le génocide rwandais. Bruce Clarke est définitivement de ces artistes engagés qui souhaitent que leur travail porte un message, qu'il serve une cause.

Lors de l'entretien qu'il m'accordait le 24 avril 2019, alors que je le questionnais sur la résistance culturelle dans la lutte contre l'apartheid, il me répondait sans surprise, qu'elle avait eu un impact fort dans ce conflit. Dans les années 1980, son point de vue venait de l'Angleterre, pour lui, la culture sud-africaine était très présente avec des artistes comme Miriam Makeba, Johnny¹⁹² Clegg ou Hugh Masekela¹⁹³. Et cette culture sud-africaine qui s'exportait était selon lui un enjeu important comme l'avait bien compris le gouvernement sud-africain. Bruce Clarke me raconte l'anecdote d'un festival organisé au Botswana regroupant des artistes sud-africains en 1988, qui a été bombardé par les autorités sud-africaines. Un signe que cette résistance culturelle inquiétait le

¹⁹¹ A retrouver sur son site www.bruce-clarke.com dans la rubrique « A propos de l'art ».

¹⁹² Jonathan Clegg surnommé le « Zoulou blanc », il naît en 1953 au Royaume Uni et décède en 2019 en Afrique du Sud. De parents blancs, il retourne vivre en Afrique du Sud à l'âge de six ans. Elevé dans les milieux blancs et juifs, il rompt avec ses traditions, se nourrit de la culture zoulou et devient chanteur. Il aura deux groupes, Juluka puis Savuka. C'est avec ce groupe qu'il écrira sa chanson sûrement la plus connue en hommage à Nelson Mandela, *Asimbonanga*. Sa particularité est qu'il chante en anglais et en langues africaines et porte souvent des costumes traditionnels africains. Pour plus d'informations, je vous renvoie vers une belle biographie avec de nombreuses photos : *Johnny Clegg, La passion zoulou*, Philippe Conrath, Courbevoie, Seghers, 1988.

¹⁹³ Né en 1939 en Afrique du Sud et mort en 2018 dans ce même pays, il est trompettiste, bugliste et cornettiste de jazz. Son morceau le plus célèbre est sûrement *Grazing in the grass*. Il sera marié à Miriam Makeba pendant deux ans. Comme elle, il doit s'exiler du pays. Il voyage dans le monde pour exporter sa musique puis se fixe au Botswana dans les années 1980 avant de retourner vivre en Afrique du Sud à l'ouverture du pays dans les années 1990.

régime. La musique bien sûr était un puissant vecteur de messages mais la barrière de la langue pouvait parfois poser des problèmes dans des pays comme la France par exemple. L'art plastique va être utilisé par d'autres exilés. On a déjà parlé de Breytenbach, on peut aussi parler de Gerard Sekoto¹⁹⁴. Peintre et musicien sud-africain, il naît en 1913 en Afrique du Sud et meurt en 1993 en banlieue parisienne. Considéré comme un pionnier de l'art urbain noir, il sera le premier artiste noir à rentrer dans une collection de musée en Afrique du Sud. C'est en 1947 qu'il part vivre à Paris. Il gagne sa vie en tant que pianiste, ce qui lui permet de payer ses études d'art. Dans les années 1950, il enregistre plusieurs titres sur le thème de la solitude de l'exil. C'est en 1970 que ses peintures deviennent réellement politiques et dénoncent l'apartheid comme son hommage à Steve Biko en 1978. D'autres peintres sud-africains s'engagent, souvent afrikaners blancs, ces peintres sud-africains jouent un rôle important par la diffusion de leur art engagé.

Bruce Clarke est un acteur atypique de cette lutte mais je tenais à l'étudier afin de montrer un éventail large de militants engagés pour la cause anti-apartheid. Sud-africain par ses parents, il entretient encore aujourd'hui un lien fort avec la France. Ayant grandi en Angleterre, il a eu l'expérience de différentes cultures et différentes pratiques du militantisme. A travers ses oeuvres, il nous montre comment un artiste peut s'engager et faire passer des messages pertinents au service d'une cause.

Conclusion

Les militants que j'ai étudié durant ce travail de recherche ont tous leur particularités. Ce qui les rapproche est une lutte en exil, dans un pays qui leur était au premier abord inconnu.

A travers les différents témoignages que j'ai pu recueillir, j'en ai découvert davantage sur la lutte et le militantisme durant ces années 1970 à 1990. Cette lutte contre le système d'apartheid a recoupé différents champs de contestation. Bien sûr le racisme était le premier axe sur lequel était basé l'apartheid. Mais la question de la place de la femme dans la société a aussi été un enjeu de la libération. Une question qui est encore aujourd'hui un problème sociétale profond en Afrique du

¹⁹⁴ Pour plus d'informations, je vous invite à lire son autobiographie : Gerard Sekoto : *My life and work*, Gerard Sekoto, Kesington, Afrique du Sud, 1995.

Sud que ni l'élection de Nelson Mandela ni les années n'ont réussi à résoudre. Cette lutte contre l'apartheid a aussi été une lutte pour la libération d'un peuple, contre des années d'oppressions perpétrées par une puissance européenne héritée de siècles de colonisation. La particularité de la sortie de crise sud africaine est une sortie de conflit qui pose les bases d'une société égalitaire où colons et colonisés partagent le même pays sans que la deuxième catégorie prenne une revanche sur la première. Cette particularité vient de l'originalité de la situation sud-africaine où les colons ont établi leur nouveau pays sur le territoire colonisé en y bâtissant une identité propre mais aussi de la particularité d'un homme presque providentiel qui a réussi à concilier les deux parties, du moins en apparence aux yeux du monde, Nelson Mandela. Dans ce système et sa sortie de crise, la France y trouve une place de choix et un partenaire économique intéressant.

Dulcie September, qui n'arrivera jamais à s'acclimater à la France reste pourtant aujourd'hui une figure saluée davantage dans ce pays qu'en Afrique du Sud. Son parcours qui ressemble à celui de bon nombre de militantes sud-africaines, sera rendu exceptionnel par ce meurtre le 29 mars 1988. On pourrait refaire l'histoire et imaginer le destin de Dulcie September si elle n'était pas décédée ce matin là. Serait-elle aujourd'hui une héroïne de l'ANC ? Serait-elle finalement restée en France comme les militants exilés que j'ai pu rencontrer ? Aurait-elle rejoint le gouvernement sud-africain et œuvré pour faire entendre la cause des femmes?

Ces questions n'auront jamais de réponse mais ce qui est sûr c'est qu'en France et en particulier à Arcueil elle laissera une trace indélébile.

Etudier différents portraits m'a permis d'élargir le champ des actions menées par les militants. La multitude de visages de cette lutte renvoie à une population contrastée, une Afrique du Sud aux multiples visages. Les facteurs qui ont fait de cette lutte un succès se trouvent selon moi dans plusieurs raisons. Un climat au début des années 1990 qui remettait en cause les standards définies durant près de cinquante ans avec la fin de la Guerre Froide. Un système d'apartheid épuisé économiquement, une pression internationale toujours plus forte. Mais aussi une pression venue de l'intérieur et non pas seulement des catégories opprimées. Dans ce mémoire, j'ai étudié un homme noir, une femme métisse, un homme blanc (qui n'a pas lutté en Afrique du Sud) et un autre homme blanc (afrikaner). Cela représente un échantillon large mais cet éventail aurait été presque complet en étudiant aussi une figure de la résistance indienne. Malheureusement, je n'en ai pas trouvé d'exilé en France.

La lutte anti-apartheid reste une lutte de référence pour la cause noire mais aussi pour les autres mouvements de lutttes pour la libération à travers le monde comme celle du peuple palestinien dont les références à l'apartheid et à Nelson Mandela sont récurrentes.

Sources

Fonds d'archives

Archives départementales de la Seine Saint Denis

Fonds du PCF

Notes du PCF, brochures générales sur l'Afrique du Sud : **261J7/41**

Affaire Albertini, texte de Marchais, actions en France : **261J7/266**

Biographie de Mandela, photos de Dulcie September au Parlement européen, dossier sur l'assassinat de Dulcie, courriers envoyés à Mitterrand après l'assassinat : **261J7/374**

Afrique du Sud et ANC de 1974 à 1987, voyage de Marchais en Afrique en 1983, Teacher's Trade Unions Newspaper (interview de Derens et Trigon), dossier assassinat Dulcie September : **261J7/382**

Mouvement pour la Paix

Brochure d'information sur l'apartheid, numéro de Sechaba, numéro d'*Amandla!*, bulletins de l'ONU : **170J158 Mouvements étrangers (7)**

Archives du MRAP

Archives papier

Coupures de presses, rapports de l'ONU, rapports sur des échanges commerciaux dans les années 1970s, communiqués du PCF (1975) : **Carton Afrique Australe-Apartheid AF-AUST 4**
Pétitions pour la libération de Mandela par le MRAP, pétitions pour la libération d'Albertini par le RNCA : **Carton RSA - 02 Pétitions**

Coupures de presse informatives sur l'Afrique du Sud, Rapports venant de Genève : **Carton 3**
Afrique du sud divers 1980

Rapports du groupe anti apartheid à l'ONU, les femmes contre l'apartheid, coupures de presse
: **Carton 4 Afrique du sud Apartheid 1960->70**

Archives numérisées

(https://archives.mrap.fr/mediawiki/index.php/Dossiers_thématiques__Lutte_contre_l%27apartheid_en_Afrique_du_Sud#L.27assassinat_de_Dulcie_September)

Dossier du MRAP : « l'Apartheid »

Charte de la Liberté 1955

Intensification de la lutte : **Droit et Liberté** n° 257 / 260

Complicité : **Droit et Liberté** n° 262 / 263 / 268

Dénonciation : **Droit et Liberté** n° 294 / 298

Partenaires de l'Apartheid : **Droit et Liberté** n° 370 / 373 / 374

Sanctions : **Droit et Liberté** n° 394 / 397 / 399 / 403 / 411 / 414 / 416

Différences n° 3 / 4 / 6 / 9 / 16

Lettre de Dulcie September du 24 mai 1984

Tract de l'ANC de 1985

Assassinat de Dulcie September : **Différences** n°63 / 70 / 71 / 76 / 77 / 78 / 79

Exposition d'affiches anti-apartheid : L'apartheid dos au mur

Archives Nationales

Cabinet du Premier Ministre

Cabinet du Premier ministre : **19890083**

Cabinet du Ministre de l'intérieur

Cabinet du ministre de l'Intérieur : **19910386** REFUS

Bureau de répression des atteintes à la sûreté de l'Etat et des menées subversives

Bureau de répression des atteintes à la sûreté de l'État et des menées subversives (direction centrale de la PJ) : **19930666** REFUS

Conseiller au cabinet du Premier ministre

Conseiller au cabinet du Premier Ministre : **19900003**

Archives de la Mairie d'Arcueil

Fonds numérique transmis par Virginie Bogers

Photo : **1985 initiative contre l'apartheid DS et Marcel**

Photos : **1986 Dulcie militante au chap**

Photos : **1987 Assemblée contre le racisme dans le sport**

Photos : **1989 Hommage à DS**

Photos : **Initiative du département contre l'apartheid**

Photos : **2006-2018 Initiatives Afrique du Sud à Arcueil**

Dossier de presse : **2018 Projet Dulcie September et Nelson Mandela, je me souviens**

Photo : **Accueil des jeunes de Soweto**

Courrier + interview: **African National Congress ANC interview Olivier Tambo**

Extrait du journal municipal d'Arcueil nommé « Arcueil Notre Cité » : **ANC 1987 à 1996**

article DS et ADS

ANC et La Charte de la Liberté

Photos et peintures : **Artistes engagés + oeuvres de la galerie municipale J Gonzal**

Photo, badge, porte-clé : **Asso RENAPAS Fête de l'humanité Anti-apartheid**

Bruce Clarke photos vie quotidienne

Photos : **Commémo DS 03 2018 av de la Convention en présence de ses neveux**

Deux lettres : **Correspondance Dulcie Marcel**

Après le meurtre : **Courpures de presse DS**

De 1990 à 1994 : **Coupures de presse NM ADS**

Première page d'un dossier d'information produit par les RNCA : **Documentation**

9 panneaux de l'expo : **Expo ADS Arcueil, Afrique du Sud je me souviens**

Certificat de remise du prix Dulcie September, invitation : **Initiatives collègue DS**

Photos d'Afrique du Sud : **Jacqueline Dérens et Bruce Clarke photos vie quotidienne**

Détail des membres de l'asso avec photos : **Les membres de l'asso RENAPAS**

Photos : **Manifestation suite à l'assassinat de DS rue des Petites écuries**

Diplôme et lettre de G. Marchais à M. Trigon : **Nelson Citoyen d'honneur 1985**

Photo pris à la mairie d'Arcueil : **Liaison téléphonique publique avec le Père Laffont lors de l'élection de Mandela**

Photos : **Obsèques de Dulcie**

Photos privées de DS (prêt JD et la famille de Dulcie)

Mandela à l'hommage pour DS à Arcueil et autres : **Portrait de Nelson**

Photos : **Pose de la 1ere pierre + inauguration du collège DS**

Qui se souvient de Dulcie documentaire de F. Gauducheau

Photos : **Renapas et aide financière aux étudiants**

Archives diplomatiques de Nantes

Consulat du Cap

Délivrance de visas (1973-1988) : **356PO/3 26 B.1.2**

Consulat de Pretoria

Détenus et bannis politiques : **551P0/B/ 11 RSA1.4**

Assassinat d'opposants politiques : **551P0/B/ 12 RSA1.4.2**

Migration : **551P0/B/ 34 RSA5.1**

Les Métis / Réfugiés d'Afrique du Sud : **551P0/B/ 34 RSA5.6**

Affaires consulaires (demandes d'asile, réfugiés, adoptions, détenus français, assistance) :

551P0/B/ 144 CH6

Archives de La Contemporaine

Fonds Nicole Dreyfus

La lettre de l'Océan Indien (journal indépendant) sur les liens entre les services secrets sud-africains et la France. Création du statut d'association de l'ANC à Paris. Rapport médico-légal. Rapport de la commission Vérité et Réconciliation. Lettre d'Evelyn Groenink à Nicole Dreyfus. « Hit list » (Photocopie de celle retrouvée sur Dirk Stoffberg en 1988 à l'aéroport d'Heathrow¹⁹⁵).

¹⁹⁵ GROENINK Evelyn. *Incorruptible: The Story of the Murders of Dulcie September, Anton Lubowski and Chris Hani*. ABC Press, Pretoria, 2018. Part 1 chap 5 The hit list p. 46

Bulletins de Liaisons (périodique de l'association RNCA) 1994 changement de nom pour RENAPAS. Numéro d'*AmAndla!* (Mai 1990), période de l'ANC en France. Dossier judiciaire sur l'assassinat avec descriptif de la scène de crime. Rapport (secret) de la commission vérité et réconciliation : **Dreyfus 66 (en cours d'archivage)**

Archives du Val de Marne

Fonds Rencontre Nationale Contre l'Apartheid

Constitution et administration : **151J 1**

Activités et initiatives publiques. : **151J2-17**

Pétitions, manifestations publiques, expositions : affiches, autocollant, coupure de presse, tracts, liste de signataires, cartons d'invitation, communiquées, photographies, bulletins de participation, cartes postales, comptes-rendus, rapports d'activités, correspondance. (1985-1986) : **151J 2-8**

Pétition contre l'arrestation de Winnie Mandela. Journée internationale de solidarité de l'ONU avec les prisonniers d'AFDS. « 6h contre l'apartheid » 11 octobre 1985, projet d'activités. (1985-86) :

151J 2

Comité soutien PA Albertini (1986-87) : **151J 3**

Sport et apartheid. (1983-1992) : **151J 4**

Projet de solidarité avec les collectivités territoriales (1986). Action pour 2 sud africains condamnés à pendaison (1986). Appel du 27 août 1986. Protestation contre la venue de Botha (1986). Marche contre l'apartheid Montreuil (1986). Pétition contre une station de réception (1987), appel aux 14 d'Uppington (1987), fabrication de tee-shirts (1987), 75e anniversaire de Walter Sisulu (1987), Journée nationale des intellectuels français contre l'Apartheid (1987), campagne pour les 33 condamnées à mort (1987), discours pour le 75e anniversaire de l'ANC (1987), journée du 11 octobre 1987, Exposition de sculptures de François Saig : cartes postales des sculptures (1987). Conférence à Sigtuna, Suède (1987) : **151J 5**

Pétition "vie sauve pour les 6 de Sharpville" (1988), Quinzaine anti-apartheid (1988), Protestation contre les propos de parlementaires (1988), Conférence d'information sur la conférence d'Arusha

(Tanzanie) (1988), Appel en faveur des prisonniers politiques (1988), Hommages à Dulcie September assassinée à Paris (1988-1989). Création d'un fonds de solidarité Dulcie September (1989-1990) : affiche. Pétition "La France doit renforcer les sanctions" (1989), Pétition "Pas de crédit pour Prétoria" (1989), Pétition pour sauver les militants de la peine de mort : carte postale réponse (1989), création de comités locaux (1989). Rassemblement devant le Crédit Lyonnais (1990), Fête de l'Humanité (1990), Journée du 11 octobre (1990), Soutien des villes à Nelson Mandela (1990). Voyage en Afrique du Sud (1990). Conférences de presse (1990), bilan d'activités (1990-1992) : **151J 6**

Bibliographie

Travaux universitaires

BUCAILLE Laetitia, et KEPPEL Gilles *La rancœur et le pardon: dossier pour l'habilitation à diriger des recherches*. Paris, 2009. Institut d'études politiques de Paris.

BURKI Namara, et Pap NDIAYE. *Beyond perceptions: a study of the French solidarity movement with the anti-apartheid and liberation struggle in South Africa, c. 1960-1991*. HDR, Paris, 2018. Institut d'études politiques de Paris.

KONIECZNA Anna, et VAISSE Maurice. *L'histoire d'une relation spéciale: les relations entre la France et l'Afrique du Sud dans les années 1958-1974*. HDR, Paris, 2013. Institut d'études politiques de Paris.

Ouvrages

Ouvrages généraux sur l'exil

BARIAGABER Assefaw. *Conflict and the refugee experience: flight, exile, and repatriation in the Horn of Africa*. Aldershot, 2006.

CAMILLERI Carmel, SAYAD Abdelmalek. *L'immigration en France: le choc des cultures*. L'Arbresle, Centre Thomas More, 1987

GIOVANNONI Augustin. *Les épreuves de l'exil: repenser les termes de la politique*. Paris, Éditions Kimé, 2017

SAYAD Abdelmalek. *La double absence: des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris, Éditions Points, 2014

Ouvrages généraux sur le militantisme

HARISMENDY Patrick, CAPDEVILA Luc. *L'engagement et l'émancipation: ouvrage offert à Jacqueline Sainclivier*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

Histoire de l'Afrique du Sud

CORNEVIN Marianne. *La République sud-africaine*. Paris, Presses universitaires de France, 1982.

CUKIERMAN Maurice. *Afrique du Sud, Cap sur la liberté*. Paris, Messidor Editions sociales, 1987.

FAUVELLE-AYMAR François-Xavier. *Histoire de l'Afrique du Sud*. Paris, Points, DL 2013.

LORY Georges Marie, *L'Afrique Australe : L'Afrique du Sud, ses voisins, leur mutation*. Paris, Autrement, 1990.

LORY Georges Marie. *L'Afrique du sud*. Paris, Karthala, 2010.

Histoire des mouvements anti-apartheid

HASSIM Shireen. *Women's organizations and democracy in South Africa: contesting authority*. Madison, University of Wisconsin Press, 2006.

HASSIM Shireen. *The ANC Women's League: sex, gender and politics*. Athens, Ohio, Ohio University Press, 2014.

MELI Francis. *Une histoire de l'ANC, African National Congress*. Paris, L'Harmattan, 1991.

Mouvement anti-apartheid. *Charte pour l'isolement total du régime sud-africain d'apartheid*. Paris, Mouvement anti-apartheid, 1984.

Histoire des militants anti-apartheid

ALBERTINI Pierre-André. *Un français en apartheid*. Paris, Gallimard, 1988.

BREYTENBACH Breyten. *Confession véridique d'un terroriste albinos*. Paris, Stock, 1984.

DERENS Jacqueline. *Dulcie September, Une Vie pour la liberté*. Arcueil, Non Lieu, 2013.

DERENS Jacqueline. *Femmes d'Afrique du Sud : Une histoire de résistance*. Paris, Non Lieu, 2019.

DERENS Jacqueline. *Nous avons combattu l'apartheid*. Paris, Non lieu, 2006.

FIRST, Ruth. *117 Days: an Account of Confinement and Interrogation under the South African Ninety-Day Detention Law*. Londres, Bloomsbury, 1988

GROENINK Evelyn. *Incorruptible: The Story of the Murders of Dulcie September, Anton Lubowski and Chris Hani*. ABC Press, Pretoria, 2018.

KASRILS Ronnie. *L'improbable espionne: au service de la lutte anti-apartheid*. Bruxelles, Mardaga, 2016.

MARQUE Isabelle. *Emmanuel Lafont, un prêtre à Soweto*. Paris, Éd. de l'Atelier, 1997.

TRIGON Marcel. *Retour aux sources: lettre à mon fils*. Pantin, Le Temps des cerises, 1994.

Histoire de la lutte anti-apartheid en exil

BADAT Saleem. *The forgotten people: political banishment under apartheid*. Leiden, 2013

ELLIS Stephen. *Comrades against apartheid: the ANC and the South African communist party in exile*. London, J. Currey, 1992.

ELLIS Stephen. *External mission: the ANC in exile, 1960-1990*. Londres, Hurst & company, 2012.

GREADY Paul . *Writing as resistance: life stories of imprisonment, exile, and homecoming from apartheid South Africa*. Lanham, Lexington Books, 2003.

MALAN Rian . *My traitor's heart: a South African exile returns to face his country, his tribe, and his conscience*. New York, Vintage International, 1991.

NIKANI Leonard. *My life under white supremacy and in exile*. London, Socialist Resistance, 2009.

South African Democracy Education Trust. *The road to democracy in South Africa. Volume 3, International solidarity*. Pretoria, Unisa Press, 2008.

THOMAS Scott. *The diplomacy of liberation: the foreign relations of the African national congress since 1960*. London, 1996.

TREWHELA Paul. *Inside Quatro: uncovering the exile history of the ANC and SWAPO*. Auckland Park, Jacana Media, 2009.

Histoire des relations France / Afrique du Sud

L' Apartheid et la France: 1958-1973. Congrès national africain (Afrique du Sud) Budapest, Interpress, 1973.

VAN VUUREN Hennie, MARCHANT Michael, KRIEGLER Annie et HUNTER Murray. *Apartheid guns and money: a tale of profit*. Auckland Park, Jacana, 2017.

VERSCHAVE, François-Xavier. *La Françafrique: le plus long scandale de la République*. Paris, Stock, 1998.

Littérature

BREYTENBACH Breyten, *Une saison au paradis*. Paris, Edition du Seuil, 1986.

BRINK André, *Sur un banc du Luxembourg*, Paris, Stock, 1983.

CHASE-RIBOUD Barbara, *Vénus Hottentote*. Paris, Albin Michel, 2004.

PLATON Alan, *Pleure Ô pays bien-aimé*. Paris, Albin Michel, 1950.

STONE Judith, *L'enfant noirs aux parents blancs : comment l'apartheid fit changer Sandra Laing trois fois de couleur*. Paris, Payot, 2008.

Articles de revues

BOTIVEAU Raphaël. Les avatars de l'African National Congress Youth League. *Politique africaine*, N° 104(4), 2006, p. 81- 102. Consulté en ligne le 30 novembre 2018. <https://doi.org.ez-proxy.univ-paris1.fr/10.3917/polaf.104.0081>

Dar-es-Salaam, Analyse de la situation politique en Afrique du Sud par un groupe de réfugiés. *Présence Africaine*, N° L(2), 1964, p. 89-95.

Consulté en ligne le 27 novembre 2018. <https://www-cairn-info.ezproxy.univ-paris1.fr/revue-presence-africaine-1964-2-page-89.htm>

DAILLY Christophe. Apartheid et conscience noire en Afrique du Sud. *Présence Africaine*, N° 140(4), 1986, p. 3-9. Consulté en ligne le 29 novembre 2018. <https://www-cairn-info.ez-proxy.univ-paris1.fr/revue-presence-africaine-1986-4-page-3.htm>

EYENE Christine. Lorna de Smidt : parcours d'une activiste sud-africaine, du Cap à Londres. *Africultures*, n° 68(3), 2006, p. 97-100. Consulté en ligne le 30 novembre 2018. <https://doi.org.ez-proxy.univ-paris1.fr/10.3917/afcul.068.0097>

LANDIS Elisabeth. La législation de l'Apartheid en Afrique du Sud. *Présence Africaine*, N° XLVI(2), 1963, p. 108-125. Consulté en ligne le 30 novembre 2018. <https://www-cairninfo.ez-proxy.univ-paris1.fr/revue-presence-africaine-1963-2-page-108.htm>

Articles de presse

Open Secret, Afrique du Sud. Paris, 1988 : qui a assassiné Dulcie September ?, *Courrier international*, 21 septembre 2017. - Consulté en ligne le 21 novembre 2018 : <https://www.courrierinternational.com/article/afrique-du-sud-paris-1988-qui-assassine-dulcieseptember>.

BARBANCEY Pierre. *Dulcie September, l'enquête inaboutie*. *l'Humanité*, 29 mars 2018, p. 3 - Consulté en ligne le 21 novembre 2018 : https://nouveau-europresse-com.ezproxy.univparis1.fr/Link/SORBONNET_1/news-20180329-HU-388154.

Breytenbach, B. (1983). 'I am Not an Afrikaner any More'. *Index on Censorship*, 12(3), 3-6. <https://doi.org/10.1080/03064228308533526>

« COOPERATION ANTI-APARTHEID ». *L'Humanité*, 13 septembre 1990. Consulté en ligne le 25 novembre 2018 : <https://www.humanite.fr/node/9789>.

« Film-maker's search for Dulcie September connections ». *Plainsman (Cape Town, South Africa)*, 20 juin 2018. Consulté en ligne le 25 novembre 2018. https://nouveau-europresse-com.ez-proxy.univ-paris1.fr/Link/SORBONNET_1/news-20180620-QPADP-018.

CHAMBON Frederic. « Les services secrets français sont accusés de collusion avec l'ancien régime d'Afrique du Sud ». *Le Monde*, 21 novembre 1997. Consulté en ligne le 25 novembre 2018. https://nouveau-europresse-com.ezproxy.univ-paris1.fr/Link/SORBONNET_1/news-19971121-LM-547058.

BOLE-RICHARD Michel. « Indifférence à Pretoria ». *Le Monde*, 31 mars 1988. Consulté en ligne le 19 octobre 2018. https://nouveau-europresse-com.ezproxy.univ-paris1.fr/Link/SORBONNET_1/news-19880331-LM-53765.

ISAACS Lisa. « Dulcie September's life to play out on French stage [Cape Times (South Africa)] ». *Cape Times*, 16 mars 2018. Consulté en ligne le 20 novembre 2018. https://nouveau-europresse-com.ezproxy.univ-paris1.fr/Link/SORBONNET_1/news-20180316-SCAQ-006.

LASKE Karl. « Des mercenaires français ont-ils tué Dulcie September? Retour sur l'assassinat de la militante de l'ANC en 1988. » *Libération*, n° 5835, 19 février 2000. Consulté en ligne le 20 novembre 2018. https://nouveau-europresse-com.ezproxy.univparis1.fr/Link/SORBONNET_1/news-20000219-LI-172671.

« L'attentat contre la représentante de l'ANC à Paris. ». *Le Monde*, 7 avril 1988. Consulté en ligne le 20 novembre 2018. https://nouveau-europresse-com.ezproxy.univ-paris1.fr/Link/SOR-BONNET_1/news·19880407·LM·54667.

MALAGARDIS Maria. « Meurtre de Dulcie September: le rôle trouble de la France. L'enquête sur la mort de la militante de l'ANC pourrait rebondir. » *Libération*, 13 novembre 1997. Consulté en ligne le 20 novembre 2018. https://nouveau-europresse-com.ezproxy.univ-paris1.fr/Link/SORBONNET_1/news·19971113·LI·100161.

« Not only brave, but incorruptible ». *The Mercury (South Africa)*, 9 mars 2018. Consulté en ligne le 20 novembre 2018. https://nouveau-europresse-com.ezproxy.univ-paris1.fr/Link/SOR-BONNET_1/news·20180309·SMEY·530310167.

VINCENS Thierry. « AFRIQUE DU SUD. Dulcie September. La représentante de l'ANC en France fut assassinée le 29 mars 1988 à Paris. » *l'Humanité*, 5 avril 2000. Consulté en ligne le 20 novembre 2018. https://nouveau-europresse-com.ezproxy.univ-paris1.fr/Link/SORBONNET_1/news·20000405·HU·0030.

Articles internet

Douin Jean-Luc, *Breyten Breytenbach* : « *Le besoin de revenir de plus en plus sur mes pas* ». *Le Monde*, 9 juillet 2009. Consulté en ligne le 18 juin 2019 https://www.lemonde.fr/livres/article/2009/07/09/breyten-breytenbach-le-besoin-de-revenir-de-plus-en-plus-surmes-pas_1217002_3260.html

Perrault, Gilles. « Henri Curiel, citoyen du tiers-monde », 1 avril 1998. Consulté en ligne le 12 février 2019. <https://www.monde-diplomatique.fr/1998/04/PERRAULT/3642>

Jackson Peter, Faupin Mathieu, Chronique ONU, « Le long chemin jusqu'à Durban », Chronique ONU. Consulté en ligne le 18 juin 2019, à l'adresse <https://www.un.org/french/pubs/chronique/2007/numero3/0307p07.html>

Rajgopaul Jeeva. « Dulcie Evon September ». *South African History Online*, 17 février 2011. Consulté en ligne le 20 novembre 2018. <https://www.sahistory.org.za/people/dulcieevon-september>.

Rykliel Sahra. « An Inconvenient Person - Remembering Dulcie September ». *All Africa (web site)*, 5 septembre 2016. https://nouveau-europresse-com.ezproxy.univ-paris1.fr/Link/SORBON-NET_1/news-20160905-NMAF-532.

Emissions de radio

« Dulcie September, affaire non classée (1/2) : Une militante qui en savait trop ? » Documentaires, France Culture, 29 octobre 2017. Consulté en ligne. <https://www.franceculture.fr/emissions/une-histoire-particuliere-un-recit-documentaire-en-deux-parties/dulcie-september-affaire-non-clas-see-une-militante-qui-en-savait-trop>.

« Dulcie September, affaire non classée (2/2) : Une vie entre mémoire et oubli ». Documentaires, France Culture, 29 octobre 2017. Consulté en ligne. <https://www.franceculture.fr/emissions/une-histoire-particuliere-un-recit-documentaire-en-deux-parties/dulciseptember-affaire-non-clas-see-une-vie-entre-memoire-et-oubli>.

« Afrique du Sud, des histoires à réconcilier (3/4) : 1948-1991 : La France et l'apartheid ». La Fabrique de l'Histoire, France Culture, 14 novembre 2018. Consulté en ligne. <https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-l-histoire/afrique-du-sud-des-histoires-a-reconcilier-34-1948-1991-la-france-et-l-apartheid>

« 01 : They killed Dulcie - the scene of the crime ». Open Secrets, Sound Africa, consulté en ligne le 10/01/2020. <https://www.opensecrets.org.za/they-killed-dulcie-podcast-series/>

« 02 : They killed Dulcie - the spies ». Open Secrets, Sound Africa, consulté en ligne le 10/01/2020. <https://www.opensecrets.org.za/they-killed-dulcie-podcast-series/>

« 03 : They killed Dulcie - the double agent ». Open Secrets, Sound Africa, consulté en ligne le 10/01/2020. <https://www.opensecrets.org.za/they-killed-dulcie-podcast-series/>

« 04 : They killed Dulcie - prison of the past ». Open Secrets, Sound Africa, consulté en ligne le 10/01/2020. <https://www.opensecrets.org.za/they-killed-dulcie-podcast-series/>

« 05 : They killed Dulcie - the arms money machine ». Open Secrets, Sound Africa, consulté en ligne le 10/01/2020. <https://www.opensecrets.org.za/they-killed-dulcie-podcast-series/>

« 06 : They killed Dulcie - woman in exile ». Open Secrets, Sound Africa, consulté en ligne le 10/01/2020. <https://www.opensecrets.org.za/they-killed-dulcie-podcast-series/>

« BONUS : They killed Dulcie - dangerous goods ». Open Secrets, Sound Africa, consulté en ligne le 10/01/2020. <https://www.opensecrets.org.za/they-killed-dulcie-podcast-series/>

« 07 : They killed Dulcie - impunity? ». Open Secrets, Sound Africa, consulté en ligne le 10/01/2020. <https://www.opensecrets.org.za/they-killed-dulcie-podcast-series/>

Pièce de théâtre

APPOLIS, Basil. *Cold Case : Revisiting Dulcie September*, 2014.

Films

PORTE Gilles et CHAMPEAUX Nicolas. *Le procès contre Mandela et les autres*, UFO Production / Rouge Internationale, 2018.

PALCY Euzhan, *Une Saison Blanche et Sèche*, Davros Films, 1989.

ANNAN Francis, *Escape From Pretoria*, South Australian Film Corporation, 2020.

Vidéos

Curiel: "Une affaire D'Etat" Selon Mamère. Consulté le 1 mars 2019. <https://video-streaming.orange.fr/actu-politique/1108-curiel-une-affaire-d-etat-selon-mamereVID0000000Bda7.html>

« Dulcie September : Une affaire d'Etat - YouTube », Consulté le 1 octobre 2018. <https://www.youtube.com/watch?v=gcPdJMW2ByY>.

« Qui se souvient de Dulcie September? - YouTube », Consulté le 1 octobre 2018. <https://www.youtube.com/watch?v=0Pwmsk9dQKk>.

« 1988, Dulcie September est assassinée - Archives vidéo et radio Ina.fr ». Ina.fr, Consulté le 19 septembre 2018. <http://www.ina.fr/contenus-editoriaux/articles-editoriaux/1988dulcie-septem-ber-est-assassinee/>.

« Investigations et Enquêtes. (s. d.). Services secrets: La part d'ombre de la République », Special Investigation. Consulté le 2 juin 2019. <https://www.youtube.com/watch?v=jXKxZWz2J64>

Annexes

Biographies

Biographie Dulcie September¹⁹⁶

**Née le 20 août 1935 au Cap (Afrique du Sud), assassinée le 29 mars 1988 à Paris (Xe arr.).
Institutrice en Afrique du Sud, militante pour le droit des enfants et des femmes, militante anti-apartheid, porte-parole de la ligue des femmes de l'ANC, représentante en chef de l'ANC en France, en Suisse et au Luxembourg.**

Dulcie September est née le 20 août 1935 à Maitland, une banlieue du Cap, d'un père enseignant et d'une mère au foyer. C'est une famille métisse de la région des Cap Flates. Elle aura

¹⁹⁶ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article212763>, notice SEPTEMBER Dulcie par Elia Trigon, version mise en ligne le 4 mars 2019, dernière modification le 4 mars 2019.

deux soeurs, Esmé Suzanne, née le 25 février 1931 qui est emportée par la méningite neuf ans plus tard et Stéphanie Magde, née le 2 février 1937. Peu de temps après sa naissance, la famille part vivre à Klipfontein où son père sera nommé principal d'un collège méthodiste. Il la retire du cursus au collège d'Athlone où elle étudie en 1951 pour travailler dans les bureaux d'une fabrique de lingerie. Elle continuera malgré tout à suivre les cours du soir afin de valider sa huitième année. Elle confirme sa vocation d'enseignante en validant ses deux années à l'école normale de Wynberg, Battswood Teachers Training College après avoir quitté une première formation d'enseignante à la Weysley Training College sous la pression de son père. Elle débute sa carrière à Maitland puis à l'école primaire de Bridgetown jusqu'en 1963, année où elle est arrêtée pour ses actions de résistance à l'apartheid. N'acceptant plus la pression d'un père violent, durant le début des années 1960, elle part vivre chez une amie, puis, rejoint sa soeur et sa mère parties vivre à Athlone.

Les Cape Flats sont réputés pour être une terre de contestation face aux lois ségrégationnistes de l'apartheid. Cela peut être la première raison de son engagement. La seconde est probablement à chercher dans son métier d'enseignante qui la confronte à la différence de condition des enfants en fonction de leur couleur.

Entre temps, en 1957, elle rejoint le mouvement étudiant, Cape Peninsula Student's Union, ainsi que le Non European Movement, un groupe révolutionnaire d'inspiration trotskyste. Refusant de rejoindre l'ANC (African National Congress) qui paraît trop frileux à ses yeux, elle rencontre alors de jeunes gens qui vont peser dans la lutte anti-apartheid, notamment Neville Alexander, Fikele Bam, Marcus Solomon ou encore, le docteur Kenneth Abrahams.

Une fois devenue enseignante, elle rejoint un syndicat d'enseignants qui ne lui donne pas satisfaction, elle s'engage donc dans une autre organisation, l'Apdusa (Union démocratique des peuples africains d'Afrique australe), elle en devient trésorière de la section locale. Exclue du mouvement en 1962, elle fonde avec des amis le Caucus avec pour mot d'ordre « la Révolution » pour mettre fin au système d'apartheid. Le 21 mars 1960, le massacre de Sharpeville fait prendre à tous les militants anti-apartheid un tournant dans la lutte, tous ont désormais le sentiment que le conflit ne se résoudra pas pacifiquement. C'est à ce moment-là que Dulcie et quelques amis fondent le Yu Chi Chan Club (« club de la guérilla » en chinois), un mouvement d'influence maoïste. En

juillet 1962 Dulcie September forme le noyau dur de ce club avec Fikele Bam, Neville Alexander, Dr Abrahams, Andreas Shipinga, Marcus Solomon, Xenophon Pitt et Betty van der Heyden. Ce club se transformera en Front de Libération Nationale au bout de quelques mois notamment en référence au FLN algérien dont elle admire la lutte.

Le 12 juillet 1963 la police fait une descente chez Dulcie et sa famille à Bridgetown. Le 7 octobre de la même année, elle est arrêtée sur son lieu de travail. Elle est conduite à la prison de Roeland Street avec neuf autres personnes sous le chef d'inculpation de « conspiration en vue de commettre des actes de sabotage et d'incitation à des actes de violence politique ». Six mois plus tard, Dulcie est condamnée à cinq ans de prison aux côtés de Betty van der Heyden, Doris van Heerden et Dorothy Alexander.

Ayant toujours foi en ses idées, Dulcie et ses amies continuent leur lutte derrière les barreaux, ce qui conduit les autorités à les changer de prison : elle passe donc par Kroonstadt, Nylstroom, Barberton, avant de revenir au Cap. Elle est libérée en 1969 avec un diplôme supérieur d'enseignement en poche, diplôme passé en prison.

A sa sortie de prison, elle va vivre chez sa soeur près du Cap, mais sous ordre de bannissement, c'est-à-dire assignée à résidence et interdite de toute activité politique et sociale pendant cinq ans, elle décide de partir à Athlone pour être réceptionniste dans le cabinet d'un dentiste. Vers la fin de sa période de bannissement, en 1973, alors que la pression policière et l'isolement sont devenus insupportables, elle fait le choix de l'exil avec un visa de sortie permanent et elle embarque le 19 décembre 1973.

Dans un premier temps, Dulcie part au nord de l'Angleterre afin de suivre une formation à la Madeley College of Education, ce qui ne l'empêche pas de faire de nombreux aller-retours vers Londres, un lieu prisé par de nombreux sud-africains en exil. En rencontrant ces militants, et peut être du fait de son séjour en prison où les femmes noires de l'ANC et métisses qui n'étaient pas de cette organisation étaient mélangées, elle se laisse convaincre que l'ANC est organisée et efficace et elle y adhère complètement. Elle renforce ses actions au sein du mouvement, d'abord en faisant un travail d'information et de mobilisation de l'opinion publique. Toujours en portant dans son coeur une place particulière pour la cause des femmes et des enfants, elle travaille pour la Ligue des femmes de l'ANC, puis, en 1979, elle est élue présidente du Comité londonien pour l'Année Internationale de l'enfant des Nations Unies. Ainsi, alors que le Comité spécial contre l'Apartheid des Nations Unies

organise un séminaire au siège de l'Unesco à Paris pour commémorer les trois ans du massacre de Soweto qui avait coûté la vie à des écoliers, Dulcie est la porte-parole des enfants victimes de l'apartheid.

Un an plus tard, en 1980, elle prononce en tant que représentante le discours inaugural d'un séminaire sur les Femmes et l'apartheid organisé à Helsinki, par le Comité Spécial des Nations Unies contre l'apartheid, la Fédération démocratique internationale des femmes et le Secrétariat de la conférence mondiale pour la décennie des femmes des Nations Unies et l'Unesco, à Helsinki en tant que représentante de la Ligue des femmes de l'ANC.

La même année, elle assiste à la conférence sur les femmes et l'apartheid à Montréal, puis à un séminaire à Arusha en Tanzanie organisé par l'Organisation Internationale du Travail. En 1981 elle part pour Lusaka en Zambie, au siège de l'ANC en exil. Elle est alors élue présidente du comité issu de la Ligue des Femmes de l'ANC, en charge de préparer le 25^e anniversaire de la marche des femmes sur l'Union Building qui avait eu lieu le 9 août 1956. Elle représente l'ANC aux côtés de Mittah Semperere au Congrès des femmes pour l'égalité, l'indépendance nationale et la paix qui se tient en octobre 1981 à Prague.

C'est à la fin de l'année 1983 qu'elle est désignée représentante en chef de l'ANC pour la France, la Suisse et le Luxembourg. Elle rejoint la France au début de l'année 1984 après avoir fait un tour par l'Union Soviétique pour y recevoir une formation militaire. Maintenant que l'ANC n'est plus considérée comme association terroriste en France, elle peut déménager le bureau au 28 rue des Petites Ecuries dans le X^e arrondissement de Paris, où il devient vite le lieu de rassemblement des militants anti-apartheid, de diffusion des nouvelles venues d'Afrique du Sud ainsi que le lieu d'information pour toute activité de lutte sur le territoire français. Durant ses années en France, elle parcourt le pays afin d'appeler à la solidarité avec le peuple sud-africain. Elle porte une attention particulière à dénoncer les pays qui continuent d'entretenir des relations avec le régime de Pretoria. Elle s'en prend notamment à la France qui vend entre autres des armes alors que l'Afrique du Sud était sous le poids d'un embargo décrété par l'ONU. En octobre 1985 elle fait un petit séjour à Cuba à l'occasion de la mort du représentant de l'ANC sur place. C'est en 1986 qu'elle vient vivre à Arcueil avec le soutien du maire de la ville, Marcel Trigon qui a créé avec d'autres militants le mouvement RNCA (Rencontre nationale contre l'apartheid). Elle est d'abord logée au-dessus de l'école Henri Barbusse, mais, se sentant menacée, elle demande à déménager, elle sera relogée dans

un appartement avenue de la Convention où une plaque sera posée en son honneur. Devant cette plaque Nelson Mandela viendra en personne honorer sa mémoire et la ville d'Arcueil continue de lui rendre hommage tous les ans.

L'année suivante, elle organise une conférence avec Olivier Tambo, président de l'ANC.

Connue par les habitants d'Arcueil bien que son français soit très hésitant, elle n'hésite pas à se mêler à la population locale. Parmi les militants, elle est connue pour son caractère vif, méticuleux et pour son dévouement sans faille à la cause et à l'ANC.

Se sentant déjà espionnée et sur écoute, en 1987 elle est agressée dans le métro mais sa plainte ne sera pas prise au sérieux. Avec l'aide de Marcel Trigon, elle fait une demande de protection au Ministère de l'Intérieur qui n'aboutira malheureusement jamais. En février 1988, un mois avant son assassinat, le représentant de l'ANC en Belgique avait lui-même échappé aux balles.

De retour d'un voyage à Trignac en Loire Atlantique pour rencontrer un groupe de l'Association Femmes solidaires, le matin du 29 mars 1988, elle repasse par Arcueil puis rejoint son bureau dans Paris. C'est là que l'attendent deux hommes qui l'abattent de cinq balles tirées à bout portant. Sa secrétaire Joyce découvre son corps.

Une cérémonie est organisée au cimetière du Père Lachaise le 9 avril, en présence d'une foule nombreuse venue saluer sa mémoire et son combat.

La Commission Vérité et réconciliation présidée par Desmond Tutu reviendra sur ce meurtre mais sans y apporter de réponses. Son rapport confirme néanmoins que le Bureau de coopération civile, qui abritait des escadrons de la mort en 1988, serait bien l'auteur du meurtre et qu'un mercenaire français aurait été son bras armé. Cela ne nous donne pas d'information sur le nom de l'assassin ni sur les raisons de cette exécution.

De nombreuses municipalités lui rendent hommage en France, en lui donnant le nom de places, rues, centre culturel, collège notamment à Arcueil où Nelson Mandela viendra faire un tour en dépit du protocole établi. En Afrique du Sud, en comparaison, elle reste très peu honorée.

Biographie Breyten Breytenbach

Breyten Breytenbach est né le 16 septembre 1939 à Bonnieval, une province du Cap. Il est un poète, écrivain, dramaturge, peintre et aquarelliste sud-africain et citoyen français. Il écrit en afrikaans, sa langue maternelle et en anglais. Après des études aux Beaux-arts, il décide de voyager en Europe puis débarque à Paris pour rejoindre un groupe d'écrivain afrikaner, les Sestigers composée entre autres d'André Brink et d'Ingrid Jonker. C'est dans cette mouvance qu'il rejoint Paris au début des années 1960. Il rencontre alors sa femme Yolande, française de passeport mais d'origine vietnamienne. Breytenbach, épargné par le régime d'apartheid jusque-là car blanc, se trouve confronté aux lois de l'apartheid quand il veut rentrer au pays avec sa femme. Considéré comme métisse, leur union est impossible en Afrique du Sud, d'autant plus qu'en 1967, un amendement étend la loi interdisant les mariages inter-raciaux aux mariages contractés à l'étranger. Un amendement qui le visait personnellement. En 1973 sa femme obtient malgré tout un visa qui leur permet de se rendre 3 mois en Afrique du Sud, ces trois mois sont racontés dans son livre, *Retour au pays natal*. A cette époque, la police sud-africaine lui tend la main pour travailler ensemble, main qu'il refuse de prendre. Depuis la fin des années 1960, il était engagé auprès du réseau Curriel qu'il décrit comme son « mentor ». Au même moment, il fonde le réseau Okhela qui travaillait pour l'ANC dans le but de constituer un réseau de militants anti-apartheid blancs. Ce réseau avait pour but de collecter des informations en France notamment sur les contrats nucléaires ou d'armement.

Il rentre en Afrique du Sud en 1975 avec un faux passeport et se fait arrêter à son retour. Il est condamné à 9 ans de prison, il ne fera que 7 et demi. Sur ces 7 ans et demi, il passe 6 à la prison de Pollsmoor au Cap.

Il est libéré en 1982 grâce à la France qui s'est engagée à l'accueillir et lui donner la nationalité française. A son retour, il ne reprend pas ses activités avec Okhela mais prend régulièrement la parole quand il est sollicité par les journalistes à propos de la situation sud-africaine. Il s'investi également lors d'événements comme la rencontre de Dakar en 1987 ou encore au Zimbabwe à Victoria Falls. Il joue alors un rôle de médiateur avec les afrikaners blancs.

Il ne retourne en Afrique du Sud qu'en 1994 après la chute du régime. Aujourd'hui, il dirige l'Institut de Gorée au Sénégal, un institut qui repose sur trois piliers afin de répondre aux

problématiques de la démocratie et du développement en Afrique : la démocratie comme gouvernance et processus politique. L'alliance des initiatives africaines pour la paix et la stabilité.

La consolidation de la paix et la prévention des conflits en Afrique.

Biographie Sam Tshabalala

Sam Tshabalala est un musicien et chanteur sud-africain. Il est né le 27 juin 1955 à Hammanskral près de Pretoria en Afrique du Sud. À 17 ans, il déménage dans le Township de Pretoria, Mamelodi.

Il est initié à la musique par son oncle qui était en charge de son éducation. Il suit une scolarité typique d'un enfant noir d'Afrique du Sud, dictée par les lois de l'apartheid, l'éducation bantou. À 17 ans, il commence à se créer des instruments avec ce qui lui passe sous la main afin de jouer avec des amis. Au décès de son oncle, il déménage à Pretoria et commence à travailler dans différents petits jobs, c'est la première fois qu'il sera réellement confronté aux blancs et aux différences imposées par la ségrégation.

À cette époque, il joue de la musique avec son cousin qui était guitariste, ils se produisent essentiellement lors de mariages ou de cérémonies de guérisons. A la séparation du groupe qu'il formait avec son cousin, il s'engage dans un autre groupe, nommé « Africa », aux côtés du flutiste Abbey Cindi. Deux ans après la création, Abbey Cindi quitte le groupe et les membres restants créent « The Malopoets » avec des musiciens rencontrés lors d'un festival à Durban en 1978, Eugène Skeef et Ben Langa. Ben Langa décède quelques années plus tard et en 1980 Eugène Skeef quitte le groupe qui va à Johannesburg, le groupe inclus alors Moses Manaka, leurs titres sont alors censurés en radio comme le titre « Sikelela ». Ils seront le premier groupe noir à jouer au Market Theater de Johannesburg. La répression devenant insupportable pour le groupe, ils décident de partir en Suisse mais sur conseils d'un proche, ils se dirigent vers la France où le public paraît plus réceptif à leur style de musique. Le groupe sera produit par Martin Meissionnier qui produisait alors notamment Fella Kuti. Ils se produisent dans des festivals tels qu'Angoulême, Bourges, Bordeaux... Ils s'arrêtent à Paris en 1983. Ce voyage lui fera prendre réellement conscience de la dureté de l'apartheid en Afrique du Sud en observant la différence de traitement des populations noires entre la France et

l'Afrique du Sud. En 1985 The Malopoets enregistrent un album éponyme et partent pour une tournée aux Etats-Unis puis en Angleterre. La même année, ils participent au groupe de protestation Sun City (Artists United Against Apartheid)

Sam Tshabalala retourne pour la première fois en Afrique du Sud en 1992 après la fin de l'apartheid. Il rencontre Mandela à deux reprises en France. Après la séparation des Malopoets, il s'engage dans le groupe Sabeka. Aujourd'hui il se produit seul et sort en 2019 l'album *Back and Forth*.

Biographie Bruce Clarke

Bruce Clarke est né en 1959 à Londres de parents communistes sud-africains réfugiés du fait de l'apartheid. Il étudie aux Beaux-Arts à Leeds et y suit des enseignements issus des tendances de l'art conceptuel de la fin des années 1970. Une formation qui se ressent dans son travail, il y montre la relation entre l'art et le discours en donnant une dimension sociale et politique à son travail.

Il milite dès son plus jeune âge pour différentes causes dont l'apartheid qui le touche particulièrement aux vues de son histoire personnelle. Il milite en Angleterre aux côtés du Mouvement Anti-Apartheid.

En tant qu'artiste, son travail traite des questions contemporaines, des réflexions sur ces dernières et des représentations que l'on s'en fait. Il est aussi photographe et expose depuis 1989 en France et à l'étranger. Il est collaborateur et animateur de l'Afrika Cultural Center de Johannesburg en Afrique du Sud. Il travaille régulièrement en lien avec des initiatives de commémoration, notamment pour le génocide rwandais. Il est collaborateur de Fest'Africa à Lille pour le projet « Rwanda : Ecrire, filmer, peindre par devoir de mémoire ». Il est aussi à l'initiative du projet « Les hommes debout ».

Il rejoint en France le RNCA auprès duquel il s'investira aux côtés de Jacqueline Dérens. Il va en Afrique du Sud pour la première fois en 1990 afin d'assister au congrès de l'ANC qui vient alors d'être ré-autorisé.

En août - septembre 1994 il se rend au Rwanda et est marqué à vie par la situation, il ne cessera de s'impliquer dans la cause de ce pays.

Entretiens

Entretien avec Georges Lory

Georges Lory est un journaliste, écrivain et traducteur d'auteurs de langue afrikaans, notamment Antjie Krog, Nadine Gordimer, Breyten Breytenbach ou encore John Coetzee. Il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il travaille notamment au Ministère de l'Economie et des Finances en Côte d'Ivoire ainsi qu'au journal Jeune Afrique. Familier de l'Afrique du Sud où il fait un premier voyage dès 1974. Il devient conseiller culturel à l'ambassade de France à Pretoria de 1990 à 1994. Il est notamment l'auteur de L'Afrique du Sud, édition Karthala, 1998. Il est délégué général de l'Alliance française en Afrique australe. Il est un fidèle ami de Breyten Breytenbach, de ceux qui ont créé un Comité de soutien afin d'obtenir sa libération durant ses années d'emprisonnement, il est encore aujourd'hui régulièrement en contact avec lui.

Nous nous sommes rencontré une première fois lors d'un Colloque au Sénat le 28/01/2019 organisé par le Comité français pour l'Afrique du Sud dirigé par son ami de Science Po qui fut un camarade de lutte, l'avocat Yves Laurin. Nous nous rencontrons dans un café à Paris le 07/02/2019.

Bonjour, vous connaissez bien Breytenbach à ce que j'ai compris, je voudrai parler un peu de lui dans le but de faire une petite biographie pour publier sur le Maïtron.

Breytenbach, oui je l'ai encore vu la semaine dernière! Pour vous dire que l'on reste en bons termes...

Il est donc en France en ce moment?

Il a plusieurs domiciles mais il vient régulièrement en France, d'abord parce qu'il y a un atelier, il peint en France. Il est poète et peintre à la fois, son autre atelier se trouve dans sa maison à Gérone, il a retapé une vieille bergerie dans les collines avoisinantes Gérone et là il a un endroit où il peut peindre, très clair, qui domine une vallée, ça doit l'inspirer beaucoup.

J'aurais aimé savoir pour quelles raisons il est venu en France, quels étaient ses liens avec la France?

C'est un peu le hasard et la rencontre avec deux écrivains sud-africains qui faisaient partie d'un mouvement rebelle dans les années 50s. Ces Afrikaners disaient : les gens sont attirés par le mirage anglais mais allez plutôt en France, c'est beaucoup plus dynamique, il se passe plein de chose, il y a un accueil pour tout ce qui est créations étrangères. Lorsque Breytenbach s'est senti oppressé le système d'apartheid (il avait commencé des études de Beaux-arts), il a décidé de partir à 19 ans. Alors il a gagné sa vie en travaillant sur des bateaux, il est allé un peu partout en Europe et, sur les conseils de deux écrivains il a abouti à Paris. Ce qui a fait qu'il y est resté c'est qu'il y a rencontré son épouse, qui est française de passeport, vietnamienne d'origine. Sa façon de voir s'est aiguisée, touché dans sa propre chair, car Yolande considérée comme non blanche et lui ils n'avaient pas le droit de vivre en Afrique du Sud ensemble. Les mariages interraciaux étaient interdits, selon les règles de l'apartheid, elle cataloguée métisse, comme tous ceux qui n'étaient ni noir ni blanc ni indien. Surtout, un amendement à la loi interdisant les mariages inter-raciaux, a étendu en 1967 l'interdiction aux mariages contractés à l'étranger. On l'a surnommé l'amendement Breytenbach parce qu'il commençait à être connu, à recevoir des prix, à être étudié dans les lycées. Il donnait un très mauvais exemple en allant prendre une épouse non-blanche.

Son engagement s'est donc démultiplié de par sa rencontre avec sa femme? Avant il avait une conscience de l'apartheid sans être réellement militant?

Voilà, c'est cela exactement, c'est la différence entre quelqu'un qui est contre le système et quelqu'un qui devient un militant contre ce système. L'apartheid était une construction intellectuelle qu'il refusait. Mais quand il a appris qu'il ne pouvait pas rentrer avec la femme qu'il aimait chez lui, il a pris des positions plus radicales. Du coup pour voir sa famille, il est allé au Swaziland, c'est comme ça qu'il a pu présenter sa femme à ses parents.

Il y eut une parenthèse très curieuse, on a donné un visa à sa femme en 1973 : ils ont disposé de 3 mois pour circuler dans le pays. Dans « Retour au Paradis » il a raconté ces 3 mois où la police secrète l'a abordé en disant : « écoute, on sait tout de toi », ce n'était pas loin d'un appel du pied pour qu'il travaille pour eux mais lui était déjà très nettement engagé. Dès la fin des années 1960s, il avait pris contact avec le groupe d'Henri Curiel. Il avait fondé un mouvement qui s'appelait Okhela, qui visait à rassembler des blancs anti-apartheid, non pas dans l'action armée, mais dans le renseignement pour étayer les positions des militants anti-apartheid sur les connexions économiques du régime. En France c'étaient les contrats nucléaires ou les contrats d'armement, Okhela faisait circuler des informations. Okhela n'a jamais été un mouvement armé. Un ancien du groupe m'a raconté un rendez-vous à Paris : plein de types sont arrivés seuls dans un bistrot et puis, à une heure donnée, l'un s'est levé et tous les autres l'ont suivi ! Apprentissage de la clandestinité. Au demeurant, Breytenbach s'est révélé être un homme de l'ombre très surveillé, et en tous cas trahi puisqu'il est rentré discrètement en Afrique du sud en 1975 avec un faux passeport qui était plombé depuis le départ. La police de sécurité l'a traqué dès son arrivée sur le sol sud-africain, non seulement l'a filé, mais très vite a fait savoir qu'elle était à ses trousses. Il a paniqué, essayé de les semer mais cela n'a pas marché, ils connaissaient trop bien le terrain et surtout, tous les gens qu'il a rencontrés ont été mis en taule. A l'époque de l'apartheid, la garde à vue durait 90 jours, donc, des gens qui n'étaient pas tous militants, se sont pris 3 mois de garde à vue à cause de Breyten, ça en a énervé certains. D'autres sont restés ses copains infailibles. Heureusement pour lui il a de très très bon amis.

Breyten se trouve emprisonné, et nous à Paris comme à Amsterdam ou à Londres, (c'étaient les trois villes où il comptait des soutiens), on a fait beaucoup de bruit, mais ça n'a pas empêché qu'il soit condamné à 9 ans de prison. Une peine très lourde, selon le tarif de

l'époque. En gros quand on était pris à mené une action anti-apartheid, par exemple une distribution de tracts, c'était 5 ans. Cela faisait hésiter ceux qui avaient une famille. Breyten, pour l'usage de son faux passeport, ce n'était pas une infraction grave en soit, il avait contacté du monde mais il n'y avait pas de lutte armée, il voulait monter son réseau... les fonds venaient de syndicats hollandais qui voulaient se rapprocher des syndicats anti-apartheid d'Afrique du Sud. Quand on y réfléchit c'était pas un délit lourd, mais quand on se replonge au temps de la Guerre Froide...à l'époque, le gouvernement sud-africain n'était pas très loin du fascisme, c'était extrêmement dur et la justice était soumise aux pressions politiques. Très clairement, le premier ministre de l'époque, John Vorster, avait très mal pris un poème de Breyten intitulé « Lettre de l'étranger au boucher », dédié Balthazar, (le second prénom de Vorster). Il semble qu'il soit directement intervenu alourdir la sentence.

Pensez-vous que si l'Etat a été si intransigeant avec lui c'était davantage parce qu'il était écrivain ou davantage parce qu'il menait des actions à l'étranger?

C'était surtout parce qu'il était Afrikaner. Le gouvernement était habitué à ce que les anglophones d'Afrique du sud soient contre l'apartheid, militent, s'engagent, etc... Mais qu'un fils du peuple afrikaner, du peuple élu, ose faire ça alors là, ça devenait grave !

Deuxième point et là vous avez tout à fait raison, il est écrivain. Il convient de voir d'où vient le terme Afrikaner. Après la défaite de 1902 des deux républiques, les Boers sont complètement assommés eux qui croyaient être le peuple élu. Ils se sont alors regroupés autour de l'Afrikaans, leur langue. Sa défense était leur dénominateur commun. Dans tous les groupes il y a des gens de droite, de gauche, il y a des religieux, des militants.. Ce qui les fédérait c'était la langue afrikaans et ils se sont d'ailleurs fort bien battus puisqu'ils ont obtenu dès 1925 que l'Afrikaans soit reconnu comme seconde langue officielle donc aux côtés de l'anglais. Et donc un homme qui donne ses lettres de noblesse à cette langue, il est prisé et donc qu'il soit un poète a certainement ajouté à la vindicte du pouvoir en place contre Breytenbach, c'est certain, il aurait été menuisier ça n'aurait pas eu autant d'impact.

Donc Okhela comprenait des militants dans divers pays, à Londres, Amsterdam, en France, en Afrique du Sud?

En Afrique du Sud je ne crois pas.

C'était donc exclusivement à l'étranger ?

Il n'en a pas parlé dans un de ses livres... Je n'en ai pas le souvenir, il faut peut-être que je le branche là-dessus, mais je m'entends bien avec lui je n'ai pas envie de l'emmener dans des chemins où il ne voudrait pas aller. Un jour dans une conversation à Johannesburg on a essayé de le faire parler de celui qui l'a trahi et Breyten a raconté une histoire assez troublante... Certains pensent que c'est un Hollandais qui l'a trahi, enfin c'est la rumeur chez les anciens... et la fille de ce monsieur est venu le voir à la sortie d'une lecture publique, en larmes, en lui disant : « mais mon père assure que ce n'est pas lui qui a trahi ». Breyten ne sait pas qui croire, je ne sais pas s'il a une intime conviction, mais le groupe n'était pas nombreux, il devait quand même par élimination savoir, il pouvait avoir des doutes. Okhela, à mon sens, ne comptait pas plus de douze membres.

Lui-même n'est pas très précis là-dessus?

Non, non

Donc Okhela en France c'était surtout de la diffusion d'information?

Voilà.

Je précise parce que ça a son sens, ils n'étaient pas affiliés à l'ANC mais ils étaient satellites de l'ANC. Vous savez que dans tous les pays d'Afrique mais en Afrique du Sud en particulier, il y avait ceux qui étaient contre le régime et avec appui de l'Union Soviétique et d'autres avec celui de la Chine et l'ANC était clairement avec l'Union Soviétique donc Breyten se rattache à ce mouvement-là. avec la Chine et l'ANC était clairement avec l'Union Soviétique donc Breyten se rattache à ce mouvement-là.

Donc quelles sont ses relations avec l'ANC?

Il est plutôt le bienvenu mais a pesé contre lui le fait qu'au cours du premier procès il a fait une espèce de déclaration où il faisait un peu amende honorable, ce qui n'était pas l'oeuvre d'un militant aguerrri. Surtout qu'en même temps que lui il y a un militant anglophone, communiste qui s'était montré vraiment virulent face aux juges... Breyten c'était plus complexe, il n'a pas renié ses idées mais enfin... je pense qu'il y a eu négociation et que la défense cherchait à adoucir la sentence. Mais elle n'a pas été adoucie du tout.

Il est enfermé en prison à Pretoria, et là, c'est pour vous dire qu'il y avait vraiment la volonté de le casser, il était seul dans une cellule, 23h30 par jour, et une demie heure à tourner tout seul dans une petite cour, ça c'était vraiment pour le briser. Le gouvernement a essayé de le manoeuvrer en lui flanquant un gardien qui s'est mis à parler avec lui, alors je ne sais pas si ils étaient au même niveau... et le gardien a fait passer des messages de Breyten à l'extérieur et puis des déclarations, des trucs, enfin bon... et donc le gouvernement y a vu une tentative d'évasion, (quel prisonnier ne parle pas d'évasion?) Et s'est dit : « on va lui coller un second procès pour le casser définitivement ». En fait, c'est l'inverse qui s'est passé parce que tous les messages de Breyten qui évidemment avaient été photocopiés par les autorités de la prison, on voit bien qu'il aime délirer, c'est une façon à lui de s'échapper par le rêve, la pensée.

C'est là que le bruit qu'on a fait à Londres, à Paris, à Amsterdam a servi, on a vraiment dit que c'était une moquerie... Et les juges, il y en avait quand même en Afrique du Sud qui étaient sérieux, l'ont simplement condamné à une amende parce qu'il avait passé des messages à l'extérieur de la prison et du coup l'ont condamné à terminer sa peine dans une prison normale. Il m'en a parlé de ces années de prison là, sur les 7 ans et demi il a fait un peu moins de 6 ans dans une prison près du Cap qui s'appelle Pollsmoor dans le film *Forgiven*, cela se passe à Pollsmoor, c'est au Cap. Il m'a dit que le directeur de la prison était un général qui croyait beaucoup au sport alors il les faisait courir. On lui a donné un boulot, il était aux entrepôts, à cocher dans les cahiers, les arrivées, les sorties de tout, la nourriture, de vêtements, etc... mais il avait un boulot, il m'a dit qu'il n'y avait rien à dire, ... Je veux dire quand on est tout seul 24h par jour c'est vrai que c'est pour rendre fou. A Pollsmoor, c'était supportable.

Pendant son isolement complet, on lui donnait du papier qu'il fallait rendre le soir mais donc il écrivait, de façon automatique parfois et on lui a rendu à peu près tout à sa libération. Cela dit les autorités de prison n'avaient pas la hargne des policiers. C'était des gens différents, pas forcément des gens très ouverts mais en tout cas à Pollsmoor, il m'a dit du bien de ce directeur de prison. Il m'a même raconté une fois, il l'a sorti, il lui a dit de venir chez lui. Breyten dit que, sans les voir il a pourtant senti la présence d'enfants. Le directeur lui dit de voir dans la penderie « si il n'y a pas un costard à ta taille » et lui enjoint de l'enfiler. En revanche il n'avait pas de chaussures à la taille de Breyten. Le voilà en costume, mais avec des godasses de prisonniers (rires), Le directeur l'emmène au Cap, à 30 kms de là. Il roule exprès lentement pour que Breyten puisse profiter du paysage. Ils arrivent dans un hôtel. Le ministre de la justice voulait le sonder le poète : « bon, si on te libère est-ce que tu restes au pays, est-ce que tu t'en vas, qu'est-ce que tu comptes faire ? ». Breyten était un peu interloqué, il n'avait pas songé à cela. La visite n'a pas eu de suite immédiate. Cela pour dire que le directeur de la prison était suffisamment ouvert pour emmener le prisonnier dans une voiture, sans gardes derrière, sans rien.

Après sa libération est-il retourné en France?

Oui, il y avait un grand marchandage entre plusieurs pays en 1982. L'affaire Albertini vous dit quelque chose ? Il y avait un officier sud-africain capturé en Angola, il y avait ce Hollandais qui réfugié dans une ambassade... enfin il y avait une négociation entre plusieurs pays. Pour Breyten, ce qui a joué c'était que la France a fait savoir, par l'intermédiaire de Claude Cheysson, notre ministre des affaires étrangères, que si Breyten était libéré, elle s'engageait à le prendre. A l'époque il n'était pas français mais le Quai d'Orsay avait estimé qu'étant l'époux d'une Française, il postuler pour l'obtenir sans délai. Il est libéré en décembre 1982.

Y a-t-il alors repris des activités militantes?

Oui et Non.

Non en ce sens qu'Okhela, non. En revanche, comme porte-parole de la lutte anti-apartheid, oui.

Breyten me disait que c'était quand même énervant, l'ANC avait un bureau ici, d'abord Dulcie September, et ensuite c'était ce type qui était complétement ivre, je ne me souviens plus son nom,... En plus un type de l'ANC m'a dit qu'après la libération c'est il était venu les voir en disant : « j'ai travaillé pour l'autre côté aussi... », je lui ai dit : « et donc qu'est-ce que vous avez fait? », il m'a répondu : « eh bien, qu'est-ce qu'on peut faire? ». Le type avait un cancer du foie en plus, voilà on a rien fait... et puis il est mort un an après. Solly non? Oui, Solly Smith...

Et alors Breyten me disait : « c'est un peu énervant, l'ANC a un bureau et chaque fois qu'il se passe quelque chose on me sort de mon boulot, moi je suis en train d'écrire, on me dit « vous pourriez pas venir sur Inter, sur RTL, sur Culture pour dénoncer ce qui s'est passé? » » Breyten répondait positivement, mais il estimait que c'était le métier du représentant du mouvement.

Mais moi je me mets à la place des journalistes puisque je l'ai été moi-même, quand on voit un homme qui parle bien français, qui a un côté provoquant, qui sait sortir des images parlantes, on préfère de loin un client pareil qu'une personnes qui ne parle qu'anglais et dont les propos, comme Solly, n'étaient pas forcément cohérents.

Breyten a continué à militer sur ce plan-là et il a été très actif notamment dans la rencontre de Dakar, avril 1987, ou mai 1987, en tout cas en 1987. La rencontre de Dakar est à l'initiative d'un Blanc, ancien député libéral, donc qui n'a jamais été du Parti National, Van Zyl Slabbert qui pensait qu'il fallait que les gens se parlent. Il a monté une réunion entre responsables de l'ANC en exile et Blancs ouverts, généralement des Afrikaners du monde des affaires et du monde de la culture pour simplifier. Et le financement est venu du Sénégal et de la fondation France Liberté, c'est en ce sens-là que Breyten a été actif, parce qu'il a mis Danielle Mitterrand et son équipe sur ce projet utile. Sur la photo prise à Gorée figure une quarantaine de personnes qu'il a fallu transporter, héberger, nourrir. Même si le Sénégal a dû héberger un petit peu ou payer pour l'hébergement, malgré tout il y a un apport financier conséquent et donc ça il en est fier de cette rencontre de Dakar. Parce que 1987 c'est quand

même 2 ans et demi, 3 ans avant que les choses ne changent donc il y avait déjà un petit début de dialogue.

L'exercice s'est poursuivi en 1989, avec une réunion similaire à Marly, toujours financé par France Liberté On sentait que ça vibrait en Afrique du Sud, personne ne pouvait savoir quand Mandela serait libéré mais on en parlait beaucoup.

Et il y eut une troisième réunion à peu près au même moment mais alors elle, plus culturelle, à Victoria Falls, au Zimbabwe, destinée aux écrivains. Je dis ça parce que dans la littérature font référence à ce moment-là. Que des exilés, certains déjà depuis 30 ans déjà, rencontrent des gens de l'intérieur, c'était une avancée. Breyten a continué d'œuvrer pour rapprocher les esprits ouverts. Van Zyl Slabbert voulait monter un institut où on pouvait faire se rassembler des sud-africains et des Africains d'Afrique, c'est le fameux institut de Gorée, grâce aux fonds donnés par le Sénégal et d'autres fonds glanés en Europe, cet institut qui n'est pas que culturel mais qui peut héberger une quinzaine, une vingtaine de personnes à Gorée et avoir des entretiens dans tous les domaines de la vie démocratique. Malheureusement Van Zyl Slabert est décédé vers 1993/94/1997, je ne sais même pas si il a vu l'Afrique du Sud démocratique, mais ce monsieur était un visionnaire, il était vraiment très très bien. Il est mort trop tôt. C'était ces gens qui pouvaient servir en effet, il était un Afrikaner donc il pouvait faire le lien entre le parti national et l'ANC.

Breytenbach a-t-il rencontré Dulcie September en France?

Ah... Je crois que oui quand même... Il est libéré en décembre 1982 et elle est décédée en 1988.

Donc vous savez qu'il l'a rencontré mais pas s'ils ont travaillé ensemble?

Il l'a rencontrée mais je sais que les rapports avec l'ANC étaient compliqués... Camarades de lutte certes mais pas toujours sur le même plan. Breyten a écrit à Mandela qui n'était pas encore président : « attention, Nelson, il y a autour de vous des types qui ne sont pas

clairs, des corrompus ». Nelson Mandela arrivait au pouvoir, on pouvait lui laisser un peu le temps pour respirer. Breyten c'est son côté provoc' mais sur le fond il n'a pas eu tort, quand on voit les ravages de l'équipe de Zuma, c'est sûr qu'il y a des corrompus, mais enfin début 1994 c'était peut-être un peu tôt pour le dire ...

Donc Dulcie il l'a vue mais je n'en sais pas plus...

Entre nous, là je fais une digression, pourquoi il y a si peu de lieux, de toponymes « Dulcie September » en Afrique du Sud? Je n'en connais que deux, une toute petite rue à Erukheleni et le collège d'Athlone, là où elle a enseigné. Alors que tout de même en France, j'ai vu qu'il y en a une trentaine entre les rues, les places, Arcueil qui fait beaucoup. J'ai dit ça à l'ambassadeur qui a annoncé qu'elle serait citée au parc des héros ... on lui donnera quelque chose. Mais c'est quand même peu. Alors, première question, est-ce que c'est parce qu'elle était métisse? A l'ANC les métis ne sont pas très nombreux ça c'est vrai. Est-ce que c'est parce qu'elle était femme? Ça aussi, sous la façade règne toujours un machisme réel. Malgré la constitution la plus ouverte qui soit, la volonté affichée de changer la donne, la parité au gouvernement mais dans le quotidien c'est un pays qui est très dur. Les tribunaux heureusement sont là mais bon... J'avais des chiffres pour la réunion au Sénat¹⁹⁸, tous les chiffres sur la violence, mais il fallait que je fasse court et la littérature ne parle pas que de ça mais c'est quand même assez dur. En France, en moyenne, on compte pour 10 000 habitants, 10 viols par an, en Afrique du Sud c'est 98 en 2008 et c'est tombé à 77 maintenant, c'est mieux, mais 77, ça reste énorme.

Et c'est vrai que même du temps de l'apartheid dans l'échelle sociale, il y avait blancs, métis, indiens, noirs, puis au sein de chaque groupe, il y avait hommes puis femmes, donc la femme noire était vraiment, pas loin de l'esclavage, c'était vraiment très très dur.

Donc vous pensez que Dulcie September serait quelque peu oubliée contrairement à d'autres figures en Afrique du Sud?

¹⁹⁸ Colloque du Comité Français pour l'Afrique du Sud du 28/01/2019 où Georges Lory s'est exprimé à propos de la littérature sud africaine pendant et après Mandela, où j'ai pu le rencontrer brièvement pour la première fois.

Ah bien quand même à Pretoria on a débaptisé beaucoup de grandes avenues, donné des noms de héros de la lutte et il n'y a pas d'avenue Dulcie September, ça me choque.

Troisième solution, c'est peut-être parce qu'elle manquait de charisme, parce que Jacqueline¹⁹⁹ la défend très bien, mais, on ne peut pas dire qu'elle parlait avec un bon vibrato, c'était quelqu'un de très méthodique qui avançait ses arguments à voix douce, mais elle ne faisait pas vibrer les foules je le reconnais.

Cela n'excuse en rien ce qui lui est arrivé, mais pourquoi on lui rend si peu hommage en Afrique du Sud? Alors est-ce qu'à l'intérieur du parti elle ne faisait pas partie d'un bon courant ? Elle m'a fait l'effet d'être dans une ligne un peu stalinienne en matière de culture. Comme Wally Serote, comme des gens qui nous disaient très clairement : « la culture elle doit être au service du peuple ».

Je voulais aussi parler d'André Brink, ils se sont connus à Paris avec Breytenbach?

Oui, à Paris, Breyten a hébergé André. La première fois qu'André est venu il a écrit *Sur un Banc du Luxembourg*, c'est là où il réalise que son pays fait des massacres. En 1960 est-ce que Breyten était déjà arrivé à Paris, je ne crois pas, il était peut-être passé par Paris... Il s'est marié en 1963 avec sa femme donc entre fin 1959 et début 1963 j'ai l'impression qu'il a beaucoup tourné, là très sincèrement je ne crois pas qu'ils se soient rencontrés. Brink est revenu en 1968 à Paris et il a logé chez Breyten, dans son studio qui était au quartier latin, là ils se sont bien vus et depuis lors ils s'écrivaient assez régulièrement mais c'était des frères ennemis, c'est-à-dire que chacun avait son destin littéraire en vue et Breyten n'arrêtait pas de me dire « Bon, sur ce point-là il a complètement exagéré... » « Il a dit qu'il a fait Mai 68 mais il était en plein trip avec une fille, ... ». Sur un mode plus discret Brink n'a jamais critiqué Breyten devant moi mais il ne suivait pas tout ce que faisait Breyten qui avait un côté provoc', excessif.

D'ailleurs, Breytenbach a participé à Mai 68 à Paris?

Il vit à Paris, il a alors deux activités majeures, l'écriture et la peinture. Il peignait dans un studio dans le 18^e, une vieille bâtisse avec nombre de studios occupés par des peintres de tous

¹⁹⁹ Jacqueline Dérens, amie de Dulcie September

les pays, c'était vraiment stimulant comme lieu, il y avait un Argentin, des artistes de l'Est, de Yougoslavie, des Italiens, enfin c'était une ruche tout-à-fait intéressante. Il a été captivé par l'ébullition de 1968, et a noué des contacts avec des peintres néerlandais. En Afrique du Sud il était connu comme poète, pas du tout comme peintre. Je me flatte d'être le premier à avoir organisé une exposition Breyten bien après, en 1994.

Les gens devaient venir par curiosité?

Oui, il est doté d'un vrai charisme. J'ai vu un amphithéâtre sidéré, on entendait une mouche volée quand il s'exprimait. Ce qui me frappait pendant cette exposition c'est le nombre de personnes qui venaient le saluer l'une après le autres, se confessant en disant « oui, j'ai voté pour le Parti National, c'était une bêtise, etc... » comme si Breyten pouvait leur donner l'absolution.

C'était un peu une figure chez les Afrikaners qui avait à l'époque le contact avec l'ANC. Qui pouvait jouer les intercesseurs ? Ecouter les regrets : « est-ce que quelqu'un peut nous comprendre, pourquoi on a été entraîné par le Parti National : on n'était pas forcément de mauvaises gens mais on a voté pour le mauvais parti ». C'est vrai que ce n'est pas simple, alors que du côté noir il y a la figure de Mandela et la figure de Tutu, c'est formidable, ils ont des leaders à qui ils peuvent se confier, à qui ils peuvent s'identifier, les Afrikaners n'ont pas ça finalement. Il y a eu un religieux tout-à-fait remarquable, Beyers Naudé, c'est un pasteur de l'Eglise réformée néerlandaise, c'est le nom de l'Eglise, NGK, le seul, qui à la fin des années 1950s, a avoir affirmé que l'apartheid était contraire au message de l'évangile. Il a été non pas emprisonné mais assigné à résidence de nombreuses années. Le plus dur, m'a-t-il raconté, c'est l'impossibilité de recevoir plus d'une personne à la fois chez soi et la voiture de police garée en permanence devant le portail. Johannesburg dispose désormais d'un grand boulevard à son nom, très encombré. Mais Beyers a dû mourir, est-ce qu'il a vu la nouvelle Afrique du Sud, peut-être, oui, peut-être, mais il est mort peu après, mettons, en 1995, à vérifier.

Et chez les métis, y'a t-il une figure comme telle?

Bien non, voilà. Il y en avait une qui aurait pu émerger, c'est Jakes Gerwel. Un homme tout-à-fait intéressant que j'ai rencontré alors qu'il était assistant en fac en 1974, il a eu cette phrase qui m'avait vraiment bouleversé : « à force d'entendre dire qu'on est moins intelligent que les blancs, il y a des jours on se met à douter, on se pose des questions » et lui a suivi un parcours académique tout-à-fait remarquable, il a été recteur de l'université de Western Cape (réservée aux métis au temps de l'apartheid). Et à la libération il a été nommé directeur de cabinet de Mandela, donc il a été vraiment au coeur du pouvoir. Est-ce sa voix douce, sa passion pour les lettres, son refus de chercher la lumière ? Toujours est-il que Gerwel qui a suscité l'admiration des Métis, n'a pas réussi à les fédérer. Il y avait un avocat qui pouvait aller voir les gens de l'ANC et qui était respecté par l'ANC, et c'est vrai qu'au jour d'aujourd'hui, Allan Boesak a été anéanti par des histoires de corruption, je ne vois pas de grandes figures chez les métis.

Dans cette catégorisation de la population, les métis se retrouvaient coincés entre les Blancs et les Noirs, l'ANC faisait d'ailleurs peur à certains métis, aux élections de 1994, beaucoup ont voté pour le Parti National.

Partie non enregistrée

G. Lory : Donc c'est pour rédiger par la suite, pour un mémoire c'est ça?

Oui, effectivement, pour un mémoire en Master qui porte exactement sur les militants anti-apartheid exilés en France, d'ailleurs vous ne savez pas si d'autres Sud-africains ont été exilés et militants en France?

J'avais soumis une idée de projet à Mitterrand à la fin de l'apartheid, de faire venir des Blancs afrikaners en France pour échanger et surtout soulager l'Afrique du Sud de leur présence (rires) mais cela n'a rien donné.

Il y a bien sûr Sam Tshabalala et Bruce Clarke qui sont en France depuis un moment. Ensuite, je peux vous donner quelques contacts de gens qui étaient là à l'époque, il y avait Denis Hirson, un homme très bien, son père a été emprisonné 9 ans dans les geôles de

l'apartheid. Il y avait aussi Bokwe Mafuna, je sais qu'aujourd'hui il est parti à l'étranger mais ses filles sont encore en France, peut-être qu'il pourrait être intéressant pour vous de les rencontrer. Il y a aussi Théo Mayer qui était de Montpellier mais je n'ai plus de contact... Il y a aussi Vera Dickman, je vous donne son numéro..

Ensuite, en personnes importantes mais qui sont français il y avait au MRAP Antoine Bouillon qui est décédé mais maintenant sa fille est journaliste, Sophie Bouillon. Le Comité Breytenbach comprenait des amis et peintres, il y avait Zorica Lozic qui était à la réunion au Sénat et qui vie à Arcueil, Pierre Skina, Michèle Bretin-Naquet...

Vous pensez qu'il y avait un vrai intérêt de la population française vis-à-vis de la situation en Afrique du Sud?

Dans les années 1970s, il y avait peu d'intérêt mis à part le PCF. Après 1976 et les émeutes de Soweto, il y a commencé à avoir un intérêt grandissant. Davantage dans les années 1980s, enfin, après 1985 on sentait un vrai bouillonnement qui venait du pays et qui se répercutait dans les consciences françaises.

Et vous pensez que le boycott exercé par les Etats étrangers comme la France a porté ses fruits?

Oui, même si les sanctions n'ont pas toutes été appliquées, la France a quand même fait des efforts, notamment du temps de Laurent Fabius. Par exemple, en plus des sanctions européennes de 1985, la France et le Danemark ont exercé un boycott charbonnier qui a été efficace je pense. L'Afrique du Sud n'était pas mise totalement KO économiquement, elle aurait pu tenir encore 5, 10 ans... mais leur appareil industriel n'était plus renouvelé. Et, pour en revenir à Laurent Fabius, il a été jusqu'à manifester devant l'ambassade au moment de l'affaire Solomon Mahlangu.

En 1989, j'ai été missionné pour aller voir en Afrique du Sud si les entreprises françaises faisaient des efforts pour contrer les lois de l'apartheid, une majeure partie tachaient de réduire la ségrégation entre Noirs et Blancs.

Donc selon vous, l'économie n'est pas la première cause de la chute de l'apartheid?

Je pense que la cause la plus importante à prendre en considération dans la chute de l'apartheid, c'est la fin de la Guerre Froide, l'argument de Botha jouant le dernier rempart contre l'URSS ne tenait plus debout.

Des journalistes ont dit que Dulcie, peu avant sa mort aurait réuni des informations qu'elle souhaitait dévoiler à propos de marchés financiers, d'armements et de nucléaire entre la France et l'Afrique du Sud et que donc, cela pourrait être le mobile du crime...

Je ne pense pas que le meurtre soit directement lié avec cela. Vous savez, vers la fin des années 1980s, l'économie de l'Afrique du Sud était très impacté par le boycott mondial. Mais les grandes entreprises qui commerçaient avec l'Afrique du Sud ne se cachaient pas, en tant que journaliste, ce n'était pas un secret, par exemple la création de la centrale nucléaire de Koeberg par des entreprises françaises n'était pas dissimulée... Les échanges économiques se déroulaient autrement mais ils étaient moins visibles, à l'image les bateaux iraniens qui approvisionnaient l'Afrique du Sud en pétrole tout-à-fait illégalement loin des côtes.

La ville d'Arcueil souhaite rouvrir une enquête, en tout cas elle constitue un groupe pour discuter des possibilités d'actions pour en savoir plus sur le meurtre de Dulcie September.

Donc la mairie se mobilise? Ça ne va pas être facile de rouvrir une enquête après un tel délai. Le meurtre a été peut-être l'affaire d'un troisième voire quatrième couteau... Il y eut à la même époque une tentative d'assassinat sur le représentant de l'ANC en Belgique, je pense que cela se joue davantage sur une question d'opportunité. Je suis allé plusieurs fois à son bureau à Paris et tout le monde pouvait y accéder, (je ne trouvais pas cela normal), un coup d'épaule dans la porte et on pouvait y rentrer facilement. Son bureau n'était pas gardé, dans Paris il est assez aisé de s'enfuir, pour peu que les services sud-africains aient eu des contacts à Paris, ils en ont profité. J'ai entendu le nom de Bob Denard mais si ce n'est pas lui c'est sûrement quelqu'un de son équipe.

Vous pensez que ce problème de sécurité était dû à l'ANC ou au gouvernement français?

Je pense que le gouvernement aurait dû faire quelque chose, protéger davantage. Je crois d'ailleurs que votre père avait fait des démarches pour qu'elle soit protégée mais qui n'ont pas abouti. Il y a eu un vrai problème de ce côté-là. Déjà, à la base, les choix de l'ANC auraient pu être meilleurs.

Je vais vous dire, il y a quelques années, j'ai discuté avec un énarque entré dans un cabinet ministériel avec l'équipe Rocard en mai 1988. Au cabinet du ministre de l'Intérieur précédent, Charles Pasqua, il cherché le dossier Dulcie September. Il n'a rien trouvé, c'était vide.

Pour en revenir aux choix qu'a fait l'ANC, je ne comprends pas leurs choix de représentants, Dulcie était très efficace mais envoyer quelqu'un qui ne parlait pas un mot de français et qui ne l'a jamais appris, je ne comprends pas, pourtant d'autres militants de l'ANC parlaient français. Ensuite, envoyer quelqu'un comme Solly Smith qui était un ivrogne, ce sont des choix qui doivent nous faire nous interroger.

Entretien avec Sam Tshabalala

Sam Tshabalala est un musicien sud-africain né le 27 juin 1955 à Hammanskral à côté de Pretoria. Il s'exile en France dans les années 1980 avec son groupe, The Malopoets, ils seront le premier groupe noir à jouer au Market Theater de Johannesburg. Après la séparation des Malopoets, il s'engage de nouveau dans un groupe, Sabeka. Aujourd'hui il se produit seul et sort, cette année, un album solo nommé Back and Forth. Véritable acteur de la résistance culturelle, il voyage dans toute l'Europe au cours des années 1980s, 1990s. Nous nous rencontrons chez lui à Paris le 13/02/2019.

To start I wanted you to speak a little about your life, in South Africa.

Okay, well my name is Sam Tshabalala, I'm coming from South Africa, I was actually born in a countryside called Hammanskraal which is near Pretoria. I lived in Hammanskraal until the age of 17 and after I moved to Mamelodi which is the township in Pretoria, near Pretoria Tshwane.

Actually why I got into music... because I grew up, you know, singing songs and some traditional songs, you know going to weddings or going to Sangoma events²⁰⁰, you know the healers, Africans healers just to lend these songs, these songs were kind of, you know, culture, you know we are all going to all listen to the music. And actually, when I grew up I didn't mix with white people in South Africa because in Hammanskraal it was only black people and with kind of the same standard of life, the level of life, you know, there was no rich or I mean, some people, maybe they had more than other, maybe a tractor for the fields, or more, cows... so it means they were a bit rich but you know people were all the same. And actually what made me like music is because my uncle who was paying for my school, he loved music so he used to buy records, bringing them to Hammanskraal, and sometimes you know, he leaved the record player, he didn't love the record player so I could listen to music when he wasn't there but not all the time because sometimes you use all the batteries and when he comes back, after months, he would get mad at me, but you know he made me discovered a lot of music because in Hammanskraal you didn't have a lot of records players, it was radios and not everyone has a radio. And my mother she was a servant, she was a maid, you know, I didn't really spend much time with her because she was always working, I would see her sometimes after three months, four months and sometimes I used to visit her. I took the bus from Hammanskraal to Pretoria and will spend like you know, 40 minutes at the back of the house, it was during apartheid so I couldn't meet the people she was working for or go to their house where she worked so I go back to the yard where she had a small room, it was frustrating because I just spend a few minutes, not less than an hour because it was lunchtime and after go back to Hammanskraal.

Actually, in Hammanskraal we didn't know what our parents were going through because I realized after that it was hard for them, I was a child you know, they go and work, they come back after a month and they bring us some sweets, that's the only time we had sweets stuff. Which was good for us because we didn't drink a lot of Coke, things like that (laughs), it was healthier for us.

²⁰⁰ Guérisseur

So we didn't know what actually they going through but, as young people, you talk, I don't know maybe at the age of 13 / 14, we used to talk about you know, the differences between whites and you know that other countries maybe things are different but you are not sure. And actually we knew the name « Mandela », we knew that there was something going on, people were against the laws, the apartheid. But you couldn't talk about it because some they get arrested, and you can go to jail and if you mentioned, if someone here you saying « Mandela » they can arrest you, things like that, but we didn't really figure out also because the education that we were having was what we call bantou education in South Africa so, in fact, you can not learn, it's really a bit education for black people, I'm sure you know a little bit about those, and after, you know, the categories. But we knew about all this, Mandela thing and we didn't know anything about other countries outside Africa, you know, we didn't know about even English speaking countries, what was happened there. We knew that there were some wars, maybe Angola but we didn't know where Angola was or Mozambique. Because you don't learn that at school so you just make your own picture (laughs) of where those countries were. The only thing that you could hear is, it was like : « Wow, this guy whose called Idi Amine and you know he kills people and he comes to South Africa and he is bad ». So, in fact, this, it was propaganda to make you think that you are fine with apartheid because if that guy comes and take over, then, it's gonna be hell, things like that. And in other countries in Africa, children are dying of hunger and even if you didn't have much, but you think, it's ok.

What was funny, it was like, after we used to think, because we heard that Nelson Mandela, they have underground movement, you know, and, for me, underground, I didn't understand what it meant because you didn't learn English at school. So, in fact, you imagine things, we were thinking that maybe they dug a hole and the movement is always underground you know (laughs) because underground is under you know. So, this is also part of education because when you are educated that underground movement ... you understand but you know it was like, so you think : « wow, they live underground, how did they do? ». (laughs) Until at age of 17, well, just before moving to Mamelodi, well I studied playing, building some hand made instruments with some friends in Hammanskraal just to play music to make some traditional songs with tins, you know, homemade guitars. And, when my uncle who was paying for my studies, had an accident, he passed away, so I needed to work, I was the first of five with my brothers and sisters, I mean my mother had five kids but she was always... you know she had me and she left me in Hammanskraal with my grandfather, actually I grew up with my grandfather and my ants because she was working and some of my uncles. So she

had me and she left me with my grandfather, she wants to work and after she had my brother and she left my brother with my grandfather and after my ant took my brother, my ant was in Mamelodi... And after she had more kids, I had two sisters and another brother that she left them with my grandmother. So my ant, first I think she took my brother, who was the second and after she took my other brother who was the last born, no, one before the last born. So, you know, I grew up with my sisters and all that... And when my uncle died I needed to go and work so I moved to Pretoria and after I lost my mum. Well, it's part of life, you know, in South Africa she was young and we didn't know why, because the medical situation was not very clear, you don't know what's happening, like « Oh she was sick » and she died. So, when I arrived in Pretoria, I studied, that's where I was confronted with white people because... actually, it started a little before because when I was in Hammanskraal during holidays I'll go to town, you know, my uncle will give me some money to buy oranges to sell at the station so I could see, in Pretoria that you know... I mean I knew that things were separated but there you see whites on the side, and this, and you can't do that. So, I had a cousin in Mamelodi who was a guitarist, who was a musician and I used to follow him, they were playing in the weddings you know, used to follow them because I liked music and before I started really doing something with them, I was working, I went to a, it was called the « flower meal shop », that's where you know, they sell meals and flowers. Voilà, so, you put everything in the bags and you carry it then you wait and I worked in a garage because my uncle who looked after me worked in a garage so, after he had a chance to work well he was working in petrol. And I worked in cleaning houses and selling ice creams and you know things like that (laughs). It was easy those days to find work but it was badly paid because you were getting paid weekly and it means by Thursday you don't have money anymore, Friday you get paid already, you know, you are broke and... if you lose your job, ... So that's where I started to be confronted with the white people. And I was working at this place where we were fixing mowers, you know, this machine to cut the grass, the lawn. And so, I had to travel with this guy who was a white South African, I remember his name, he was called Johan and, once at work and actually when I started there he just gave me a name you know, he didn't want to call me by my name, he just get me a name that was a bit like an insult and other people who were there, they were just « Ah ah ah », laughing about it, and it was like that but I had to call him « baas », which means « boss » you know, and making, during the break, you know, I was the one making coffee for them, there was another one and they had a place where you can make the coffee and for the black people who were working there of course you had to improvise, bring a small thing, you

know, or maybe, one person, not everyone could afford to have something to make tea, so, we'll just share whatever someone had. And I was wondering why, I go there, I make coffee, I touch the mugs but we can not share, used the same mugs. And one day, I was like there with him and I saw his pay, his pay slip. And I was like : « wow, you're earning so much money » . And most of the time when the big boss wasn't there I was doing the work because I understood to make any kind of you know... But when the big boss is there, he didn't want me to do the work, he said : « Sam, pass me that, pass me the tools or the stuff like that. So I said « Why are you getting so much. money » and he said : « It's normal because, I've got a bigger house, so it's normal that I earn more money so to pay for my rent, and when you go to the township the trains are cheaper, and if I pay the train, imagine how much it cost, and I got a car, I've got to put petrol, so it's normal » (laughs). And I was like, you know, me I want to have a big house but I can't, what an excuse, voilà it's stupid (laughs). But all these things you know you think about it after because these things make you think that you know, they are superior and everything is so normal. And once we went to fixe one of this machines we were working with because sometimes we had to travel to fixe because sometimes they were big or people had big gardens so they need someone who can come and fixe instead of carrying the big machines... It was quite far so we had a bakkie, what they called bakkie, you know it's a van with just two / three places to seat in front and, at the back it's not covered, you can just put you know all your goods and all your stuff. So, we went to this place, so I was seated with him, in front because it was not his car so, he couldn't ask me to sleep at the back, sometimes they let you seat at back. The white person in front and the black person at the back. So I seated with him but not very close because we don't touch (laughs). So we went to this place and after we came back, it was a white person hitchhiking and he stopped the car and he said « Ok, you jump at the back » and I said, « No, I can't jump at the back because it's very cold ». « No, there is a baas, we gonna take the baas, to come with us », and I said « No », and it was really cold, at the end of the day, in June, sometimes it's cold in South Africa. And he didn't really want me to stay with the guy he wanted to take, to give a lift so, he said « Ok, you get off », so I got off because I knew what is he gonna say on Monday, he's gonna say « Why? », because actually the big boss, I think it was a German company, so the big boss, he was okay but he was not dealing with us, he was here for business, but when he was there, he was not treating us you know. So I knew that in a way, he just played the game. So, I go off the car and after he took the guy and he drove a few meters and after he came back saying, « Yes, you come in ». So this was my way to say « Wow, you have to fight sometimes, if you have the chance because I

knew that at work I can, because I told him, that if I go there and I get seek and if on Monday I'm not at work, it's going to be a problem. So this is the way you know I thought sometimes you can, but not all the time, voilà...

So that's where I started really realizing the way I was treated, at work, not only that but in other places I remember, in a garage, the guy, he wanted to beat me and I was you know... (laughs) ... Things like that. So, I continued with my cousin who was a guitar player but they were playing like commercials music for weddings. So, one day he asked me to listen to some songs in English because he thought I was a very educated (laughs) because I spoke a little few words in English and I was going to school, he left school but he was the intelligent even if he didn't go to school. He was fixing radios at home, and me I was like « he's doing amazing things with electronics », and sometimes asking me questions, that were smarts, questions about Jesus and many things just to see what I think. But he thought because I was going to school... So he asked me to copy a few lyrics in English and I didn't understand a thing so it was like bubble, it was phonetic English. So I started singing with them and when the group stopped, I started another group with other people, other musicians, in Mamelodi. Even there we continued playing some American music but afterward we decided « why not playing African music ? ». And we meet a very good flutist who was playing African music, he was called Abbey Cindi and actually it's a friend who actually is in Switzerland who rejoined Abbey Cindi and they found the group called Africa, Abbey Cindi found this group and they needed a guitarist and they called me and this was really political because what the guy was writing and his way of singing things it was you know, it was messages like Hugh Masekela or Miriam Makeba, all these big musicians, we admired it. And with this group, we went to Durban but Abbey Cindi, after two years the group split and that's when we started the Malopoets. The group that brought me to Europe because in Durban we performed to, actually we had the last concert with Abbey Cindi at a festival where it was Ladysmith Black Mambazo were playing and you know other bands in South Africa and for us who were three from Pretoria we decided this was the last concert with Abbey Cindi and there was another group from Durban, who had the same, two of the musicians were playing the last day with there group. We didn't know each other. So, two things send things were happening into groups, the two members of that group, you know it was the last day with the band and us it was the last day with Abbey Cindi. And after the concerts we started talking and we told the story you know « it's the last time with Abbey Cindi » and then they said « Ah you... us here too » so we said « ok ». (laughs). So let's get together! So that's how the Malopoets started.

So in 1978?

Yes in 1978, and at the same time we met a guy called Eugene Skeef who was a poet and actually that's why the group was called Malopoets, Malopo is actually the Sotho name and English put together so Eugene Skeef came with this great idea I think, because Malopo it means spirit and poets, so it became one name, malopoets so it was Eugene Skeef who was a poet and writing also. Actually at the beginning we had a lot of poems, we had two guys, Eugene Skeef and another writer who was called Ben Langa and Ben Langa's brother was already in exile, a writer too, I don't know if he surrounded but Ben Langa passed away after a few years, actually he passed away after we left Durban and went to Johannesburg because of politics of course. And Eugene Skeef left the country and he went to exile in 1980 in England. So The Malopoets in 1980 or 1981 we moved to Johannesburg, I think it is 1981 Eugene left, we moved to Joburg where we met other musicians, Moses Manaka but it was very difficult in Johannesburg but we continued, we had a recording deal, the first record that we did didn't come out because of our lyrics. The record, in fact, it was vinyl, some tracks were scratch so you buy the record, and there are like three songs, titles that you can not listen, it means there were censored on the radio also and things like that, so we went through this in Johannesburg for like two years.

Because of your lyrics?

Yes, because we were talking about, not directly apartheid but talking about freedom and not direct, and singing Nkosi sikelel' but not using all the lyrics, only Sikelela, things like that, but people understood what we were talking about and you know, getting together with some political activities, writers and all... Actually, someone in South Africa did a research, she contacted Eugene Skeef, so if think you can have more information about The Malopoets and because other people are talking, so many things had happened that when I read the article I remembered like « Oh yeah, it's true, this happened, Oh we did this », because some of the things I mean you have to adapt, you have to worry about the main problems so sometimes, small problems you have to sweep them away and you continue, this is what we want to do. Voilà

So... Where was I. (laughs)

That sometimes your records were censored...

Yes, exactly, and sometimes, it's on the article, that I didn't remember, sometimes before going on stage, when The Malopoets came to play, the electricity would be cut off, and when you looked at the sound engineer you said « What? Is the police...? » (laughs). That I didn't remember. You know, things like that, but we didn't want to change, I remember once we were playing, we were the first band to play in Market Theater in Johannesburg so, we were taking driving one guy back to Soweto because us, the three musicians we were in Johannesburg because we are from Pretoria so in Johannesburg sometimes we stay with friends, in a garage, things like that... So we were driving the other musician to Soweto after the concert and there was a roadblock, so it means they search everyone and they ask you what you do and they just topped us and say « where are you going? », and we said, « We are driving a friends », so the asked us to put our hands out and they search us and they ask us to take saxophone and play at twelve O'clock, « Play for us! » And we play. And telling us things that were not nice, but you play the game and after they let you go, you drop the guy, because if you start arguing they can arrest you and after... So, this is what we went through in South Africa for two years until we got an offer, we got invited here. Actually, what happened, we wanted to live the country but we didn't know how because we were thinking of people like Miriam Makeba, Hugh Masekela and other artists, Julian Bahula who went to England, and they continue playing or expressing themselves out the country. So, this is when we started realizing things are getting tough so maybe for us before it's getting dangerous it will be nice to continue the message outside because you can be head from outside.

So, to go fast, I don't know if you can put this but one of my friend, when we were in Johannesburg there was a place called Jo'ville where there were young musicians so we used to mixed a little bit with white people but it was easier for us because we were musicians, you know the music is art, there is no border, even if you no understand the language but you can play together. But, even this, you have to hide, like, when I go to see them, I couldn't go in like I'm going to see a friend. For example if someone sees me and asks me where I'm going, I have to say I'm going to clean at this apartment, I can't say to see .. Elia or you know, voilà, they going to say « What? » You know and after they call the police. You know why a black and a white... So we had this kind of underground, and actually, we didn't know because these musicians also, they were against apartheid. But being white sometimes it was also difficult because not only black people fought apartheid, there were white people who fought apartheid, Indian people who fought apartheid, colored people, the Metis who fought against apartheid but they were underground but we didn't know because we don't

meet, we don't talk, we are not friends, we are not used to being friends like here... They welcomed us or they do things for us so that was a sign. Because otherwise, you don't, they'll get into trouble and it means they, comment dire, they are sellouts, if they get into troubles.

So I'm sure these young people, actually I realized after that they were also against apartheid with the music... So, in Jo'ville that was the first time where we met, I even took some friends at home, you know, at night, like the police didn't stop us, because they never been in the township. White South Africans didn't know how the townships look like or knew what was happening. So I took them at night and it was a four-room like the ones you see and people sleeping in other room, and in the seating room and all that and we all slept in the seating room and the next day, my ant she couldn't believe, you know to see white person in the house who had slept here, she was like « Wow, it means I'm a person » (laughs), like they can come, you know I'm something, they came and slept. I don't know if they expected they were suspecting you know the politic, I think a bit but, I didn't talk, you know my family was going to church. And the next day when we woke up, in the township when you go out the house many people they are out, you see each other so people they came to say « Oh, What, they came here, they sleep here, No » (laughs). And these friends were really surprised to be in the township, like (Wow, this is the township and people are so nice » because people came and say « Hello! », the kids, they came, it was the first time they touched really a white person, you know things like that. So, it's because we were musicians

And you think white people didn't come to the township because they were scared?

Yes, they were scared but also, it was separated, because us, during the second time, you are not allowed to be in the city so I think they were told : « they are dangerous, and this and this... ». So it was like propaganda. So that's how we became some friends and even today I still have friends who still are in Jo'ville after this years. So, to continue how we got here, so, as I said we wanted to leave but we didn't know how, so one of my friends, he met a woman who was married from Switzerland, she was married to a South African white and she was very young, and so, they met when we were playing in Jo'ville or Bloemfontein in a club called « Larime », well the audience was white and for us this was our struggle to go to say « Yes, we are playing drums and you can listen to the music ». We played a lot in universities for students, so people knew what the group stood for. So, when they met, it was a problem with the police because they can get arrested because she's white and he is

black and sometimes the police they came and they just put handcuffs because I was with my friend and asking me « Your friend is sleeping with Madame? » and black policemen also, not white like five police, two black and three white and interrogating us and after they didn't have proof because we just said « Madame is helping us, we are musicians, we want to go to Europe » and maybe this is better they go (laughs) you know inside (laughs).

And afterward they moved and he brought the Malopoets music in Switzerland and in Switzerland they said : « Ok, Switzerland is not African country music for now so, go to France, to Paris ». And he came to Paris and in Paris he met a big producer, those time, great guy, Martin Meissonnier who was working with Fella Kuti, great African groups and he said, these guys must come and this had let us come. Me I was in Johannesburg staying with some friends and I was like reading that letter every day, every day working with it because I wouldn't believe you know, « going to what, to France? ». And I didn't even know where France was (laughs). So, first we have to ask for passports, we've got an invitation, so the passports, we were like « are they going to give it to us? ». Finally, after three months they gave us the passports and we were like « yeah ». So we're going to take the plane and our friend who was still in Jo'ville she took us to the airport. So when we came here actually it was already a festival's plan, we went to Angoulême, Bourges, we went to Bordeaux, I don't know, where the festivals were set for us. The first thing, it's a friend who told me, the first time we take a plane and so the plane percussionist he didn't want, you know he loved his drums, he wanted to go in the plane with his drums (laughs), so there is a place in the plane where you put this and that and he was not happy, you know, thinking his drums are gonna break, I don't know what. And this lady she told me in 2017 that I asked to go to the bathroom before we took the plane to go to the toilet before we took the plane because for us you can imagine, you can take the plane for all night and (laughs) you know, where we are going to go to the bathroom (laughs). So that was very funny, finally, we go to France, in Paris, that was in 1983, those days there were festivals in Angoulême in 1983 and we played in Paris and other parts of Dijon, a lot of places. And when we go to France it was a shock for us because first, you know, seeing white people calling you « Monsieur », I was like « what's up? What mean calling monsieur ? ». You know, in South Africa I grew up what person will never call you « sir ». I remember the guy I was working with one time, I said to him « but why can't I call you sir? » He didn't call me sir but that's it, « why must I call you baas? Why not sir? » And he said, « I'm not sir, I'm baas, sir is your teacher at school ». And we arrived here and they said « how monsieur what? », s'il vous plait means please, you know what I'm telling

you? (laughs) Things like that were kind of... We didn't realize because you live that life and, this I always tells it, we saw a white woman cleaning a bakery, cleaning the window and we were like, a white person, cleaning the windows, where are the black people? Because for us, never! You know, carrying boxes, black people will do that, and in the restaurant they serve you and sometimes you hear the sound of the firetruck, « les sirènes » you know or the ambulances and for us, it's the police, you think it's the police and you, you don't think like that, you think « Ca peut être les pompiers ou peut être autre chose » but for us direct you don't think it's an ambulance and they are going to help people or the fireman to help people, you think it's the police. This kind of, what was happening in South Africa, that sound is the police going to arrest people and things like that. But bit by bit... Also what was surprising is to see thousands of people listening to us and when you look it's like full of white people dancing and listening to African music and they don't understand what we song, for us it was like a shock. « Wow, a country like this exist ». So, this is a kind of a shock that we had when we came, when we arrived in France.

So, you came to France in 1983, much more for musical reasons, not for political reasons?

Not, it was both, because of the music it was political. So we didn't come to singing songs like « I love you baby... », no. (laugh) We continued to talk about the situation in South Africa and fighting. And actually, because we know that, I knew that it was political, I didn't knew if I will see my family anymore because I didn't know how long apartheid was gonna last.

Ok, you knew that you can't return in South Africa while apartheid is not abolished?

I knew that maybe I would never come back because they are many artists who were in Europe for years and actually I was surprised when we went to England and we met South Africans there and we said « hey, how long have you been here? » and they said « ten years », what?!, « fifteen years », like what?! (laughs).

So it was both, we continue what we were doing but it was not easy also because... Ok, we came here in 1983, we did the festivals but we were obsessed to go back and come back to make a record here and after making a tour in America. So I didn't want to go back but I said ok, we have to go but I promised myself when I come back now, no more going back. So we did the festivals in 1983, we came back in 1984 in France. Actually because there was a recording to make and a tour in

America in 1985. So 1984 in December I came back and we record the album I think in 1984 or 1985 and after we had a tour in summertime in America in 1985. So, actually when we came to play in France in 1983 it was ok but after to go to England, to festivals in England, and in America, we had problems because at that time there was a cultural boycott, the musicians couldn't go to South Africa and so, you know... Because all the organizations didn't know who we were so we had to explain and they search and we said : « if we can not playing in South Africa and we come here and you don't want us to play, so where do we go? ». Finally, they realized that we were not sent by the government to make belief. So finally they let us performed in England and we went to the states for three months and we met some South Africans, Americans, you know Harry Belafonte, Stimela, great artist, Letta Mbulu, you know, all these people they came to see The Malopoets, there was Samy Junior Davis, Stevie Wonder, all these people came to see The Malopoets, we were like lost but all these people they were fighting, they were against apartheid, these people who were engaged, so this group just coming from South Africa, Malopoets. So after the tour in America I come back to France and I stay in France, actually I spent 18 years here and when Mister Mandela came out of prison that's in 1991, after I went to come home in 1992 for the first time and I came back and I started going every three years in South Africa.

So you participated in activities with ANC or other movements?

When we were here?

Yes or in South Africa?

Yes, with The Malopoets during that time but you know, I was learning, you know when we went to Durban we were very young and when I met Eugene Skeef, this guy, and Ben Langa, they were highly educated and they fought against apartheid. But, me, you know I'm coming from Hammanskraal, and us, you know you are afraid and you don't know and all... But, us, we were ready to participate, all the people who fight against apartheid. Voilà, it could be ANC, it could be the Communist party, I mean, other parties actually it's on the article I give it to you.

In France did you meet Dulcie?

Ah... I think I've seen her but I don't remember meeting, no, because actually, there was the anti-apartheid movement here were I went after but I think she, when did she died?

In 1988...

1988, that's why, because, when I came back from states I went to live in Poitiers for like 4, 5, 6, 7,8... I think I came to Paris in 1988 in fact, probably the year she died. So, 1989 I started you know there was a movement anti-apartheid were I met people working there actually I met my wife, she was also working for the anti-apartheid movement and RENAPAS, you know, but I was new and I didn't speak French so it was not easy.

Did you meet Breyten Breytenbach?

Yes, actually we met not direct because there was... I think it was 1983 too, you know there was an inauguration of place Trocadero and place Droits de l'Homme, so there they invited The Malopoets and Breytenbach, there was Desmond Tutu, there was the president, Mitterand, Mister Fabius, Manu Dibango, you know, all these people, they were there and they invited The Malopoets. I remember the askers, we're The Malopoets and come and take your photo with the president and I was like « what?! ». It was in 1983, we couldn't... us! And we went there and we had some Champagne with the president and everything. (laughs). For us it was really good moments of the struggle because there were positive things happenings so it means there was hope, you know things didn't stop. And there were people welcomed us here. And black people.. once a friend wanted to take us to go and see a band playing in Chatelet and the guys they opened the door and said « Oh no we are too busy » and our friend said « But you know these guys they are not from Paris, they are from South Africa » and he was like « What? Come in my brother » (laughs). So we realized that, and we didn't speak French and these guys they don't speak English but it's an AngloSaxon country, you knew and they know our story, I met musicians from Cameroon they new the story from Ivory Coast, they talk about our struggle so this was really amazing because we were cut off, as I told you at the beginning, for us Africa it was like people like Idi Amine or the people starving, the kids without cloth or everything. And this what sometimes I regret because in South Africa, today people they think that... you know the Zimbabweans are going to South Africa, or black people are going to South Arica, they go and steal their jobs, things like that. I say no! You would do the same because when I was in South Africa I wanted to go to Zimbabwe because things were different, there was

education and people are suffering so this is normal, instead to go to Europe they try to go to South Africa but it is small mind and education. And at the same time the Zimbabwean people they speak Zulu, same traditions, how can you say they are foreigners? You know I've got cousins in Zimbabwe because my ant was married to a guy who worked in the mines in South Africa and after when he retired he went to Zimbabwe with my ant so I got cousins. What am I gonna think tomorrow when I come here and I know my cousins got killed you know. When people are frustrated and bitter it's a scapegoat, you know, they find easy, « it's him it's because of him ». So, I wish we could think back, when we were fighting apartheid it was the hole of Africa, I went to Algeria and I realized they were organized. Miriam Makeba went to play there and talking about apartheid and panafrican festivals and during apartheid you can go and live everywhere where you wanted, we can't do it today, even if it's difficult you can't say « No, no, no ... ». Voilà. We mustn't forget and I don't think Mandela will agree on that. (laughs) You know he would find a way to makes things differently but... Voilà.

So you met Mandela?

Yes! Twice, thanks to Jacqueline Dérens. We played in Villejuif when he came with the band and after when he came to Dulcie September's flat in Arcueil. I went there to shake hand.

So you met him twice but in France?

But in France exactly (laughs), twice but in France. Amazing. (laughs)

So you told me about Bruce Clarke, you met him in France?

Yes I met him in France also, and we also do things together and he helped me a lot to put up a crowdfund for the CD that I did and he did artwork for the previous CD too. He is really a good friend.

So you told me you went to America, England... Did you go to other European countries?

Yes, I worked a lot also, but not with the Malopoets, with my band, I worked a lot in Germany. Because I have an agent in Germany so I played nearly everywhere in Germany, I know all the

towns more than South Africa. Because we went to a lot of small towns, big towns and I did the first solo CD, well the second, was produced by Deutsche Welle, it's the biggest radio station in Germany they produced the CD and after the agent produced the big band CD and we did the expo 2000 in Hanover in Germany where you went for nearly 3 weeks. So, well, Germany a lot and Switzerland, Italy, and we did the WOMAD festival, you know it's Peter Gabriel's festival, that goes everywhere so we did the WOMAD, Singapore, Sicily, Spain, England, I don't remember the others but... Around... Now less because I'm working with the Philharmonie at the moment. And I just have a new CD that came up last year so I hope I'll play more.

Do you think this cultural resistance was efficient at that time against apartheid?

I think yes, I think everything that concerns art actually, you know the writers, the art, even Gumboots dance, you know the manners use gumboots to say no to certain things that the apartheid regime was imposing, when the miners coming from Zimbabwe, not allowing them to travel to South Africa, so everything that was... not all the artists but music played an important role in fighting apartheid because you can pass a message to people you know they say « Oh yeah, this song of yours, it talks ». And people sometimes they used to come and support us because they understood what we stood for, so it played an important role I must say.

In France you were a South African, did you feel threatened at some times?

Threatened because I'm black?

No, because you're a South African and some South Africans were under surveillance or as Dulcie September had been threatened...

Yes paranoid... I remember once we were in Switzerland because one of my friends is still in Switzerland now and, there was this journalist who came to Montreux Jazz Festival because there was another group coming from South Africa playing there and he came to see us and just the next day, I remember started not behaving well and not wanted to answer his questions and I think we were more paranoid. Because sometimes you don't know but for me, we felt safe out here because Dulcie September it was after, but we felt safer but paranoid.

It's Ok for me, so if you want we can talk a little about Dulcie September?

Ok, I think Dulcie September was someone very direct, she says what she thinks and maybe she was a threat. She was a dig... Sometimes they, you know they don't eliminate people like that, they see the dangerous one or sometimes they think, « Oh this dangerous one if we kill him, it's gonna be worse, it's gonna make... ». So, it's always planned. So I think it's because she was, from what I understood, a few things that I understood, it was because she talks direct about politics, because you know politics... This side the grass is green but in the underground the grass doesn't even exist, so some hiding situations, so I think that's why they...

And they used to follow people even outside Africa, they used to follow some people.

Today in France we have a lot of places, streets, schools with her name, but in South Africa there is not a lot of things like that, why? She is not well known in South Africa?

Yes, I don't know why. But South Africa sometimes... Well, when I was there... Sometimes we take long to... Well, I don't know because I was working with a guy and he said when Miriam Makeba died : « Wow, all over the world and everything... », after they did things of course but he was saying. And the young people, some of them sings different kind of musics and they got good examples like Miriam Makeba and they don't do it. Sometimes I think it's because of the lack of information to the youth and the people. So, I don't know why and that's a good question, here you have a college etc... and in South Africa nothing you know, but I think we should raise the issue.

A specialist about South Africa told me that maybe that was because she was a woman and a colored one.

I won't say no, because these things do exist and those days too, which is a pity. Because fighting apartheid it was everyone. But the woman thing, I think we have to fight, that's why I insisting on this today in South Africa about women rights and it's there, but we have to do it practically, not just talking, because there is that thing in South Africa of this disrespect a bit. But this is kind of culturally because they grew up at home, the father is like « hum hum hum » and the women are like doing this and that, so the kids they see this and they produce this sometimes, most of the time, so I think it's education. I don't say it's not or it is but I hope... But if it's like that you won't

have the truth because it's so embarrassing but we mustn't be embarrassed we have to talk about this thing so that they don't happen. Because we are not embarrassed with but I mean not embarrassed to talk about it. And to say that « Wow, it's really bad, that was really wrong ».

Entretien avec Bruce Clarke

Bruce Clarke est un artiste plasticien né à Londres en 1959, il est issu de parents sud-africains ayant quitté l'Afrique du Sud pour des raisons politiques. Il suit d'abord un cursus aux Beaux-arts de Leeds. Puis, il s'installe en France au début des années 1990 après avoir vécu au Mexique. Son oeuvre porte sur l'histoire contemporaine, sur le monde et la représentation que l'on en fait. Il s'implique auprès du Rwanda notamment avec le projet « Rwanda : Ecrire, filmer, peindre par devoir de mémoire » ou encore les « hommes debout », un projet artistique et mémoriel. Côté sud-africain, il continue de collaborer avec l'Afrika Culturel Centre de Johannesburg.

Son engagement militant contre l'apartheid prend ses sources en Angleterre aux côtés du MAA. En France, il rejoint le RNCA un peu par hasard mais y sera très actif. Il réside en France à partir des années 1990, à la fin du régime ségrégationniste sud-africain, mais il fait plusieurs séjours en France durant les années 1980. J'ai eu son contact grâce à Jacqueline Dérens qui l'a connu via le RNCA. Cet entretien s'est fait dans son atelier à Saint Ouen le 20/04/2019.

Par rapport à mon sujet, pour commencer j'aurais aimé que vous m'expliquiez votre histoire, vos liens avec l'Afrique du Sud.

C'est assez facile, mes parents sont sud-africains. Ils ont quitté l'Afrique du Sud à la fin des années 1950, moi je suis né en Angleterre. De cette manière j'ai été bercé par l'histoire de l'Afrique

du Sud et le militantisme indirectement parce que ce sont mes parents. Donc j'ai été élevé en Angleterre, j'allais à l'école en Angleterre et j'ai côtoyé pas mal de sud-africains, bon, on ne connaît pas leur situation mais il y a toujours des gens de passage qui viennent, parce que l'Angleterre, beaucoup plus que la France était une sorte de lieu d'accueil pour les sud-africains réfugiés, les Pays Bas aussi. Quand mes parents ont débarqué, ils avaient des adresses de gens arrivés avant eux donc il y avait des petits réseaux qui se mettaient en place comme tous les réseaux de migration j'imagine, bon, même si c'est particulier. Donc oui, les amis de mes parents étaient souvent, voir exclusivement des sud-africains, des opposants qui arrivaient et voilà... Donc très tôt j'ai été sensibilisé à la question sud-africaine de l'apartheid mais sans militer parce que c'est quand j'étais au lycée et après, à la fac, que j'ai commencé à militer. Parce que bon, c'était une urgence. Une chose dont je me rends compte maintenant et peut-être qu'on ne s'en rendait pas compte à ce moment-là c'est que la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud c'était peut-être l'une des dernières luttes qui était nette et claire, blanc/noir dans un sens figuré, parce que depuis la lutte contre l'apartheid, il y a eu beaucoup d'autres causes, tout le temps il y a des causes pour lesquelles on se bat mais rien ne paraît aussi net et clair que ça, parce que bon, on peut parler de la Palestine, on peut parler de la Tchétchénie et il y aura toujours des gens d'une certaine manière qui disent : « oui t'as raison pour ça mais par contre c'est pas aussi clair que ça, parce que bon, les tchétchènes c'est les islamistes », enfin bon... Donc l'Afrique du Sud pour moi c'était une des dernières luttes où c'était bien découpé, les bons et les mauvais on pourrait dire. Mais bon ça n'a aucun intérêt de constater ça sauf dans le sens où je me rends compte que c'était plus facile de rentrer dans le jeu du militantisme, que ça soit le mouvement anti-apartheid ou l'ANC, y'avait pas de pression sociale. Parce que maintenant, je milite pour la Palestine par exemple et on voit que c'est très difficile de parler en public, c'est très difficile de faire des expos. Je connais des photographes qui ont fait des expos par exemple sur des camps de réfugiés par exemple en Cisjordanie ou ailleurs et il y a l'extrême droite juive qui débarque pour casser les expos et ça n'arrivait pas à l'époque de l'apartheid. Bon, il y avait des silences, en particulier en France. Donc j'ai commencé à militer en Angleterre où la lutte était beaucoup mieux connue. Il y avait des milliers voir des dizaines de milliers de personnes qui luttaient, qui militaient et des centaines de milliers d'autres qui soutenaient la lutte. Quand je suis arrivé en France, j'ai été étonné du fait que des gens ignoraient, disons la grande population, je ne parle pas des milieux militants sur l'Afrique. Mais la population générale ignorait la réalité de l'apartheid. Donc c'était quand même une grande différence de perception des choses. Pour donner deux ou trois exemples concrets, dès les

années 1970 en Angleterre, il y eu des campagnes de boycott contre les produits sud-africains mais qui étaient très efficaces au point où la plus grande joaillerie en Angleterre, une chaîne dans l'or et le diamant (enfin des diamants bas de gamme mais bon c'est le truc populaire). Et ils mettaient dans les vitrines des écriteaux pour dire : « nous n'utilisons pas d'or ni de diamant sud-africain ». On ne peut pas imaginer la place Vendôme faire un truc comme ça (rires). Ca montrait la pression de l'opinion publique sur les entreprises qui investissaient ou qui travaillaient d'une manière ou d'une autre en Afrique du Sud. Donc quand je suis arrivé en France je me suis rendu compte que ce n'était pas du tout la même situation. Là j'ai rencontré Jacqueline, c'était au début des années 1990 donc les choses ont changé et quand je parlais avec des copains qui étaient un peu moins politisés ou qui n'étaient pas politisés, ils me disaient « l'Afrique du Sud, c'est un pays comme les autres, le colonialisme et tout ça... ». Mais en fait tout était confus, ils plaquaient les mêmes idées parce qu'on se disait : « oui les Français ont un passé colonial donc c'est le même système », mais en fait c'est plus compliqué...

Donc vos parents ont quitté l'Afrique du Sud parce qu'ils étaient militants?

Oui, mon père était au parti communiste et ma mère, bon elle était moins militante mais elle a suivi.

Vous êtes venu en France à quelle date approximativement?

Je suis venu plusieurs fois, je suis venu, après je suis reparti mais disons autour de 1990 après je suis reparti deux ans au Mexique, après je me suis réinstallé là, mais à partir de 1990 j'étais avec Jacqueline et l'ANC en France.

Vous êtes allé en Afrique du Sud pendant l'apartheid?

Non, je vous dis, justement mon premier voyage c'était en 1990 juste après la libération de Mandela. A vrai dire c'était pour le premier congrès de l'ANC après la légalisation du parti politique en Afrique du Sud. Donc ça a du être août-septembre 1990 quelque chose comme ça.

Vous disiez que vous vous êtes engagé après le lycée, y aurait-il eu une date clé, comme les évènements de Soweto ou après cette date?

Non, en fait disons que je connaissais très bien la situation, je dis au lycée mais c'était peut-être au collège, quand j'avais 15/16 ans, quand j'étais de l'âge de commencer à militer, parce que je pense qu'à 12/13 ans même si on milite on ne prend pas au sérieux. (rires)

Donc j'étais membre du Mouvement Anti-Apartheid en Angleterre, déjà au lycée et après, à la fac. Mais ce n'était pas du grand militantisme non plus, ce que ça signifie c'était de faire des manifs, de faire signer des pétitions, de temps en temps créer des lettres, assister à des réunions publiques, c'était pas un truc à plein temps non plus, mais bon c'était pour une bonne cause.

Pourquoi décidez-vous de venir en France dans les années 1990? Sur ces questions-là ou pas du tout?

Non, non, non, ça n'a absolument rien à voir, c'était parce que je me suis rendu compte que la Grande Bretagne était une île (rires). Elle le sera encore d'ici quelques mois (rires). Je ne me sentais pas mal à l'aise en Angleterre, mais je sentais que le monde était plus grand, voilà, j'ai passé un peu de temps au Mexique aussi, enfin 3/4 ans en tout, oui, je voulais bouger. Après je me suis rendu compte que pour les arts plastiques le Mexique c'était pas forcément le pays... En plus j'avais pas les papiers, il fallait que je traverse la frontière côté américain pour avoir un nouveau tampon sur le passeport enfin bon... Donc c'était un peu précaire, bon toute relativité gardée, c'est pas comme les migrants d'une autre couleur de peau. Après je suis rentré, quand j'ai décidé de rentrer en Europe, je me suis dit : « quand même j'ai des copains à Paris, Paris c'est plus intéressant que le reste... » d'après moi, c'était pas forcément plus intéressant que Londres, c'était pas une décision comme ça et c'était aussi, je me suis dit je vais passer 6 mois/ 1 an là et je vais voir. Donc oui je suis retourné un peu au Mexique, après je suis retourné ici.

Donc rien de politique?

Non, rien de politique.

Du coup quand vous arrivez en France vous vous engagez dans les mouvements anti-apartheid?

Oui, avec Jacqueline, ça aurait pu être avec le Mouvement Anti-Apartheid, je suis content que ça ait été avec Jacqueline et le RNCA parce qu'après je me suis rendu compte de cette scission au niveau du mouvement en France, mais je pense que quand je suis arrivé j'ai dû chercher dans le bottin (rires) pour voir et après oui, j'ai dû appeler, on a discuté et voilà. C'est comme ça que ça s'est passé.

Vos activités avec le RNCA étaient de quelle nature? Vous faisiez des pétitions?

Oui, des pétitions, des réunions publiques. On travaillait... parce que parfois je le faisais avec le RNCA, parfois c'était seul, mais je connaissais les gens de l'ANC, on faisait des traductions de document, un petit peu de secrétariat grosso modo. Oui, donc on accueillait des délégations, je ne sais pas, des individus sud-africains, qui venaient d'ailleurs, j'étais avec Jacqueline pour ça. Il y a des manifs qu'on a organisées, des réunions publiques, des expos, tout ce qui est militantisme pour toute sorte de causes. Pas mal de traduction justement parce que c'était anglophone et même le représentant de l'ANC à Paris ne parlait pas français ou très peu...

Tout ça était donc après 1990?

Oui, après 1990 même si j'avais croisé Jacqueline avant 1990, vers 1989 parce que j'ai fait plusieurs séjours en France avant de m'installer mais c'était essentiellement avec l'ouverture de l'Afrique du Sud.

Donc vous n'avez jamais rencontré Dulcie September?

Non, mais j'étais là pour les funérailles parce que j'étais de passage à Paris.

J'aimerais aussi parler du lien entre l'art et le militantisme. Avez-vous travaillé à cette époque, quand vous étiez dans le RNCA, avec des projets artistiques?

Oui mais je dois dire que ce n'était pas très sérieux... dans le sens que bon, mon style n'était pas... c'était pas d'une maturité totale. Et toujours on hésitait, enfin j'hésitais plutôt entre une sorte d'oeuvre artistique coup de poing qui relevait plus de propagande que d'autre chose donc c'était pas très subtile ce qu'on faisait. Mais je faisais des affiches, je pense que je dois en avoir quelque part, des choses comme ça mais c'était pas... Je ne dirai pas que j'en suis pas fière mais c'était pas des choses qui vont rester.

J'avais vu quelque part dans les années 1980 vous aviez été initiateur d'une campagne nommée « artistes du monde contre l'apartheid »

Non, pas du tout, c'est ce qui a été écrit dans l'Huma une fois et je les ai engueulé. En plus, une fois je parlai au journaliste qui a écrit le truc et elle s'est excusée en disant que c'était pas elle qui avait fait le chapeau. C'est juste un chapeau, j'ai même appelé Pignon-Ernest qui était à l'initiative, il m'a dit « je suis désolé, mais bon ne t'inquiète pas, c'est pas grave... ». Mais j'ai été associé pour le musée contre l'apartheid pour le rapatriement en Afrique du Sud parce que je connaissais bien Pignon-Ernest qui était lié avec le RNCA et aussi comme c'est un artiste on s'est croisé plusieurs fois, après on est devenu amis. Donc en 1995, je pense, parce que l'objectif de ce musée contre l'apartheid était d'être le noyau du premier musée d'art contemporain de l'Afrique du Sud démocratique donc, après les élections de 1994 on a commencé des démarches pour le renvoyer en Afrique du Sud. Donc maintenant le musée est en Afrique du Sud. Il y avait un certain nombre d'artistes lié à cette expo, dont Jacques Derrida, le philosophe qui avait écrit l'introduction, d'autres écrivains, artistes. C'était parrainé par l'UNESCO.

Cette expo a fait le tour du monde deux fois, il y a eu je ne sais pas combien de lieux exposés.

Avez-vous rencontré d'autres exilés? J'ai rencontré Sam Tshabalala qui m'a dit qu'il vous connaissait bien, que vous aviez travaillé ensemble. Avez-vous rencontré Breyten Breytenbach?

Je l'ai croisé deux ou trois fois, mais je ne le connais pas bien. Je l'ai croisé plutôt dans des trucs littéraires, de livres... mais je ne le connais pas bien...

Avez-vous d'autres noms de sud-africains exilés?

Beaucoup sont rentrés...

Même s'ils étaient là à l'époque, mais rentrés maintenant...

J'ai oublié les noms... Il y avait beaucoup de gens de passage en fait, qui partaient, qui venaient... Même Thabo Mbeki je l'ai rencontré plusieurs fois ici. Bon il y avait les gens qui travaillaient autour du bureau de l'ANC qui ne sont plus là. Enfin même qui sont décédés actuellement. Enfin bon il n'y a personne de réellement intéressant, enfin si, les gens comme Thabo Mbeki, c'est intéressant mais bon là c'est l'anecdote. Mandela aussi on l'a croisé mais bon (rires).

Vos rapports avec l'ANC était comment, vous vous êtes engagé avec le RNCA et vous travailliez conjointement avec l'ANC?

Oui, mais c'est après coup que je me suis rendu compte que c'était plus compliqué que ça. Parce que pour moi, comme je le disais au début, c'était noir et blanc, bon et mauvais mais après on s'est rendu compte que l'ANC était assez infiltré par des agents sud-africains, y compris l'un des derniers, l'avant dernier représentant de l'ANC.

Solly Smith?

Oui, il a été assassiné en Afrique du Sud, empoisonné puisqu'il travaillait pour les services secrets sud-africains depuis Londres. Donc bon on s'est rendu compte de ça après. C'est après coup qu'on se rend compte que les choses n'étaient pas assez claires. Après c'est Jacqueline et son mari Pierre qui m'ont dit « Mais tu sais, on pensait que tu étais espion sud-africain aussi ». J'ai dit : « oui mais bon tout le monde était espion »... Elle m'a dit « oui, parce qu'on soupçonnait beaucoup de gens ». Parce que dans la communauté blanche sud-africaine à Paris on ne savait pas trop qui étaient les gens et justement comme je disais, j'ai cherché dans le bottin l'adresse, donc ils ne savaient pas d'où je sortais. Mais il y avait beaucoup de soupçons dans les milieux, surtout à cette époque-là, au début de la transition. Mais c'est vraiment après 1994 qu'on s'est rendu compte de ça. Enfin le niveau de soupçon aussi quand les histoires sur Solly Smith et d'autres personnes sont sorties.

En parlant de ça, en tant que blanc en contact avec l'ANC vous aviez une position particulière, un peu différente ou tendue ou non?

Non, parce que l'ANC a toujours été non racial et donc je n'ai senti aucune tension, rien et c'est à cette époque où tout était clair.

En tant qu'artiste, est-ce que vous pensez que la résistance culturelle contre l'apartheid a eu un réel impact?

Oui, enfin je parle dans un sens large, je ne parle pas des peintres ou des écrivains individuels. Ça a eu un impact pour sensibiliser les gens, des publics différents partout dans le monde. Le boycott culturel aussi. Il a eu un très grand impact, boycott culturel et sportif bien sûr mais à cette époque là, on parle de quand j'étais à la fac, dans les années 1980, parce que les gens comme Johnny Clegg, Miriam Makeba, Hugh Masekela c'était des gens hyper connus, les écrivains moins mais bon, André Brink, Breytenbach, Nadine Gordimer étaient assez connus quand même, Nadine Gordimer a eu le prix Nobel je pense fin des années 1980 ou peut-être 1990, enfin je ne sais plus. Surtout dans les pays anglophones, un peu moins en France, mais quand même pas mal en France, ils étaient très lus ces écrivains donc je ne dirais pas forcément que les expositions changeaient les choses mais c'était un

complément à la fois dans la sensibilisation mais aussi, c'est une petite anecdote, mais en 1988 il y eu d'organiser un festival nommé CASA au Botswana organisé par l'ANC, accueillant des artistes exilés ou non. Parce que le Botswana est vraiment à côté de l'Afrique du Sud. Les autorités sud-africaines ont lancé un raid avec des bombardements, censés viser les positions stratégiques de l'ANC mais situées dans des quartiers résidentiels. Après les bombardements, ils ont fait un raid à pied pour voir les dégâts et ils ont diffusé les images à la télé sud-africaine. Dans une maison ils ont montré des affiches à la télé et ont dit, c'est ici que résidaient les organisateurs, tout ça parce qu'ils avaient trouvé une affiche à cet endroit... Il faut savoir qu'une des personnes tuées dans ce raid est l'homme qui avait créé le logo de l'ANC.

Enfin bon, tout ça pour dire que le gouvernement sud-africain, pour agir comme ça lors d'un festival, sentait que la résistance culturelle était importante.

Pour parler un peu de Dulcie September, à votre avis, pourquoi a-t-elle été une cible du régime?

Je ne sais pas, je n'en sais pas plus que ce que j'ai pu lire, pour cela vous devriez plutôt demander à Jacqueline.

Je pense que peut être c'est parce qu'elle s'intéressait aux engagements nucléaires... Il y a aussi le fait de la situation, je ne sais pas si vous êtes déjà allée rue des petites écuries mais c'était vraiment accessible. L'hypothèse de la cible facile peut en être une. Il y a eu des plus ou moins mauvaises raisons pour la tuer. J'en sais beaucoup moins que Jacqueline...

Elle n'est vraiment pas honorée ou mise en valeur en Afrique du Sud, vous pensez que c'est dû à quoi, selon vous?

Elle est quand même un peu mise en valeur. Elle est reconnue dans l'histoire de la lutte et de l'ANC. Ça peut être le fait qu'elle n'était pas une pure et dure de l'ANC comme elle a gravité dans d'autres mouvances panafricanistes ou qui n'étaient pas de la même ligne politique que l'ANC, elle avait une grande gueule, peut-être que les gens ne l'aimaient pas, enfin il y avait plein de trucs... Une

chose, si elle avait été assassinée puisqu'elle avait connaissance des échanges nucléaires entre la France et l'Afrique du Sud, ça aurait pu faire partie d'une sorte de deal entre l'ANC et la France pour qu'ils fassent profil bas sur les enquêtes. Parce que, bon, il y a eu des coopérations de nucléaire civil avec l'Afrique du Sud après la fin de l'apartheid mais... Là aussi on se rend compte que les choses n'étaient pas claires... Parce que l'ANC était infiltré mais l'ANC savait qu'il allait arriver au pouvoir donc il savait qu'il fallait qu'il commence à lier des alliances à l'étranger, donc là on parle de la fin des années 1980 ou même avant mais surtout la fin des années 1980. Et pour les alliances, c'était du donnant-donnant. Par exemple si le camp français dit : « dans deux ans, dans cinq ans on est au pouvoir, qu'est-ce que vous nous apportez? », « on peut investir là-dedans, là-dedans... ». C'est du donnant-donnant. Bon la France était et ça l'est toujours, l'une des plus grandes exportatrices d'armement et l'Afrique du Sud démocratique avait besoin d'armement et les armes sont toujours liées au nucléaire... Il y a aussi eu un autre phénomène, c'est le butin de la lutte, beaucoup de gens qui avaient lutté, j'allais dire Zuma, Jacob Zuma c'est le stéréotype de ça, il s'est dit : « j'ai passé 20 ans dans la boue, en clandestinité, ou peut-être 30 ans, maintenant je veux un peu de retour » (rires). Je pense qu'avec les contrats d'armements et autre, tout ce qui est contrat de BTP, armement, tout ça, il y a eu beaucoup de sous qui passaient de mains en mains de valise en valise et donc, ils ont demandé à l'ANC des choses en échange de ça... Mais bon là c'est plus de la spéculation, des hypothèses. Vraisemblablement c'est vrai, mais on ne connaît pas du tout les détails de ça. Parce que ce qui est vrai autour de Dulcie, on connaît les noms de certaines des personnes qui étaient dans le commando qui l'a assassinée, qui étaient liés à l'extrême droite en France, Bob Denard, des réseaux des Comores, qui, comme disait Bob Denard dans son bouquin, c'est les mercenaires de la République, on ne sait pas quel casque il portait pour tirer à ce moment-là. Donc jusqu'à quelques années ou même toujours ça impliquait un certain nombre d'hommes ou femmes politiques qui sont toujours en vie ou en même en fonction en France.

Je fais une comparaison avec le Rwanda, grosso modo c'est pour ça que Macron n'est pas allé au Rwanda le 7 avril, il voulait y aller, mais il a eu des pressions des lobbys militaires, des anciens mitterrandistes pour qu'il n'y aille pas, lui seul il ne peut pas résoudre le problème. Je ne le soutiens pas du tout, mais il a fait de bons pas en avant pour une réconciliation. Mais il subit des lobbys des hommes politiques et des lobbys militaires pour l'empêcher de tourner la page totalement. Ça doit exister dans tous les domaines mais bon l'Afrique du Sud et le Rwanda c'était à peu près les mêmes dates 1994... Entre 1990-94 le Rwanda est descendu en enfer et l'Afrique du Sud est montée. Mais

souvent c'est les mêmes réseaux, les mêmes personnes pour des raisons différentes. Quand on creuse, enfin on ne peut pas creuser, on sait qu'il y a des choses occultes et des secrets qui sont gardés qu'on connaîtra peut-être dans 50 ans, mais pas tout de suite.

En parlant du Rwanda est-ce qu'à l'époque où vous militiez contre l'apartheid, il y avait des liens avec d'autres causes au même moment ?

Oui alors en particulier le Rwanda parce que c'était quand même des luttes très semblables, parce que c'est là, au début des années 1990 que je me suis rendu compte que la situation au Rwanda, pré-génocidaire ou disons le régime au Rwanda était un régime semblable au régime de l'apartheid en Afrique du Sud mais bon, tout le monde était noir au Rwanda, mais il y avait une ségrégation entre guillemet ethnique, la persécution contre une partie de la population qui, bon, le résultat n'était pas le même parce qu'il y a eu le génocide au Rwanda, mais les structures étatiques étaient très semblables. Aussi il y avait beaucoup de coopération entre le régime génocidaire et le régime de l'apartheid y compris jusqu'à la fin. Je ne sais pas si vous suivez de très près les histoires du Rwanda, mais il y a une association dont je fais partie qui a porté plainte contre la BNP Paribas pour complicité de génocide puisqu'ils finançaient les livraisons d'armes au régime génocidaire après le boycott des Nations Unies contre l'armement du régime génocidaire et qui a continué jusqu'aux mois de juillet/août/septembre 1994, deux ou trois mois après le génocide. Donc c'était le financement d'armes et quand même il y a eu une plainte portée contre la BNP Paribas, c'est la seule banque qui voulait le faire, et c'était fait en particulier avec Barril, une sorte de Bob Denard. Son prénom c'est Paul, Paul Barril, il faut noter son nom parce qu'il a été impliqué en Afrique du Sud. Justement je parlais avec un journaliste l'autre jour, juste une petite digression parce qu'on parlait de Benalla, je dis : « bah oui, Benalla c'est le petit Paul Barril de Macron » (rires)

En ce qui me concerne là, c'était l'intermédiaire avec les marchands d'armes sud-africains « ELHESS » qui fournissait des armes avec des crédits de la BNP Paribas au régime génocidaire et là on parle de l'été 1994, juin/juillet/août 1994 et bon, c'était tout un réseau, les armes passaient par les Seychelles, qui étaient livrées à Goma aux arrières pour réarmer les génocidaires. C'est BNP Paribas qui honorait les transactions financières là-dedans et les autorités sud-africaines, les trafiquants d'armes ou les ex-militaires qui avaient les clés puisqu'ils étaient déjà dans les réseaux de soutien au régime génocidaire. Donc les choses sont liées, mais pour revenir exactement à la question, c'est dans

les associations africaines, africanistes qui luttait contre l'apartheid que j'ai rencontré les premiers Rwandais qui m'ont sensibilisé à la question et aussi, au-delà des réalités politiques, ça m'a donné une autre vision de ce que c'est que le racisme. Parce que le racisme en Afrique du Sud c'est évident, « blanc-noir ». Mais après quand on parle du régime génocidaire rwandais comme régime raciste, j'avais du mal, je me disais : « oui mais tout le monde est noir ». Mais bon il est évident que le racisme n'est pas une différence de couleur, pas forcément une différence de couleur. C'est la stigmatisation de l'autre, voilà. Pour les Juifs on met une étoile jaune, dans les années 1930s en Allemagne puisque les Juifs étaient de même couleur que les Allemands, grosso-modo. Mais on est raciste contre les Juifs de même qu'on est raciste contre les Tutsi et si on voit pas la différence on colle une différence littéralement. Donc les Juifs une étoile jaune, les rwandais avaient une carte d'identité soi-disant ethnique, donc on mettait « tutsi » pour pouvoir les tuer aux barricades, pour savoir parce qu'il n'y avait pas de différence physique. Bon, les Noirs en Afrique du Sud, on voyait qu'ils étaient noirs.

Dans les années 1980, avant la fin de l'apartheid, y avait-il des liens avec d'autres causes?

Personnellement?

Oui, ou dans les associations...

Oui, un peu, il y avait un peu la Palestine, mais à cette époque-là c'était ... C'est-à-dire que moi je ne voulais pas penser que je militais seulement pour l'Afrique du Sud puisque j'ai des liens familiaux ou quelque chose mais pour moi c'était une question de voir les bonnes causes dans le monde, mais je n'étais pas très impliqué, enfin avec l'Afrique du Sud si et le Rwanda après beaucoup. Mais je m'intéressais au monde dans lequel je vivais, mais ce n'était pas de gros engagements. Mais en même temps une cause menait à une autre cause. L'Afrique du Sud menait au Rwanda et à beaucoup d'autres pays en Afrique de toutes façons. Y compris la guerre du Biafra.

Une petite digression parce que je ne sais pas si vous connaissez la guerre du Biafra. Donc c'était en 1967, le Biafra c'est une province du Nigéria qui essaye de faire sécession et c'est une

province avec le pétrole et tout ça et grosso-modo, ces sécessionnistes qui luttèrent contre le gouvernement central et vice et versa bien sûr. Le Biafra s'est retrouvé en très mauvais état, entouré par les troupes nigérianes. C'est très lié à l'histoire française après, vous allez voir comment. Au même moment, De Gaulle qui était au pouvoir vers 1967-68 soutenait la cause biafraise parce qu'il voulait casser le Nigéria qui était le grand pays anglophone en Afrique, le plus peuplé, qui avait du pétrole. Donc c'était un pays rival de la France Afrique. Donc il cherchait une manière pour soutenir le Biafra. Une de ces manières qu'on connaît très bien maintenant, c'est d'inventer l'humanitaire, l'humanitaire était inventé. On balançait Kouchner dans ce truc-là et Kouchner a inventé Médecin Sans Frontières spécifiquement autour du Biafra. Et, parce que l'humanitaire n'est pas gratuit bien sûr, il faut fournir des armes aussi, donc il fallait trouver une manière de fournir des armes au mouvement sécessionniste biafrais. Et quoi de mieux que les avions de la Croix Rouge, de MSF qui envoyaient des médicaments alors pourquoi pas un petit peu d'armes pour alimenter la guerre. Mais le problème qui s'est posé parce que le Nigéria dans l'ensemble, avant la guerre du Biafra, pays anglophone donc il y avait des liens avec la Grande-Bretagne, donc qui achetait des armes à la Grande-Bretagne, avant, qui n'étaient pas du même calibre que les armes françaises. Donc question : comment on fait pour les munitions? Donc, la France se dit qu'il faut résoudre ce problème-là, on ne peut pas leur donner nos armes, il faut leur donner des armes d'origine britannique, où est-ce qu'on peut les trouver? Ah bah tiens, il y a le pays de l'Afrique du Sud qui est un peu au ban des nations. On va faire un deal avec l'Afrique du Sud. Donc l'Afrique du Sud fournissait des armes aux Français qui donnaient aux Biafrais, l'échange était que la France fournisse la technologie nucléaire à l'Afrique du Sud. Donc là c'est net et clair comment ça s'est passé. Civil et après militaire. Donc, voilà, là c'est l'origine du lien entre la France et l'Afrique du Sud, la guerre du Biafra, parce qu'il fallait un lien fort. Et cette relation forte est restée dans la coopération en particulier militaire, nucléaire.

Donc voilà je disais ça parce que ça a ouvert une vision plus globale sur toutes les luttes en Afrique, donc il y a le Biafra, Mozambique, Angola et tout ça qui sont impliqués avec la lutte contre l'apartheid.

Entretien Randolph Arendse le 11/12/2019 (Lausanne)

Randolph Arendse est le frère du mari de Stéphanie, la soeur de Dulcie September. Il a aussi été son voisin au Cap pendant quelques années. Il la connaît dans un premier temps de vue, puis, il est un de ses contacts, un repère familial lorsque Dulcie September s'exil en Europe. Son contact m'a été donné par Nicola Arendse, fille de Stéphanie, elle était venue à Arcueil avec son frère pour se recueillir sur les lieux qui ont marqué les derniers instants de la vie de sa tante. Reçue par la mairie, j'ai été conviée à les accompagner se recueillir sur la plaque posée en l'honneur de Dulcie September à Arcueil. Nous avons alors pu échanger. Randolph vit aujourd'hui en Suisse. Nous nous rencontrons chez lui à Lausanne.

Bonjour, pour commencer, vous m'avez dit que votre frère était marié à Stéphanie, c'est cela?

Oui, à Stéphanie, la soeur de Dulcie.

Ensuite, j'aurais aimé avoir quelques mots sur votre histoire personnelle, à quelle date vous étiez en Afrique du Sud et quand l'aviez-vous quitté?

Je suis né en 1939 et j'ai fait mes études au Cap, j'ai terminé en 1956 après j'ai étudié comme bibliothécaire (je raccourcis). Après j'ai travaillé pendant quelques années et j'ai été inscrit dans un séminaire catholique pour devenir prêtre. Donc j'ai quitté l'Afrique du Sud parce qu'en Afrique du Sud on était très peu de métis pour étudier pour la prêtrise catholique donc on nous a envoyé à Rome. Alors j'ai quitté l'Afrique du Sud en 1962 pour aller étudier à Rome à l'université internationale pour les futurs missionnaires. On était 400/500 étudiants

qui venaient de partout dans le monde donc pour moi c'était une découverte de voir tous ces gens de couleurs différentes pour être normalement, socialement intégré. Finalement le programme était d'étudier 3 ans de philosophie pour finir avec une licence de philo suivi de 4 ans de programme de théologie. Après 3 ans je me suis dit que ce n'était pas pour moi. Et vu qu'en Afrique du Sud il y avait cette montée de l'apartheid dans les années 1965, Nelson Mandela était en prison et tout ça... J'ai décidé de trouver une bourse en Europe avec l'idée de pouvoir rentrer avec une bourse européenne qui aurait une valeur plus grande que la formation dans les universités métis sud-africaines. Parce qu'ils ont aussi introduit des universités métis mais avec un niveau d'éducation très très bas. Alors je me suis dit : « je reste ici, je trouve une bourse ». Alors je suis arrivé à Fribourg, une université catholique et on m'a donné une bourse pour étudier la psychologie, ce que j'ai fait.

Alors j'ai fini en 1971/72 et finalement j'ai travaillé comme psychologue toutes les années à des postes différents dans un hôpital psychiatrique. Et un moment donné je suis arrivé à Lausanne pour changer de poste et j'ai travaillé dans une section universitaire pour enfants et adolescents, des consultations. Alors là j'ai travaillé pendant 4 ans et après j'étais fatigué de faire que de la psychologie tel que ça existait à l'époque. Il fallait faire de tests, écrire et puis j'ai dit « non, je ne vais pas faire ça toute ma vie ». À l'époque il y avait tout un mouvement de psychiatrie. On était dans le domaine de la psychiatrie, on dit « psychologue clinicien ». C'était l'époque où il y avait toute une contestation sur le monde psychiatrique tel qu'il existait depuis des siècles. Il y avait un mouvement de thérapie de famille avec tout ça dans les années 1970 et je suis rentré là-dedans. Finalement j'ai dit je laisse tomber ce truc là très individuel de psychologue avec une personne en notant ce qu'il dit pour faire un diagnostic. J'avais pas envie de devenir psychologue pour traiter les autres, dans une dualité dans un cabinet... Je trouvais qu'il y avait autre chose à faire. J'ai suivi ce mouvement là, après il fallait quand même travailler, ce que j'ai trouvé le plus près de mes ambitions c'était dans l'éducation spécialisée pour les handicapés donc j'ai fait ça. Je trouvais ça bien parce que c'est un travail d'équipe. Mais il y avait aussi des limitations avec les adultes handicapés, on peut penser que ça bouge au niveau du développement mais ça bouge très peu donc pour moi c'était pas satisfaisant. Alors j'ai changé de poste (toujours dans l'éducation spécialisée). Il y avait une institution qui avait la renommée de s'occuper des jeunes filles en difficulté, après

des abus sexuels, prostitution, abus intra-familiaux et tout ça... J'ai dit bon et bien je vais essayer mais il y avait la réputation que c'était très dur. Je me suis dit que c'était un défi pour moi et on m'a accepté. Je suis resté 5 ans là, il y avait 15 filles, c'était un internat et 24h/24 toute l'année donc il fallait tout le temps être là. C'était dur, il fallait cadrer les choses et je n'étais pas satisfait de cette façon de faire et il y avait un poste de directeur d'une autre institution semblable avec des jeunes filles en difficulté qui était fondée à peu près en même temps dans les années 1970 et la directrice allait prendre sa retraite, j'ai postulé et on m'a accepté. J'ai terminé ma carrière professionnelle comme directeur de cette institution. J'ai fini en 2005.

Quand vous étiez en Afrique du Sud ou ensuite en Suisse avez-vous pris part à la lutte contre l'apartheid?

En Afrique du Sud le premier but était dans la bibliothèque²⁰¹. A l'époque non, mon père était très engagé dans la lutte anti-apartheid mais au niveau officiel. Il y avait une opposition officielle au gouvernement, il faisait parti de ça. En venant ici en Suisse j'habitais à Fribourg et il y avait une association ici à Lausanne pour la lutte pour la libération des pays de l'Afrique du Sud, c'est-à-dire Mozambique, Angola, Zimbabwe, Namibie, Afrique du Sud et tout ça... Donc je me suis intégré à ce groupe là qui par la suite est devenu uniquement anti-apartheid parce que les autres étaient libérés un petit peu au fil des années et en 1981 je crois il y avait que l'Afrique du Sud qui était encore territoire blanc alors là on a fait en sorte de faire un brainstorming et j'étais pour qu'on soutienne l'ANC comme mouvement anti-apartheid parce qu'en Suisse il y avait un Mouvement Anti-apartheid et puisque la Suisse est très régionale, nous on l'appelait le « comité anti-apartheid Vaux » du canton de Vaux parce que le mouvement MAAS était le Mouvement Anti-Apartheid Suisse donc il y avait toutes les cellules en Suisse qui s'appellent « Mouvement Anti-apartheid » et nous on voulait être différents. C'était « Comité Anti-Apartheid Vaux » mais on était affilié à un mouvement plus grand.

²⁰¹ Il m'avait d'abord expliqué hors enregistrement qu'il avait été bibliothécaire au Cap.

Vous étiez affiliés à l'ANC?

Non, non, on soutenait l'ANC mais on luttait contre l'apartheid avec une vision ANC parce qu'il y avait beaucoup d'autres possibilités, on pouvait s'allier avec les églises qui luttait aussi contre l'apartheid. On pouvait aussi s'aligner avec le PAC qui était l'autre mouvement anti-apartheid. On voulait viser l'ANC comme partenaire idéologique.

Ensuite je voudrais vous parler de Dulcie plus personnellement, vous l'avez connu car elle était votre voisine, je voulais savoir précisément à partir de quand vous l'avez connu.

Nous avons déménagé dans la rue qui s'appelle Saint John's Road, à peu près en 1954. En face de nous il y avait ce directeur d'école qui était le père de Dulcie et il y avait ces deux jeunes femmes qui étaient là aussi. Dulcie et Stéphanie et moi disons, j'avais 14 ans donc c'est des femmes qui avaient 5/7 ans de plus que moi, quelque chose comme ça. Et je voyais que les deux étaient institutrices donc je les voyais partir le matin et puis moi je prenais mon vélo pour partir à l'école, on savait que c'était des institutrices comme le père qui était instituteur. C'est comme ça qu'on s'est connu mais moi je n'ai pas eu beaucoup d'interactions avec elle en soi parce que comme je disais avant, j'ai quitté l'Afrique du Sud en 1962 et comme ado j'avais d'autres intérêts que m'associer avec les voisines d'en face. J'avais mon équipe de football, de cricket, je vivais ma vie. Mais comme mon père était très impliqué au niveau politique, au Parti Communiste, à l'époque, qui était interdit par la suite, donc dans les années 1960, fin 1958. Donc on savait que Dulcie était impliquée dans les choses qu'il ne fallait pas faire politiquement mais vu que c'était dangereux en Afrique du Sud de dire : « je sais ce que l'autre fait », c'était mieux de ne pas savoir ce qu'elle faisait. On savait qu'il y avait ce type de complicités avec des militants, qu'elle était engagée dans quelque chose qui était peut être interdit mais on ne savait pas quoi. Si jamais on était interpellé, on ne sait pas... C'est des choses qu'on apprend comme ça sur la dictature. Je la connaissais comme ça et je ne sais plus en quelle année elle a été mise en prison mais je n'ai pas eu vraiment de contact avec elle à ce moment là.

J'ai quitté en 1962 et je crois que j'ai appris qu'elle était en prison par la suite.

Est-ce que vous vous rendiez compte des relations qu'elle avait avec son père, sa soeur, sa mère, si c'était tendu?

J'ai appris ça par la suite...

Vous l'avez ensuite revue lorsqu'elle était à Londres ?

Entre temps moi j'étais à Rome, je suis venu en Suisse. J'ai fini mon diplôme de psychologue en 1971/1972. J'ai été impliqué dans le mouvement anti-apartheid... Les dates sont un peu difficiles... Mon frère et Stéphanie sont venus ici à Rome et ils sont passés en Suisse pour me visiter en 1979 et je crois que c'est là que j'ai eu l'adresse de Dulcie à Londres. Parce qu'avant je ne savais pas puis j'ai appris un peu de son histoire avec Stéphanie.

Vu que j'avais son adresse, je ne sais plus si je lui ai écrit, à l'époque il n'y avait pas de téléphone portable... Je lui ai demandé si je pouvais venir avec ma femme Francine, venir la visiter, passer quelques temps avec elle et connaître un petit peu tout ce mouvement anti-apartheid à Londres. Parce qu'ici en Suisse à l'époque on était encore périphérique dans le mouvement anti-apartheid, c'est dans les années 1980 que c'est devenu un peu plus impliqué. Alors on est allé à Londres pour les fêtes de fin d'année, on est resté chez elle pendant un long week end ou 5/6 jours quelque chose comme ça. Il y avait cette grande fête du Mouvement Anti-Apartheid à Londres où tous les sud-africains réfugiés, militants ou autres faisaient la fête. Mais on était aussi inconscient parce que il pouvait y avoir des espions parmi nous! Bon, tout s'est bien passé et on a passé des heures et des heures comme ça sur le tapis chez elle en buvant du cognac pour discuter sur le mouvement anti-apartheid et son rôle à elle. Elle a expliqué en bref, c'est une femme qui n'est jamais rentrée en détails sur ce qu'elle faisait, par respect du secret, elle était clandestine en Afrique du Sud donc il ne fallait pas tout dire. Mais on avait une confiance comme ça. Ça c'était une période très intime avec elle. Oui, Londres c'est Londres en hiver, il faisait froid, elle habitait un appartement qui avait des balcons et quand le vent soufflait on aurait dit que ça traversait l'appartement... Mais bref on

a bien aimé ça. Et je saute un peu les années. Nous, ici en Suisse, actif dans les années 1980, on était très militant pour l'ANC et Dulcie a été nommée en 1985 je crois comme représentante de l'ANC à Paris, donc France, Suisse et

Luxembourg. Ça c'était son territoire de prédilection. Elle faisait des visites ici en Suisse et quand elle est venue en Suisse là j'ai repris contact avec elle. Je suis allé la voir à la gare quand elle est arrivée et elle m'a dit en afrikaans : « Ah mais qu'est-ce que tu fais ici, tu devrais être à la maison pour militer ! ».

Je reviens juste sur la période où vous l'avez vu à Londres et où elle vous a parlé de ses activités dans le Mouvement Anti-Apartheid. Vous vous souvenez de ce qu'elle vous a dit? Ce qu'elle y faisait, quelles étaient ses activités...

J'ai appris ça par la suite, ici à la maison, là. C'est toujours des re-contacts avec elle. On a suivi en filigrane son parcours et quand elle est venue en Suisse pour donner des conférences et tout ça, j'étais là dans l'audience et je suivais ce qu'elle disait donc j'étais très informé sur ce qu'elle faisait. Et puis son rôle dans l'ANC qui était important parce que c'était une femme et elle était quand même promue dans une association qui était assez macho à l'époque donc elle a lutté contre tout ça. Et puis, pour moi, elle faisait partie de ma famille donc c'était normal qu'à un moment, je ne sais plus quand, elle a dit « il faudrait que je fasse une pause quelque part ». Eh bien j'ai dit : « viens à la maison ! Comme ça à Noël tu es avec la famille. » et tout ça... et on va vivre un peu en dehors de tous ces remous qu'il y a à Paris. Parce que c'était devenu, je n'ai pas compris sur le moment, mais c'était devenu stressant pour elle en sachant qu'elle était suivie, trackée et tout ça ... **Elle vous l'a dit tout cela?**

Non, elle était très secrète à ce niveau là. Elle n'a pas dit ça mais petit à petit j'ai compris qu'il ne fallait pas trop demander de choses comme ça elle était protégée et nous aussi.

Au niveau de son état d'esprit vous trouvez qu'elle avait changé entre l'époque où vous l'aviez vu à Londres et l'époque où vous l'aviez revu en Suisse?

Dulcie était toujours toute droite comme ça. Donc changée, non, je crois qu'elle était devenue plus mature dans ses convictions politiques et elle s'était alignée avec l'ANC parce qu'avant elle était sur une autre ligne anti-apartheid avec les instituteurs du Cap qui étaient plutôt des Trotskyistes je crois. Voilà, Dulcie était toujours très droite sur ce qu'elle disait et elle croyait et puis voilà...

D'accord donc elle ne vous a pas parlé du fait qu'elle se sentait mieux à Londres qu'à Paris ?

Non, non, non, elle était comme un missionnaire. Elle allait où on l'envoyait et puis elle faisait le même boulot que ce soit à Londres ou ailleurs. D'ailleurs, bon c'est un à côté mais il y a quelques années il y avait l'ambassadeur sud-africain ici en Suisse avec qui on est devenu ami. Il m'a dit qu'il conduisait Nelson Mandela à Londres parce qu'il était aussi à Londres et, il a connu Dulcie. Il disait que c'était une femme tu discutais pas deux fois la même chose avec elle.

Elle a été nommée représentante de l'ANC pour la France, la Suisse et le Luxembourg, je voulais savoir quelles étaient ses activités en Suisse et pourquoi elle a été placée à Paris plutôt qu'en Suisse, c'est parce que le réseau était plus important à Paris?

Je crois oui, effectivement. Ils n'avaient pas de représentant à Paris je crois et puis il fallait avoir un rayonnement qui était important au niveau des militantismes, en Suisse c'était pas très fort alors qu'à Paris il y avait le Parti Communiste qui était très très fort et vu que l'ANC était allié du Parti Communiste, par camaraderie depuis des années et par inspiration idéologique aussi. Je crois qu'ils ont décidé que Paris avait un rayonnement plus important qu'ici en Suisse qui était la citadelle du capitalisme. Donc c'était beaucoup plus adéquat d'être dans un pays où il y avait plus de liberté idéologique pour s'exprimer.

Et puis de même qu'il y avait des représentants, il faut savoir que dans l'histoire de l'ANC il y avait le mouvement qui prenait de l'importance internationale donc il fallait que les personnes placées en Angleterre, en Europe,... aient un impact sur l'opinion publique avec

tout ce que ça demande au niveau des boycotts économiques, en informations au public et tout ça. Donc en Suède c'était très fort à l'époque, la Norvège aussi, bien sûre en Hollande... France, Suisse un petit peu mais quand même. Moins en Italie et en Espagne, il y avait des petits mouvements mais pas beaucoup. Donc il fallait avoir des relais d'informations de l'ANC dans ces pays là pour avoir une audience plus internationale pour le boulot de l'ANC. Donc on parle des années 1980 où il y avait beaucoup, en Afrique du Sud aussi il y avait beaucoup de mouvements qui prenaient de l'importance avec l'UDF, Union Democratic Front qui était un relai de l'ANC à l'intérieur de l'Afrique du Sud qui était affilié à l'ANC mais on ne pouvait pas dire que c'était l'ANC donc ils ont pu exister. C'est eux aussi qui ont fomenté la révolte interne et l'ANC à l'extérieur mais il étaient liés à l'ANC en Afrique du Sud, c'était pas deux mouvements différents, c'est un mouvement à deux têtes si on peut dire.

Est-ce qu'elle vous avait parlé des dossiers sur lesquels elle travaillait, sur le nucléaire ou les ventes d'armes, etc...?

Non, elle voulait vivre en vacances. J'ai essayé une ou deux fois, elle est venue deux ou trois fois ici à cette période de Noël à chaque fois et bien sûre on discutait de tout, de la famille, de Stéphanie, de mon frère et tout ça. Quand il y avait un petit moment d'intimité comme ça je voulais savoir quand même un petit peu ce qu'elle a vécu, la prison... Parce que pour moi c'était important de savoir ce qu'elle a subi, la violence et tout ça ... Niet ! Porte fermée, elle me regarde comme ça et elle me dit : « c'est pas de ça que je veux parler moi » et puis quand elle te regarde comme ça tu vas pas poser deux fois la même question! Donc je pouvais pas, et puis au niveau des informations nucléaires et tout ça, je ne savais pas, rien du tout.

D'accord, et est-ce qu'elle parlait d'amis qu'elle avait à Paris ou à Londres, de contacts?

Non, elle était comme une none, elle disait rien du tout de ses conquêtes masculines, si il y en avait, je ne sais rien de sa vie affective et tout ça... Elle était marié je crois avec l'ANC.

Justement sur ce sujet, j'ai entendu l'interview d'une de ses amies d'enfance qui disait que c'était quelqu'un de joviale, elle adorait aller danser et en France les gens qui l'ont rencontré disaient qu'elle était plutôt sérieuse et très droite. Selon vous d'où cela vient, du fait de l'exil qui la contraignait à limiter ses contacts hors de la cause?

Je ne sais pas d'où cela vient. Mais oui, en Afrique du Sud il y avait beaucoup de bals le week end, elle a peut être participé à ça avec des amis que j'ai aussi rencontré par la suite, Bettie Van Den Heiden, elles faisaient les 400 coups ensemble. Je ne sais pas quels étaient ces 400 coups mais comme jeunes femmes elles ont... Parce qu'à l'époque en Afrique du Sud tu vas où comme métis? Il n'y avait pas de bistros pour métis, il n'y avait pas de bars, oui il y avait des bars mais que pour les hommes donc quand il y avait des amis, des bandes, on allait chez l'un puis chez l'autre et on discutait dans la chambre des garçons ou dans la chambre des filles donc beaucoup de choses faisaient que moi je ne connaissais pas. Mais j'ai entendu parler qu'elle était assez vivace et vivante dans les discussions là-bas. En France est-ce que c'était parce qu'elle était plus mature et qu'il ne fallait pas trop faire de bêtises ou trop s'amuser?

Vous souvenez-vous quand vous lui avez parlé pour la dernière fois?

C'était quand elle était là, en 1987/88, cette période là... C'était trois mois avant son assassinat.

Comment avez-vous appris son assassinat?

J'étais à l'université de Genève et sur le chemin du retour. Il n'y avait pas de téléphone portable à l'époque... C'est en arrivant à la maison que Francine²⁰² me dit, : « mais tu as entendu que quelqu'un de l'ANC mais je crois que c'est Dulcie qui a été assassinée ». Je me suis dit que ce n'était pas possible, on ne peut pas y croire. Alors on s'est demandé ce qu'on

²⁰² Francine est sa femme

allait faire. On a demandé des nouvelles parce qu'à l'époque les premières nouvelles c'était vers 6h et à 7h on a écouté, oui c'était Dulcie... Alors là j'ai téléphoné à Stéphanie, elle savait déjà parce qu'elle avait un cousin au Canada je crois qui lui a téléphoné pour lui donner des nouvelles et tout ça. C'est comme ça que j'ai appris... Et les enfant qui jouaient avec, Jérôme avait 6 ans donc il savait bien qui était Dulcie puisqu'il jouait avec et le petit il avait 2 ans, il s'en souvenait pas bien mais Jérôme l'ainé oui. On a décidé de ne pas cacher parce que c'était difficile d'expliquer la violence mais on a dit qu'elle avait été tuée par quelqu'un avec un pistolet et voilà... Et puis pour des enfants c'est bien de savoir, une fois qu'ils savent ils ne posent plus de questions.

Avez-vous une idée de qui pourrait être l'auteur du meurtre, plus le régime sud-africain ?

C'est évident que les Sud-africains ils ont dit dans un premier temps qu'il y avait des bis-bi entre les membres de l'ANC donc c'est un truc interne... **Vous pensez que c'est un truc interne à l'ANC?**

Non, non, non. C'est vraiment télécommandé et commandité depuis l'Afrique du Sud. Malheureusement le ministre des affaires étrangères de l'époque, Pik Botha malheureusement il a donné le feu vert. Mais il est mort il y a 6 mois, il ne va pas dire maintenant qui l'a fait mais avec tous les enquêtes qui ont été faites à travers les années ça montre quand même que c'était commandité par le gouvernement. Et que ce soit des mercenaires, comment il s'appelle... Dugar qui était basé sur les îles des Comores avec son équipe, mais lui aussi il est mort... On saura un jour mais quand, ça je ne sais pas.

Etes-vous allé à l'enterrement à Paris?

Quand il y a eu l'annonce de sa mort j'étais en lien avec un Sud-africain qui était très impliqué dans le Parti Communiste et dans le Mouvement Anti-Apartheid et il m'a téléphoné

pour dire : « on cherche quelqu'un à Paris qui connaissait Dulcie pour l'identifier, est-ce que tu es d'accord pour y aller ? ». Alors j'en discute avec ma femme, je travaillais donc il fallait aussi voir avec le travail. J'ai dit que je donnais une réponse assez rapidement parce qu'il fallait aussi répondre rapidement pour l'identification. Donc vu que j'étais membre de la famille et que mon frère et Stéphanie étaient loin, et que je la connaissais, ils voulaient quelqu'un qui la connaissait de près pour dire : « c'est elle ». Par la suite on m'a dit qu'ils ont trouvé quelqu'un à Paris qui la connaissait bien et que moi ce n'était pas nécessaire que j'y aille. C'était le secrétaire général... Un petit bonhomme... Il était impliqué dans le Mouvement Anti-Apartheid et il était secrétaire à Paris ou général du Mouvement Anti-Apartheid et il est allé voir... Mais Jacqueline m'a dit par la suite qu'elle y est allée mais l'identification était déjà faite je crois.

Après vous êtes allé à l'enterrement ?

Ah oui, l'enterrement alors je ne me souviens plus des dates. L'enterrement était fait disons deux ou trois semaines après parce que mon frère et sa femme devaient venir donc Stéphanie et avec Francine on a casé les enfants chez les grand-parents et puis on est allé en train avec beaucoup de militants anti-apartheid. Puis je suis arrivé un peu avant mon frère... Et puis c'était épique. Je suis en train de classer mes trucs là, j'ai des photos. J'ai trouvé des coupures de presse de l'époque, je crois oui mais je ne sais pas où ils sont maintenant, qui expliquaient que c'était tellement grand qu'on avait jamais vu ça au Père Lachaise et puis j'ai filmé, j'ai le film là de l'enterrement. On pourra le regarder tout à l'heure.

Alors je disais que c'était épique parce qu'il y avait toute cette angoisse. L'ANC en 1988 était pas reconnue comme partenaire politique valable pour discuter la transition démocratique. Avec Dulcie qui était assassinée et tout le monde qui venait de partout, Lusaka en Afrique, d'Europe, d'Amérique, tous ceux qu'elle connaissait... Ils avaient peur qu'il y ai un attentat contre les dirigeants de l'ANC, parce qu'il y avait des futurs ministres, le Président Mbeki était là, Nelson Mandela était en prison. Tous les dirigeants importants de l'ANC en Europe étaient là. Donc si on mettait une bombe là, tout explosait donc il y avait une angoisse d'un

attentat contre l'ANC, il y avait cette peur de vivre ça. Mais on s'est dit : « ça va être notre contribution à la lutte ». Nous on logeait dans un hôtel, il faut expliquer que le parti de Mitterrand il ne voulait rien faire avec l'ANC donc c'est le Parti Communiste qui a pris en charge l'enterrement. Ils ont promis de payer notre voyage mais je crois qu'on a jamais rien reçu... Mais ils ont pris en charge notre arrivée à Paris. Alors l'équipe qui venait avec nous, il y avait Magrit qui était déjà à Paris, c'est un ami de Dulcie, c'était aussi son point de chute quand elle venait en Suisse. On nous a donné rendez-vous à la Gare de Lyon et puis il y avait un panneau ANC ou un truc comme ça pour identifier puis on a dit : « oui ! ». Et on nous a pris presque comme ça dans la voiture, à travers Paris mais mais ma femme et moi on ne comprenait pas, on s'est dit, on nous a *hide-jaker*. Parce que c'est des gens qui connaissent bien Paris, c'est comme des taxis. Ils avaient presque le gyrophare! Alors on est arrivé au siège du Parti Communiste où on entre, comme ça nous sommes protégés, parce que c'est un bunker, tout en béton ! On se demande ce qu'il va arriver... Puis finalement on nous a emmené à l'hôtel et on ne nous disait rien du tout, c'était comme ça. Puis, on est resté 3 jours je crois, 3 nuits et devant notre porte il y avait un type armé avec une Kalachnikov avec notre porte entre-ouverte si jamais... Enfin partout où on allait on était bien protégé parce qu'il y avait cette angoisse d'attentat et le Parti Communiste nous a bien défendu. Puis on traversait Paris parce qu'il fallait donner rendezvous le matin à telle heure et puis untel va venir vous chercher et puis vous allez avec. Mais où, on ne savait pas... Donc on traversait Paris, après on a compris que c'était pour éviter d'être suivi. Ils zigzaguaient à travers des petites ruelles mais c'était épique, très angoissant en même temps.

Donc j'ai le film.

A-t-elle laissé un héritage en Suisse ? À Paris il y a des places Dulcie September, des collèges, est-ce qu'en Suisse il y a eu des hommages?

Non, on a fait des manifestations pour Dulcie ici à Lausanne parce que tout ça coïncidait avec « free Nelson Mandela » et puis on a baptisé deux ou trois places Nelson Mandela mais ça c'était un truc de gauchistes quoi mais pas officiel. Juste pour l'anecdote, j'ai essayé, je suis assez actif encore au niveau politique ici et avec le 100^e anniversaire de la naissance de

Nelson Mandela, j'ai écrit à la municipalité pour dire que ce serait un bon moment pour nommer la place tel ou tel Nelson Mandela. On m'a poliment répondu qu'on nomme des rues, des places, des ruelles et des avenues à Lausanne avec des gens qui ont marqué la vie Lausannoise. Alors j'ai dit « mais il est international! » Mais niet... Non à ce niveau là il n'y a rien.

Pour revenir à Dulcie, plus personnellement vous me disiez que c'était compliqué d'avoir des informations de sa part?

Oui, ma femme pourrait dire un truc là... Dulcie voulait acheter des souliers mais elle voulait des souliers de couleur jaune parce qu'elle aimait le jaune, alors c'était toute une histoire avec ma femme pour l'accompagner pour aller chercher des souliers jaunes qui allaient avec son désir d'avoir des baskets, à l'époque je ne sais pas ce que les femmes portaient mais c'était vraiment une femme quoi, coquette. Oui, je me souviens, je ne sais pas si on voit ça sur les photos que j'ai mais elle mettait aussi du rouge à lèvres elle n'était pas austère.

Dans les témoignages de ceux qui l'ont connu personnellement c'était une femme assez posée et même assez sèche alors qu'il n'y a pas le même écho avec ses amis ou sa famille.

Non mais elle était joyeuse, à l'épouse avec nos enfants donc Jérôme, il avait 5/6 ans, elle jouait avec, j'ai les photos même si on en a pas pris beaucoup aussi pour la protéger.

Il y a eu beaucoup de rires avec elle, c'est la période où on ne parlait pas de politique en soit, c'était pour vivre quelque chose comme en vacances... Donc on parlait peut être des gens qu'on connaissait en Afrique du Sud mais pas nécessairement de politique à tous moments.

Et en Afrique du Sud elle avait des amis, etc...?

Ça je ne savais pas, je l'ai appris par la suite. J'ai pris contacte avec Bettie et Edna.

Elle a gardé contacte avec lorsqu'elle était en exil?

Oui, quand elle est sorti de prison... C'est des bribes de conversations que j'ai entendu de quand elle est sortie de prison comme institutrice, on l'a interdit de faire son métier mais elle avait une amie qui s'appelle Edna et le mari d'Edna était médecin et il l'a employé comme secrétaire dans son cabinet. Mais je crois que c'est son amie Edna que j'ai rencontré plusieurs fois en Afrique du Sud, elle recevait des informations de Dulcie. Mais pas politique, c'est des femmes qui n'étaient pas vraiment du même mouvement politique, Dulcie c'était une amie d'enfance, ils ont partagé un passé commun.

Tout à l'heure vous parliez d'un deuxième contact en Suisse.

Ah Magrit oui, c'est quelqu'un qu'elle a rencontré avec le Mouvement Anti-Apartheid. Elle est aussi mentionnée dans tous ces livres qu'on écrit sur Dulcie mais il faut lire beaucoup... Mais c'est intéressant de voir des choses qui se complètent. Par exemple le film sur Dulcie qui est en train de se faire avec Enver. Tu sais quelque chose de ça?

Je sais qu'il est en train de se faire après je ne sais pas s'il est fini.

Il n'est pas fini parce que, bon c'est un petit bout de l'histoire. Enver il a fait un film *Indians can't fly* c'est sur Ahmed Timol qui était militant indien qui a été jeté depuis une fenêtre, bref, il a fait un film et je l'ai rencontré ici pour parler de Dulcie et il me dit : « mais vous connaissez Dulcie ? ». Puis je lui raconte la même histoire que je viens de raconter, et il me dit : « mais je rêve de faire une film sur Dulcie ». Alors avec ça j'étais membre de l'association Cinema d'Afrique de Lausanne et je fais venir Enver avec son film *Indians can't fly*, avec ça il a commencé à construire son film de Dulcie avec nous, des photos, toutes les choses possibles et imaginables... Donc c'est en train de se faire, il a aussi fait une interview avec moi et tout ça, avec Francine et tout. Et puis il a dit, on était encore au début, il était à Paris, c'était la fameuse période de pièces de théâtre et tout ça donc il a filmé là et tout ça et puis il est parti avec toute cette histoire sous le bras. Parce qu'il avait une équipe professionnelle à Paris mais ici il n'avait pas mais je connaissais des gens qui travaillent dans le cinema à Lausanne, j'ai trouvé une camera vidéo pour lui, professionnelle. Donc il l'a

utilisé pour faire des séquences autour de la maison et tout ça. Et il a dit pour inclure la famille là dedans, mon fils est musicien aussi et il a écouté la musique de Jérôme, Jazz, il est influencé par le jazz sud-africain et il lui a demandé d'introduire le thème qui accompagne le film. Il y a aussi la fille de ma nièce qui s'appelle Dona qui habite maintenant à Berlin, qui chante, qui est musicienne. Ils ont imaginé que mon fils et elle pourraient faire quelque chose.

Enver la dernière fois il m'a écrit qu'il y a un bout qui manque sur ces personnes qui travaillaient pour la DGSE. Il m'a donné le nom de ce type qui à l'époque avait l'air intéressé pour témoigner, qui connaissait Dulcie. Enver m'a donné le numéro de ce type là qui est à la retraite et qui est belge. Quand je l'ai eu au téléphone il m'a dit : « oui oui je connais bien Dulcie et oui, oui, je veux bien témoigner » donc j'ai relayé ces informations à Enver, je ne sais pas si il a eu de nouveaux contacts avec lui mais apparemment il a fermé la porte. Ca c'est une histoire qui date d'il y a 6 mois. Et puis il y a à peu près un mois Enver m'a écrit pour dire que pour ce bout qu'il manque sur quelqu'un de la DGSE peut être qu'il doit venir à Paris pour le faire. Donc je ne sais pas où il en est.

Pour lui il y a aussi le livre d'Evelyne Groenink qui a fait sa propre enquête au moment de la mort de Dulcie et qui est rentré en contact avec beaucoup de personnes qui côtoyaient Dulcie.

Oui, j'étais avec Evelyne pendant cette période là, c'était très fertile, elle est venue là et elle m'a donné un livre. Mais il faudrait que les gens soient vivants parce que ça fait 30 ans de ça est qu'ils soient d'accord de parler.

Quand on était à Paris avec Michael qui est le lien de la famille avec Jacqueline Dérens pour rouvrir le dossier, on a engagé un avocat parisien qui a fait des démarches pour aller dans le sens de rouvrir le dossier mais pour le moment apparemment il y a un juge qui a dit stop mais j'ai pas le nom de ce juge et tout ça.

Il y a beaucoup d'informations que l'on ne connaît pas mais on a des bribes d'informations de liens de Dulcie avec le nucléaire. Une fois, juste pour la petite histoire, peut être dans les années 1970, je faisais du stop en France pour aller en Espagne et le type qui m'a pris a

entamé une conversation sur l'Afrique du Sud et puis on passait, parce que c'est mentionné dans le livre d'Evelyn... on passait dans le sud de la France, je sais pas où exactement, il m'a dit : « tu sais, là, ça c'est le truc nucléaire » et puis il a mentionné avec qui les Sud-africains sont en lien avec le gouvernement mais j'ai pas entendu plus de conversation mais c'était dans les années 1970.

A l'époque c'était avant qu'elle soit en France, mais ce type m'a dit, c'est en lien avec l'Afrique du Sud.

Entretien avec Christabel Gurney

Entretien Christabel Gurney le 18/02/2020 (Londres)

Christabel Gurney est une historienne et militante anglaise. Elle est impliquée dans le Mouvement Anti-Apartheid anglais dès 1969. Elle est l'éditrice du journal « Anti Apartheid News » de 1969 à 1980. Elle devient ensuite secrétaire du Nothing Hill Anti-Apartheid Group. Elle reçoit l'ordre de l'Empire Britannique pour « service politique, particulièrement en faveur des Droits de l'Homme » en 2014. Son contact m'a été donné par Margaret Ling, militante à l'IDAF, contact que j'ai d'abord obtenu par l'intermédiaire d'Enver Samuel qui est actuellement en train de réaliser un documentaire sur Dulcie September. Christabel Gurney a côtoyé Dulcie au Mouvement-Anti Apartheid à Londres. Nous nous rencontrons à la British Library.

I wanted to have some information about you, what was your implication in the movement?

I first became involved in the anti-apartheid movement in 1969 and because I met South Africans exiles before Dulcie came here. I first was involved in the protest against the Springbok rugby tour in 1969 and then I used to go to the anti-apartheid movement office as a volunteer because the anti-apartheid movement didn't have much money and depended on volunteers. I used to file the newspapers cartoons then I became the editor of anti-apartheid news what was the monthly newspaper produced by the anti-apartheid movement. And I was also involved very much in the organization of protests against Barkley's Bank which was the campaigns went on for many many years because it was the biggest bank in South Africa.

And as a result of that I got to know many South Africans, there was a lot of exiles South Africans in London because when people were banned in South Africa it was the obvious place they came, they came to Britain, especially actually if they were white or if they were so-called "mixed-race coloured" as Dulcie was. Because it was only these people who had founds to come, especially to London, there was a big network of exiles South Africans who helped in founding jobs and places to stay. And the British government at that time unlike now, was surprising, you know, let people come. They were in the communist party and a lot of South Africans were in the South African's Communist Party. However Dulcie was not a member of the South African's Communist Party when she came, but I know afterwards but when she was young she was in UNC movement in South Africa and then she was in prison but I'm sure you know in South Africa, I don't know very much about that except a little bit that she said. Because I first met Dulcie because she worked in the Anti-apartheid Mouvement office and I was going there and she worked on the memberships system. The Anti-apartheid Mouvement had a membership organization so there was quite a sort of a level of bureaucratic job and I think what happened was that when a lot of South African exiles first came to London they wanted to carry on doing something in the struggle and the main organisation in Britain and London was the Anti-apartheid Mouvement rather than South African organization. There was an African National Congress office, there was the South African Communist Party office, the Panafrican Congress but I don't know if to was based in London all the time. So there wasn't a lot for people to do in there home organizations so they came and help else and joined the Anti-apartheid movement demonstrations and became volunteers. So, Dulcie came and worked in the office. And I'm not sure now if she was a paid staff member or whether if she just did it as a volunteer. But what I remember is her sitting up the end, we had a very old membership system it wasn't comparable as what you have now, it was completely kind of medieval with cards and you had to type out everyone's name and address and put this card in a machine... And that's what Dulcie did which was very loyal and devoted to her because it wasn't very interesting. It was a long time ago so I don't remember that much but I always remember Dulcie with kind of huge affection because this is all what people will tell you, she had a tremendously strong outgoing lovely personality and she was a really nice person to know and it really was people like her, she and other South Africans who got people like me involved because I've never been to South Africa, I'm not South African, I didn't know anything about it until I get involved and then I met all these wonderful South Africans including me especially Dulcie who really made you feel like you had to do something with them and they made you feel part of a movement, part of the struggle and this is how I know people like me put involved. So, I remember sitting chatting to her at the end of the Anti Apartheid group. She told me that on the day she has going to be released from prison, first she refused to leave because for some reason they owed her some money, and this sounds old, but I think that must be in the system where they so-called "coloured" wings prison they did do some work they were supposed to be I'm sure they weren't paid very much but they were paid for. As a British person I'm surprised for South Africa but for some reasons they owed her a bit of money and she owed also things, you know, possessions they wouldn't give her but I think it was... Anyway, first she wouldn't leave, at the time it was

amazing! And I think after a few hours they consulted out and she left and I don't know how much time after that she came

She was in London in the mid-1970s because it's when I knew her. So she was here for a long time. And the other thing is that Mike Terry who was the director of the Anti-apartheid Movement who sadly has died. But his story about Dulcie was that we were always going to have emergency pickets, you know, demonstrations outside South Africa House when people were taken into detention. One day that happened and Dulcie wanted to go but she was working, she was a staff member in the Anti-Apartheid Movement office and he said "no, someone got to stay in the office and look after the office" and she was very kind of annoyed, she wanted to be where the action was. And the other thing that I remember she did was, at some point during that time, and I have no idea about the background to it, she joined the African National Congress because the thing I remember was that the ANC had a women's section in London. There was a very active section in London and they organized some events for the children of some ANC, kind of supporters and workers, the idea was for the children to grow up knowing about South Africa, their culture, knowing each other and being involved. So, I had a child, his father was in the ANC and he was very nice, Dulcie helped with that, she was involved with that but I think she was a teacher... So as a teacher she was involved, she was trying to keep the children involved. And we used to have some play days where they did paintings, dancing things... So I bring my son who was about 4 years old to these events and Dulcie was there, and she was very nice with children.

So she was at the anti-apartheid movement and then she went to the ANC?

She, indeed we can do both. So she was helping out the anti-apartheid movement, she would be volunteering with the women because they weren't paid. She just has been a staff member in the ANC movement in the Anti-apartheid office doing this bureaucratic office work but this ANC women was just a voluntary thing, everyone was volunteer, no one had any money. It was just a few people who were paid.

The ANC women who have met in the afternoon or in the evening so all working to plan these entirely voluntary events. One of the other people who was very much involved was Helena Castros and his husband Rennee Castros. Someone else called Eleonor Khanyile separated from her husband who was underground in South Africa. He was killed like Dulcie in Mozambique in a South African attack, William Khanyile. She was involved because she was an exile here. She was a volunteer for the ANC South African Women Organization.

So, all else I remember is that Dulcie would have always turned up on demonstrations and pickets. Have you looked at the Anti-apartheid Movement website? On the website there is one or two very nice picture of here. She also spoke at the first anti-apartheid movement women's conference, in 1976. She was one of the main speakers at that. We have a picture of her at the conference.

Dulcie worked as a staff member of the International Defense and Aid Fund in London. Margaret Ling worked with her at the same time.

What I don't know is how it came about to Dulcie join the ANC when she was in London I imagine but then she did become a kind of leadership, a figure to be sent in Paris as the ANC representative, I don't know how it came about...

It seems to be a strange choice to put Dulcie in that position because she didn't speak French.

As background to this, I don't know if it's relevant to you but in the 1970s, the Labour government in Britain in the 1960s cut by to supply arms in South Africa and France took oversupplied arms to South Africa in the early 1970s and they supplied Mirage fighter jets. And so this is before Dulcie was involved in the ANC but I remember the ANC thought they had no representation in France. In about 1973 or 74 they thought they should have a representative in France because of the arms supplies and the first person they sent was sabusana mgekana²⁰³. I remember because I knew him but he didn't speak French either. So they had a representative there from 1973 or 74. He may have gone and then come back and then there was anybody. Because there was the MRAP, movement anti-racism and because they were communist party aline they helped people within the ANC and the Anti-apartheid Movement. They had strong links and then there was the movement outspan. Anyway, there was an ideological background whether you were a communist or not, a liberal or not... In Poland, they had three groups. So London was quit unusual because here is really just the anti-apartheid movement and everybody joined more or less.

So that's probably why when she came here she got involved with the AAM because in London they had the monopoly.

And the AAM and the ANC were very close in London?

Yes, they were very close be Aussie the anti-apartheid movement was founded by South Africans who were very closely aligned with the ANC and it's interesting because in the 1960s when the ANC was formed you had to be black South African to join the ANC and so in South Africa there was the Congress Movement, the Indian Congress and the democrats who were white. So in the beginning, there were people of Indian descent and whites who had the money to come to London but they couldn't join the ANC in the 1960s so they fought, they set up the AAM and then British people joined. So British anti-apartheid movement was very close to the ANC. It did recognize the Panafrican Congress as well but we didn't very much to do with them cause the UN to recognize them too.

I don't have much to tell you about her, she was such a lovely great person, she was so nice.

It's interesting because in France some people who met her said she was cold....

²⁰³ Orthographe incertain

Really? This must be because she didn't feel comfortable in the job and she couldn't speak French.

In the Anti-Apartheid Mouvement and the ANC it was some political differences, people didn't understand this now. But political differences were very deep and it was a lot of suspicions. Now everyone thinks that everyone supported Mandela and that it was easy but no...

I wanted to know what were your activities in the AAM in England?

First, we had the boycott and we campaign for the boycott so we and I used to stand outside because there was no email, we stood outside a supermarket to say "don't buy..." we didn't say them to boycott the whole store but we say to they don't buy South African goods and then we wrote to the shops, to the stores, the headquarters to say "please, don't buy South African goods. And there was a thing about big supermarkets as Tescos, we said please if you are going to sell South African goods, which we don't want you to, at least don't source your own brand from South Africa and always provide an alternative.

Then we tried to get ask people to boycott Barkleys Bank so they would drop South Africa. But it was a big bank here and it was the biggest industrial bank in South Africa. So students especially, students close from freshers, you know, at the beginning of every term, companies and banks are trying to sign up students. People like me stood outside Barkley's branches saying "change your account from here".

As far as prisoners were concerned whenever people had been detained, we had a lot of demonstrations outside South Africa's house. Whenever we knew somebody had been taken in detention, holding pancarte saying "release".

There was a lot of fundraising concerts in the 1980, because there was a big cultural scene. It was complicated because we had also a cultural boycott. Saying British artists shouldn't go to South Africa. South Africa offered a lot of money because they wanted to get people to go. The Beatles didn't go to South Africa, the Rolling Stones didn't go to South Africa... Then we had sports protests I was involved in and after 1969 the Springbok official team did crickets tours of England and then went to New Zealand and in 1983 there was a rugby demonstration in New Zealand. The AMM had demonstrations against match. So it was a big thing to get South Africa out of sport because white South Africans really care about sports.

At the AAM did you had some contacts with friends or other countries in Europe?

Yes, we did but I am not the best person to talk about that... Sadly, the person who knew, Mike Terry, died about 15 years ago. He was the executive secretary, as the director.

In the 1980s there was a group called "the European liaison committee" trying to put pressure on the what was now the European Union, then the "European Economic Community". In 1980s Mitterrand took over, there must have been some links because France then was quite a leader in the boycott. So they were linked. We had a lot of links with

Holland, Netherland. The other important place was Sweden but we didn't have so many links with Sweden. And I don't think we had strong links with France.

And you personally?

I personnel did go to Paris. This is funny because it was in the early 1970s, the was a woman's conference. Anti-apartheid women's conference in Paris in about 1976 or 1977. And because I was a woman, because it was all quite sexist really those days, I went to that. Because it was the men who red this important papers. And also in Paris the following years there was a conference in Paris about children under apartheid which was also in Paris and I went to that.

Did you have some news from Dulcie when she was in Paris?

I don't know because maybe the ANC had some but not at the AAM. I think the people who were in the London ANC office, I'm sure she informed the London Office. But they probably all died.

The records of the ANC in London are in Fort Hare in South Africa.

I knew her in the mid-seventies in London but in Paris, it was 10 years old...

Do you know if she hanged out with friends, drink beer or has fun after her work?

I don't know. Because there was a kind of big social life around here so I got involved in. But I don't remember anything social with Dulcie. Maybe the people who worked with her at the IDAF do remember.

Last question, did she leave a kind of heritage in England. In South Africa, for example there is not a lot of tribute...

When she died, the AAM had a women committee. They had a newsletter and they produced a special issue of the newsletter. I think I scanned it for the execution so I can send it to you. So yes, the women's committee produced something and I'm sure we protested outside South Africa House but I don't remember.

And for example in France so places, schools are named after her, what for England?

No, there is nothing like that. But that would be because so many and sadly there are so many other people, there is a lot of places name for Nelson Mandela. In a funny way because there was more South Africa here alone and she was killed in France.

Entretien Maurice Cukierman le 10/03/2020 (Antony)

Maurice Cukierman est un ancien professeur d'histoire géographie spécialiste de l'Afrique Australe. C'est un militant engagé dans un premier temps au sein du Parti Communiste français. Il milite d'abord dans le cas de la lutte pour la libération de l'Angola et était notamment secrétaire national de l'AFASPA, dans la continuité de sa lutte pour la libération des peuples il s'engage en faveur de la lutte contre l'apartheid. Il est aujourd'hui Président du Parti communiste Révolutionnaire de France (PCRF). J'ai eu son contact grâce à Jacqueline Dérens, je le rencontre chez lui, à Antony.

Pour commencer cet entretien j'aimerais connaître un peu vos liens avec l'ANC, comment vous vous êtes retrouvé trésorier du bureau de l'ANC à Paris...

Je me suis retrouvé dans la militance anti-apartheid parce qu'en 1972. Si je me souviens bien j'étais militant de l'union des étudiants communistes et on avait reçu une invitation pour participer à une réunion du Comité National de Solidarité avec les Colonies Portugaises. Donc le secrétaire général m'a chargé de représenter l'organisation. J'ai trouvé des gens sympas, c'était quelque chose qui me tenait à coeur, je connaissais Amílcar Cabral, les problèmes de la Guinée-Bissau. Je connaissais un peu moins bien le MPLA mais je savais qu'il y avait le problème MPLA - UNITA FNLA et je soutenais le MPLA et son Président Neto et puis je connaissais moins bien le FRELEMO.

Y'a eu la bataille, Amílcar a été assassiné puis il y a eu la Révolution des Œillets. Du coup y'avait moins de monde au comité parce qu'on voyait bien que les colonisations se terminaient. Je me suis retrouvé à diriger le comité avec les dirigeants historiques. Et là, j'avais rencontré déjà quelques camarades mais il se trouve que lors des accords d'Alvor qui ont décidé de l'indépendance de l'Angola. Le Président Neto est repassé par Paris donc je l'ai accompagné en voiture, il était accompagné de Paolo Georges qui était responsable international. Ça motive hein (rires). Ensuite, dès 1975 y'a l'agression sud-africaine contre l'Angola. Comme je m'occupe du comité je suis chargé de mobiliser contre l'agression sud-africaine. C'est une période où on a l'impression que le capitalisme est en train d'être sur la touche et que le mouvement démocratique de libération, le mouvement communiste et tout ça va l'emporter donc c'est quand même exaltant.

Je me retrouve, pour pouvoir suivre les événements, à acheter un journal portugais et vraiment me lancer là dedans. Je vous passe les détails mais c'est lié à cette question.

Arrive l'indépendance de l'Angola le 11 novembre et malheureusement je n'y suis pas mais c'est un moment, je ne sais pas si vous avez déjà lu quelque chose la dessus mais en gros à part Luanda et plus précisément l'aéroport, le MPLA ne contrôle plus rien. Alors si, avec les Cubains y'a des militaires au sud de Luanda et ils vont bloquer la progression sud-africaine. Les soviétiques ont dit au MPLA de ne conserver si il le faut que l'aéroport qui se charge du ravitaillement le 11 novembre. Dans les jours qui suivent le 11 novembre c'est une bataille au nord de Luanda qui va permettre de dégager la capitale et de respirer. Alors moi je m'occupe de tout ça et il existe depuis 1975 une association française d'amitié avec les peuples d'Afrique, l'AFASPA. Evidement l'AFASPA fait une démarche près de nous pour qu'on rejoigne parce qu'il y avait une tendance à multiplier les comités... Donc nous étant donné que la situation est en train de changer, on accepte. Je rentre à l'AFASPA, je deviens membre du bureau et là je prends conscience de la nécessité de la bataille contre le régime d'apartheid, ne serait-ce que par solidarité avec le régime d'Angola. Au-delà des questions de l'apartheid proprement dit. Là dessus petit à petit je vais prendre des responsabilités. Alors le problème c'est que j'ai un gros handicap, je ne parle pas anglais. D'ailleurs Nmuzana disait toujours : « Maurice c'est le bantoustan de l'anti-apartheid, il est le seul à pas parler la langue anglaise ».

Lui parlait français par contre?

Oui il parlait bien quand il est arrivé mais avec lui et Dulcie on a beaucoup parlé, j'ai aidé là dessus.

On a développé l'activité anti-apartheid de l'AFASPA parce que jusqu'à 1975-76 c'est surtout le MRAP qui se charge dans notre secteur. Y'a le Mouvement Anti-Apartheid mais il est sur des positions politiques qui ne sont pas les nôtres en particulier sur la CFDT, sur le Parti socialiste.

Surtout sur la question de l'Afrique du Sud, même s'ils ont joué un rôle important et notamment sur la question des sanctions. Sur la question de l'Afrique du Sud, ils ne reconnaissent pas comme représentant exclusif du peuple Sud-africain l'ANC mais ils ont des contacts avec l'autre organisme dont le nom m'échappe qui avait été créé par l'ambassade des Etats-Unis en 1956 donc ça la classifie déjà.

Alors, je vais commencer à participer aux réunions internationales et en 1976 y'a une grande conférence de solidarité à Lisbonne. Alors vous voyez l'importance qu'a l'Angola, le Mozambique et la Guinée-Bissau et surtout l'Angola et le Mozambique par rapport à l'apartheid. Et par rapport à une question que je ne connaissais absolument pas, c'est la question Namibienne. À côté de la Namibie il y a la question du Zimbabwe avec Lusana et Lasapo. À cette reunion, j'étais avec le secrétaire général de l'AFASPA, Claude Gatignon, on a des rencontres et je croise Joshuane Combo, on a des rencontres avec des représentants de la SWAPO mais ce qui va marquer la chose c'est le fait qu'on va rencontrer le secrétaire général de l'ANC, Oliver Tambo. Evidement je reviens avec une belle photo de moi avec Tambo, c'est toujours pareil c'est ces petits trucs qui vous motivent. C'est très marrant parce que on a une discussion, ça a duré une heure. Quelques années plus tard, je crois que c'est en 1981, il était venu à Paris Tambo et je lui avait dit : "vous vous rappelez?" et il m'a dit "oui, je

me rappelle très bien Lisbonne etc..." donc j'étais tout fier. Donc bah je me lance, y'avait à ce moment là encore Jacqueline Dérens et son mari étaient membres de la direction de l'AFASPA et c'est eux qui dirigeaient le secteur anti-apartheid. Moi je m'occupais des colonies portugaises, mais je m'occupais de l'Afrique du Sud et de la Namibie parce qu'ils parlaient anglais. Puis à un moment donné ils sont partis et j'ai pris leur place. A partir de 1981, un truc qui a commencé à me gonfler c'est la question des sanctions, alors il y avait la campagne anti-outspan, moi au début j'étais pas tellement pour cette campagne, je vais vous expliquer pourquoi. C'est toujours pareil, c'est la responsabilité de chacun. C'est comme la démarche de la CFDT, c'est chacun fait comme il veut, voilà quoi... Et on met pas en cause les responsabilités politiques etc... Et puis à un moment je me suis dit que je ne vois pas pourquoi on opposerait l'un et l'autre. Et est-ce que la bataille pour le boycott ne peut pas nourrir la bataille pour les sanctions. Le problème c'est qu'à l'époque je suis membre du Parti communiste. Je suis en désaccord mais officiellement je marche, je suis membre de la commission Afrique et je me rends compte que la question des sanctions, ça ne progresse pas. Il y a toujours une bonne raison pour ne pas appliquer les sanctions. Pourquoi? Parce qu'il faut quand même savoir qu'il y a des boites comme Air liquide, si vous supprimez les relations avec l'Afrique du Sud ça voulait dire 500 ou 600 au chômage. C'est pareil chez Total, c'est pareil dans un certain nombre de boites. Après c'est toujours pareil, comme disait Oliver Tambo, la solidarité internationale, oui, ça a un coût et c'est pas toujours gratifiant. Donc c'était la bataille permanente sur cette question et arrive Neo Nmuzana. Il y a quelqu'un dont on vous a sans doute parlé, qui était militant d'Umkonto We Sizwe qui était grec, Alex Moumbaris. J'avais fait connaissance avec sa femme au moment de la mort d'Amílcar Cabral. Il venait d'être arrêté et elle était relâchée et puis il s'évade de prison et donc il arrive à Paris, on devient copain. Quand Nmuzana va arriver à Paris, c'est lui qui va être le premier à ouvrir le bureau, Moumbaris. Ca n'a pas vraiment duré mais de temps en temps ça revenait. Alors, moi ce qui se produit c'est que comme Neo est maintenant représentant à Paris, je vais m'occuper, pour beaucoup, des débats. Donc je vais descendre avec Neo en province pour faire des débats au nom de l'AFASPA, au nom de l'ANC. Pour revenir à ça, sur ces années là je m'occupe de Neo et de sa femme quand elle vient à Paris. On mange souvent les uns chez les autres, je me débrouille pour que quand c'est possible on passe le Réveillon ensemble, par exemple pour Noël etc... Je ferai pareil avec Dulcie, donc ça renforce les sentiments et l'amitié. En même temps je participe aux suites de la Conférence de Lisbonne dont j'ai parlé tout à l'heure. Je participe à la structure de coordination qui avait été créé lors de la Conférence de Lisbonne. C'est pas facile parce qu'à chaque fois j'embête tout le monde parce qu'il me faut un traducteur mais finalement je me débrouille, j'arrive à suivre. Puis au plan politique on arrive toujours à s'y retrouver. Je fais connaissance avec un certain nombre de membres de la direction de l'ANC. Donc je viens à Paris, quand il y a un problème, Neo fait appel à moi en particulier à deux ou trois reprises c'est moi qui suis allé chercher avec lui le futur Président de l'Afrique du Sud, Thabo Mbeki. J'étais à Moscou en 1988 en vacances et j'étais passé par le comité afro-asiatique avec qui l'AFASPA avait des relations importantes. J'apprends qu'on devait décerner le titre de docteur Honoris Causa à Nelson Mandela à l'université de Moscou. Alors je demande aux camarades soviétiques si je peux y aller et on me dit qu'il y a pas de problème, rendez-vous à tel endroit et là je fais connaissance avec le

secrétaire général du Parti Communiste Sud Africain dont le nom m'échappe et deux camarades que je connaissais. Donc je suis devenu petit à petit Monsieur apartheid au niveau du PCF donc je suis amené à écrire un certain nombre d'articles dans la presse communiste mais j'arrive toujours pas à faire avancer la question dans ce sens. Alors y'a un progrès, à partir de 1984 quand le PC sort du gouvernement, il met à l'ordre du jour la question du boycott et puis il va y avoir le comité pour la libération de Nelson Mandela présidé par Georges Marchais qui va jouer un rôle extrêmement important. Il va y avoir une mobilisation au niveau du PCF, de la JC. Ca va faire monter la sauce incontestablement. Et moi en permanence je parle des sanctions globales et obligatoires selon l'article 22 de la charte des Nations Unies. Mais personne ne reprend. Puis on me demande de faire un article pour les cahiers du Communisme qui à l'époque est la revue théorique du PCF, qui n'existe plus, de toute façon ils n'ont plus de théorie... Je fais mon article et dedans je vais faire un lapsus, un lapsus voulu... Je vais remplacer boycott par sanction, sanction globale et obligatoire comme le réclame le comité de défense de Nelson Mandela qui est dirigé par Georges Marchais. Alors, ça passe parce que celui qui est directeur des Cahiers du communisme, Jean-Michel Catala, ne fait pas vraiment la différence. D'ailleurs, pour beaucoup, ils ne faisaient pas la différence, il faut reconnaître. Mais à partir du moment où il est écrit dans les Cahiers du communisme que le comité national de libération de Mandela présidé par Georges Marchais est pour les sanctions globales. À partir de ce moment là la question des sanctions va être posée d'une manière systématique. Et notamment par rapport au gouvernement. Cela dit, cet article il a lieu quand ça explose en Afrique du Sud, c'est les jeunes, les travailleurs qui se mettent en grève, c'est la création du mouvement syndical. C'est l'UDF qui apparaît... Je me dis: "je devrais écrire un bouquin". Parce que effectivement, de toutes façons il y a toujours un problème, c'est qu'on confond la lutte contre l'apartheid de la lutte pour la libération des noirs. Et la question de l'apartheid c'est un problème de fascisme colonial, c'est l'analyse du Parti communiste sud-africain. C'est un problème de fascisme colonial où la colonie et la métropole sont mélangées et où donc le fascisme par l'intermédiaire de l'apartheid, permet de maintenir les rapports d'exploitation sur la classe ouvrière noire en particulier mais sur la blanche aussi et contre le mouvement démocratique en règle général. Et la seule solution pour en finir avec l'apartheid et les échos que j'ai aujourd'hui sur l'Afrique du Sud me montrent que j'avais raison, enfin que nous avons raison. La seule solution pour en finir c'est la Révolution socialiste. Parce que si on ne change pas les rapports de propriété, les rapports sociaux de production, la société elle se reproduit d'elle même et c'est ce qui se passe aujourd'hui. Donc par conséquent j'explique ça dans mon article. Et je me dis, à partir de cet article je dois pouvoir faire un bouquin. Le problème il est qu'il faut faire le bouquin et que pour ça il faut se retirer de tout. Donc je me dégage de l'AFASPA et je prends bien garde de prévenir tout le monde que je vais écrire un bouquin pour pas reculer au dernier moment. Je vais écrire mon bouquin qui va sortir en 1987. Il sort au moment où Pierre-André Albertini est libéré parce que quand on présente mon bouquin à la presse, P-A Albertini fait sa première réunion à Paris. Il arrive de prison. Je vais avoir le privilège d'être la plus grosse vente à la Fête de l'Humanité de 1987 pour mon bouquin. Il se vend bien, d'après ce qu'on m'a expliqué, il s'est vendu à 20 000 exemplaires, un bon chiffre. Malheureusement c'était l'AFASPA qui avait les droits d'auteur, on a jamais touché un rond. (rires) Moi on m'a dit que j'en avais vendu 4 000.

C'est plusieurs années après quand les Editions Sociales ont fait faillite, j'ai un copain qui m'a dit, "bon il faut que je te dise, ton livre il s'est vendu à 20 000 exemplaires...". Bon, l'important c'est que le livre ait été vendu. Là j'ai fait le tour et je me suis retrouvé à une conférence à Arusha en Tanzanie. Là j'ai vu Neo, je crois que c'était en 1987, ça se passe bien, on revient en France, on mène la bataille, bataille qui était pas toujours facile parce que les sanctions globales et obligatoires ça passe aussi par des sanctions culturelles. On se battait pour pas que Johnny Clegg vienne jouer en France. Ca on était pas compris, il faut dire les choses comme elles sont. Donc au printemps 1988 Dulcie September se fait une engueulade maison avec Jacqueline Dérens. Bon avec moi j'étais habitué mais ... Sur cette question, il y avait ça et le problème de Miriam Makeba, parce que Miriam Makeba soutenait l'autre groupe. Alors moi j'avais un copain de l'ANC dont la femme était française qui était l'ancien responsable international de l'ANC. Je lui avais posé la question, "qu'est-ce que tu penses de Miriam Makeba? » et il m'a dit "politiquement c'est un adversaire ceci dit c'est une chanteuse remarquable ça c'est vrai". Alors y'en avait qui mettaient les pieds dans le plat, par exemple la municipalité de Nanterre décide de donner le titre de citoyen d'honneur à Mandela et ils invitent Miriam Makeba pour lui remettre à elle le diplôme. Dulcie était dans tous ses états. C'est d'ailleurs Moumbaris et moi qui y sommes allé pour arranger les choses.

Je n'étais pas au courant, Miriam Makeba était de quel groupe politique?

Ceux qui parlaient d'Asani... Il y avait deux organisations, c'était censé tout au moins, elle n'existait pas dans la réalité. Mais ce groupe qui avait été fondé par la CIA en 1956 puisque c'était un gars qui travaillait à l'ambassade des Etats-Unis qui avait fondé ce groupe. C'est eux qui reconnaissaient aussi le MAA et qui posaient problème dans les relations du MAA.

Je me rappelle plus le nom mais j'en parle dans mon bouquin.

Donc voilà, le tout parallèlement à la bataille en solidarité avec l'Angola. Et ça l'AFASPA, on a été vraiment les seuls à manifester notre solidarité avec l'Angola. Alors moi entre temps j'avais fait connaissance avec des camarades du Mozambique qui étaient passés à Paris. Puis il y a eu l'assassinat de Samora Machel puis les relations avec l'Afrique du Sud qui étaient pas simple. Ca c'était avant l'arrivée de Dulcie parce que c'était encore Neo qui était représentant de l'ANC. C'était dur ... Surtout que l'Angola avait aussi fait un accord avec la Namibie. Donc c'était pas simple. En 1981 il me semble, je suis allé en Angola et le Président Neto était mort je pense. C'était l'époque où l'Angola parlait de passer au socialisme. C'était très exaltant et y'avait des choses intéressantes. Je suis allé jusqu'à la frontière namibienne, l'Afrique du Sud a occupé la frontière namibienne l'année qui a suivi. Puis je suis retourné en Angola pour le tribunal international contre l'apartheid. Là j'ai appris plein de choses. Tout ça avait contribué à me mobiliser pour le livre. Puis, donc on arrive aux vacances de Pâques 1988, je dois partir en vacances le lendemain. Je reçois un coup de fil, ma belle-mère. La mère de mon père. Mon père à l'époque travaillait bénévolement au PCF à la section politique internationale. Elle me téléphone et me dit "Maurice tu devrais téléphoner à ton père parce qu'il s'est passé quelque chose qui concerne l'ANC, il te mettra au courant". J'appelle mon père et il me dit "voilà, Dulcie September a été assassinée ". Donc je dis à mon ex-femme : « on annule les vacances » et on se précipite rue des Petites écuries au siège de l'ANC. Impossible de rentrer, les flics

empêchaient d'entrer. Là y'avait Georges Marchais et Angela Joigny qui étaient déjà là. C'était les premiers. A un moment donné, Marchais était impatient, c'était la campagne des élections Présidentielles et ils en avaient un peu ras-le-bol. Il y avait aussi Maxime Gremetz. Marchais s'adresse aux journalistes qui sont là et dit : "elle était menacée, elle nous en avait fait part il y a déjà 15 jours, elle se sentait suivie. On a prévenu le gouvernement, ils n'ont rien fait.". Tout de suite les journalistes disent : "Vous avez des preuves? etc...". Alors moi pour aider, je dis : "oui, je confirme qu'elle était suivie, qu'elle avait été suivie jusqu'au boulanger de la rue du Faubourg Saint Denis. Et qu'elle s'est fait voler son sac dans le métro.". Alors que moi je pensais que c'était un vol à la tire comme ça, alors qu'en fait ce n'était pas un vol à la tire juste comme ça. C'était des noirs qui l'avaient agressé donc tout était fait pour maquiller les choses. Tout de suite, Marchais et Gremetz sont très mécontents de mon intervention alors qu'en fait j'ai crédibilisé les choses. Le problème c'est que les journalistes, au lieu de maintenir l'intérêt pour Marchais, qui était celui qui avait quand même donné l'information, ils se sont précipités sur moi comme la misère sur le pauvre monde et qu'à partir de là on m'a demandé de me présenter et j'ai dit : "je suis le trésorier de l'ANC". Alors pourquoi j'étais trésorier de l'ANC? En fait, c'est trésorier du Comité français de l'ANC parce qu'à l'origine je ne sais plus si je faisais partie des créateurs du Comité mais à un moment donné il manquait quelqu'un. Donc Dulcie m'a demandé d'être trésorier parce qu'il fallait au minimum un Français. Ca me disait pas grand chose parce que je me suis dit en plus si il y a de la trésorerie il va falloir rendre des comptes etc... Heureusement on était pas encore aujourd'hui dans cette profusion de lois sur les organisations etc qui bouffent tout, qui nécessitent une personne à temps complet. Donc on s'est mis d'accord, c'est Dulcie qui s'occupait de tout et je n'ai jamais vu ne serait-ce qu'une feuille de compte. J'étais le trésorier factice et si il y avait eu quelque chose j'aurais fort bien accepté d'être coupable parce que c'était une tâche militante. Donc je suis le trésorier de l'ANC et au fur et à mesure que le temps passe Rue des Petites Ecuries il y a des journalistes qui arrivent et les journalistes ont entendu parler parce qu'il y en a un qui a envoyé à l'AFP le truc. Ils ont entendu parler d'un gars qui est Trésorier de l'ANC en France etc... Je deviens très vite d'ailleurs Trésorier de l'ANC en France et tout le monde veut m'interviewer. Je suis interviewé par la télé, les grands moyens d'information.. Ca va couvrir la presse internationale et la question posée c'est : pourquoi Dulcie?

Alors j'ai mon point de vue là dessus. Je crois que c'est un vaste coup qui était destiné à faire expulser les représentants de l'ANC des pays de l'Union Européenne. Je ne sais plus si c'est déjà l'UE ou le marché commun... Parce qu'en juillet/août de l'année précédente il y a eu une tentative curieuse. Je dis curieuse maintenant... une tentative d'assassinat visant les militants de l'ANC à Londres. Avec notamment celui qui va devenir le représentant de l'ANC après Dulcie September, Solly Smith et mon ami, enfin à l'époque mon ami, Francis Meli. Il se trouve qu'ils font partie du lot et qu'on s'aperçoit que ces deux là travaillaient pour les services sud-africains. Alors j'ai jamais pu suivre vraiment comme je ne parle pas l'anglais mais il semblerait.. Alors que Francis Meli était membre de la direction du Parti Communiste Sud-africain et que quand il intervenait il faisait de bonnes interventions. Alors après je me suis dit, c'est peut-être parce qu'il buvait mais comme en Afrique du Sud l'alcoolisme malheureusement est développé par le régime d'apartheid... Ca ça m'a fait un coup. Autant sur Solly Smith ça m'a fait ni chaud ni froid autant sur Francis Meli... Surtout que c'est moi

qui avait fait traduire et qui avait préfacé son bouquin comme il avait fait pour le mien parce que le mien est préfacé par lui. Il y a donc cette histoire et puis il y a l'assassinat de Dulcie. Le même soir ou la nuit précédente, il y a je ne sais plus combien de tonnes de TNT qui sont déposées devant le siège de l'ANC à Bruxelles et où c'est vraiment par hasard que quelqu'un a pu prévenir la police. Vous imaginez si il y avait eu un attentat à Bruxelles! Il y a je crois un attentat à Milan contre l'ANC et il y avait eu aussi des coups de mitrailleuse contre le siège de l'ANC à Bruxelles. Donc, tout ensemble, à quelques jours près, vous avez tout de suite le truc, l'ANC règle ses comptes etc.. On les expulse et Pandraud était sur cette ligne. Dès le début, il était vice-ministre de l'intérieur, Pasqua était sur la réserve mais Pandraud était ... voilà. Au point que d'ailleurs pour l'enquête il y avait deux groupes de policiers. Celui nommé par l'Elysée que j'avais rencontré, j'avais été interviewé tout de suite, parce que... Moumbaris était à la Préfecture. Quand ils ont entendu les informations, parce qu'ils suivaient en direct, ils ont dit : "nous on veut le rencontrer". Donc je me suis pointé à la Préfecture et les gars étaient plutôt intéressés par ce qu'il se passait et pas à chercher à avoir une histoire toute faite d'avance. Alors que 4 ou 5 jours plus tard, ça doit être le jour des cérémonies rue Jean-Pierre Timbaud pour Dulcie. Je reçois un coup de fil, c'était Le Figaro qui me dit : "qu'est-ce que vous pensez de la thèse que c'est un règlement de compte entre radicaux et mous de l'ANC?". Alors je dis : "Ce n'est pas ma thèse. Ma thèse c'est que c'est le régime d'apartheid qui a abattu Dulcie September.". Je dis : "Visiblement cette thèse elle est partagée par l'équipe de police qui s'occupe de l'affaire.". Réponse du journaliste : "Oui mais enfin ceux là ils ont été nommés par l'Elysée." C'est extraordinaire quand même. Alors bon, à partir de ce moment là il va y avoir l'enterrement de Dulcie.

Pour vous c'est vraiment un coup contre les représentants européens, ce n'est pas visé contre Dulcie parce qu'elle avait des infos particulières?

Non, c'est vrai qu'elle gênait. Parce qu'elle était très active et qu'elle faisait beaucoup sur le travail pour les sanctions etc.. Mais je ne pense pas que ce soit elle en tant que telle. C'est un coup contre l'ANC. Déjà si ils avaient pu les virer de France. Parce que bon, Mitterrand était à l'Elysée mais Chirac était à Matignon. Pandraud et Pasqua étaient Place Beauvau. Ca ne va pas se faire parce que internationalement tout le monde va pencher vers le coup de l'assassinat par les gens de l'apartheid.

Moi j'avais fait mon rôle parce que Dulcie m'avait toujours dit : " Maurice, si il y a un coup et qu'il m'arrive quelque chose, tu fais en sorte que le bureau de l'ANC ne soit pas muet.". J'avais rempli mon rôle, largement. J'avais même droit à la Presse d'extrême droite internationale, le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, alors eux ils mélangeaient tout. Eux il me présentaient comme Trésorier du PCF, ce que j'étais loin d'être mais parce que le trésorier du PCF était membre du bureau de l'AFASPA et l'AFASPA, l'ANC tout ça... Quant à *Minute*, ils me présentaient comme étant un officier du KGB qui était chargé de passer les valises de l'un à l'autre. Alors, officier du KGB, j'étais capitaine, Tambo était commandant et évidemment le président du Parti communiste Sud-Africain qui était blanc, lui était colonel. Il fallait quand même respecter la hiérarchie (rires). Alors qui est ce mystérieux trésorier de l'ANC? Le jour de l'enterrement, enfin la veille, rue Jean-Pierre Timbaud, Solly Smith nous dit au nom de la

délégation de l'ANC : "Nous avons eu la nouvelle à Londres que les locaux de l'AFASPA ont été fouillés par les services secrets sud-africains". Alors après on se pose la question, quel jeu il joue Solly Smith? On pense qu'on a été fouillé à plusieurs reprises, lié à des opérations liées au problème des mercenaires, et dieu sait que les mercenaires étaient liés à la question sud-africaine. On pense qu'il les auraient aidés à ce moment- là. Je sais que je prenais ma voiture, je regardais sous le coffre, j'ouvrais le capot, je regardais si y'avait pas un paquet parce qu'on m'a dit que j'étais en particulier suivi. Ca encore ça venait de l'information du secrétaire général du Parti communiste sud-africain à partir des années 1978, même dans les années 1980, j'ai oublié son nom, secrétaire général de l'Umkonto We Sizwe qui a été assassiné en Afrique du Sud.

Donc pour revenir à nos affaires. L'enterrement a lieu, pas facile parce qu'il y avait le problème du PS, alors là effectivement je pense que le PCF avait.. pas raison mais bon... Il faut aussi comprendre on est dans une période d'élection présidentielle, le PCF ça fait plusieurs années qu'il se bat pour les sanctions etc et il y a cette idée que le PS va être là au même titre que le PCF. Alors comme ça se passe dans un moment en plus où les relations sont extrêmement mauvaises, du coup c'était chaud. Mais finalement ça a été un succès de masse, il y avait du monde à cet enterrement. La montée au Père Lachaise a été importante... Bon et puis j'ai continué avec Solly Smith. J'accompagnais Solly Smith deux fois par mois en province ou en banlieue parisienne pour faire des débats, etc... D'ailleurs j'étais avec Solly Smith le jour où on a annoncé que Nelson Mandela et les membres du procès de Rivonia allaient être libérés, que l'ANC et le Parti communiste Sud- Africain n'étaient plus interdits, etc... On était en Moselle pour une remise de citoyen d'honneur. Et le soir, un débat avec une centaine de personnes, je me rappelle avoir vendu pas mal de bouquins. Et puis il y a un moment donné où Solly Smith est rappelé à Londres et un nouveau va venir. Alors entre temps je suis devenu Président parce que la Présidente est morte. Je suis devenu Président de façon à assurer la continuité du bureau. Lui je n'ai pas eu vraiment de bons rapports avec. Un homme d'affaire, il cherchait à faire du pognon, ce n'était plus les militants de la période précédente. Puis arrivent les élections, je crois que j'ai terminé làdessus. Alors je continuais de voir de temps en temps, il n'y avait plus de débat ni de meeting. Il faut dire que la question des sanctions était terminée. On a maintenu quand même, quand Mandela est venu à Paris et qu'il a été reçu sur l'esplanade des droits de l'homme, on criait "Sanctions, sanctions contre l'apartheid!". On a pas arrêté mais c'était plus ça, on sentait que c'était plus des relations diplomatiques. Moi Mandela je l'ai rencontré à Londres, une fois à Londres pour sa première visite. Je l'ai rencontré quand il est venu en France au truc des Droits de l'Homme de Madame Mitterand au Trocadéro, l'esplanade des droits de l'homme je crois... Donc c'était là qu'on avait reçu Mandela. L'association de Madame Mitterand était au dernier étage, donc c'était formel, je l'ai rencontré 3 minutes, on se sert la main, "je suis content de vous rencontrer"... Je lui ai filé mon bouquin. Mais c'était pas les rencontres qu'on avait. Et puis il va y avoir un peu plus, je vais... Y'a des trucs qui sont difficiles à digérer, mais qui sont aussi difficiles à ne pas admettre... Le problème c'est que Mandela est élu et il y a toujours un bureau de l'ANC à Paris. Donc Mandela est élu et l'ambassadeur Sud- Africain qui ne recule devant aucun sacrifice, fait un immense raout pour l'élection de Mandela qui se passe dans sa résidence personnelle, c'est-à-dire pas à l'Ambassade mais dans sa résidence personnelle. Je ne suis pas

invité! Tout le monde est invité autour de moi, Moumbaris était invité etc... Je ne suis pas invité. Je téléphone aux gars de l'ANC, je dis : "Je veux une invitation", il me dit : "Ah mais c'est difficile..." . Je dis : "c'est peut être difficile mais je te préviens tout de suite ..." il devait parler français pour que je m'en souviens si bien. Je lui dis : "Il y a un truc qui est clair, c'est que j'y serais donc si vous voulez un scandale c'est le moment parce qu'il y aura les journalistes et que j'ai quand même laissé quelques souvenirs.". Il me dit : "On va voir ça"... Alors là j'arrive, et c'est ça qui me fout en rogne, sur qui je tombe? Raymond Barre, Jacques Chirac, Couve de Murville, et j'en passe et des meilleurs. Je me suis dit, mais si ils étaient venus UNE fois quand on faisait une manif, qu'on demandait la libération de Mandela et qu'on était 15 ça serait allé plus vite. En plus beaucoup étaient liés plus au moins aux lobbies Sud-africains. Couve de Murville je ne sais pas mais comme il a un peu collaboré sur les bords jusqu'en 1942 ça ne m'étonnerait qu'à moitié... Raymond Barre, oui! Ils étaient tous là, c'était vraiment la grande fête, il y avait champagne à volonté, les petits fours etc... Finalement les anti-apartheid on était le minimum, il y avait pour le PCF Francis Wurtz qui était député européen et qui avait organisé plusieurs réunions au Parlement Européen sur les questions de l'apartheid avec le groupe communiste apparenté. Il y avait Moumbaris, je me demande si il y avait celle qui était la secrétaire du Comité, Joyce Tillerson, il me semble qu'elle y était. Le représentant de l'ANC, peut être un ou deux autres camarades, des gens du Mouvement Anti-Apartheid mais ils étaient quoi, trois, quatre... On était ultra-minoritaire! On était dans un monde inversé, c'était nous les vainqueurs et on était avec tous ceux qui nous avaient combattus jusque là, c'est assez fulgurant.

Après j'ai arrêté. Quand on a liquidé le Comité j'ai fait le boulot.

C'était vers quelle année la fin du Comité?

Mandela a été élu en 1994 si je me souviens bien, le Comité a dû être liquidé en 1994 / 1995. Ah, il faut quand même que je vous raconte des trucs rigolos! Je me mets dans la foule, on me demande mon invitation, je dis : « non je ne l'ai pas reçu mais monsieur l'Ambassadeur doit m'attendre ». On m'annonce et on me demande « qui j'annonce? ». Je dis : "Monsieur Maurice Cukierman Président du Comité de l'ANC à Paris, en France, mais je n'ai pas reçu l'invitation.". On me dit : "Ne vous inquiétez pas, vous êtes chez vous! Allez-y entrez". Donc voilà ça s'est passé comme ça mais quand même ça faisait drôle. Après j'ai arrêté le militantisme sur l'Afrique, je me suis occupé d'autres choses.

Vis à vis de Dulcie quels étaient vos rapports?

Bah, c'était comme avec Nmuzana, des rapports d'amitié, on s'invitait, j'allais boire un whisky chez elle, on est allé manger aussi plusieurs fois. On l'invitait pour les fêtes. Alors contrairement à Neo qui avait participé comme je le disais tout à l'heure à certains Réveillons, pour Dulcie c'était un peu plus compliqué parce qu'elle avait sa famille qu'était en Suisse, son frère. Donc elle allait souvent en Suisse pour les réunions de fin d'année. Mais par exemple pour mon anniversaire je les invitais toujours, parce que la vie seul quand on est exilé c'était pas simple et on se laisse facilement aller à la boisson. Il faut dire que le régime d'apartheid

avait préparé les noirs et les métis à boire, et les indiens aussi. Un des rares militants (je ne parle pas de ceux qui étaient en Afrique du Sud) que je connaissais dans l'exil, qui ne buvait pas une goutte d'alcool et qui en sa présence n'acceptait pas que l'on boive de l'alcool, c'est Oliver Tambo. Lui et sa femme. Donc on se téléphonait au minimum une fois par semaine.

De caractère elle était plutôt joviale? J'ai différents échos à propos de ça.

Ah! Comment était Dulcie? Quand elle avait une idée dans la tête elle l'avait dans la tête. Elle était parfois intransigeante etc... Mais il faut comprendre... Parfois elle était un peu psychorigide. Par exemple l'histoire avec Miriam Makeba, l'histoire avec Johnny Clegg, elle voulait qu'on fasse annuler le concert de Johnny Clegg à Bourges. Quand elle a été agressée dans le métro, elle était persuadée que c'était des mecs de l'ambassade de l'Afrique du Sud. Je me demande si ce n'est pas là-dessus qu'elle s'est engueulée avec Jacqueline Dérens d'ailleurs. Parce qu'on lui disait : "écoutes, tu peux pas, dans une ville comme Paris, ça arrive"... Cela dit, c'est tellement bizarre et la semaine d'avant elle s'est sentie suivie. Elle est rentrée chez le boulanger, elle a acheté son pain, elle est ressortie, elle a fait un tour, elle a perdu le mec de vue. Mais depuis le bureau il la suivait. La question que je me pose c'est que visiblement ils ne savaient pas qu'elle habitait Arcueil. C'est à dire qu'ils ne l'ont pas suivie d'une manière systématique. Ils l'ont suivie de la sortie du bureau jusqu'au métro. Mais je n'ai pas l'impression qu'ils ont été plus loin et heureusement pour la municipalité d'Arcueil ça aurait été problématique. Alors entre temps l'AFASPA on avait créé (mais Jacqueline Dérens a dû vous en parler) avec l'aide du Mouvement de la Paix, du PCF, de la CGT etc... Les Rencontres Nationales Contre l'Apartheid, ça encore je pense que ce n'était pas une bonne idée mais enfin bon...

Pourquoi selon vous?

Parce qu'il y avait l'AFASPA, pourquoi multiplier des associations alors qu'il n'y a pas de militants ou très peu? C'est là que j'ai beaucoup milité avec Marcel Trigon. Il n'est pas de votre famille non?

Si, c'était mon père.

Ah, je me posais la question. Donc j'ai fait connaissance de Marcel. On est allé à plusieurs reprises ensemble à Bruxelles et puis bon ça nous permettait de discuter. Comme on était pas d'accord sur le plan politique... mais on s'entendait bien. Il a fait du bon boulot, il faut le reconnaître, bon, ceci dit, je crois qu'il aurait pu faire ce boulot en étant à la direction de l'AFASPA mais on ne refait pas l'histoire. Il a au moins eu l'avantage de réintégrer Jacqueline Dérens et son mari dans le mouvement parce qu'ils s'étaient totalement désengagés dans les années qui précédaient.

Tout à l'heure vous disiez que Dulcie ne s'est pas faite assassiner du fait qu'elle cherchait beaucoup d'informations... Elle ne vous a jamais parlé d'informations confidentielles?

Si! Il y avait des infos qui passaient par Afrique-Asie, c'était Christine Abdelkrim qui faisait les enquêtes etc... Et qui avait réussi à avoir un certain nombre de choses qu'elle passait à Dulcie mais ça changeait pas grand chose... C'est pas Dulcie qui... elle passait les informations donc ... L'ANC, le Comité anti-apartheid de l'ONU, ils avaient largement de quoi alimenter les choses. Non je pense qu'elle ils l'ont eue. Et ils l'ont eue parce qu'elle arrivait le matin, il n'y avait personne et que le gars l'attendait. Avec un escalier et un ascenseur qui permettaient que ça fasse un lieu d'embuscade. Non, sinon, je ne vois pas pourquoi elle en particulier. En plus, il a été dit qu'elle faisait partie des éléments radicaux, c'est faux. Elle était d'accord avec l'orientation de l'ANC. Elle était pas fractionniste. C'était une ancienne militante trotskyste, mais c'était une ANCIENNE militante trotskyste. Quand elle est morte elle était proche du Parti Communiste Sud-africain. Je le sais parce qu'elle lisait la presse du PC Sud-africain et elle était abonnée au bulletin d'information du Parti Communiste et ouvrier qui était publié à Prague par les soviétiques et qui publiaient tous mes articles ce qui faisait dire à ton père : "T'as vraiment des copains bien placés" (rires). Parce que j'ai jamais compris, le choix des articles était plus ou moins secret, chaque fois que je publiais un article dans *Révolution*, dans les *Cahiers du Communisme*, chaque fois mon article était publié, sur l'Angola, sur l'Afrique australe etc... Alors il y en a qui faisaient la gueule parce que effectivement, l'article sur l'Afrique du Sud dont j'ai parlé, il a été publié. Ce qui fait que Dulcie l'avait lu en anglais. Parce qu'elle avait du mal à lire le français quand même.

Mais elle parlait vraiment français? Parce qu'on m'a dit qu'elle ne parlait pas du tout.

Non, elle parlait mal, pour des Français elle parlait très mal. Mais elle avait suivi quelques cours. Enfin nous on parlait en français. Alors le problème c'est qu'en plus elle avait un bégaiement qui faisait que des fois c'était difficile à suivre.

Il y a eu la question aussi du : pourquoi ils l'ont envoyé elle en France alors qu'elle ne parlait pas français?

Alors ça c'était l'ANC, ça c'était depuis le début Nmuzana quand il est arrivé en France il ne parlait pas beaucoup, c'est la pratique qui l'a formé. Lui il avait un avantage c'est qu'il était allé au Sénégal. Donc il avait parlé un petit peu. Mais il faut dire aussi que dans les pays d'Afrique, bien souvent le représentant de l'ANC il avait des relations avec le corps diplomatique donc il parlait anglais. Alors qu'en France, la spécificité du bureau c'est que c'était un bureau militant, les relations avec les diplomates il en avait pratiquement pas. Si, l'ambassade de l'Angola, l'ambassade du Mozambique de temps en temps, pas trop trop souvent. Si, il était reçu pour des réceptions à l'ambassade d'Angola en particulier mais sinon, c'était les débats. Donc souvent, ce que faisait Dulcie pour éviter les problèmes, elle parlait comme ça français avec nous mais quand il y avait un débat elle se débrouillait pour qu'il y ait un traducteur de façon à ce que ça puisse être compris par le public.

Comment elle vivait à Paris, elle avait un salaire d'une organisation?

Elle et lui recevaient une somme qui était versée. Le comité national recevait les sommes sur son compte en banque que versaient les différentes organisations qui lui donnaient de l'argent.

Donc le comité national français de l'ANC?

Oui, on avait un compte en banque qui était d'ailleurs à Arcueil en face du centre Marius Sidobre. Avant il était ailleurs mais à la fin il était là. Sur cet argent, ils avaient une somme qui leur était affectée pour leurs besoins personnels. A ça venait s'ajouter deux ou trois autres trucs quand ils avaient des besoins immédiats, là on se débrouillait pour faire appel à la solidarité mais ils n'avaient pas beaucoup parce que Moumbaris avait proposé d'être le représentant à Paris mais il pouvait pas se contenter de la somme. Après je ne sais pas si l'ANC a voulu lui donner aussi, parce que c'était quand même à eux de choisir. L'avantage qu'aurait eu Moumbaris c'est qu'il parlait français mais en même temps ils faisaient tourner leurs représentants. Et alors le fait, ça c'était l'ANC hein... l'anglais c'était la langue de Dieu, tout le monde devait parler l'anglais et on se souciait jamais du fait que des gens ne parlent pas l'anglais. Ca avait une particularité c'est que si on prend l'essentiel du mouvement syndical en Europe. Des pays où ce sont des militants syndicaux qui deviennent responsables des questions internationales et qui sont chargés d'animer le secteur international, il n'y a que la France. Partout ailleurs ils recrutent à l'Université et ils recrutent sur la base de l'anglais. Donc tout le monde parlait l'anglais effectivement. En plus c'était souvent, il faut le reconnaître, si il n'y a pas un mouvement syndical qui anime ou un Parti Communiste comme en France à l'époque, il n'y a pas d'ouvrier donc c'est qui, c'est les intellectuels. En général à part moi, ils parlent anglais. En fait, ça a été un véritable problème pour nous. Dulcie sortait un bulletin je ne sais pas si tu es tombé dessus, *Amandla!*. Et puis moi je sortais le bulletin *Résistance anti-apartheid* qui donnait des informations en français. Moi je donnais les informations à partir de la presse soviétique en langue française, des bulletins de la RDA, de l'ambassade qui donnaient beaucoup de choses sur le mouvement anti-apartheid. Et puis j'avais un groupe de camarades, j'avais fait la demande dans *l'Humanité*, un groupe de camarades volontaires pour me faire des traductions. Donc ils me traduisaient le canard de l'ANC qui était le service de presse. Donc on avait tout un tas d'informations venant de la presse sud-africaine et sur la lutte armée. Ce bulletin je crois qu'on a eu jusqu'à, il me semble me rappeler, 180 abonnés. On avait plein de municipalités communistes qu'on avait fait abonner, Arcueil notamment. Il y avait les syndicats et la CGT nous publiait donc ça ne nous coûtait pas un sou. Puis, quand j'ai fait mon bouquin, j'ai acheté un ordinateur, je ne saurais même plus le faire fonctionner tellement c'était compliqué. C'est la seule chose que m'a remboursé les Editions Sociales. Heureusement d'ailleurs, j'ai eu ça plus j'ai dû avoir 10 000 francs. Mais ça faisait partie de l'argent que j'avais avancé. On publiait le bulletin avec cet ordinateur, on le collait, on le mettait en page, je le portait à la CGT à la Gare du Nord et ils me faisaient un tirage qui faisait qu'on avait un canard qui était propre. Alors c'est vrai que maintenant quand je le feuillette ça me fait toujours sourire parce que, maintenant on ne tolérerait plus, c'est quand même de l'artisanat artisanal. Maintenant ce qu'on fait avec une imprimante ça n'a rien à voir. Ceci dit on devait avoir 180 abonnés et on devait l'envoyer à 500 ou 600 personnes tous les mois sauf août. C'était très étonnant, une fois, je reçois un coup

de téléphone de la Bibliothèque Nationale et on me dit: "il vous manque un numéro, vous ne nous avez pas envoyé le numéro du jour". En fait c'était un numéro double avec *Amandla!* et ils l'avaient classé dans *Amandla!*... En fait le problème n'était pas là. La fille me dit : " Je voudrais avoir absolument ce numéro parce que figurez-vous que je n'avais jamais vu ça, votre bulletin est réclamé en priorité par le Quai d'Orsay. ". Alors mon petit bulletin de crotte là était tous les mois envoyé au Quai d'Orsay parce ça les intéressait, comme quoi, même eux l'anglais... Donc ça a été un bulletin qui a joué un rôle, pas inintéressant, on a publié quelques numéros spéciaux.

***Amandla!* était aussi publié en français, qui s'occupait des traductions, Jacqueline Dérens?**

Non, c'était Joyce Tillerson. Dans *Amandla!* il y a de temps en temps quelques anglicismes bien vus. Jacqueline a dû en corriger certains mais je ne pense pas qu'elle l'écrivait systématiquement, je l'aurais su.

Joyce parlait donc français?

Alors Joyce parlait français, elle avait vécu en Algérie. Vous connaissez son parcours à Joyce?

Non, du tout.

Joyce est arrivée en Algérie en détournant un avion avec la plus grosse rançon à son époque des rançons par avion. Elle est arrivée en Algérie, les Cubains ont refusé de les accueillir, jusque- là les cubains accueillait les Black Panthers mais ils en avaient ras-le-bol et puis ça devenait dangereux même par rapport à Cuba parce que les Etats-Unis faisaient monter la sauce. Donc ils ont détourné l'avion et la somme était censée être destinée à cette crapule qui aujourd'hui je crois qu'il vote Républicain, qui était le maréchal des Black Panthers dont le nom m'échappe. Donc Joyce est restée deux ou trois ans là-bas puis elle est venue à Paris où elle vivait clandestinement mais les Etats-Unis l'ont vite repérée. Et elle a été jugée, à son jugement il y avait Simone Signoret et Yves Montand comme témoins de moralité. Je ne sais pas si la moralité avec ces deux- là ça marche mais bon... Toujours est-il qu'elle est condamnée et que il est prévu qu'à la fin de son emprisonnement elle soit extradée aux Etats-Unis. Et là, les Etats-Unis qui ne reculent jamais devant rien et qui veulent toujours avoir un statut particulier, ils font la faute qu'il ne fallait pas faire. Ils disent : "De toutes façons, nous la re-jugerons". Et les Français disent : "Ah non. Si c'est comme ça, elle a été jugée, chose jugée, chose jugée donc elle restera en France". Donc elle est devenue réfugiée politique en France.

Je me faisais engueuler par Gatignon qui me disait tout le temps : " A l'AFASPA tu vas nous emmener tous les terroristes, entre Joyce, Moumbaris". Et j'avais deux autres copains allemands. Alors, lui était américain, il avait été Black Panthers, elle était allemande. Ils s'étaient connu pendant le service militaire de Georges et il est tombé dans le panneau sur une

histoire d'arme et il aurait dû être arrêté par le FBI, il a braqué le mec du FBI et il s'est barré au Canada. Alors normalement au Canada il n'y a pas de frontière juridique. C'est-à-dire que toute personne (mais c'est vrai pour les militants surtout), qui se réfugie au Canada, il est extradé, il revient aux Etats-Unis notamment quand son délit est susceptible de lourdes peines. Mais il a tellement bien parlé qu'il a été expulsé vers la France. Alors il ne pouvait être qu'en France parce que si il avait été en Allemagne il aurait été extradé aux Etats-Unis. Il s'est investi sur les questions de la lutte pour la paix. Elle était allemande, c'était l'époque où les verts allemands étaient progressistes, ils étaient même très très progressistes. Donc ils faisaient des bulletins, des tournées, des meetings, on a fait des meetings avec eux, l'ANC... Mais c'est vrai qu'ils étaient rentrés en France d'une manière pas très catholique, ils étaient rentrés avec l'aide des réseaux de ce militant égyptien

Curiel?

Oui voilà, je crois qu'ils avaient été liés, ou Joyce, je ne sais pas mais il y en a un des deux, ils étaient très copains. Il ont obtenu la nationalité française en 1981, je ne sais pas si c'est elle ou lui qui travaillait à l'OFPRA. Donc ils ont obtenu que leur dossier soit traité. A partir de ce moment- là ils pouvaient retourner en Allemagne puisqu'ils ne pouvaient plus être extradés. Donc un jour ils me disent : "On en a ras-le-bol, on a décidé de partir en RDA". Je leur dis : "Vous allez pas vous ennuyer? Parce qu'avec la masse de travail militant que vous faites vous serez quand même les gens qui arrivent de RFA...". Bon, trois mois se passent, et ils me disent : "finalement on a réfléchi, on va aller en RFA pour le travail militant, on a vu avec les verts, on a la possibilité d'avoir un travail avec les verts...". Mais je ne dis rien. Je savais très bien ce qui c'était passé... Bon, arrivent les années folles, 1990, je me suis mis à faire autre chose, je me suis mis entre autre au Comité Honecker pour la libération d'Honecker et des prisonniers politiques en Allemagne parce qu'il y en avait en pagaille, certains pour des motifs, d'avoir été poursuivis par les tribunaux de Weimar. Un jour, je vais à Bonn pour une conférence avec des communistes allemands de plusieurs groupes. Moi j'appartenais à l'époque à la coordination communiste donc c'est moi qui représentait. C'était une réunion importante à Bonn. Et mes copains, Georges et Doris, ils habitaient à Bonn puisqu'ils avaient travaillé au Parlement Européen. Ils n'y étaient plus puisque les verts avaient changé d'orientation, Cohn Bendit était passé par là et avait droitisé ô combien.

On discute, je leur parle du Comité Honecker et ils me disent : "tu sais, on va avoir un peu besoin de toi". Je leur dis : "Ah bon?", ils me disent : "Oui parce que pour ne pas te cacher...", je leur dis : "Oui, vous avez été membre de la Stasi". Ils me disent : "Comment tu sais?". Je leur dis : "Bah quand tu m'a dit qu'avec le gars de la RDA vous aviez décidé aller en RFA et que vous travaillez chez les verts, je me suis dit que je connais les pratiques de la RDA, ils les ont récupérés pour leur truc"... Alors c'était pas vraiment de l'espionnage, c'était plutôt du lobbying, ils faisaient pression, ils donnaient des documents etc... Mais bon, de fait ils appartenaient à la Stasi. Or, à cette réunion de Bonn, je logeais chez un camarade qui lui était lieutenant-colonel de la Stasi et c'est comme ça que j'ai fait le rapprochement avec Georges et Doris quand il m'en ont parlé. En 1953 il est d'une famille d'origine noble allemande, ses parents étaient nazis, il en a ras-le-bol et il part en RDA. Il se retrouve dans les camps, parce

qu'on en parle jamais mais il y avait des camps pour accueillir les gens qui venaient de l'Ouest et qui voulaient vivre en RDA. Alors un camp de regroupement pour voir qui c'était, se renseigner... C'est pas toujours fait avec beaucoup de doigté mais on comprend. Et Von Driffendef (ou quelque chose comme ça) les types lui disent : " vous avez fait des études supérieures, vous avez des études de droit international, vous allez venir chez nous, vous allez pas nous apporter grand chose, vous seriez ouvrier qualifié ça serait intéressant mais là... Vous voudriez pas travailler pour nous?". Et il dit oui. Quand il est arrêté en 1990 il est Lieutenant-Colonel. Je t'en ai pas parlé mais entre-temps j'ai fait sa connaissance parce que lui c'est son boulot. On organise à l'UNESCO une exposition d'affiches anti-apartheid avec des reproductions de tableaux d'un certain nombre de peintres dont Ernest Pignon Ernest. Alors, c'est le Comité de l'ONU contre l'apartheid qui organise à Paris. Parce qu'il faut savoir qu'à Paris il y a l'UNESCO, l'annexe de l'UNESCO rue Miollis. Il y a l'intérieur je crois de Rue Miollis, il y a à l'époque des bureaux du comité de l'ONU contre l'apartheid. Le siège est à New York mais ils ont un bureau à Paris. Ceux qui président le Comité de l'ONU contre l'apartheid à ce moment là c'est la République Fédérale Allemande. Et l'Ambassadeur à l'UNESCO de la RFA est donc le Président du Comité Anti-Apartheid. Donc je vois ce type et je fais tout pour pas lui dire bonjour, pas lui serrer la main. Voilà ça se passe bien, je fais pas de scandale mais je me débrouille pour pas lui serrer la main. Et puis, arrive l'écroulement de la RDA, 1990/1991, on a une réunion du Comité Honecker chez un copain à Saint Denis et arrive un type, ce camarade allemand, qui sort de prison, il s'était tapé 1 an et demi voir 2 ans de prison comme membre de la Stasi. Qui s'était reconverti dans l'informatique depuis sa prison et je couche chez lui à Bonn et il se trouve qu'il connaissait mes copains. Un truc très rigolo c'est qu'on allait à la réunion le matin à Bonn ou à Cologne mais qui était une réunion anti-apartheid au niveau européen et il me dit : « tu sais, des fois quand j'étais en prison, je pensais à cette période où j'étais à Paris » et alors il était rue de la Motte Piquet Grenelle, il avait un appartement qui faisait 300 mètres carrés et il dit "je me disais, j'en ai bien profité sur le dos de ces sales cons!" (rires). Effectivement c'était bien lui qui présidait cette réunion. Comme quoi le monde est petit.

Pour en revenir à Dulcie, elle avait des amis, des occupations, elle sortait?

Ah non, elle sortait pas, elle s'occupait de son bureau. Toute cette génération de militants c'était des gens... Elle a fait de la prison hein. Elle a rejoint l'ANC très tard, elle estimait que chaque moment de sa vie... , sauf quand elle allait chez des copains mais sinon... Comme ami, en Suisse, les gens du Comité anti-apartheid de Lausanne, il y avait deux femmes, une au moins, elle était copine avec, quand elle allait voir son frère elle la rencontrait. Sinon en France, elle s'entendait pas mal avec Joyce, elles s'engueulaient beaucoup mais elles s'entendaient, elles travaillaient ensemble quand même. Mais des fois c'était insupportable. C'est vrai qu'elle était un peu caractérielle quand même. Avec moi on s'engueulait, on se rappelait, c'était pas... Mais il y a des gens qui supportent plus ou moins. Je suis très tolérant là- dessus et si ça avait pas été la représentante de l'ANC ça ne se serait pas passé comme ça...

Mais elle était dure sur des choses qui lui tenaient à coeur pour la cause ou elle avait vraiment un caractère dur?

Oui, mais en même temps, quand elle décidait quelque chose, on avait beau lui expliquer que c'était pas ça... J'ai parlé des sanctions culturelles. Mais de temps en temps il y avait de petits accrochages comme ça. Je suis pas celui qui en a le plus souffert, ce qui est triste c'est Jacqueline qui s'est engueulée avec elle très très violemment une semaine avant qu'elle meurt. Ca c'était terrible parce qu'on peut pas s'empêcher de se dire j'aurais dû rappeler... Alors que là elle avait dit : "Je ne veux plus en entendre parler". C'était passager mais c'était la période et malheureusement c'est tombé au moment...

Non, avec ton père ça se passait bien, à ma connaissance il n'y a jamais eu d'esclandres. Mais bon, il faut dire qu'il lui a rendu un sacré service. Déjà de l'avoir mis dans l'école.

C'est justement elle qui a voulu changer, partir de l'école pour protéger les enfants.

Ah je ne savais plus si c'était lui ou elle qui avait préféré bouger. Là où elle était c'est vrai que c'était tranquille.

En même temps, la question que je me suis posée et que je me pose c'est comment se fait-il que les services Sud-africains ou les assassins recrutés n'aient pas été jusqu'au bout de la poursuite et de savoir où elle était exactement.

Peut- être qu'ils voulaient la toucher vraiment dans le bureau de l'ANC ...

C'est vrai, je n'avais pas pensé à cet aspect des choses... Là ça a fait fort.

Il a été dit que dans l'appartement d'en face c'était peut- être un truc d'espionnage. C'était difficile à dire, ceci dit ils ont quitté un peu après... Mais, le coup n'est pas parti de là puisque le gars était dans le couloir donc ça il n'y a aucun doute.

(...)

C'est quand même extraordinaire que les gens du Mouvement Anti-Apartheid aient les entrées où ils veulent alors qu'ils avaient les positions qu'ils avaient. Tous les politiciens qui ont soutenus l'apartheid sont allés voir Mandela, y compris Sarkozy enfin bon... Moi je devais être invité, j'ai jamais été invité. Autant les angolais j'ai été invité une fois..

Mais vous ne pensez pas que c'est peut être que vous étiez très proches du Parti communiste et qu'ils voulaient peut être un peu s'orienter d'avantage capitalisme...

C'est difficile à dire parce que le Parti Communiste Sud-africain fait partie du gouvernement. Moi je trouve que sa politique n'est pas glorieuse mais... Il y a une déviation opportuniste, réformiste, tout ce qu'on veut mais il y a autre chose. On est en 1990, enfin 1989, l'Union Soviétique s'effondre, il n'y a plus de soutien. On ne peut plus mener la lutte armée et les Etats-Unis font un deal. Ils disent : "si vous acceptez de mettre de l'eau dans votre vin, on laisse faire". Je pense que c'est comme ça que ça s'est fait. Et Slovo dit : "On tente le coup, on fera ça morceaux par morceaux". Or on n'a jamais vu de Révolution sociale qui se font

morceau par morceau. Je suis secrétaire général d'un petit Parti Communiste aujourd'hui et un des trucs qu'on a et qui fait notre particularité c'est qu'il n'y a pas d'étape. Ca veut dire qu'il n'y a pas un moment où on rassemble les gens pour faire un certain nombre de choses puis après on verra ce qu'on aura dans le rapport de force. Ca ça conduit tout le temps à la gestion des affaires de la bourgeoisie. Donc par conséquent, l'Afrique du Sud avec tout ce que ça comportait c'était ça, en plus ça a été la course à l'enrichissement, Thabo Mbeki, les frères (je ne sais plus comment ils s'appellent), qui venaient déjà d'une famille très riche, un qui était représentant à Prague du Parti Communiste Sud-africain, il est resté deux ans permanent du Parti Sud-africain alors qu'il était anti-communiste. Son frère était membre du Comité National de l'ANC, la première chose qu'il a fait quand il est rentré en Afrique du Sud c'est qu'il quittait le Parti Communiste Sud-africain, qu'il voulait plus en entendre parler. Thabo Mbeki aussi.... Thabo Mbeki on avait des doutes, parce que Neo me disait : " je ne sais pas si il est toujours". Parce que tu sais que Nelson Mandela a été membre du parti. On a appris ça au moment de sa mort, c'était pour des raisons de clandestinité. Donc Thabo Mbeki, la famille Mbeki, les enfants, il y en a très peu qui suivent le pas des pères ou mères. Il y en a qui font des affaires. Le Président actuel, bon, il n'est pas pourri comme le précédent ou du moins il ne paraît pas mais c'est quand même un mec qui est millionnaire. Avant de re-devenir militant il était dans les affaires donc ça pose quand même quelques questions.